



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>





600051924R











**HISTOIRE**  
**DE**  
**MON TEMPS**

PARIS.—IMPRIMERIE DE J. CLAYE

RUE SAINT-BENOÎT, 7

**HISTOIRE**  
**DE**  
**MON TEMPS**

**PREMIÈRE SÉRIE**  
**RÈGNE DE LOUIS-PHILIPPE — SECONDE RÉPUBLIQUE**  
**1830 — 1851**

**PAR**  
**LE V<sup>te</sup> DE BEAUMONT-VASSY**



**TOME TROISIÈME**



**PARIS**  
**PERROTIN, LIBRAIRE-ÉDITEUR**  
**41, RUE FONTAINE-MOLIÈRE**  
**1857**

*237. e. 170.*



237. e. 150.

# HISTOIRE DE MON TEMPS

---

## LIVRE DOUZIÈME

I. Jugement et acquittement des conspirateurs de Strasbourg. Inquiétudes du roi. Affaires d'Afrique. Le général Desmichels et Abd-el-Kader. Prise de Mascara. Combat de la Sickah. Première expédition de Constantine. Désastres de la retraite. M. Dupin et le maréchal Clausel. — II. Attentat Meunier. Mort du roi Charles X. Session de 1837. Dislocation ministérielle. Cabinet du 15 août. Mariage de M. le duc d'Orléans. Cérémonies et fêtes. Amnistie. Inauguration des galeries historiques de Versailles. — III. Elections. Traité de la Tafna. Seconde expédition de Constantine. Débuts impuissants de la coalition. Travaux de la session de 1838. Incident à la Chambre des Pairs et discours de M. le duc d'Orléans. Apogée de la carrière politique du comte Molé. Le roi Louis-Philippe à Champlatreux. — IV. Avènement de la reine Victoria. Déclarations politiques et religieuses de la reine. Affaires du Canada. Insurrection. Papineau et Mackensie. — V. Naissance du comte de Paris. Procès Hubert. Affaire Laity. Louis-Napoléon quitte la Suisse. Évacuation d'Ancone. Sacre de la reine d'Angleterre. Prise de Saint-Jean-d'Ulloa. Ouverture de la session. Réveil de la coalition. Son plan de campagne. Dernière lutte du ministère. Dissolution de la Chambre. Elections. Le cabinet Molé se retire.

### I

A qui devait, en définitive, profiter la première victoire remportée sur l'idée bonapartiste par le gouvernement de 1830? Ce ne fut point à ce der-





800051924R









**HISTOIRE**  
**DE**  
**MON TEMPS**

quiété par des nuées de cavaliers arabes harcelant nos flancs, nous fit éprouver des pertes sensibles, surtout aux bords de la Macta. Cette désastreuse affaire où le colonel Oudinot avait perdu la vie, présentait un échec moral dont la Chambre des Députés elle-même, quel que fût d'ailleurs son mauvais vouloir pour notre colonie africaine, devait ressentir toute l'amertume. Une expédition fut résolue pour venger l'honneur du drapeau et la mort de tant de braves gens. Le maréchal Clausel était en quelque sorte désigné par l'opinion publique pour diriger la vigoureuse campagne à laquelle M. le duc d'Orléans désirait prendre part. Il fut choisi une seconde fois pour gouverner l'Algérie, et remplaça le comte Drouet d'Erlon, qui lui-même avait succédé au général Voirol.

C'était le 26 juin 1835 qu'avait eu lieu l'affaire de la Macta; à cinq mois de distance, le 26 novembre, l'expédition nouvelle commença. La ville de Mascara avait été indiquée comme le point extrême que le corps d'armée devait atteindre. Écoutons le maréchal Clausel raconter lui-même, dans sa proclamation aux troupes, les glorieuses étapes de cette courte campagne : « Soldats, vous avez pleinement justifié ma confiance et dépassé en peu de jours le but que je vous avais proposé. Le 1<sup>er</sup> décembre, vous avez vaillamment combattu à la reconnaissance des gorges du Zig, et, dans votre

ardeur, vous avez enlevé le camp ennemi lorsque nous ne nous en approchions que pour juger de la position et du nombre des troupes qu'il pouvait contenir. Le 3, vous avez enlevé celui de l'émir, qui a fui devant vous, et, malgré sa valeur personnelle, n'a pu empêcher ses troupes de se disperser dans les montagnes. Le même jour, à Sidi-Embarek, lorsque vous fûtes entourés par une nombreuse cavalerie, lorsque vous étiez exposés au feu de l'artillerie d'Abd-el-Kader, vous avez vu fuir encore les Arabes embusqués derrière un obstacle naturel que vous aviez à peine eu le temps d'apercevoir. Emportés par un noble élan, le soir même vous vous êtes établis sur l'Habrah. Le 4, vous avez attaqué, à Ouled, Sidi-Brahim, sur les contre-forts de l'Atlas, l'infanterie de l'émir ; il a suffi de votre approche pour la mettre en fuite. Le 5, vous avez enlevé, en quelques instants, une forte position occupée par un assez grand nombre d'ennemis auxquels vous avez fait éprouver une perte notable. Enfin, le 6, vous êtes entrés en vainqueurs dans Mascara que l'émir, abandonné, insulté par les siens, n'a pas osé défendre. Ainsi, en quelques jours s'est évanouie devant vous cette puissance qu'on représentait comme formidable et dont votre valeur a montré toute la faiblesse. Soldats, vous avez combattu sous les yeux du prince royal ; il dira au roi, avec votre géné-



ral en chef, vos brillants exploits ; la France et le roi seront contents de vous , et vous recevrez alors la juste récompense que vous avez méritée. »

Cette proclamation, un peu trop pompeusement rédigée peut-être (c'était dans les habitudes et le goût du maréchal Clausel), n'en indiquait pas moins la traditionnelle énergie de nos troupes et surtout leur ardeur à venger la sanglante surprise de la Macta. Elle produisit un grand effet sur le monde parlementaire, et c'est ce qu'on avait voulu. Plus tard , le bulletin détaillé envoyé par le maréchal, et qui ne tenait pas moins de cinq colonnes du *Moniteur*, fut publié la veille de l'ouverture des chambres. Ce bulletin sentait la poudre et, du reste, il y avait eu de la gloire pour tous dans cette rapide campagne de douze jours. Au combat de l'Habrah, le duc d'Orléans s'élançant bravement vers les ravins garnis d'aloès où se groupaient les Arabes , avait été légèrement atteint d'une balle morte à la cuisse ; que ce jeune prince, fatalement marqué par la destinée, ne succombait-il du moins sur ce glorieux champ de bataille !

On ne pouvait tenir à Mascara ; après deux jours de repos accordés à l'armée expéditionnaire, le maréchal Clausel ordonna l'évacuation de la ville , dévastée par les Arabes d'Abd-el-Kader , mais , avant de reprendre le chemin de Mostaganem, il fit mettre le feu aux principaux édifices de cette

ancienne place d'armes de l'émir. Le 8 janvier 1836, le maréchal se voyait, par l'attitude agressive de son infatigable adversaire, contraint d'entreprendre sur Tlemcen une expédition nouvelle. Les succès momentanément et partiellement obtenus ne modifiaient en rien, d'ailleurs, l'ensemble d'une situation difficile. Il fallait nécessairement étendre la domination française pour la rendre féconde. C'est ce que le maréchal se proposa de prouver au ministère et aux chambres en se rendant à Paris vers le commencement du mois d'avril 1836.

Sur ce point, les ministres étaient plus faciles à convaincre que la chambre des députés. Cette dernière, dont la politique étroite n'admettait qu'avec peine l'idée d'une occupation sérieuse, permanente, malgré les conclusions favorables de la commission prise dans son sein qui, en 1833, avait été chargée de se transporter en Afrique, pour étudier à fond la question algérienne, cette dernière, disons-nous, semblait peu préparée à sortir du système de parcimonie et de défiance dont elle avait jusques-là constamment suivi les inspirations fatales. Quant au ministère, le maréchal Clausel était sûr d'y trouver au moins un homme qui comprendrait toutes les nécessités de notre guerre d'Afrique, et, dans son goût pour les grandes entreprises militaires, serait disposé à seconder ses plans. Or, plusieurs des collègues de

M. Thiers se laissaient volontiers entraîner par lui dans des questions de cette nature, et le cabinet se montrerait peut-être plus enclin que par le passé à entrer dans la voie hardie mais rationnelle dont le maréchal venait lui signaler l'urgence.

Un fait glorieux, en se produisant à cette même époque, apporta son appui moral aux demandes du maréchal Clausel : ce fut la victoire de la Sickah, remportée par le général Bugeaud sur les troupes de l'émir, dont la sanglante défaite eut dans toute l'Algérie un immense retentissement.

Le maréchal indiquait une expédition dans la province de Constantine, et la prise de cette place comme l'opération la plus urgente qu'on pût tenter en vue de la solidité de notre occupation en Afrique. Achmet-Bey se montrait en effet, sur ce point, aussi dangereux, aussi ennemi de la domination française qu'Abd-el-Kadér lui-même. Le maréchal Clausel fit prévaloir ses idées à cet égard, il demandait seulement des renforts de troupes pour pouvoir les mettre à exécution. Il voulait aussi que l'expédition ne fût pas retardée au delà des premiers jours d'octobre. Tout cela lui fut accordé, et il retourna satisfait à son poste.

Mais déjà le cabinet du 22 février était ébranlé ; déjà son existence était sérieusement mise en question. Le maréchal, à peine de retour à Alger, apprit que la crise ministérielle éclatait, et, comme,

dans les gouvernements parlementaires, la chute d'un cabinet implique presque toujours un changement de système, il s'empressa d'envoyer à Paris son aide de camp, M. de Rancé, chargé par lui de sonder les dispositions du cabinet nouveau et de réclamer l'envoi d'un renfort de dix mille hommes.

Le ministère Molé consentait à assumer la responsabilité de l'expédition de Constantine, legs qu'il avait trouvé dans le portefeuille du cabinet précédent, mais il n'accordait pas le renfort de dix mille soldats demandé par le maréchal, se contentant de compléter un effectif de trente mille hommes pour l'armée d'Afrique, et annonçant que le second fils du roi, M. le duc de Nemours, s'embarquerait le 25 octobre, à Toulon, pour se rendre à Bone afin de prendre part à la campagne projetée.

Le maréchal, qui savait bien que les retards apportés à l'exécution de son plan pouvaient entièrement la compromettre, aurait dû sans doute attirer sur ce point l'attention du gouvernement, et déclarer qu'à l'époque de l'année où on était parvenu il ne consentirait plus, pour son propre compte, à accepter la responsabilité de l'expédition. Il n'eut pas le courage de le faire et craignit que l'opinion publique, bruyamment préparée par les journaux, n'éprouvât une vive déception à la nouvelle de cet ajournement, faute grave qui lui fut justement reprochée plus tard. Trompé par de

faux rapports, le maréchal n'était pas très-éloigné du reste de supposer que l'expédition ne rencontrerait que les obstacles matériels prévus à l'avance. Huit jours de marche à peine séparaient Bone de Constantine. Les tribus que l'on traverserait lui étaient représentées comme plus agricoles que belliqueuses, et l'expédition ne serait peut-être qu'une promenade militaire aboutissant à la prise d'un point qu'exigeait la sûreté tout aussi bien que l'extension de la conquête.

Dès que les intentions du gouvernement furent arrêtées et connues, on vit un certain nombre de volontaires appartenant aux hautes classes de la société briguer l'honneur de partager les fatigues et les périls de nos soldats. Les ducs de Mortemart et de Caraman, le comte de Sainte-Aldegonde, quelques jeunes gens des salons de Paris sollicitèrent cette faveur. Tous partirent en même temps que le duc de Nemours, qui n'en était déjà plus à faire ses premières armes, et avait vu bravement le feu dans la tranchée d'Anvers.

Le 10 novembre 1836 l'armée expéditionnaire se trouvait réunie à Bone. Elle comptait cinq mille fantassins, non compris les bataillons indigènes et irréguliers, douze cents hommes de cavalerie et un corps peu nombreux d'artillerie et de génie. Cet ensemble ne formait pas huit mille combattants, et c'était bien peu pour l'entreprise dans laquelle

on s'engageait. Le 12, les colonnes se mirent en marche.

Elles ne rencontrèrent d'abord aucun ennemi, aucun obstacle. Sur leur route elles passaient au milieu de nombreux troupeaux de moutons, de chèvres, de bœufs, et les Arabes laboureurs occupés aux travaux des champs accouraient pour les voir sans manifester de sentiments hostiles. Les défilés furent heureusement franchis ainsi que des torrents grossis par de récents orages. Mais ces favorables débuts furent bientôt suivis d'incidents fâcheux : une pluie glaciale mêlée de neige commença, vers la fin du troisième jour de marche, à tomber avec une déplorable persévérance. La nuit fut mortelle pour un grand nombre de soldats. Beaucoup également eurent des membres gelés. Chaque journée de cette pénible marche amoindrissait l'effectif des combattants dans une proportion considérable. Le 20, l'armée n'était plus qu'à trois lieues de Constantine et pouvait déjà entrevoir à l'horizon la silhouette blanche de cette ville. Le 21, après avoir franchi deux torrents en ayant de l'eau jusqu'à la ceinture, nos colonnes arrivèrent enfin sur le plateau de Mansourah et prirent position à cent vingt toises de la place. En ce moment un coup de canon se fit entendre ; le drapeau rouge fut hissé sur les murailles de Constantine, et les dernières illusions du maréchal durent

s'évanouir en présence de ces démonstrations belliqueuses.

Constantine se présentait perchée sur son rocher comme un château enchanté des vieux contes de chevalerie, et séparée du plateau où venaient de se développer les colonnes françaises par un profond ravin sur lequel un pont étroit, aboutissant à la porte de la ville toute bardée de fer, avait été jeté pour communiquer à ce plateau de Mansourah, d'où l'œil exercé du maréchal pouvait déjà entrevoir les immenses difficultés d'une entreprise trop peu réfléchie : il comprit qu'il fallait recourir à la force et, comme il l'a dit lui-même depuis, la force lui manquait de plus en plus. Non-seulement le temps affreux couvrait de neige les hommes et la terre, faisant disparaître dans les boues les charriots et les caissons de l'armée ; non-seulement le thermomètre était descendu à quatre degrés au-dessous de zéro, mais encore il était évident que l'artillerie de campagne amenée par le maréchal était insuffisante pour détruire les redoutables obstacles opposés à l'ardente volonté du soldat. Ainsi ce n'était pas un siège régulier qu'il s'agissait d'entreprendre, c'était un coup de main qu'il fallait tenter.

Du côté sud, la ville était séparée des hauteurs de Koudiat - Aty par un mur d'enceinte peu fortifié que ces hauteurs commandaient absolument.

C'était là le point vulnérable, et le maréchal l'avait bien vu de suite. La brigade d'avant-garde, dirigée par le général de Rigny, fut donc chargée d'aborder ce côté de la place, tandis que l'effort principal serait dirigé vers la porte d'El-Kantara, située au delà du pont.

Accueillie par un feu très-vif aux approches de la ville, la brigade de Rigny se vit en outre attaquée en queue et en flanc par les Kabyles et la cavalerie d'Achmet Bey; elle repoussa brillamment ces adversaires, mais ne parvint pas à enfoncer la porte Bab-el-Oued. Le maréchal n'était pas plus heureux de son côté. Le 22 et le 23 il fit canonner énergiquement la porte d'El-Kantara sans que les boulets, d'un trop faible calibre, pussent d'abord faire brèche. Dans la soirée du 23 la porte fut enfin partiellement abattue; le maréchal voulut y loger des sapeurs, et ensuite des compagnies de grenadiers. La tentative, vigoureusement conduite ne réussit pas.

Dès lors toute hésitation était interdite, et le seul parti raisonnable était de se retirer. Les munitions et les vivres manquaient à la fois. On avait emporté pour quinze jours de subsistances, et plus de la moitié des chariots qui les renfermaient, enterrée dans les boues de Mansourah, venait d'être abandonnée et pillée par les soldats démoralisés.

Le 24 novembre, vers huit heures du matin, le



maréchal donna le signal de la retraite ; elle commença assez régulièrement, mais bientôt une nuée de cavaliers arabes, se précipitant sur les colonnes en marche, porta dans leurs rangs la terreur et le désordre. On s'était aperçu que quelques postes avaient été oubliés sur le plateau de Koudiat-Ati ; le commandant Changarnier, du 2<sup>e</sup> léger, revint bravement sur ses pas pour les dégager avec son bataillon, qui se trouva de la sorte former l'extrême arrière-garde de l'armée. Bientôt attaqué avec un acharnement inouï par les Arabes, dont les cris et le fantastique costume produisaient sur le soldat une invincible intimidation, il voit enfoncer et sabrer sa ligne de tirailleurs. Le moment est critique ; Changarnier comprend qu'il sert de digue au torrent, et que si les Arabes lui passent sur le corps, l'armée tout entière est compromise. Il s'arrête, forme son bataillon en carré, et adresse aux soldats ces paroles d'une énergie vraiment antique : « Allons, mes amis, regardons ces gens-là en face ; ils sont six mille et vous êtes trois cents, vous voyez bien que la partie est égale. » Le bataillon électrisé attend les cavaliers ennemis à portée de pistolet, et les reçoit par une meurtrière décharge qui les renverse ou les met en fuite.

La veille de cette terrible journée, le commandant Changarnier était un inconnu pour son pays. Le lendemain, la France reconnaissait en cet

intrépide officier un homme du plus brillant avenir, et voici les termes mêmes employés par le maréchal Clausel pour raconter ce beau fait d'armes : « Dans un moment si grave et si difficile, M. le commandant Changarnier s'est couvert de gloire et s'est attiré les regards et l'estime de toute l'armée. Presque entouré par les Arabes, chargé vigoureusement et perdant beaucoup de monde, il sut inspirer une telle confiance, qu'au moment où il était si vivement assailli, il fit pousser à sa troupe deux cris de « Vive la France ! » et les Arabes intimidés, ayant fait demi-tour à vingt pas du bataillon, un feu de deux rangs à bout portant couvrit d'hommes et de chevaux trois des faces du carré. »

Il y a d'inexorables fatalités : pourquoi dans la vie de cet homme de guerre la politique est-elle venue toucher à la gloire ?

Grâce à lui et aux efforts du 63<sup>m</sup> de ligne, énergiquement secondé par les chasseurs d'Afrique, la retraite ne devint pas une déroute. Mais l'échec éprouvé n'en devait pas moins avoir un douloureux retentissement en France, et les récriminations se produisirent : le maréchal accusa le général de Rigny d'avoir montré de la faiblesse et fait entendre des propos imprudents dans la journée du 25 novembre. Le général ayant demandé à passer devant un conseil de guerre, ce conseil

l'acquitta. D'un autre côté des accusations s'élevaient contre le maréchal lui-même, dont l'imprévoyance avait, disait-on, préparé aux troupes expéditionnaires une défaite au lieu d'un triomphe. Dans un discours adressé au roi à l'occasion du premier de l'an, M. Dupin terminait ainsi une de ses phrases incisives : « Jusque dans cette contrée où Rome, déjà devenue vénale, eut le malheur d'envoyer Calpurnius et de rencontrer Jugurtha. » « Les diverses interprétations qui ont été données à votre pensée me forcent à vous en demander l'explication, » lui écrivit le maréchal Clausel, qui ne voulait pas être Calpurnius, et M. Dupin lui répondit par une longue lettre dans laquelle nous retrouvons ce passage, précieux enseignement sur l'opinion de la gauche parlementaire relativement à notre conquête d'Alger : « Comme mon opinion est faite depuis longtemps sur la question d'Afrique, et que tout ce qui s'est passé depuis que je l'ai émise à la tribune n'a fait que m'y confirmer, je n'hésite pas, monsieur le maréchal, à vous déclarer sans détour que je regarde notre engagement dans ce pays comme une plaie pour la France. Depuis sept ans cette terre dévore nos hommes et nos capitaux. Voilà déjà deux cents millions perdus sans résultat ! et quoique Achmet-Bey ne soit pas Jugurtha, quoiqu'il n'y ait pas à Paris de chambres vénales capables de se laisser corrompre par l'or

du roi africain, quoique vous ne soyez pas consul, quoique nos braves soldats, loin de capituler comme les soldats romains, se soient immortalisés dans leur retraite, et que notre armée, mutilée par l'intempérie seule des saisons, ait mérité l'éloge que la chambre a fait de sa valeur; en un mot, malgré la différence des temps, des lieux et des explications, eh bien! je pense hautement, au risque de vous déplaire, que nous sommes engagés d'une manière déplorable en Afrique; que c'est un malheur pour nous d'avoir à recommencer une chose si fatalement entreprise, et un grand problème de savoir quel sera le résultat des nouveaux sacrifices que nous sommes appelés à voter. Je suis convaincu (malgré tous les rêves de colonisation) que nous ne ferons jamais rien de bon en Afrique, surtout en agissant sur une aussi vaste échelle d'opérations, quand il aurait dû suffire d'y garder seulement quelques points pour empêcher la piraterie de renaître et entretenir des relations paisibles et honorables avec les indigènes. »

Fort heureusement le gouvernement ne partageait pas à cet égard la manière de voir de M. Dupin, et il fut décidé en conseil qu'une seconde expédition serait, dans le courant de l'année suivante, dirigée contre Constantine.

## II

Le 28 décembre 1836, jour de l'ouverture de la session législative, fut encore un jour néfaste pour la dynastie de Juillet. Dans le parcours des Tuileries au Palais-Bourbon, un coup de feu fut tiré sur la voiture du roi par un nommé Meunier, affilié aux sociétés secrètes. La balle, brisant une des glaces de la voiture, lança des éclats de verre sur le visage des ducs d'Orléans et de Nemours, qui furent légèrement blessés, mais n'atteignit pas le roi, miraculeusement préservé une fois de plus.

Et précisément, dans le discours du trône, Louis-Philippe, faisant allusion à la tentative d'Alibaud, disait : « Un attentat a menacé ma vie. La Providence a détourné le coup dirigé contre moi. » Triste et singulière coïncidence dont chacun pouvait comprendre l'amertume. Bien des épines se rencontrent inévitablement dans la voie où le roi de 1830 s'était volontairement engagé. Il faut plaindre malgré soi, dans leurs rudes épreuves, ces ambitieux de trônes usurpés plus misérables quelquefois au milieu de leur triomphe que le plus déshérité de leurs sujets, et qui se voient souvent contraints, au nom de la politique, de cacher dans un demi-jour prudemment calculé jusqu'aux

émotions les plus naturelles, jusqu'aux sentiments de la famille.

Ainsi le roi Charles X était mort à Goritz le 6 novembre 1836, frappé, malgré la vigueur de sa verte vieillesse, par une violente attaque de choléra ; il était mort sur le sol étranger pieusement entouré de sa famille et de quelques Français, fidèles au culte du malheur. Cette mort obscure, lointaine, d'un roi de France exilé avait ému dans notre pays tous les esprits impartiaux, tous les cœurs honnêtes ; il y a, en effet, de ces rapprochements, de ces souvenirs qui frappent l'imagination et attendrissent le cœur indépendamment de toute opinion politique. Eh bien ! Louis-Philippe, ce roi qui, par une destinée singulière, devait, lui aussi, mourir exilé, eut la faiblesse de reculer encore une fois devant l'esprit révolutionnaire ; et de même qu'il avait renié les fleurs de lis, s'effraya de l'idée de porter ouvertement le deuil de Charles X. Les journaux du gouvernement publièrent donc une note ainsi conçue : « Il a été décidé en conseil que la cour ne prendrait pas officiellement le deuil à l'occasion de la mort de Charles X. Les souverains ne portent le deuil que sur la notification officielle qu'ils reçoivent du décès d'un des membres des familles régnantes. Or, ni le duc d'Angoulême ni le duc de Bordeaux ne feront cette notification qu'ils n'enverraient à

Louis-Philippe qu'à titre de duc d'Orléans, lequel ne décachèterait pas une lettre portant une suscription semblable. »

De tous les souverains de l'Europe, Louis-Philippe fut donc le seul qui ne prit pas officiellement le deuil du roi Charles X, faute énorme, parce qu'elle dénotait un manque de courage absolu en face de l'esprit de la révolution. Les cours d'Allemagne et du Nord en firent entre elles l'amère remarque.

A la mort du dernier des frères de Louis XVI, deux des quatre ministres signataires des ordonnances de juillet 1830 avaient été autorisés à résider, prisonniers sur parole, dans leurs départements respectifs : c'étaient MM. de Peyronnet et Chantelauze. Quant aux deux autres, MM. de Polignac et de Guernon-Ranville, mis en demeure de profiter de la clémence gouvernementale, ils n'avaient point voulu, par un touchant scrupule, faire une demande qui leur semblait contraire au serment qu'ils avaient prêté à leur vieux maître. La mort de Charles X les déliait de ce serment. Une ordonnance royale commua en vingt ans de bannissement la détention perpétuelle de M. de Polignac, et accorda à M. de Guernon-Ranville la faveur dont avaient joui précédemment MM. de Peyronnet et Chantelauze. Les tendances généreuses du comte Molé se faisaient jour dans cette

mesure que devait compléter peu de mois après une grande amnistie pour les condamnés politiques.

La session de 1837 commença; elle ne fut point favorable au pouvoir. L'acquittement des conspirateurs de Strasbourg avait jeté le roi dans un grand trouble. L'éclatant verdict alsacien parut si menaçant au ministère qu'il n'hésita pas à présenter à la Chambre des Députés deux nouveaux projets de lois répressives : l'un avait pour but de renvoyer devant un conseil de guerre les individus appartenant à l'armée compromis avec des bourgeois dans un complot contre la sûreté de l'État, c'est-à-dire de supprimer l'indivisibilité en pareil cas, et de disjoindre les causes en enlevant aux militaires le bénéfice du jugement par le jury; l'autre faisant un crime de la non-révélation d'un complot contre la vie du roi à celui qui en aurait, fortuitement ou non, connaissance. Ces lois parurent trop draconiennes à une Chambre ombrageuse; elles provoquèrent des discussions irritantes, passionnées, pas autant cependant que la loi de dotation de M. le duc de Nemours. Cette dernière, accueillie d'une façon déplorablement irrévérentieuse pour la monarchie de 1830, vivement attaquée en dehors de l'enceinte parlementaire par un acerbe pamphlet de M. de Cormenin sur les apanages, fut repoussée comme les deux autres. En Angleterre, dont on voulait imiter les institutions politiques, le



subside demandé à la Chambre des Communes pour un prince de la famille royale est toujours accordé ; mais c'est précisément dans ces détails que se montre la différence radicale qui, existant entre le tempérament des deux peuples, doit exister aussi entre les deux formes gouvernementales qui les régissent. Cette fois, pourtant, la question avait été bien simplifiée, puisque, dans le but d'éviter les discussions d'argent, le ministère avait proposé d'attribuer à M. le duc de Nemours le domaine de Rambouillet, accompagné de la jouissance de trois autres forêts de l'État. Cette habile précaution devint inutile en présence de la malveillance bourgeoise contre toutes les supériorités sociales, qui a si souvent caractérisé les chambres durant le règne de Louis-Philippe, prince rationnellement prévoyant et économe, que l'on commença dès lors à représenter aux yeux des masses comme un homme d'une insatiable cupidité, d'une honteuse et incurable avarice.

Ces échecs successifs avaient ébranlé le ministère qui d'ailleurs n'avait pas lutté avec avantage dans une vive discussion engagée par M. Thiers sur la politique à suivre vis-à-vis de l'Espagne. Une sourde mésintelligence existait aussi depuis quelque temps entre M. Guizot et le comte Molé. Il semblait qu'une rivalité secrète, se produisant tout à coup entre ces deux hommes d'État, les excitât à faire

assaut de zèle dynastique pour gagner la faveur royale ; indice certain d'une situation de cette nature. Le comte Molé voulait depuis longtemps se séparer des doctrinaires qu'un journal patronné par lui, la *Revue des Deux Mondes*, ne se faisait pas faute d'attaquer d'une façon plus ou moins transparente. La crise ne pouvait pas tarder à éclater. L'attitude embarrassée de M. de Gasparin, au ministère de l'intérieur, et son désir de sortir d'un poste où son aptitude oratoire ne semblait pas toujours suffisante, quelles que fussent d'ailleurs sa capacité administrative et ses bonnes intentions, précipitèrent le dénouement déjà prévu. Les ministres déposèrent leurs portefeuilles, et le cabinet du 6 septembre fut dissous.

Quel choix ferait le roi, plongé une fois de plus dans les tracasseries et les difficultés constitutionnelles d'une crise de cette sorte ? Louis-Philippe se tourna d'abord du côté de M. Guizot, c'est-à-dire des doctrinaires ; mais la combinaison échoua, M. Guizot n'ayant pu s'entendre avec M. Thiers, et le duc de Broglie ne voulant accepter un portefeuille qu'autant que ce dernier entrerait dans le cabinet. M. Thiers lui-même fut appelé aux Tuileries et chargé de composer un ministère de nuance centre gauche avec le maréchal Soult pour président, essai qui ne fut pas plus heureux que le premier. Pendant ce temps, le comte Molé or-

ganisait silencieusement sa propre combinaison, tout prêt à l'offrir si la crise se prolongeait.

Elle se prolongea en effet, et assez longtemps pour inquiéter l'opinion tout en paralysant les affaires privées. Le roi, revenant alors à son ancien président du conseil et lui demandant son avis, le comte Molé lui montra la liste qu'il avait préparée. Cette liste était ainsi composée : président du conseil avec le portefeuille des affaires étrangères, le comte Molé ; ministres de l'intérieur, M. de Montalivet ; des finances, M. Lacave-Laplagne ; de l'instruction publique, M. de Salvandy ; de la justice et des cultes, M. Barthe. La nouvelle combinaison laissait le général Bernard à la guerre, l'amiral Rosamel à la marine, et M. Martin (du Nord) aux travaux publics.

Le roi donna son assentiment, et *le Moniteur* annonça au pays l'avènement du ministère du 15 avril.

Trois jours après, le comte Molé pouvait (bonne fortune pour un cabinet nouveau), faire connaître officiellement à la Chambre des Députés la conclusion du mariage de M. le duc d'Orléans avec la princesse Hélène de Mecklembourg-Schwerin<sup>1</sup>. Le mariage de l'héritier présomptif du trône était en effet, précisément à cause des difficultés diverses

1. Née le 24 janvier 1814.

et nombreuses auxquelles il avait donné lieu, un événement d'une grande importance pour la dynastie qui avait prétendu succéder à la branche aînée de la maison de Bourbon. Très-habilement conduite par M. Bresson, ministre de France à Berlin, diplomate d'une valeur réelle, qu'attendait une destinée non moins fatale que celle du prince auquel il avait si laborieusement préparé cette alliance germanique; franchement favorisée et secondée par le roi de Prusse, l'affaire du mariage de M. le duc d'Orléans avait, aux yeux de tous les amis de la dynastie nouvelle, l'importance d'une victoire. Nous venons de dire que ce succès n'avait pas été remporté sans de grandes difficultés, bien qu'il ne s'agît plus d'un mariage d'archiduchesse. Non-seulement, en effet, on rencontrait chez la plupart des cours allemandes, unies entre elles par des liens politiques ou de parenté, une vive répulsion pour une alliance avec la dynastie révolutionnaire d'Orléans, mais dans la famille de la princesse, à ses côtés, dans son propre frère, on trouvait un adversaire ardent et convaincu.

Cependant, grâce à l'habileté diplomatique du négociateur, grâce surtout à l'intervention bienveillante du roi de Prusse, l'affaire fut menée à bien. La princesse Hélène de Mecklembourg-Schwerin s'était habituée à envisager avec une certaine audace d'imagination le rôle qui lui serait destiné

si elle acceptait l'alliance proposée. Elle aimait la France d'ailleurs et avait, dit-on, toujours rêvé d'épouser un prince français. Mais elle l'aimait mélancoliquement, car elle conservait présent à la pensée le tableau qu'on n'avait pas manqué de lui faire de nos longues dissensions civiles et des dangers que, durant cette fébrile période de notre histoire, les princes avaient courus sur le sol de la patrie nouvelle à laquelle elle aspirait. Douée d'un esprit studieux et sérieux, la princesse Hélène apportait du reste à son royal fiancé une véritable dot d'érudition littéraire acquise dans la fréquentation des hommes les plus éminents de l'Allemagne contemporaine, ou dans l'étude des belles œuvres du passé. Personne n'était mieux instruit qu'elle de la situation des sciences et des arts en France. Personne aussi ne savait mieux parler à chacun des membres de cette orageuse et susceptible république des lettres un langage plus sympathique, plus flatteur, mieux en rapport avec les mérites et les prétentions individuels. Faculté bien précieuse chez une princesse placée sur les marches d'un trône constitutionnel.

Dès que la nouvelle de ce mariage fut devenue officielle, les journaux dévoués au gouvernement s'efforcèrent de rehausser les avantages de l'alliance, ou, pour parler plus exactement, d'en dissimuler le peu d'importance politique en vantant

avec une certaine affectation à laquelle les journaux de l'opposition répondirent par des railleries, l'ancienneté de la race à laquelle la princesse appartenait. Ils avaient raison, car l'origine de la famille de Mecklembourg-Schwerin se perdait dans la nuit des temps germaniques, et cette noble maison appuyée sur les meilleures alliances avait de beaux antécédents d'histoire. Tout en préparant ainsi l'opinion, Louis-Philippe ne négligeait point les dispositions matérielles qui devaient précéder ce mariage. Le ministère vint demander à la Chambre des Députés d'élever à deux millions de rente annuelle la dotation du prince royal et d'attribuer un douaire de trois cent mille francs à la princesse Hélène en cas de prédécès du duc d'Orléans. La Chambre aimait l'héritier du trône de juillet; elle l'aimait surtout à cause de ses défauts politiques, parce que ces défauts elle les partageait avec lui. Ainsi les instincts libéraux du prince si opposés à la prudente habileté de son père, ses tendances vers les principes révolutionnaires et soi-disant progressifs qui embarrassaient quelquefois Louis-Philippe dans sa marche si mesurée, l'attitude populaire et l'opposition affectée du duc d'Orléans plaisaient singulièrement aux deux fractions de la gauche formant alors au Palais-Bourbon une imposante minorité. Tout fut accordé et le ministère profita même du moment favorable pour faire

voter par la Chambre une dot d'un million promise depuis quatre ans à la reine des Belges. Quant à l'apanage de M. le duc de Nemours, le cabinet déclara que la demande était ajournée.

D'autres détails restaient à régler : la princesse Hélène était protestante et, au point de vue religieux, c'était une grande dérogation aux habitudes matrimoniales de nos souverains qu'une union de cette nature, car la princesse ne devait point renoncer à la croyance de ses pères. Louis-Philippe écrivit à Grégoire XVI pour obtenir les dispenses nécessaires à la conclusion de ce mariage mixte. Les dispenses furent accordées et le bref pontifical renfermait cette phrase : « Sous la condition que notre très-cher fils le duc d'Orléans priera et exhortera chaque jour la femme qui va s'unir à lui, et qu'il s'efforcera de la ramener au véritable troupeau de l'Église ; sous condition aussi que tous les enfants qui seront procréés de ce mariage seront élevés dans la religion catholique, apostolique et romaine. » Du reste, dans les calculs politiques du roi, il n'était pas mauvais d'avoir auprès du trône une princesse protestante. Cette circonstance pouvait rallier certains intérêts autour de la dynastie de 1830, et Louis-Philippe était homme à ne rien négliger dans cet ordre d'idées.

Ce fut M. le duc de Broglie qui fut chargé d'aller en mission extraordinaire à Ludwigslust, capitale

du petit État de Mecklembourg-Schwerin, pour accomplir la formalité de la demande officielle de la main de la princesse. Le duc de Broglie devait l'accompagner dans son voyage jusqu'à Fontainebleau, où le roi avait décidé que se ferait le mariage. La princesse se montra durant toute la route pleine d'attentions délicates pour le noble envoyé, à ce point qu'elle lui fit, dit-on, remarquer des sites d'outre-Rhin témoins de victoires remportées par le maréchal de Broglie, son grand-père. A la frontière de France, un autre représentant de la vieille aristocratie française, M. le duc de Choiseul, attendait la princesse par ordre du roi, qui avait mis dans ces choix une sorte de coquetterie. M. Weyland, ministre résident de Saxe-Weimar à Paris et chargé des affaires de Mecklembourg, attendait avec le duc de Choiseul l'arrivée de la princesse, qui fut reçue sous des arcs de triomphe. Le 29 mai elle arrivait à Fontainebleau accompagnée de la petite cour que le roi lui avait faite.

La maison de madame la duchesse d'Orléans se trouva ainsi composée : la maréchale comtesse de Lobau, dame d'honneur ; les comtesses Anatole de Montesquiou, de Chanaleilles, d'Hautpoul, dames pour accompagner ; la marquise de Vins, lectrice ; le duc de Coigny, chevalier d'honneur ; les ducs de Trévise et de Praslin, chevaliers d'honneur adjoints. M. le comte de Flahaut était en même



temps nommé premier écuyer du prince royal.

Tout était préparé au palais de Fontainebleau pour recevoir la princesse avec une pompe peu usitée jusque-là à la cour bourgeoise des Tuileries. Louis-Philippe, peut-être en prévision de quelque important événement dynastique, avait splendidement restauré ce palais, si merveilleusement orné par les maîtres de la Renaissance, et tout rempli des souvenirs de cette grande trinité de rois, François I<sup>er</sup>, Henri IV, Louis XIV. Les formalités du mariage civil furent accomplies le 30 mai dans la galerie de Henri II; le baron Pasquier, récemment élevé par le roi à la dignité de chancelier de France<sup>1</sup>, faisant les fonctions d'officier de l'état civil, les quatre vice-présidents de la Chambre des Pairs, le président et les quatre vice-présidents de la Chambre des Députés, remplissant l'office de témoins, ainsi que les maréchaux Soult, Gérard, Lobau, le prince de Talleyrand, le duc de Choiseul, le baron de Rantzau et M. Bresson<sup>2</sup>. Une double cérémonie religieuse devait avoir lieu, puisque la princesse était luthérienne, et depuis le premier mariage de Henri IV, pareille chose ne s'était point vue à la cour de France. Il y eut de grandes et brillantes réceptions auxquelles furent conviées à tour de rôle, indépendamment des membres du

1. A la date du 27 mai 1837.

2. Ces trois derniers étaient témoins de la princesse.

corps diplomatique, spectateurs en quelque sorte obligés de ces sortes de solennités, les individualités les plus marquantes de la haute société parisienne ralliée au pouvoir de 1830. Mais quelque brillantes que fussent ces fêtes données à Fontainebleau, elles devaient toutes être surpassées par l'inauguration, projetée par le roi, du musée historique de Versailles. Nous y reviendrons tout à l'heure, car ce fut une des grandes et intéressantes scènes du règne de Louis-Philippe.

La cour, en quittant Fontainebleau le 4 juin 1837, vint à Saint-Cloud, et ensuite eut lieu l'entrée de la duchesse d'Orléans dans Paris. Le cortège, dont les moindres dispositions avaient été réglées d'avance, devait passer sous l'arc de triomphe de l'Étoile, récemment terminé. Cette cérémonie eut beaucoup d'éclat, et le peuple parisien fit un accueil sympathique à la jeune étrangère qui ne craignait pas de venir le voir de près. Une mesure prise par le ministère, et dont l'initiative appartenait au comte Molé, avait merveilleusement préparé l'opinion publique à l'enthousiasme. Une amnistie venait d'être accordée à tous les individus détenus dans les prisons de l'État par suite de condamnations prononcées pour crimes et délits politiques, tout en maintenant la surveillance à l'égard des condamnés à des peines afflictives ou infamantes. « Sire, disait M. Barthe dans le rap-

port au roi qui précédait l'ordonnance, la nation entière s'associe aux émotions de votre cœur paternel en voyant approcher une union qui va perpétuer votre dynastie. Votre Majesté a jugé que le moment était venu de donner cours aux inspirations de son âme. Elle fera descendre du haut du trône l'oubli de nos discordes civiles et le rapprochement de tous les Français. Un tel acte ne peut plus être qu'un éclatant témoignage de la puissance de l'ordre et des lois. Votre gouvernement, après avoir plus combattu et moins puni qu'aucun autre, aura tout pardonné..... » Cette mesure de l'amnistie qui, nous le répétons, fut particulièrement patronnée par le comte Molé, et ne triompha que grâce à lui des répugnances de certains membres du cabinet, lui fit une place toute spéciale dans l'affection de M. le duc d'Orléans. Le prince lui a témoigné, par un paragraphe de son testament, la vive satisfaction qu'il avait ressentie de cet acte si habilement précurseur des fêtes de son mariage.

Le 10 juin eut lieu la solennité, demeurée célèbre, de l'inauguration des galeries historiques de Versailles, musée national destiné à reproduire toutes les gloires de la France; ce fut un noble sentiment que celui qui inspira à Louis-Philippe l'idée de restaurer le palais de Versailles. Cette première et sanglante étape de la grande révolution française,

en le plaçant sous le patronage des glorieux souvenirs de la patrie, d'y mettre en regard les conquêtes du drapeau blanc et les victoires du drapeau tricolore, d'y réunir fraternellement les fleurs de lis et l'aigle, d'y conserver pieusement toutes les traditions d'honneur, de dévouement, de vaillance qui doivent placer la France si haut dans l'estime des autres peuples. On peut dire sans crainte d'être démenti que, de tous les actes du règne de Louis-Philippe, la création du musée historique de Versailles est celui qui est demeuré le plus populaire, et pourtant, quelle que fût l'importance relative que le roi de 1830 attachât à cette idée, ce n'était qu'un détail dans les conceptions de sa pensée. Mais telle est la force, telle est l'influence sur l'opinion d'une idée grande et juste ! Les plus habiles combinaisons politiques ne laissent point de traces ; un fait secondaire reste invariablement fixé dans le souvenir du peuple.

La création du musée de Versailles avait nécessité d'immenses travaux de toute nature, et c'est sur sa cassette particulière que Louis-Philippe les avait payés. Ce fut l'origine des nombreuses dettes du roi, dettes que la révolution de 1848 fit connaître, donnant ainsi le démenti le plus complet aux calomnies absurdes, mais trop écoutées, qui représentaient Louis-Philippe comme un avare couronné. Les malheurs de sa jeunesse avaient

appris à ce prince la valeur de l'argent ; il l'a prodigué quelquefois ; jamais il ne l'a gaspillé : un peu semblable en cela à ces riches de fraîche date qui savent ce que leur a coûté un écu, et qui, très-disposés à jouir de leur fortune, n'entendent point toutefois la jeter au vent. Telle est la vérité. Déjà elle a pu se faire jour ; mais il appartient à l'histoire de la rétablir formellement.

La fête d'inauguration du musée de Versailles fut splendide de tout point. Les portes du palais, ouvertes avant midi, donnèrent passage aux invités du roi, et ces invités nombreux, appartenant aux grands corps politiques ou académiques, aux arts ou à la presse, témoignèrent une admiration réelle pour l'œuvre entreprise par Louis-Philippe. C'était, en effet, un grand et magique spectacle que celui de cette longue série de tableaux ou de portraits embrassant l'ensemble de notre histoire depuis son origine jusqu'aux révolutions les plus récentes, reproduisant sinon avec un égal talent, du moins avec une sincérité constante les phases diverses de nos annales trop compliquées. A trois heures, un magnifique banquet fut somptueusement servi ; puis le roi, précédé de valets portant des flambeaux et suivi de tous ses hôtes, véritable état-major de l'intelligence française, parcourut toutes les galeries dans une promenade qui ne dura pas moins de cinq heures. A huit heures du

soir, la salle de spectacle, restaurée avec un goût merveilleux, réunit les invités qui assistèrent à la représentation du *Misanthrope*. C'était une heureuse pensée que d'associer ainsi le grand Molière à la rénovation du vieux Versailles; elle fut très-goutée de cette réunion d'élite, à laquelle une étiquette de fraîche date avait imposé l'uniforme ou l'habit de cour, détail qui ajoutait encore à l'éclat de l'ensemble.

Un fait particulier, en se produisant à l'occasion de cette fête, donna lieu à quelques commentaires et eut un certain retentissement : M<sup>me</sup> la duchesse d'Orléans, en sa qualité d'Allemande lettrée, connaissait et appréciait l'œuvre capitale de l'un des chefs de l'école romantique en France, de M. Victor Hugo, *Notre-Dame de Paris*, la seule production de ce talent étrange et incomplet qui ait quelque chance d'être lue de la génération qui nous suit, œuvre éclatante de style qui eut cette bonne fortune de voir le jour au moment où le courant de l'opinion remontait avec fureur vers le moyen âge dédaigné. La princesse avait désiré connaître l'écrivain dont ce roman avait popularisé le nom de l'autre côté du Rhin. Elle en parla au duc d'Orléans qui s'empressa, pour satisfaire son désir, de faire inviter M. Hugo à la fête artistique de Versailles. Cette avance directe de la cour fut repoussée d'abord par le poète : il répondit que de-

vant au roi Charles X la décoration de l'ordre de la Légion d'honneur, il se croyait engagé par la reconnaissance à ne pas se rapprocher du nouveau pouvoir. Un tel refus était honorable; il devint habile, car le duc d'Orléans insista en envoyant au poète la croix d'officier de l'ordre, et M. Hugo partit aussitôt pour Versailles. Les tendances de l'esprit du prince à rallier autour de lui tous les hommes en évidence se retrouvent dans ce détail historique. Quant à l'écrivain, il devait plus tard solliciter et obtenir de la royauté de 1830 la pairie viagère, objet de nombreuses convoitises; mais tel fut en quelque sorte le début dans la vie politique d'un homme que nous retrouverons au milieu des luttes des partis, et qui, comme tant d'autres, aurait mieux fait de ne jamais sortir de la vie littéraire, noble et intarissable source de consolations ou d'espérances.

Les dernières fêtes du mariage de M. le duc d'Orléans furent attristées par un déplorable incident; il impressionna vivement le prince dont l'imagination se laissait quelquefois entraîner à de vagues et presque superstitieuses appréhensions trop bien légitimées, du reste, par sa fin si douloureusement tragique : un de ces spectacles affectonnés de la population parisienne avait été préparé pour elle dans le centre du Champ-de-Mars. C'était le simulacre pyrotechnique de la prise de

la citadelle d'Anvers. Les derniers coups de canon s'étaient à peine fait entendre, les dernières fusées venaient de s'évanouir dans l'air, lorsque la foule, se précipitant vers les issues du Champ-de-Mars, se trouva tout à coup agglomérée en si grand nombre vers la grille de l'avenue la Motte-Piquet, qu'une horrible confusion s'ensuivit : des femmes, des enfants furent foulés aux pieds ; des hommes périrent étouffés après de terribles et lamentables efforts ; catastrophe inattendue qui jeta Paris dans la stupeur et le deuil, tout en retardant de quelques jours, suivant le vœu du prince, spontanément et énergiquement exprimé, le bal qui devait lui être offert à l'hôtel de ville par la municipalité parisienne.

### III

Les amis de la dynastie de juillet s'étaient réjouis à bon droit du mariage de M. le duc d'Orléans ; car, bien qu'au point de vue des alliances européennes ce mariage fût un des moindres qu'eût jamais recherchés un prince de la maison de Bourbon, il n'en assurait pas moins, autant que le permettait la prévoyance humaine, la succession au trône de 1830. Mais, en regard de cette chance heureuse, un fait regrettable, plein de dangers



même, se produisait dans les rangs des défenseurs du pouvoir. La scission entre les deux hommes les plus éminents du parti que l'on commençait à nommer le parti conservateur, devenait de jour en jour plus évidente. MM. le comte Molé et Guizot, loin de s'entendre, étaient sur le point de se combattre ; la coalition se formait déjà dans l'ombre.

Il fut bientôt facile de le constater : confiant dans la popularité dont l'amnistie avait entouré son nom, très-gêné d'ailleurs dans son action parlementaire, précisément à cause de la situation intermédiaire qu'il avait dû prendre entre les doctrines et le tiers-parti, M. Molé avait songé sérieusement à dissoudre la Chambre. Il ne pouvait pas continuer plus longtemps le système de bascule qu'il avait dû adopter dans le principe, ni s'appuyer alternativement, comme par le passé, sur les amis de M. Guizot et sur ceux de M. Thiers. Il fallait à tout prix d'ailleurs reconstituer une majorité gouvernementale. Telles furent les raisons qu'il déduisit au roi, peu disposé d'abord à dissoudre l'assemblée qui avait voté les lois de septembre.

Le cabinet ayant goûté ces raisons, et le moment paraissant d'ailleurs plein d'opportunité, le roi céda cependant. « Par une lettre datée du château d'Eu, disait une feuille gouvernementale, Sa Majesté a fait savoir à M. le président du conseil

qu'elle ne gênerait en rien son projet de dissoudre la Chambre si M. le comte Molé persistait à regarder cette mesure comme nécessaire au maintien du ministère du 15 avril. » Une fois lancée dans le domaine de la publicité, cette idée de dissolution devait nécessairement aboutir; c'est ce qui arriva en effet. Le ministère en appela à l'opinion, et les élections générales eurent lieu. L'opposition s'y était préparée en formant un comité central parisien sur le modèle des comités directeurs d'une autre époque. Ce comité devait, dans le principe, réunir toutes les nuances opposantes depuis les plus vives jusqu'aux moins tranchées. Là étaient évidemment le secret et la raison de sa force. Mais dès ses premiers actes, l'attitude, les paroles de la portion démocratique, ou, pour parler plus exactement, républicaine de ce comité, effraya la partie dynastique de ses adhérents. La première était plus particulièrement représentée par MM. Arago, Ledru Rollin, Louis Blanc; la seconde reconnaissait pour chef M. Odilon Barrot. Il y eut scission entre les deux écoles, et cette désunion annihila l'action sérieuse du comité. Le cabinet, usant de son côté de toutes les influences gouvernementales dont il disposait, confondait dans ses circulaires, livrées à la publicité, toutes les nuances du parti conservateur et les couvrait d'une protection commune, mais sourdement il combattait les doctri-

naires, qui ne le lui pardonnèrent pas. Quelques-uns d'entre eux restèrent en effet sur le champ de bataille électoral au profit de ministériels purs ou de membres du tiers-parti. En somme, les premières statistiques de la nouvelle Chambre donnèrent le résultat suivant : deux cent trente-sept voix pour le cabinet, deux cent vingt-deux pour l'opposition, et cinquante voix douteuses ou flottantes. Tels étaient alors les grands calculs de chiffres dans lesquels devaient s'absorber en face d'une nation de trente-cinq millions d'âmes, les hommes d'État qui essayaient de pratiquer le système parlementaire en France.

La coalition leva la tête et chercha à réunir toutes ses forces dès la discussion de l'adresse. On sait que cette discussion embrassait l'ensemble des questions politiques et que sur ce terrain on combattait alors durant plusieurs semaines. Mais les efforts des coalisés furent d'abord mal dirigés ou impuissants. L'intimité de M. Thiers, chef du tiers-parti, avec M. de Rémusat, doctrinaire notable, avait singulièrement contribué à former cette alliance, basée sur les intérêts communs d'une ambition impatiente. Ce ne fut que plus tard qu'elle produisit tous ses fruits.

Le cabinet s'était, du reste, présenté aux Chambres habilement entouré de l'auréole d'une victoire africaine. La seconde expédition de Constantine

avait réussi. Le drapeau français flottait enfin sur ces murs largement teints du sang de la France, et le sentiment national s'était ému de cette glorieuse revanche.

Après la tentative infructueuse du maréchal Clausel, après cette désastreuse campagne dont nous avons reproduit avec détail les douloureuses vicissitudes, et dont le déplorable insuccès venait de compromettre gravement la popularité du maréchal, un successeur avait été donné à ce dernier ; c'était un officier brave et distingué, le comte Denis de Damrémont<sup>1</sup>. Le général Bugeaud se trouvait, vers cette même époque, investi du commandement supérieur de la province d'Oran, et l'éloignement qui séparait de la métropole algérienne les points extrêmes de notre domination en Afrique créait à chacun des gouverneurs de province une indépendance quasi souveraine. Le général Bugeaud, esprit plein d'initiative et d'ardeur, en profita pour entamer une nouvelle négociation avec Abd-el-Kader, dont les rapports intéressés du juif Durand lui avaient faussement représenté les tendances et le caractère. C'était renouveler la faute précédemment commise sous les mêmes inspirations par le général Desmichels ; c'était élever moralement Abd-el-Kader à la hau-

1. Né à Chaumont le 8 février 1783 ; mort devant Constantine le 12 octobre 1837.

teur d'un souverain. Il est vrai qu'on n'avait pas encore la mesure de la confiance que devait inspirer ce chef de la nationalité arabe, comme on disait alors, et qu'on ne savait pas jusqu'où pouvait aller son astucieuse audace. Les idées du général Bugeaud à cet égard étaient curieusement développées dans la lettre suivante, adressée secrètement par lui au ministre des affaires étrangères : « J'ai cru qu'il était de mon devoir comme bon Français, comme sujet fidèle et dévoué au roi, de traiter avec Abd-el-Kader, bien que les délimitations de territoire soient différentes de celles qui m'ont été indiquées par M. le ministre de la guerre. Je vous ai fait connaître le peu d'importance que j'attachais à ne donner à Abd-el-Kader que telle ou telle portion de territoire ; que même je trouvais des avantages à lui céder plus que moins, parce qu'il nous offrait plus de garanties de sécurité, d'avantages commerciaux que des beys sans influence que l'on voudrait établir entre l'émir et nous. C'est cet ordre d'idées qui m'a déterminé à outre-passer mes instructions. Je m'attends à ce qu'on me dira : Mais, ne sont-ce pas là des illusions ? Qui vous garantit la sincérité d'Abd-el-Kader ? Êtes-vous assuré qu'il exécutera bien le traité et qu'il vous donnera la sécurité commerciale et agricole sur votre territoire et sur le sien ? Je réponds que la connaissance que j'ai acquise du caractère

religieux et sincère de l'émir, comme de sa puissance sur les Arabes, me donne la conviction profonde que toutes les conditions seront parfaitement exécutées. Je me rends garant de l'émir et je prouve la foi que j'ai dans sa parole par la grande responsabilité que j'assume sur ma tête. » La responsabilité était grande en effet, et l'on voit par cette correspondance intime que, malgré son assurance apparente, le général Bugeaud n'était pas lui-même exempt d'une certaine inquiétude relativement à sa diplomatie avec l'émir.

Quoi qu'il en soit, voici comment les choses se passèrent : une entrevue fut convenue entre le général et Abd-el-Kader ; elle devait avoir lieu sur les bords de la Tafna, rivière dont le nom servit à désigner le traité qui fut la conséquence de cette rencontre. L'émir, après s'être fait attendre, parut enfin à la tête d'une nuée de cavaliers ressemblant plutôt à une armée qu'à une escorte. Le général Bugeaud s'était porté à sa rencontre, et bientôt l'entretien commença entre ces deux hommes éminents dont le moins civilisé se montra, comme la chose arrive souvent, le plus habile et le plus fin. Il roula tout entier sur la teneur du traité par lequel Abd-el-Kader reconnaissait la souveraineté de la France en Afrique, mais par lequel aussi la France, traitant l'émir d'égal à égal, lui faisait d'immenses concessions territoriales,

presque sans compensation. Elle limitait sa domination en Algérie, et c'était là le côté curieux du traité de la Tafna; mais cette délimitation était vraiment dérisoire : ainsi, dans la province d'Oran, elle ne gardait que Mostaganem, Mazagran, Oran, Arzew; dans la province d'Alger, elle ne se réservait qu'Alger, le Sahel, la plaine de la Mitidja, y compris Coleah et son territoire. On concédait à l'émir l'administration de la province d'Oran, de celle de Tittery et de la partie de la province d'Alger qui n'était pas comprise dans les limites indiquées. De son côté Abd-el-Kader s'engageait à livrer à l'armée française, dans le courant de l'année 1837, trente mille fanègues de froment, trente mille fanègues d'orge et cinq mille bœufs<sup>1</sup>. Lorsque aujourd'hui, et dans la situation où se trouvent nos possessions d'Afrique, on réfléchit aux concessions que le général Bugeaud faisait alors à son adversaire, on peut éprouver un mouvement très-rationnel d'étonnement. A l'époque même où fut signé le traité de la Tafna, il fut considéré comme une faute, et un murmure improbateur en accueillit la nouvelle. Nous avons cité une curieuse lettre du général Bugeaud, lettre dans laquelle ses appréhensions et ses doutes sont assez mal dissimulés. Voici en quels termes le général Damrémont lui

1. Voir les notes et documents.

écrivait à la date du 10 juin 1837 : « Général, j'ai reçu hier le messenger porteur de la lettre que vous m'avez écrite et de la convention que vous avez conclue avec Abd-el-Kader... Quant au traité en lui-même, permettez-moi de vous dire, général, que les concessions de territoire qu'obtient Abd-el-Kader sont aussi grandes qu'il pouvait les obtenir de la guerre la plus heureuse. Dans mon opinion, nous ne devons pas nous ôter les moyens de nous étendre un jour, ni constituer Abd-el-Kader souverain de pays sur lesquels, jusqu'à ce jour, il n'a eu aucune autorité ; tels, par exemple, que le territoire situé à l'ouest de la Mitidja. Il me semble enfin que, d'après les termes de la convention, c'est Abd-el-Kader qui limite et détermine notre territoire, bien plutôt que nous ne déterminons le sien, et c'est lui qui paraît nous faire une concession en nous permettant de rester le long du littoral. Enfin je ne vois pas, si Abd-el-Kader était un souverain aussi indépendant que le roi des Français, ce qu'un traité fait avec lui pourrait contenir de plus honorable que la convention du 29, et établissant plus nettement l'égalité entre les parties contractantes. J'ai la conviction que ce traité ne sera qu'une trêve qui fournira à Abd-el-Kader les moyens d'augmenter ses richesses, sa puissance, de s'entourer d'Européens entrepreneurs et capables de s'organiser, et lorsque le mo-



ment arrivera où cette trêve devra forcément être remplacée par la guerre, la guerre sera plus terrible, plus onéreuse à la France, et offrira moins de chances de succès que nous n'en avons à présent. » Il n'était pas possible de voir plus juste ni de faire une plus sérieuse critique du traité de la Tafna. M. Molé ne se montrait pas moins inquiet des conséquences de cet acte imprudent, et, pour détourner l'attention publique, il pressa plus que jamais les préparatifs de la nouvelle expédition de Constantine.

Le général Damrémont, dont la sage correspondance avait été fort appréciée, devait commander en chef cette expédition, pour le succès de laquelle rien ne fut épargné. D'Alger, M. de Damrémont se rendit à Bone, et vers la fin du mois de septembre il avait rassemblé au camp de Medjez-Amar treize mille hommes d'infanterie, deux mille chevaux et soixante pièces de canon. Un tel contingent était bien suffisant cette fois pour triompher de la résistance de Constantine; l'ensemble de ces forces fut divisé en quatre brigades, dont une allait être confiée à M. le duc de Nemours. Le général Vallée était à la tête de l'artillerie, et le général Rohault de Fleury commandait en chef le génie.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1837 l'armée se mettait en mouvement par cette même route dont le sol, aride .

sous le soleil, pouvait au moindre orage se détremper d'une façon si désastreuse, entièrement privée d'ailleurs d'arbres ou même d'arbustes dans la majeure partie de son parcours. Les premiers jours furent assez difficiles, mais le moral du soldat était excellent et les chefs se montraient énergiques. Le désir de venger la mort de tant de braves gens tombés sous le fer des Arabes durant la fatale retraite, éclatait d'ailleurs dans les rangs et soutenait les hommes que la fatigue eût abattus. Le 6 octobre, les colonnes françaises apparaissaient sur les plateaux de Mansourah; des tirailleurs turcs occupaient les approches de la place. Masqués par des accidents de terrain, ils engagèrent aussitôt une fusillade des plus vives, mais se virent promptement délogés par les zouaves qui les rejetèrent dans la ville.

Le plan du général Damrémont était d'attaquer le plus promptement possible le côté le moins inaccessible de Constantine par un feu puissant d'artillerie, et, dès qu'une brèche serait praticable, dès qu'une porte serait à demi enfoncée par le canon, de lancer les colonnes d'assaut sur le point le plus entamé de l'enceinte, au lieu d'attendre de longs jours comme l'avait fait le maréchal Clausel, au milieu des intempéries d'une implacable saison. Les hauteurs de Koudiat-Aty furent reconnues comme étant favorables à l'attaque, et celles de

Mansourah reçurent également plusieurs batteries de siège. Le 9 octobre le feu commença au milieu des raffales d'une tempête toute semblable à celles qui avaient, l'année précédente, assailli d'une si déplorable façon le corps d'armée du maréchal Clausel. Le 11 une large brèche était déjà ouverte, le 12 cette brèche était praticable.

Cependant, avant de donner l'assaut, M. de Damrémont voulut envoyer un parlementaire à Achmet-Bey; il était porteur d'une sorte de proclamation traduite en arabe, et adressée aux habitants. « Si vous voulez éviter de grands malheurs, disait cette missive, soumettez-vous pendant qu'il en est temps encore. Je vous garantis par serment que vos femmes, vos enfants et vos biens seront respectés, et que vous pourrez continuer à vivre paisiblement dans vos maisons. Envoyez des gens de bien pour me parler et pour convenir de toutes choses avant que j'entre dans la ville. Je leur donnerai mon cachet, et ce que j'ai promis, je le tiendrai avec exactitude. » La réponse fut fièrement négative. « Si votre intention est de faire la paix, disait Achmet, cessez votre feu, rétablissez la tranquillité; alors nous traiterons de la paix et verrons éteindre cette guerre d'où il ne peut résulter aucun bien. » L'assaut fut résolu pour le lendemain 13 octobre.

Mais dans la soirée du 12 le général Damrémont,

visitant la batterie de Koudiat-Aty, et s'arrêtant pour considérer la brèche, malgré les observations du général Rulhières, un boulet ennemi vint le frapper en pleine poitrine et le renversa, nouveau Turenne, au milieu du groupe d'officiers qui l'entouraient. Cette scène se passait à deux pas de M. le duc de Nemours. Le général Perregaux, en voulant le relever, fut également frappé d'une balle à la tête, blessure qui devait être mortelle. La périlleuse succession du comte de Damrémont appartenait de droit au plus ancien des lieutenants-généraux présents : c'était le général Vallée. Il l'accepta en homme qui connaît ses propres forces, et prit aussitôt toutes ses dispositions pour l'assaut du lendemain

Cet assaut de Constantine est une des plus brillantes pages de notre histoire militaire. Le 13 octobre, à sept heures du matin, les troupes formées en trois colonnes d'attaque, s'élancent des hauteurs qui dominant la cité arabe. La première colonne, guidée par le colonel Lamoricière, court au rempart à travers une fusillade meurtrière et plante son drapeau sur la brèche. Les autres la suivent de près avec une rare intrépidité ; les remparts sont franchis, et nos soldats se précipitent au milieu des rues tortueuses dont chaque ouverture vomit la mort. Une mine éclate sous leurs pieds, des pans de murs s'écroulent sur leurs têtes, rien ne

les arrête ; ils marchent toujours , luttant corps à corps , renversant tout ce qui s'oppose à leur passage ; poursuivant dans tous ses repaires un ennemi devenu presque invisible. Des officiers de grades divers , mais dont le nom est intimement lié à ce glorieux épisode historique , Combes , Lamoricière , Serigny , Saint-Arnaud , Leblanc , Richépense , les guident avec un indomptable courage. Le duc de Nemours montre la bravoure froide d'un vieux soldat. La ville , fouillée en tous sens , est traversée par les Français qui chassent la population devant eux. Cette foule se réfugie et s'entasse à l'autre extrémité de Constantine , du côté où des rochers à pic rendent la place inaccessible. Soudain , dans un accès de terreur et voulant fuir instinctivement le danger qui s'approche , cette foule s'élance vers le ravin , et , comme une cascade de chair humaine , a dit un témoin de cette scène , roule au fond des précipices. Constantine est en notre pouvoir. Achmet , renonçant à la lutte , et spectateur lointain de notre triomphe , s'enfuit à travers les montagnes suivi de ses nombreux cavaliers.

Le brillant résultat de cette seconde expédition était assurément de nature à accroître l'influence parlementaire du cabinet Molé. Dans les gouvernements constitutionnels , le sang glorieusement versé devient une question de majorité et de boules

blanches ; la coalition naissante l'éprouva bien. Nous avons dit que ses premiers efforts ne furent point couronnés de succès. M. Duvergier de Hauranne avait publié dans une Revue un article fort incisif développant habilement les théories anglaises du gouvernement par les Chambres, et reproduisant le célèbre axiome « le roi règne et ne gouverne pas. » Cet article servit en quelque sorte de programme à la coalition. Tous ses membres semblèrent vouloir s'abriter derrière une maxime constitutionnelle afin d'échapper au reproche d'intrigue et de coterie qu'on pouvait si justement leur appliquer. Après les escarmouches de la discussion de l'adresse, un vote important se présenta, et il était évident pour tous les partis que de ce vote dépendait l'existence du ministère. Il s'agissait d'un projet de loi sur les fonds secrets, belle occasion pour les coalisés, et qu'ils s'entendirent pour ne pas laisser échapper.

MM. Guizot et Jaubert devaient engager le combat ; M. Thiers promit de les soutenir ; mais lorsque les débats s'ouvrirent, M. Guizot, nouveau venu dans le camp de l'opposition, montra tant d'embarras, eut des hésitations si honorables que, chose bien rare dans sa vie parlementaire, il éprouva un échec complet, et descendit de la tribune sans avoir satisfait aucun des côtés de la Chambre. En présence de ce résultat négatif,

M. Thiers s'abstint de prendre la parole, et les fonds secrets furent votés.

Honteuse et découragée de l'insuccès de ses premiers efforts, la coalition ne donna plus signe de vie pendant le reste de la session de 1838, et pourtant cette session, dont la politique se trouvait de la sorte écartée, vit discuter des projets de lois d'un haut intérêt, tels que ceux sur les attributions des conseils généraux et d'arrondissement, l'état-major général de l'armée, les justices de paix, mais particulièrement sur la conversion des rentes.

Cette dernière loi, qui donna lieu à la discussion la plus vive dans le sein de la Chambre des Députés, fut, après des débats passionnés, finalement adoptée par elle. Le droit de l'État à rembourser ses créanciers ne pouvait guère être contesté sérieusement. Restait l'opportunité de la mesure, et il y avait là un côté politique auquel la chambre des pairs s'attacha presque exclusivement lorsque le projet fut apporté au Luxembourg. La mesure avait été votée par les députés moyennant qu'elle conserverait aux rentiers la faculté d'opter entre le remboursement de leur capital à raison de cent francs pour cinq francs de rente, et la conversion de leur cinq pour cent en quatre et demi. La Chambre des Pairs rejeta très-nettement le projet.

Une autre loi d'une importance majeure, celle

concernant l'établissement d'un système vaste et complet de chemins de fer, fut également présentée aux Chambres durant cette session de 1838. Le ministère, personnifié en cette circonstance par M. Martin (du Nord), concluait à l'exécution par l'État des gigantesques travaux qu'allait nécessiter cette mesure. Le rapport fut confié à un homme spécial, M. Araïgo ; il combattit le principe de l'exécution par l'État, tout en signalant les inconvénients de l'entreprise simultanée d'un trop grand nombre de lignes ferrées. Les Chambres entrèrent complètement dans les vues du savant rapporteur ; l'exécution immédiate fut très-limitée, et elle demeura confiée à des compagnies particulières, auxquelles des conditions assez rigoureuses durent être imposées.

Nous venons de voir que la Chambre des Pairs semblait, dans une certaine mesure, disposée à prendre vis-à-vis de l'autre Chambre une attitude hautement indépendante et presque d'opposition. Ses discussions durant la session de 1838 eurent souvent un caractère remarquable d'animation et d'intérêt. Un jour, pendant les débats de l'adresse, M. de Dreux-Brézé ayant dit à propos des alliances récentes de la famille d'Orléans : « J'ai le cœur français, et je ne me réjouis pas de ces alliances. — Vous devez vous en réjouir comme bon Français, répliqua M. Molé. — Non, non, comme bon



catholique je ne puis m'en réjouir, » reprit M. de Dreux-Brézé. Aussitôt le duc d'Orléans, présent à son banc de pair, réclama la parole. « La Chambre me permettra, dit-il, de répondre un mot à ce qu'il y a de personnel dans les paroles que l'orateur vient de prononcer. Je n'avais pas répondu au discours qu'il a fait entendre à la tribune, parce que l'insinuation ne me paraissait pas assez directe ; mais je suis heureux de saisir cette occasion pour présenter la question sous son véritable point de vue. J'ai vu inscrit dans notre Code fondamental, à la première ligne, la liberté religieuse comme la plus précieuse de toutes celles accordées aux Français ; je ne vois pas pourquoi la famille royale serait seule exclue de ce bienfait qui est entièrement d'accord avec les idées qui règnent aujourd'hui au sein de la société française. Je crois d'ailleurs, Messieurs, que l'application de ce principe faite à l'occasion de mon mariage, s'allie parfaitement avec les garanties qu'exige la religion de la majorité des Français. Et moi aussi, je suis catholique ; c'est la foi de mes pères, j'y suis né, j'y mourrai. Toute ma descendance sera élevée dans cette religion. Ce sont là les seules garanties qui puissent être réclamées ; je les ai données, et je crois que personne ne peut en demander davantage. » Ce petit discours fut fort applaudi. C'était la première fois que cette jeune voix du

prince royal faisait ainsi vibrer les échos du Luxembourg. Ce devait être aussi la dernière, car la fatalité l'avait déjà marqué du doigt, et ses jours étaient comptés.

La pairie se montrait très-sympathique au cabinet Molé, et du reste, une promotion de plus de cinquante pairs était venue, vers la fin de 1837, renforcer ses rangs éclaircis par l'âge. Dans cette promotion faite sous l'inspiration du comte Molé, on remarquait les noms des généraux de Castellane, Darriule, Lalaing d'Audenarde, Petit, si connu par la scène des adieux de Napoléon I<sup>er</sup> à Fontainebleau, Pelet, Tiburce Sébastiani et de Préval; des vice-amiraux Halgan et Willaumez; de MM. Ch. Dupin, d'Audiffret, Bignon, de Belbœuf, mêlés à d'autres qui représentaient plus directement peut-être le gouvernement de 1830, tels que ceux de MM. Odier, Chevandier, Paturle.

Cette époque de la vie politique de M. Molé fut certainement l'apogée de sa longue et honorable carrière. Le triomphe de la coalition approchait; mais nul ne pouvait encore le prédire ou le prévoir. Le cabinet jouissait de la popularité que lui avaient conquise l'amnistie et la prise de Constantin. Rien d'équivoque n'existait encore dans sa situation. De plus le comte Molé, personnellement aimé d'un grand nombre d'hommes politiques ses contemporains, avait rencontré chez M. le duc

d'Orléans des sentiments d'une sympathie toute particulière, à ce point que le prince royal, qui aimait à se mêler des affaires, et qui, sous la responsabilité du général Bernard, dirigeait à peu près celles du département de la guerre, venait presque tous les jours visiter familièrement M. Molé dans son cabinet du boulevard des Capucines. Le roi voulut aussi donner la mesure de la faveur dont jouissait auprès de lui le président du conseil. Il lui exprima le désir de passer une journée au château de Champlâtreux, cette résidence affectionnée des ancêtres du comte Molé, et qui provenait de la succession de Samuel Bernard. Voici la relation officielle de l'excursion royale : « Parti le 10 août à onze heures de Neuilly, le roi est arrivé au château de Champlâtreux vers une heure et demie. La reine, madame Adélaïde, la princesse Clémentine, les ducs d'Aumale et de Montpensier accompagnaient le roi. M. le duc d'Orléans, retenu à Paris auprès de la duchesse, n'avait pu se joindre à la famille royale non plus que MM. les ducs de Nemours et de Joinville, tous deux au camp de Lunéville. M. Molé, entouré de ses collègues, a reçu le roi sur le seuil du château et lui en a fait les honneurs avec empressement. Pendant la promenade, tout le monde admirait la beauté des jardins et l'heureuse disposition du château, que décorait un ameublement nouveau.

Dans un des salons se trouvaient réunis les portraits de tous les ancêtres de M. Molé, ainsi que plusieurs tableaux auxquels se rattachaient des souvenirs chers à sa famille. Parmi ces derniers on remarquait un tableau donné par Louis XV à un des descendants de Mathieu Molé. Le roi avait envoyé dès le matin son portrait en pied peint par Hersent. Ce portrait a été placé sur-le-champ dans la galerie. » Louis-Philippe voulut tenir un conseil des ministres à Champlâtreux, et une peinture<sup>1</sup>, conservée dans cette résidence, a fidèlement reproduit ce souvenir historique.

L'honneur que Louis-Philippe avait prétendu faire au comte Molé en visitant ainsi sa demeure, il l'avait également accordé quelques mois auparavant, mais dans des circonstances bien différentes, à un autre personnage politique, le prince de Talleyrand.

Le 17 mai 1838, à quatre heures moins dix minutes du soir, Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord était mort dans cet hôtel de la rue Saint-Florentin, où jadis il avait donné l'hospitalité aux souverains alliés. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans. Au mois de mars précédent on l'avait vu encore prononcer, dans une séance de l'Académie des Sciences morales et politiques, l'éloge funèbre

1. Exécutée par Ary Scheffer.

d'un diplomate de son école, M. Reinhardt, et il semblait que le vieillard eût voulu jusqu'à la fin entretenir le public, pour renouveler le bruit qui, si souvent, s'était fait autour de son nom. Louis-Philippe le sachant dangereusement malade, et se souvenant sans doute des services, si grands en effet, que M. de Talleyrand lui avait rendus dans les premiers mois de la révolution de 1830, lui fit une visite dont le prince se montra fort touché.

« Sire, dit-il en se levant péniblement sur sa couche, c'est le plus grand honneur qu'ait jamais reçu ma maison. » M. de Talleyrand s'était réconcilié avec l'Église. Le jour même de sa mort, il signa une rétractation de sa conduite religieuse, écrite le 10 mars précédent. Cette rétractation était adressée au pape, et en voici les termes :

« Touché de plus en plus par de graves considérations, conduit à juger de sang froid les conséquences d'une révolution qui a tout entraîné et dure depuis cinquante ans, je suis arrivé au terme d'un grand âge, et après une longue expérience, à blâmer les excès du siècle auquel j'ai appartenu, à condamner franchement les graves erreurs qui, dans cette longue suite d'années, ont troublé et affligé l'Église catholique, apostolique et romaine, et auxquelles j'ai eu le malheur de participer. S'il plaît au respectable ami de ma famille, monseigneur l'archevêque de Paris, qui a bien voulu me faire

assurer des dispositions bienveillantes du souverain pontife à mon égard, de faire parvenir au Saint-Père, comme je le désire, l'hommage de ma respectueuse reconnaissance et de ma soumission entière à la doctrine et à la discipline de l'Église, aux décisions et aux jugements du Saint-Siège sur les matières ecclésiastiques de France, j'ose espérer que Sa Sainteté les accueillera avec bonté. Dispensé plus tard par le vénérable Pie VII de l'exercice des fonctions ecclésiastiques, j'ai recherché dans ma longue carrière politique les occasions de rendre à la religion et à beaucoup de membres honorables et distingués du clergé catholique tous les services qui étaient en mon pouvoir. Jamais je n'ai cessé de me regarder comme un enfant de l'Église. Je déplore de nouveau les actes de ma vie qui l'ont contristée, et mes derniers vœux seront pour elle et pour son chef suprême<sup>1</sup>. »

Désormais en paix avec sa conscience, le prince de Talleyrand vit venir la mort avec une grande énergie morale. Il la traita même, pourrait-on dire, avec l'étiquette qui avait toujours présidé aux circonstances de sa vie. Dans une lettre adressée au pape, et destinée à accompagner l'envoi de la rétractation, M. de Talleyrand avait écrit : « Des Mémoires achevés depuis longtemps, mais qui,

1. La minute de cette rétractation fut déposée aux archives de l'archevêché de Paris.

selon mes volontés, ne devront paraître que trente ans après ma mort, expliqueront à la postérité ma conduite pendant la tourmente révolutionnaire. » Annoncés en ces termes, les Mémoires du prince de Talleyrand seraient-ils (s'ils paraissent jamais) bien précieux pour l'histoire ? Ce qu'il faut à l'historien, ce ne sont pas d'habiles apologies, c'est la rude et scrupuleuse vérité.

#### IV

Le 20 juin 1837, à deux heures du matin, le roi d'Angleterre était mort au château de Windsor.

La triple couronne d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande revenait à la princesse Alexandrina-Victoria, fille du feu duc de Kent et de la princesse Marie-Louise-Victoire de Saxe-Cobourg, sœur de Léopold I<sup>er</sup>, roi des Belges. La jeune reine avait, le 24 mai, atteint dix-huit ans, majorité fixée par les lois anglaises. Un des résultats immédiats du changement de règne fut la séparation du Hanovre et le rétablissement de ce royaume comme État indépendant ; car l'acte qui règle la succession des rois de Hanovre stipule que la couronne ne pourra appartenir à la branche féminine qu'à l'extinction absolue de la branche masculine. Le duc de Cum-

berland devint en conséquence souverain de ce royaume allemand.

Le 20 juin, les ministres se rendirent au palais de Kensington ; la reine , proclamée en présence des dignitaires de l'État, prêta aussitôt le serment exigé entre les mains du lord chancelier, et fit lire la déclaration suivante :

« La cruelle perte que vient d'éprouver la nation par la mort de S. M., mon oncle bien aimé, m'a imposé le devoir de gouverner ce royaume. Cette responsabilité terrible me frappe si soudainement, elle m'est dévolue à une époque si peu avancée de ma vie, que je me sentirais faiblir si je n'étais soutenue par l'espoir que la divine Providence, qui a voulu que cette mission me fût confiée, me donnera la force nécessaire pour l'accomplir, et que je trouverai dans la pureté de mes intentions, dans mon zèle pour le bien public, l'appui et les ressources qui sont d'ordinaire le partage d'un âge plus mûr, d'une plus longue expérience. Je mets toute ma confiance dans la sagesse du parlement, dans l'affection de mon peuple, et je regarde comme un précieux avantage de succéder à un souverain qui, par son respect constant pour les libertés de ses sujets, sa sollicitude pour l'amélioration des institutions nationales, est devenu l'objet de la vénération universelle. Élevée en Angleterre sous la direction d'une mère



aussi tendre qu'éclairée, j'ai appris, dès mon enfance, à respecter et à aimer la constitution de ma patrie. Je m'étudierai sans cesse à soutenir la religion réformée, telle qu'elle est établie dans la loi, assurant en même temps à tous l'entière jouissance de la liberté religieuse. Je protégerai avec fermeté les droits, et contribuerai de tout mon pouvoir au bonheur de toutes les classes de mes sujets. »

Cette déclaration ayant été rendue publique, le serment de fidélité fut prêté par le duc de Cumberland, par les membres du conseil privé et par les ministres. Ces derniers, selon l'usage, déposèrent leurs portefeuilles devant la reine; mais elle n'accepta pas leur démission, et il fut décidé en conseil que S. M. prendrait le nom de Victoria I<sup>re</sup>.

Le 22 juin le parlement prêta serment de fidélité. Lord Melbourne vint ensuite annoncer à la chambre des lords que, devant prévoir le cas où la jeune reine mourrait sans postérité, le ministre était dans l'intention de présenter un bill ayant pour but de régler les formes gouvernementales pendant le laps de temps qui pourrait s'écouler entre le décès de la reine Victoria et l'arrivée en Angleterre du roi de Hanovre, héritier présomptif de la couronne.

Quelques jours après le parlement adoptait, en effet, cette loi qui appelait à la dignité de juges du

royaume, pour le cas de vacance du trône, l'archevêque de Cantorbéry, le lord chancelier, le premier trésorier, le président du conseil, le grand amiral, et le lord premier juge du banc de la reine. Ce bill, qui reconnaissait en outre à l'héritier présomptif le droit de leur adjoindre le nombre de lords juges qu'il croirait nécessaire, déterminait les actes que ces gardiens de la couronne auraient le pouvoir d'accomplir et ceux qu'ils ne seraient point libres d'ordonner.

La session close en grande pompe le 17 juillet fut quatre mois après, le 20 novembre 1837, rouverte par la reine en personne qui dut prononcer d'abord la déclaration suivante, curieuse profession de foi exigée des souverains anglais à leur avènement au trône :

« Moi, Alexandrina-Victoria, j'affirme et déclare sincèrement, en présence de Dieu, que je crois qu'il n'y a dans le sacrement de la cène de Notre-Seigneur aucune transsubstantiation des éléments du pain et du vin dans le corps et le sang du Christ, et que cette transsubstantiation n'est opérée ni pendant ni après la consécration. Je crois que l'invocation ou l'adoration de la vierge Marie et des saints, ainsi que le sacrifice de la messe, tels qu'ils sont pratiqués dans l'église de Rome, sont superstitieux et idolâtres. En présence de Dieu, je professe, affirme et certifie que je fais

cette déclaration, et chaque partie d'icelle, dans le sens plein et ordinaire des mots, tels qu'ils sont compris par les protestants anglais, sans évasion ni équivoque, sans restriction mentale quelconque, sans aucune sorte de dispense qui m'ait été accordée d'avance pour cet objet, soit par le pape, soit par toute autre autorité devant Dieu ou devant les hommes. »

Ne semble-t-il pas que ce langage traditionnel transporte, à trois siècles en arrière, aux plus beaux temps de la réforme religieuse ? De telles paroles produisent un étrange et remarquable contraste avec l'esprit tolérant des générations nouvelles.

La première communication du gouvernement fut relative à l'établissement de la liste civile pour le nouveau règne. Après avoir voté ces dispositions financières, le parlement allait se séparer à l'occasion des vacances de Noël et s'ajourner au mois de février, lorsque le cabinet demanda que la reprise des séances fût fixée au 16 janvier en raison des importantes nouvelles qu'il avait reçues du Canada, colonie lointaine devenue anglaise par les traités, mais restée française par les souvenirs et les affections.

La France ayant, par le déplorable traité de 1763, cédé le Canada à la Grande-Bretagne, le gouvernement anglais avait, aussitôt après la prise de possession, proclamé l'abolition de la loi fran-

çaise, remettant l'autorité tout entière aux mains d'un gouverneur et d'un conseil nommés tous deux par la couronne.

Cet état de choses ne fut modifié que lors de la guerre de l'indépendance américaine; à cette époque, le ministère craignant que le Canada ne suivît le mouvement insurrectionnel de la Nouvelle-Angleterre, s'empessa de demander au parlement un bill destiné à régir les colonies anglaises d'Amérique, acte législatif qui, en concédant aux colons des droits moins restreints, en leur accordant une part dans l'administration des affaires locales, satisfait particulièrement les habitants du Canada, trop peu instruits des choses de la politique pour bien apprécier la portée d'une telle mesure.

La loi nouvelle divisa la contrée en deux provinces, qui prirent le nom de Haut et de Bas Canada. Le gouvernement de chacune de ces provinces fut composé d'un gouverneur nommé par le roi; d'un conseil exécutif dont les membres étaient également choisis par la couronne; d'un conseil législatif, espèce de chambre noble; enfin d'une assemblée dont les attributions n'étaient pas sans analogie avec celles de la chambre des communes d'Angleterre. Le mandat des députés confié par des électeurs devait durer quatre années.

En agissant ainsi, le gouvernement anglais avait

semblé vouloir entrer dans une voie essentiellement libérale; mais bientôt les colons s'aperçurent que cette concession offrait des avantages plus apparents que réels. En effet, l'acte du parlement réservait aux gouverneurs un droit qui annihilait le pouvoir de l'assemblée législative, puisqu'ils avaient la faculté de refuser leur sanction aux bills votés par les chambres coloniales; de plus, ils pouvaient proroger ou dissoudre même les parlements, et la couronne conservait d'ailleurs le droit d'annuler pour deux années la sanction accordée par eux.

Cette loi constitutive devait produire, entre le peuple et l'autorité, des conflits d'autant plus redoutables que les ministres anglais, au lieu de confier le gouvernement de la colonie à des hommes connus par leur modération et leur intégrité, l'accordèrent surtout à l'intrigue et à la faveur. Ils commirent en outre une faute immense en ne recherchant pas les moyens d'attacher à la métropole les colons d'origine française. Au lieu de leur prouver qu'elle s'intéressait à leur bien-être et d'établir une parfaite égalité entre ces anciens habitants du sol et les colons anglais qui vinrent successivement se fixer au Canada, l'Angleterre montra en toute occasion une excessive partialité à l'égard de ses nationaux; au lieu d'être confiées à des administrateurs honnêtes et justes,

les places devenues vacantes furent abandonnées, les unes à des fils de famille dissipateurs que des membres de l'aristocratie voulaient éloigner, pendant quelque temps, de la métropole ; les autres à des protégés de grands seigneurs qui n'acceptèrent ces emplois qu'afin de s'enrichir et d'aller jouir, en Angleterre, d'immenses fortunes acquises sans efforts. Un autre fléau vint peser sur cette malheureuse colonie. La couronne s'était déclarée propriétaire de toutes les terres inoccupées, dont le nombre était considérable ; elle distribua d'énormes quantités de terrains à des membres influents des deux chambres, et ceux-ci vendirent leurs droits à des spéculateurs qui, ne sachant pas ce qu'ils avaient acheté puisqu'il était impossible d'établir même l'emplacement de la concession, trafiquèrent de ces propriétés d'une façon scandaleuse. Il en résulta que, lorsque les acquéreurs émigrants arrivèrent au Canada et qu'ils virent des villages construits, des champs cultivés, ils profitèrent de la désignation vague contenue dans leurs titres pour s'emparer de vive force des biens des colons français.

Une autre plaie devait bientôt affliger le pays : lorsque les habitants de la Nouvelle-Angleterre se déclarèrent indépendants et se constituèrent en État libre, sous le nom d'États-Unis d'Amérique, un grand nombre d'Anglais se réfugièrent

sur le territoire du Canada; ces masses d'émigrants se composaient des débris des armées royales, de fonctionnaires civils qui fuyaient avec leurs familles; des colons qui ne partageaient pas les principes d'indépendance de leurs concitoyens d'Amérique; enfin, des aventuriers que font toujours surgir les grandes commotions politiques. Tous ces *loyalistes*, ne possédant rien au monde, demandèrent des secours aux autorités canadiennes, qui mirent le plus grand empressement à aider des hommes dont la fidélité n'avait pas redouté la misère et l'exil. On créa en conséquence des places nouvelles, et peu à peu on en vint à déposséder, au profit des nouveaux venus, le petit nombre de Français qui occupaient encore des emplois publics.

Si la conduite des agents anglais eût été plus équitable et plus désintéressée, la fusion des deux populations aurait pu s'accomplir à la longue; mais les Canadiens français pouvaient-ils voir, sans indignation, le pays abandonné à la rapacité de leurs adversaires, et ne devaient-ils pas concevoir une haine profonde pour ces étrangers qui, non contents de s'être approprié des biens sur lesquels ils n'avaient aucun droit, s'étaient rendus maîtres des finances publiques, de l'administration de la justice, de tous les emplois civils et militaires ?

La domination britannique eut cependant pour les Canadiens d'incontestables avantages au point de vue matériel. L'esprit mercantile de la nation anglaise s'infiltra dans la population française, dont les idées se tournèrent insensiblement vers le commerce. Cette dernière acquit rapidement une aisance remarquable et put dès lors participer à la jouissance des droits électoraux. Sentant sa force, elle résolut de reconquérir en partie l'indépendance qu'elle avait perdue et de contraindre le gouvernement à sortir des voies de l'arbitraire. Les Canadiens d'origine française, participant aux élections, se décidèrent à repousser de l'assemblée législative tous les hommes qui ne professeraient pas certains principes, tandis que les Canadiens d'origine anglaise s'unissaient pour combattre les tendances démocratiques du parti français. A dater de ce moment, la lutte prit de larges proportions. L'assemblée élective représenta le progrès, le conseil législatif la résistance. Tous les bills votés par les députés, et qui contenaient des principes de réforme ou seulement d'amélioration furent systématiquement rejetés par le conseil. En 1828, le parlement britannique jugea cette situation tellement grave qu'il provoqua des explications à la suite desquelles la chambre des communes nomma un comité pour examiner les griefs des habitants de la colonie.



En 1831, le cabinet, prenant l'initiative, proposa l'adoption de plusieurs mesures dans le but d'y apaiser l'effervescence publique ; mais le parlement n'apporta à la situation administrative que des modifications si légères qu'elles eurent pour résultat, loin de calmer l'irritation, de l'accroître au contraire et de pousser les colons aux plus graves extrémités.

Des indices d'insurrection se produisirent dès lors en diverses circonstances, et le ministère anglais se crut obligé, en 1835, d'envoyer un nouveau gouverneur au Canada ; l'assemblée législative répondit à ses propositions conciliatrices qu'elle ne pourrait croire aux intentions bienveillantes de la Grande-Bretagne tant que le conseil ne serait pas électif et tant que subsisteraient les actes rendus par le parlement anglais pour régler les affaires intérieures du Canada, actes qui constituaient en faveur de certaines individualités des privilèges désastreux pour la majorité de la population.

Joignant les faits aux paroles, cette assemblée vota, dès le commencement de la session de 1836, et à la majorité de cinquante voix, la résolution de refuser l'impôt si le pays n'obtenait pas la justice qui lui était due.

Le gouverneur rendit immédiatement une ordonnance de prorogation.

Les collisions prochaines qu'une telle situation

faisaient pressentir durent enfin appeler la sérieuse attention de la chambre des communes qui, dans les derniers mois de 1837, examina les demandes des Français du Bas-Canada. Ces demandes pouvaient se résumer ainsi : 1° partage égal des emplois publics entre les colons anglais et français ; 2° nomination des membres du conseil législatif par la voie de l'élection et non plus au choix de la couronne ; 3° responsabilité du conseil exécutif jusqu'alors irresponsable ; 4° modifications considérables à la loi des *tenures* ; 5° abolition de la compagnie des terrains.

En réponse à ces prétentions, lord John Russell proposait un bill sur l'état de la constitution du Canada ; il repoussait les vœux de l'assemblée législative, et consentait seulement à abolir la loi des *tenures* après que le parlement colonial aurait adopté une autre loi sur cette matière, ce qui était absolument impossible par suite des dissentiments qui séparaient les deux chambres canadiennes. Il se refusait d'ailleurs à rendre élective la nomination des membres du conseil législatif. Le ministre avouait la partialité des gouverneurs pour les Canadiens d'origine anglaise, et demandait que les membres du conseil fussent choisis par portions égales dans les deux populations. Il proposait en outre de composer le conseil exécutif de membres du conseil législatif et de l'assemblée législative

auxquels seraient adjoints plusieurs fonctionnaires d'un rang élevé mais dépendants de la couronne.

Les décisions de ce conseil ne devaient point du reste contraindre le gouverneur de la colonie, qui demeurerait libre d'agir dans un sens opposé, mais à la charge de publier officiellement les motifs de sa détermination. Lord John Russell n'adhérait pas enfin à l'abolition de la compagnie des terrains de l'Amérique du Nord, dont il trouvait l'existence utile.

Quoique amèrement critiqué par MM. Leader, Roebuck, Molesworth, O'Connell, Hume, et d'autres orateurs de l'opposition avancée, qui le flétrirent comme un déni de justice éclatant, le bill du cabinet fut voté par les Communes, puis par la Chambre Haute, et peu de temps après revêtu de la sanction royale. Lorsque la nouvelle en parvint à Montréal, elle y fit éclater les premiers symptômes de l'insurrection. Le parti patriote ou français tint des réunions dans lesquelles il fut convenu que désormais on n'achèterait aucun objet soumis aux droits de douane, ni aucune marchandise provenant de l'Angleterre ou apportée par des navires anglais.

L'assemblée législative canadienne, réunie le 18 août 1837, disait dans son adresse : « Le gouvernement de la Grande-Bretagne ayant préféré les menaces aux mesures conciliatrices, et l'emploi

des moyens rigoureux au redressement de justes griefs, il est du devoir de la chambre de déclarer qu'elle ne peut s'empêcher de considérer les mesures prises par les ministres comme une attaque violente contre les droits du peuple et ceux de l'assemblée; qu'elles sont de nature à affecter la sécurité des loyaux sujets de S. M. dans cette province, à altérer la confiance dans le gouvernement, à entraver des arrangements commencés, à affaiblir enfin les liens qui existent entre la colonie et la mère patrie... »

Les députés décidèrent ensuite qu'ils se sépareraient immédiatement après le vote de l'adresse.

Le gouverneur, lord Gosford, ne pouvant que dissoudre ou proroger une chambre qui refusait de siéger, rendit, le 26 août, une ordonnance de prorogation, et le seul résultat de la réunion de l'assemblée législative fut de prouver sa détermination invariable de refuser l'impôt jusqu'à ce que pleine justice eût été rendue aux Canadiens par le parlement anglais. Le parti patriote tint aussitôt de nouveaux *meetings* dans lesquels on vota des remerciements aux défenseurs des libertés populaires, et où il fut décidé que toutes les personnes qui accepteraient, à l'avenir, des places du gouvernement seraient déclarées infâmes. Cette manifestation eut un immense retentissement; elle détermina un grand nombre de magistrats et d'of-

ficiers de la milice à envoyer leur démission. Alors commencèrent des préparatifs sérieux de résistance. Plusieurs comtés se fédéralisèrent, et leurs délégués convinrent de se réunir au village de Saint-Charles afin de fixer les bases de l'alliance. M. Papineau, président de l'assemblée législative, fut choisi pour diriger le *meeting* qui allait s'ouvrir. C'était un honneur qu'il méritait à bien des titres : personne, en effet, n'avait mis plus de dévouement ni plus d'énergie à servir la cause canadienne ; personne non plus n'avait déployé d'aussi grands talents dans l'accomplissement de cette tâche difficile. La discussion fut longue et surtout passionnée : certains orateurs, amis trop fougueux de la liberté, voulaient courir aux armes et prendre immédiatement l'initiative de l'attaque ; d'autres plus circonspects, envisageant mieux les conséquences terribles d'une agression, exhortaient le peuple à attendre encore et à laisser ses adversaires frapper les premiers coups ; mais tous ceux qui prirent la parole furent unanimes sur la nécessité de résister au gouvernement, même par la force. Cette opinion était d'ailleurs parfaitement conforme aux sentiments des colons réunis à Saint-Charles, et un certain nombre d'entre eux ayant cru aller à une bataille ou jugeant ce dénouement inévitable, avaient amené quelques pièces de canon afin de

rendre ainsi les chances plus égales. Cependant, grâce à la prudence des principaux chefs canadiens, cette multitude exaltée ne se livra à aucun excès; seulement, avant de se séparer, tous les assistants, rangés autour d'un autel élevé à la patrie, jurèrent de mourir pour la liberté, serment prêté au bruit du canon et de la mousqueterie, dont les salves allèrent annoncer aux autorités anglaises qu'une révolution venait de naître.

La lutte ne commença toutefois que le 6 novembre 1837, à l'occasion d'une procession des *enfants de la liberté*. Cette procession parcourait les rues de Montréal en portant un drapeau tricolore, ce qui fut considéré par quelques Anglais comme une insulte pour les couleurs nationales; Aussitôt des pierres sont lancées contre l'homme qui tient la bannière, et un combat corps à corps s'engage. Les troupes royales, consignées dans leurs casernes, reçurent l'ordre de parcourir la ville, mais les officiers n'avaient pas vu avec indifférence les tentatives des *patriotes*, et depuis longtemps on pouvait juger, à leurs discours, de la haine qu'ils portaient à la population française. Quand les soldats anglais s'aperçurent que les *Enfants de la liberté*, trop peu nombreux pour résister, devaient inévitablement succomber dans la lutte, ils restèrent l'arme au bras sans tenter de mettre fin à cette collision sanglante. Les vain-

queurs se répandirent ensuite dans Montréal, brisèrent les fenêtres de la maison de M. Papineau, et se portèrent enfin vers l'imprimerie d'un journal réformiste dont ils détruisirent les presses avec un acharnement sauvage.

Les autorités se concertèrent aussitôt afin de prévenir, par des moyens prompts et énergiques, des représailles qui paraissaient inévitables. Sir John Colborne, lieutenant général et chef militaire du Bas-Canada, envoya des exprès à tous les commandants placés sous ses ordres pour les avertir de concentrer leurs troupes sur certains points qu'il leur désignait. Ces mesures prises, lord Gosford décerna des mandats d'arrêt contre les chefs du parti patriote, et voulut, dans un but d'intimidation, que les magistrats chargés d'opérer ces arrestations, marchassent accompagnés de fortes escortes. Les habitants de Montréal et ceux de Québec n'essayèrent aucune tentative de résistance; seulement, quand les soldats se répandirent dans la campagne pour fouiller les villages, les paysans et les patriotes organisèrent une guerre de partisans qui devint funeste aux troupes anglaises. Sir John Colborne résolut alors de frapper un coup décisif, car il comprenait que ces combats de chaque jour devaient accroître l'audace du *parti français* et diminuer la confiance de l'armée. Il ordonna, en conséquence, au colonel

Gore et au lieutenant colonel Watherell, de se porter, le premier contre Saint-Denis, le second contre Saint-Charles, en combinant leur marche de telle sorte qu'ils pussent arriver au même moment devant ces deux villages, afin d'empêcher ainsi les habitants de se porter un mutuel secours.

Le premier fut repoussé dans ses attaques, l'autre emporta Saint-Charles après un combat terrible et l'incendia. Divers établissements importants tels que Saint-Denis, Saint-Eustache, situé sur les bords de l'Ottawa, et Saint-Benoît, furent également détruits par le feu. Sur quelques points une poignée de Français, commandés par le docteur Chenier, résistèrent longtemps contre de nombreux adversaires. Refoulés et cernés enfin au milieu des bois, ils essayèrent par un effort suprême de se faire jour à travers les colonnes ennemies. De ces Français, beaucoup trouvèrent la mort sur le champ de bataille; les autres, pour la plupart atteints de blessures graves, allèrent mourir dans les retraites hospitalières qui les dérobaient à la vengeance de ceux qu'ils avaient combattus. Le docteur Chenier, tour à tour général et soldat, mourut en héros. Épuisé, sanglant, criblé de blessures, il refusa jusqu'au dernier moment de se rendre, et tomba glorieusement sous les baïonnettes anglaises.

Cependant le Haut-Canada presque entièrement



colonisé par des Anglais et des Irlandais menaçait aussi de courir aux armes, et les Français de la province inférieure n'avaient pas à se plaindre seuls de l'arbitraire des hommes placés à la tête de l'administration. Sir Francis Head, qui dirigeait alors la colonie, était en effet accusé par eux d'en fausser les institutions. Ainsi, la mort du roi Guillaume IV devait, d'après le vœu de la loi, amener la dissolution du parlement canadien ; mais sir Francis Head, comprenant à quel point il lui serait difficile de former une nouvelle assemblée législative exclusivement composée de *loyalistes*, fit voter, par les chambres, un bill qui autorisait les députés à conserver leurs fonctions. En présence d'une si éclatante illégalité, la population, depuis longtemps mécontente, sortit à son tour des voies légales. Les patriotes s'insurgèrent, et, sous les ordres d'un journaliste nommé Mackenzie, s'emparèrent de la ville de Toronto dans la nuit du 4 au 5 décembre 1837.

Ce mouvement ne pouvait avoir de suites importantes. Bientôt les Canadiens révoltés se jetèrent dans les bois pour y chercher un refuge ; mais sir Francis Head les y fit poursuivre par les Indiens, auxquels il avait promis une récompense proportionnée au nombre de têtes qu'ils rapporteraient. Ne pouvant lutter de ruses avec ces habiles chasseurs, les insurgés furent presque tous

massacrés. Mackensie cependant parvint à gagner le territoire des États-Unis, et sa présence à Buffalo devint le prétexte de fêtes en honneur de la liberté; bientôt la population de la frontière, composée de marins, de contrebandiers, d'hommes énergiques et façonnés à la plus rude existence, offrit à Mackensie de le suivre et de tenter avec lui une expédition nouvelle. De jeunes Américains, désireux d'imiter leurs ancêtres et de combattre les Anglais, vinrent prêter à l'insurrection l'appui de leur enthousiasme et de leur courage. Les arsenaux de l'État furent ouverts; on y prit des fusils, des sabres, et jusqu'à des pièces de canon.

Une fois armés, les Américains se montrèrent impatients de se signaler par quelque action d'éclat; et, pour satisfaire cette ardeur commune à tous, il fut décidé, d'un accord unanime, qu'on envahirait le territoire canadien; on choisit, pour s'y établir, l'île nommée Navy Island et située au milieu du fleuve Niagara, à deux milles au-dessus des célèbres cataractes. Grâce à sa position, cette île, dont l'insurgé Van-Reusselaer réussit à s'emparer, permettait de menacer la rive anglaise tout en laissant à la troupe expéditionnaire la facilité de communiquer avec les États-Unis.

Ce point était à peine occupé par l'insurrection que Mackensie organisa un gouvernement provi-

soire, et fit répandre à profusion dans tout le Canada une longue proclamation où, après avoir dépeint, en termes saisissants, les injustices des autorités anglaises, les intolérables souffrances des habitants, il proclamait la résistance comme un devoir et appelait la population aux armes.

De son côté, sir Francis Head ordonna au colonel Mac-Nab de protéger la frontière et de prendre à son tour l'offensive, recommandation très-difficile à exécuter, du reste; car les volontaires ne se sentant pas assez forts pour attaquer les troupes royales et pour pénétrer sur la terre ferme, avaient disposé leur artillerie de telle sorte qu'elle fît face à la côte canadienne, et pût aisément détruire les nombreuses habitations dont cette rive se trouvait couverte. Le colonel résolut de mettre un terme à une telle dévastation, et de forcer Mackensie et ses soldats à s'éloigner de Navy-Island. Il savait qu'un bateau à vapeur, *la Caroline*, faisait un service réglé entre cette île et le rivage de l'Union; la destruction de ce navire ne pouvait donc manquer d'interrompre les communications, et de priver les insurgés des munitions et des vivres qu'ils se procuraient aux États-Unis. Toutefois, il y avait là une difficulté des plus sérieuses : non-seulement *la Caroline* naviguait sous le pavillon de l'Union, mais encore son équipage se composait de citoyens américains, et elle

ne sortait pas de la partie du fleuve appartenant à la république. Quoi qu'il en soit, le colonel ne se laissa pas dominer par ces considérations ni arrêter par de tels obstacles. Des soldats anglais et des miliciens sautèrent à bord du bâtiment, tandis qu'il était à l'ancre près de la rive américaine : le câble fut coupé ; quelques hommes de l'équipage, restés sur le navire, furent massacrés avant qu'on eût pu leur porter le moindre secours, et *la Caroline*, incendiée, descendit le fleuve au gré du courant ; puis, mêlant ses gerbes de feu aux gerbes de vapeur qui s'élevaient des cataractes, elle s'enfonça lentement, et disparut dans l'abîme.

Cet outrage, volontairement infligé au pavillon de l'Union, cet acte audacieux qui violait tous les principes internationaux, semblait devoir, presque inévitablement, donner lieu à une guerre entre les États-Unis et la Grande-Bretagne ; il fallut, d'une part, bien de la modération, et de l'autre bien de l'habileté pour que cette affaire vînt aboutir, en définitive, à une solution pacifique.

Quant à Mackensie et aux patriotes qui s'étaient associés à sa fortune, sentant l'impossibilité de se maintenir à Navy-Island, ils rentrèrent dans le Haut-Canada par petites fractions, se rejoignirent, et tentèrent simultanément divers coups de main presque toujours malheureux. Non-seulement cette

insurrection, qui mit au jour de grands courages et de nobles dévouements, fut matériellement vaincue, mais elle ne devait moralement rien produire pour les libertés et la régénération du Canada.

Nous voyons, en effet, dans la session de 1838 le Parlement anglais aborder de nouveau cette question canadienne, et le secrétaire d'État donner lecture du bill par lequel le cabinet demandait que la constitution de ce pays fût suspendue. M. Hume, en répondant au ministre et après avoir défendu les Canadiens avec autant d'habileté que de conviction, termina son discours par un mot qui produisit une sensation profonde. « Le coupable, le véritable coupable, s'écria-t-il, n'est point celui qui répand le sang, mais celui qui le fait répandre ! »

Cette question souleva également à la Chambre haute les débats les plus irritants. Ce fut une particularité, assurément digne de remarque, que de voir les lords et les députés faire publiquement l'éloge de l'insurrection canadienne dans la discussion d'une loi destinée à la réprimer, au moment où toutes les feuilles de Londres, indépendantes et ministérielles, ne cessaient de publier que la Grande-Bretagne devait à sa dignité comme à son honneur de ne pas laisser impunie la révolte du Canada.

Quoi qu'il en soit, le bill fut successivement

adopté par les deux Chambres, après avoir, il est vrai, subi des modifications importantes. Il suspendait la constitution du Bas-Canada jusqu'au mois de novembre 1840; conférait au gouvernement anglais le droit d'organiser dans cette colonie un conseil spécial dont il nommerait les membres en nombre illimité, et donnait enfin au gouverneur de la colonie la faculté de décréter, à dater du mois de novembre 1840, que les lois et ordonnances rendues par ce conseil seraient obligatoires comme si elles avaient été votées par l'assemblée législative du pays.

## V

La princesse Marie<sup>1</sup>, fille de Louis-Philippe, avait épousé le duc de Wurtemberg; c'était une racine de plus que la dynastie de 1830 avait voulu prendre sur le sol allemand et, au point de vue de la politique, cette union, due en grande partie aux efforts du comte Molé, avait une certaine importance relative. Mais un événement plus important et plus heureux encore pour la famille d'Orléans allait en se réalisant, combler les désirs du roi : Le 24 août 1838, à trois heures du soir, le canon

1. Née le 12 avril 1813, morte le 2 janvier 1839.

des Invalides annonçait la naissance d'un fils du prince royal auquel, d'après les ordres du roi, furent aussitôt donnés les noms de Louis-Philippe-Albert, comte de Paris.

De grandes joies orléanistes accueillirent cette naissance ; de grandes espérances entourèrent ce berceau. La transmission de la couronne se trouvait donc assurée de la sorte à la descendance directe du roi de 1830 ! L'archevêque de Paris vint aux Tuileries ondoyer l'enfant dont le baptême fut remis à une époque plus éloignée, mais un *Te Deum* solennel fut chanté en grande pompe à Notre-Dame ; le roi y assista. La veille il avait envoyé de magnifiques ornements à la vieille basilique. « Sire, lui dit M. de Quélen, en le recevant sur le porche de la cathédrale, revêtue de riches ornements qu'elle doit à votre munificence, l'église de Paris se réjouit avec la France catholique, c'est presque dire avec la France entière, du solennel hommage aujourd'hui rendu à sa foi ; elle accepte avec reconnaissance au pied des autels de Marie le gage d'espérance et de sécurité que votre présence, en ce jour d'actions de grâces, vient apporter à cette antique et sainte religion de vos pères qui a fait toujours la gloire et le bonheur de notre nation. — Je suis heureux, répondit Louis-Philippe, d'avoir contribué à réparer des désastres que mon cœur a profondément déplorés. En

remerciant Dieu de la protection spéciale dont il a couvert ma personne en tant d'occasions, je viens lui offrir de nouvelles actions de grâces pour la perpétuation de ma lignée et pour tous les bienfaits que sa main a répandus sur la France, sur ma famille et sur moi. »

Les choses se passèrent en cette circonstance solennelle suivant toutes les vieilles traditions de la monarchie, et la naissance du comte de Paris parut aux yeux du plus grand nombre devoir assurer d'une façon définitive la consolidation du trône de juillet.

A côté de ces incidents heureux, de ces bonnes chances de la maison d'Orléans se produisit bientôt, du reste, une série de faits de la nature la plus différente. Un nommé Hubert fut arrêté à Boulogne venant d'Angleterre : le hasard avait fait tomber entre les mains de la police un portefeuille qui lui appartenait ; ce portefeuille contenait des papiers fort compromettants. On fouilla Hubert et on découvrit sur lui le plan d'une nouvelle machine infernale qu'un mécanicien nommé Steuble, originaire de la Suisse, s'était chargé d'exécuter à Paris. La cour d'assises de la Seine devait juger ce complot ; dix accusés dont une femme, M<sup>lle</sup> Grouvelle, républicaine exaltée, comparurent devant elle. Hubert fut condamné à la déportation, M<sup>lle</sup> Grouvelle, Steuble et trois autres



accusés à quelques années de prison. Cette étrange et terrible persistance des ennemis de la personne ou de la couronne de Louis-Philippe était bien faite assurément pour troubler et décourager ce prince ; mais Louis-Philippe était d'une nature à craindre plus pour l'existence de sa dynastie que pour la sienne propre, et si l'une lui paraissait assurée, il se préoccupait faiblement de l'autre.

L'idée napoléonienne venait aussi de donner un nouveau signe de vie. L'un des plus hardis et des plus intelligents collaborateurs du prince Louis-Napoléon dans le complot de Strasbourg, M. Laity, avait publié une brochure intitulée : *Relation historique des événements du mois d'octobre 1836*. Il s'attachait à rectifier les erreurs contenues dans les récits de la conspiration de Strasbourg publiés par les journaux, et à combattre les insinuations calomnieuses auxquelles cette tentative avait donné lieu tout en glorifiant les souvenirs impérialistes. Cette brochure, considérée comme une manifestation politique, fut déférée au jugement de la Cour des Pairs. On s'étonna, dans le moment, de ce que le ministère avait eu recours à une aussi haute juridiction pour punir ce qui, à son point de vue, était un simple attentat de presse. Mais il faut savoir que l'opinion conservatrice accusait alors le cabinet Molé d'avoir une légère tendance à modifier les lois de septembre, et de vouloir donner

ainsi un gage politique au tiers parti. Il se décida à frapper un coup énergique ou, pour mieux dire, retentissant. M. Laity fut condamné à cinq ans de prison et 10,000 francs d'amende. « Mon cher Laity, lui écrivait d'Arenenberg le prince Louis-Napoléon, vous allez donc paraître devant la Cour des Pairs parce que vous avez eu le généreux dévouement de reproduire les détails de mon entreprise, de justifier mes intentions et de repousser les accusations dont j'ai été l'objet. Je ne comprends pas l'importance que met le gouvernement à empêcher la publication de cette brochure... Si, comme j'aime à le croire, un esprit de justice anime la Cour des Pairs, si elle est indépendante du pouvoir exécutif, comme le veut la Constitution, il n'y a pas possibilité qu'on vous condamne, car, je ne saurais trop le répéter, votre brochure n'est pas un nouvel appel à la révolte, mais l'explication simple et vraie d'un fait qui avait été défiguré. Je n'ai d'autre appui dans le monde que l'opinion publique, d'autre soutien que l'estime de mes concitoyens ; s'il est impossible à mes amis et à moi de me défendre contre d'injustes calomnies, je trouverai que mon sort est le plus triste de tous. Vous connaissez assez mon amitié pour comprendre combien je suis peiné de l'idée que vous pourriez être victime de votre dévouement. Mais je sais aussi qu'avec votre noble caractère vous

souffrez résigné pour une cause populaire... » Nous venons de dire que cette lettre était datée d'Arenenberg : le prince Louis-Napoléon avait, en effet, quitté les États-Unis pour revenir au foyer maternel sur les bords du lac de Constance. Le gouvernement français s'émut de sa présence à une si courte distance de ses frontières, et non content d'avoir sévèrement frappé un de ses plus fidèles adhérents, il se mit en mesure de le repousser lui-même loin du sol helvétique.

M. de Montebello, ministre de France en Suisse, reçut donc des instructions en ce sens, et une dépêche de M. Molé, en date du 14 août 1838, se terminait de la sorte : « La France se doit à elle-même de ne pas souffrir plus longtemps que la Suisse autorise, par sa tolérance, les intrigues d'Arenenberg. Vous déclarerez au vorort que si, contre toute attente, la Suisse prenant fait et cause pour celui qui compromet si grandement son repos, refusait l'expulsion de Louis Bonaparte, vous avez ordre de demander vos passe-ports. Aussitôt que cette dépêche vous sera parvenue, vous irez en donner lecture à M. l'avoyer Kopp. Vous ne vous séparerez pas de M. l'avoyer sans lui donner encore une fois l'assurance que la France, forte de son droit et de la justice de sa demande, usera de tous les moyens dont elle dispose pour obtenir de la Suisse une satisfaction à laquelle aucune

considération ne saurait la faire renoncer. » Et comme pour donner une énergique sanction à ce langage, un corps d'armée d'environ vingt-cinq mille hommes fut rassemblé sur la frontière. L'agitation était extrême en Suisse ; mais qu'aurait pu cette agitation contre l'épée de la France ? Le prince Louis Napoléon, comprenant tout ce qu'une pareille situation avait de dangereux pour le pays où il avait reçu une affectueuse hospitalité, n'hésita pas à déclarer, dans une lettre adressée au président du petit conseil du canton de Thurgovie qui lui avait accordé les honneurs de la bourgeoisie cantonale, que, du moment où le refus de la Diète helvétique d'obtempérer à la demande du gouvernement français pourrait devenir le signal d'une conflagration dont la Suisse serait victime, il ne lui restait plus qu'à s'éloigner d'un pays où sa présence deviendrait le prétexte d'incalculables malheurs. « Je vous prie donc, Monsieur le landammann, ajoutait-il, d'annoncer au directoire fédéral que je partirai dès qu'il aura obtenu des ambassadeurs des diverses puissances les passe-ports qui me sont nécessaires pour me rendre dans un lieu où je trouve un asile assuré... ; en m'éloignant des lieux qui m'étaient devenus chers à tant de titres, j'espère prouver au peuple suisse que j'étais digne des marques d'estime et d'affection qu'il m'a prodiguées... » Le prince se retira en Angleterre et

fixa sa résidence à Londres. La haute police du roi Louis-Philippe l'y suivit et l'entoura, toute prête, comme nous le verrons, à le faire tomber en ses embûches habilement préparées.

Des faits extérieurs détournèrent bientôt l'attention publique de ces préoccupations toutes dynastiques du chef de l'État. Ce fut d'abord l'évacuation d'Ancône par les troupes françaises qui gardaient encore cette place pontificale : la situation politique de l'Italie, plus calme en apparence, avait permis au gouvernement autrichien d'accorder une amnistie à l'occasion du couronnement de l'empereur Ferdinand à Milan. Bien plus, il avait cru pouvoir retirer ses troupes des légations, et, se basant sur la convention signée en 1832 par Casimir Périer, demandait que les troupes françaises évacuassent également Ancône. Il devenait difficile, disons même impossible, à moins de sortir brutalement des habitudes d'une politique civilisée, de ne pas admettre cette demande. L'entrée des Autrichiens dans les Légations avait provoqué l'expédition d'Ancône ; leur retraite devait logiquement être considérée comme le signal de la nôtre. Les journaux de l'opposition en France n'en attaquèrent pas moins avec une véritable fureur cette, rationnelle et convenable mesure du cabinet Molé qui, dans la session suivante, devait devenir le texte des récriminations les plus amères. Et, chose

bien curieuse, le pape lui-même souhaitait tellement cet éloignement des Français, qu'il s'adressait au gouvernement anglais pour l'obtenir ainsi que l'indique cette réponse de lord Seymour, Ambassadeur d'Angleterre, à une note du cardinal Bernetti. « Monseigneur, en réponse à la demande confidentielle de Votre Excellence, je vous adresse cette communication : le gouvernement anglais, dans l'intérêt de la paix générale et pleinement convaincu de la loyauté des intentions du cabinet français, m'autorise à vous dire qu'en cas de besoin il emploierait ses bons offices près dudit cabinet afin d'obtenir l'évacuation. En conformité des engagements pris par la France vis-à-vis du saint-siège, je suis autorisé à affirmer que l'uniformité de vues entre l'Angleterre et la France ne laisse pas de doute sur l'efficacité des représentations que le gouvernement anglais aurait à faire dans le but d'obtenir l'évacuation d'Ancône. » Ajoutons que dans les circonstances données, le maintien de l'occupation d'un point des États pontificaux sans l'adhésion du pape eût été un fait de politique révolutionnaire que le ministère Molé ne pouvait sérieusement pas admettre.

Un autre incident extérieur d'un retentissement européen, ce fut le couronnement de la reine d'Angleterre. Tous les États se firent représenter à cette cérémonie véritablement splendide. La France y

fut personnifiée par le maréchal Soult ; duc de Dalmatie, et le choix du vieux soldat due à l'initiative individuelle du roi Louis-Philippe, obtint, en Angleterre, un grand succès de popularité. La reine en se rendant à Westminster, avec la pompe traditionnelle, fut saluée par les acclamations les plus vives, tout en elle tendant à exciter l'enthousiasme du peuple, la jeunesse aussi bien que le rang ; d'autres cris, non moins vifs, des vivats en faveur de la France vinrent tout à coup s'y mêler. La foule entourait et suivait en applaudissant la riche voiture de gala dans laquelle le maréchal Soult figurait à cette solennité au milieu des de Ligne, des Schwartzenberg, des Strogonoff, des Miraflores. Il eût été fort difficile, d'ailleurs, de pénétrer le véritable sentiment qui donna lieu à cette ovation éclatante : peut-être fut-ce un impartial hommage rendu par une grande nation aux talents d'un grand capitaine ; peut-être encore n'y devait-on voir qu'une énergique et puissante expression de la vanité nationale : l'Angleterre se croyait assez forte de sa propre gloire pour admirer hautement l'homme qu'elle avait combattu.

Un fait d'armes qui eut un long retentissement vint encore, et à bon droit, caresser l'amour-propre français : depuis plusieurs années, des griefs commerciaux s'étaient élevés entre la France et le gouvernement du Mexique. Le cabinet Molé

voulut régler ce différend; il mit en état de blocus les ports mexicains, et fit présenter par le baron Deffaudis un *ultimatum* qui fut repoussé par le président Bustamente. Désormais il devenait urgent de frapper un coup vigoureux, et la grande difficulté était de le faire avant que les Anglais ou les Américains intervinssent. Le contre-amiral Baudin se porta rapidement devant la Véra-Cruz. Le fort de Saint-Jean-d'Ulloa, qui défend cette ville, fut attaqué si énergiquement par cinq vaisseaux français, dont l'un était commandé par le prince de Joinville, fils du roi, qu'après un bombardement de moins de quatre heures ce fort était emporté, et la ville mise dans l'alternative de capituler ou de subir un désastreux assaut. Le général Rincon occupait la Véra-Cruz avec cinq mille hommes. La prise du fort, dont l'artillerie le commandait de tous côtés, l'engagea à capituler. Une convention avec le Mexique, très-favorable aux intérêts français, fut la conséquence presque immédiate de ce brillant fait d'armes, au succès duquel le prince de Joinville avait activement coopéré et qui allait jeter sur son nom une popularité que les circonstances ultérieures devaient singulièrement accroître.

Mais (nous avons eu déjà l'occasion de le dire) qu'était-ce alors qu'un fait glorieux, qu'une victoire de nos armes au milieu des complications



parlementaires et des grands combats de tribune? L'opinion, un instant détournée de l'arène du palais Bourbon, s'inquiétait beaucoup plus en ce moment des progrès de la coalition que de tous les succès possibles de nos marins et de nos soldats. Il est vrai que ces progrès, pour être lents, n'en étaient pas moins sûrs. Découragée d'abord par le grave échec qu'elle avait éprouvé lors du vote des fonds secrets dans la session de 1838, la coalition avait semblé se désorganiser. Ses chefs s'étaient dispersés. Les éléments hétérogènes qui la composaient paraissaient en dissolution complète. Un homme rempli d'initiative, et dont l'esprit agressif était plein de ressources, M. Duvergier de Hauranne, sut rallier à sa voix les bataillons en déroute et les disposer à marcher de nouveau à l'assaut du ministère. Ce fut dans un article publié par la *Revue française*, fondée en haine de la *Revue des Deux-Mondes*, dont les sympathies étaient acquises à M. Molé, que ce rude et spirituel champion des oppositions coalisées attaqua le ministère avec sa verve habituelle, et dressa, au point de vue de son parti, l'acte d'accusation du cabinet, réveillé et déjà ébranlé par cette agression soudaine. Les journaux dévoués à la coalition, tels que le *Constitutionnel*, le *Siècle*, le *Journal général de France*, continuèrent aussitôt l'attaque, et une nouvelle campagne commença.

Elle fut des plus vives : la session s'ouvrit le 17 décembre 1838, et la rédaction du projet d'adresse en réponse au discours du trône fut le terrain où se rencontrèrent, pour la première fois, les deux armées ennemies. L'avantage resta à la coalition. Sur neuf membres composant la commission de rédaction, six appartenaient aux coalisés, parmi lesquels se trouvaient MM. Guizot, Thiers et Duvergier de Hauranne. Ce triumvirat menaçant se chargea de rédiger l'adresse, dont le projet ne fut communiqué, en quelque sorte, que par courtoisie aux trois membres ministériels de la commission. Cette adresse, d'une singulière vivacité de termes, passait sévèrement en revue tous les actes du pouvoir. C'était d'un bout à l'autre un véritable acte d'accusation dirigé contre le cabinet, et depuis le fameux *Compte-rendu*, de révolutionnaire mémoire, aucun manifeste d'opposition n'avait affiché de semblables hardiesses. Elle se terminait ainsi : « Une administration ferme, habile, s'appuyant sur les sentiments généreux, faisant respecter au dehors la dignité du trône et le couvrant au dedans de sa responsabilité est le gage du concours que nous avons tant à cœur, Sire, de vous prêter. »

On comprend tout l'effet que produisit sur la Chambre la lecture de ce projet d'adresse. La lutte s'engagea aussitôt. L'impression des scènes

parlementaires qu'elle provoqua est demeurée longtemps dans la mémoire du pays. M. Dupin, nommé président grâce au concours du parti ministériel et malgré les efforts des opposants, dont le candidat était M. Passy, s'était presque immédiatement jeté dans le camp des coalisés. MM. Guizot, Thiers, Passy, Duvergier de Hauranne, Billault, Mauguin attaquèrent, sinon avec un talent égal, du moins avec un égal acharnement. Toutes les questions de politique intérieure ou extérieure furent passées en revue, et servirent successivement de texte aux plus amères récriminations. L'influence personnelle du roi sur les décisions gouvernementales, la part directe qu'il prenait aux affaires, étaient signalées, à mots peu couverts, comme la plaie véritable du gouvernement constitutionnel en France. Les ministres étaient représentés tout à la fois comme incapables et comme traîtres au pays, puisqu'ils acceptaient la situation servile que leur faisait la volonté royale.

A la Chambre des pairs, l'agression fut également très-vive. Non-seulement le cabinet fut attaqué par MM. Cousin, Villemain, de Montalembert, mais aussi par le duc de Broglie, dont la parole influente fut sévère pour le comte Molé et sa politique extérieure.

Mais partout le cabinet se défendit bien. Il semblait avoir grandi dans le péril, et ces dernières

épreuves le firent singulièrement valoir. MM. Molé, de Salvandy, de Montalivet, montrèrent surtout une fermeté d'attitude, une vivacité de réparties qui embarrassèrent quelquefois leurs adversaires. Quelques-uns des détails de cette lutte acharnée sont encore présents à tous les souvenirs, mais ils appartiennent à l'histoire. Ainsi, au moment où M. Guizot, parlant des courtisans et cherchant à bien faire comprendre l'allusion, citait une phrase célèbre de Tacite : « *Omnia serviliter pro dominatione*, sur un mot dit à voix basse par Royer Collard, le comte Molé, se levant brusquement, lança cette réponse à son rude adversaire : « Ce n'est pas des courtisans que Tacite a dit cela, mais des ambitieux ! » M. de Lamartine prêta au cabinet menacé l'appui de sa brillante parole. C'était surtout en haine de la coalition qu'il agissait, du reste, et son concours fut plutôt l'appui d'un protecteur que celui d'un ami.

Enfin, après les plus orageux débats, un amendement ayant été proposé qui atténuait faiblement le sens agressif de l'adresse, les voix conservatrices s'y rallièrent au nombre de deux cent vingt et une. Toutefois, une minorité de deux cent huit votants avait approuvé la première rédaction, et ce fait parut suffisamment grave au ministère pour qu'il proposât au roi de se retirer immédiatement. Louis-Philippe n'accepta pas cette démission col-

lective. L'ensemble avec lequel une majorité conservatrice, faible il est vrai, mais compacte, avait modifié l'adresse dans ce qu'elle renfermait de plus acerbe lui faisait croire qu'après tout le pays était avec le cabinet en complète communion d'idées. D'un autre côté, M. Molé comprenait à merveille qu'il n'était pas possible d'aller plus loin avec l'appui des treize voix que cette majorité avait données plus encore au gouvernement en général qu'au ministère en particulier. Il déclara qu'il ne garderait son portefeuille qu'autant qu'on se résoudrait à faire un appel au corps électoral, et un mémoire rédigé dans ce sens fut lu en conseil des ministres. Il pouvait se résumer ainsi : « A examiner de près la coalition, on voit qu'elle se compose d'éléments hétérogènes, gauche extrême, gauche modérée, légitimistes, centre gauche et une fraction doctrinaire ; il est permis d'espérer, en démontrant au pays tout ce qu'a d'incorrect une telle alliance, qu'on obtiendra une majorité meilleure. » Le roi céda à ces observations. Une ordonnance royale parut au *Moniteur* le 2 février 1839 ; elle déclarait la Chambre des Députés dissoute, convoquait les collèges électoraux pour le 2 mars suivant, et les Chambres pour le 26 du même mois. Une note officielle accompagnait cette ordonnance ; elle était conçue en ces termes laconiques : « Le roi n'ayant pas accepté la démission

des ministres, tous ont repris leur portefeuille. »

Les calculs de Louis-Philippe furent trompés. Le pays, livré à la fièvre électorale, tirailé par les deux partis, donna raison à la coalition contre le ministère; ce dernier avait pourtant usé largement des ressources que lui offrait la possession du pouvoir. Il avait même employé l'arme de la destitution pour intimider les fonctionnaires accusés de faire de l'opposition, témoin M. Persil révoqué de sa lucrative présidence du conseil des monnaies. Ses sévérités mêmes tournèrent contre lui. La coalition obtint, en définitive, deux cent cinquante-quatre adhérents, tandis que la phalange ministérielle était réduite à deux cent quatre voix. Dès que le résultat fut connu, le 8 mars 1839, le comte Molé réunit ses collègues, et tous se rendirent aux Tuileries, où ils déposèrent leurs démissions entre les mains du roi.

Les adversaires du régime constitutionnel, qui attribuent aux vices de ce système gouvernemental la chute de la monarchie de 1830, peuvent assurément trouver un argument de plus dans cet épisode parlementaire de la coalition. Rien de si politiquement immoral, sans aucun doute, que l'alliance hybride de toutes ces fractions si diverses de l'assemblée électorale dans le but unique de renverser un ministère afin de se mettre à sa place. Que penser de ces hommes, fort honnêtes dans la

vie privée, parfaitement loyaux dans toutes les transactions qu'elle produit, dont la plupart étaient au fond complètement dévoués à la cause de l'ordre, et qui ne craignirent pas, dans un misérable calcul d'ambition, avec l'unique pensée de jouer aux portefeuilles, de jeter le pays dans une longue et dangereuse perturbation; qui sait même? de provoquer une de ces révolutions soudaines rêvées par les factions énergiquement hostiles et toujours à l'affût des complications de ce genre? Faut-il croire que le sens moral fut amoindri chez ces hommes si distingués, pour le plus grand nombre, par la pratique de la vie parlementaire? Mais alors il faudrait avouer aussi que le parlementarisme fausse déplorablement les meilleurs esprits, détourne de la ligne droite les plus honnêtes talents. M. Guizot et M. Thiers renversant en 1839, au nom de la coalition, le ministère Molé; M. Thiers et M. Barrot renversant en 1848, au nom de la réforme, le ministère Guizot, voilà deux situations dont les analogies ne sont que trop évidentes pour l'observateur impartial, et on peut dire que la condamnation du régime parlementaire, du moins tel qu'il a toujours été appliqué en France, se trouve dans ces tristes et inévitables rapprochements.

---

## LIVRE TREIZIÈME

I. Solution définitive du différend hollando-belge. Crise ministérielle. Difficultés nombreuses. Cabinet provisoire. Émeute du 12 mai. Lettre de Louis-Napoléon. Nouvelle combinaison ministérielle. Jugement des insurgés du 12 mai. — II. Phase nouvelle de la question d'Orient. Intérêts divers des puissances européennes. Mahmoud et Méhémet-Ali. Bataille de Nezib. Mort de Mahmoud. Faiblesse du gouvernement ottoman. Intervention des puissances. La France sourdement écartée de leur action collective. Affaires législatives en France. Mariage de M. le duc de Nemours. Rejet de la dotation. Démission des ministres. — III. Formation du cabinet du 1<sup>er</sup> mars. Ses débuts politiques. Session de 1840. Projet de loi relatif à la translation des restes mortels de Napoléon 1<sup>er</sup>. Situation de l'Europe au moment du traité du 15 juillet. Signature de ce traité. Lord Palmerston et M. Guizot. Colère du roi Louis-Philippe. Premières pensées de guerre. Attitude de M. Thiers. Préparatifs militaires. — IV. Débarquement de Louis-Napoléon à Boulogne. Incidents divers. La tentative échoue et le prince est arrêté. Louis-Napoléon devant la Cour des Pairs. Condamnation. — V. Conséquences du traité du 15 juillet. Le roi et M. Thiers. Déchéance de Méhémet-Ali. Mesures coercitives adoptées par les puissances. Le ministère du 1<sup>er</sup> mars se retire. — VI. Cabinet du 29 octobre. Affaires d'Espagne.

### I

Le triomphe de la coalition, en amenant forcément la chute du ministère Molé, produisit une longue et dangereuse crise dont les intérêts matériels du pays eurent singulièrement à souffrir.



C'était tout naturel. Les partis hostiles au pouvoir se tenaient pour ainsi dire à l'affût de tout ce qui pouvait l'affaiblir ou le compromettre, et cette fois l'occasion était trop belle pour qu'ils la laissassent échapper. Aussi verrons-nous tout à l'heure que ce fut au bruit renouvelé des coups de fusil de l'émeute qu'une combinaison ministérielle sérieuse parvint à se réaliser.

Au moment même où le comte Molé s'éloignait des affaires, la question hollando-belge se dénouait, non sans efforts : la Belgique qui, en 1831, avait, comme nous l'avons dit, adhéré au traité des vingt-quatre articles afin de ne pas troubler plus longtemps le repos de l'Europe, ne voulait plus, après le refus opposé pendant sept années par le roi Guillaume à la réalisation de ce traité, reconnaître des stipulations que la force des choses lui avait, disait-elle, arrachées. Prête à supporter une lourde part dans le fardeau de la dette qui pesait sur les deux pays, elle prétendait du moins défendre à tout prix l'intégrité de son territoire. Les considérations financières eussent pu la préoccuper toutefois, grâce à la complication fatale de la suspension des paiements de la banque de Belgique, fondée par ordonnance royale du 12 février 1835, mesure dont le gouvernement s'empressa d'atténuer les désastreuses conséquences.

Cependant la conférence de Londres répondit

que si les effets du traité du 15 novembre avaient pu être suspendus, le traité lui-même n'avait jamais été rompu, et que d'ailleurs ce traité n'était pas contracté avec la Hollande seulement. On sait que la conférence avait réduit à cinq millions de francs la rente annuelle que la Belgique devait payer pour sa part dans la dette commune; par une note en date du 14 janvier 1839, le gouvernement belge fit déclarer qu'il paierait les cinq millions dont on le grevait, mais uniquement à titre de compensation financière pour les territoires qu'il entendait conserver; il alla même jusqu'à offrir une somme de cinquante millions de francs une fois payée, proposition qui ne fut pas acceptée par les représentants des cinq puissances.

Ces derniers adressèrent enfin aux plénipotentiaires belges et hollandais un *memorandum* dans lequel se trouvaient formulées les décisions définitives de la conférence. Le dénouement de la crise approchait. M. de Theux, ministre des affaires étrangères, vint, le 2 février 1839, énumérer devant la Chambre des Représentants les démarches faites par le gouvernement belge auprès des puissances, pour reculer autant que possible l'exécution du traité. Ces explications furent mal accueillies par l'opposition, qui protesta, et la discussion devint des plus vives, bien que le ministre assurât qu'il conservait encore quelque espérance. Cette

attitude de l'opposition inquiétait à bon droit le gouvernement dans des conjonctures aussi graves. Il crut devoir proroger les Chambres, et, dans l'intervalle qui s'écoula jusqu'à leur réunion ultérieure, trois ministres, MM. de Merode, Ernst et d'Huart déposèrent leurs portefeuilles, ce qui aggravait encore la situation.

Toutefois, avant de se dissoudre, le cabinet n'avait négligé aucune des démonstrations qui pouvaient faire croire que la Belgique était prête à soutenir son droit par la force. Ainsi le ministre des finances demanda à la Chambre des Représentants de rendre exigibles par avance les six premiers mois de la contribution foncière, et son collègue de la guerre engagea au service de la Belgique le général polonais Scrzynecki. Cette dernière mesure ayant même paru offensante au cabinet de Saint-Pétersbourg qui, du reste, n'avait pas encore de représentant à Bruxelles, la Russie témoigna son mécontentement dans une note qu'elle adressa aux cours d'Autriche et de Prusse, et ces deux cours envoyèrent à leurs représentants diplomatiques un ordre de rappel, résolution qui fit éloigner le général polonais. Pendant ce temps, les négociants d'Anvers, Liège et Bruxelles faisaient parvenir au gouvernement des adresses nombreuses pour demander le maintien d'une paix si nécessaire à leurs intérêts mercantiles.

Enfin le 19 février 1839, le ministre des affaires étrangères vint soumettre à la Chambre des Représentants deux projets de loi dont l'un autorisait le roi à accepter le traité proposé par la conférence, dont l'autre indiquait les formalités que devaient remplir ceux des habitants du Limbourg et du Luxembourg qui voudraient conserver la qualité de belges. Les débats qui suivirent cette communication furent extrêmement orageux. La foule s'était portée dans les environs de la Chambre et faisait entendre la *Marseillaise* et la *Brabançonne* accompagnées de cris de guerre. L'agitation intérieure répondait à cette agitation du dehors, et un député, M. Dumortier, adressa au ministère les interpellations les plus violentes.

Le 28 février, la section *centrale* avait adopté le projet de loi à une majorité de trois voix seulement (42 contre 39), dix-sept représentants s'étant abstenus de voter. Le 18 mars l'ensemble des articles fut également adopté par l'assemblée, mais cette fois à la majorité de 58 voix contre 42. M. Gendebien, député du Luxembourg, quitta la salle immédiatement après ce vote, et fit connaître aussitôt au président qu'il donnait sa démission de représentant.

Porté devant le sénat belge, le débat devait être moins orageux : M. de Baillet soutint la loi, le comte de Renesse la combattit, et enfin le projet

fut voté à une majorité considérable. La Belgique et la Hollande conclurent entre elles le traité définitif à la date du 19 avril 1839. Quelques jours plus tard il le fut également entre ces deux États, les cinq puissances et la Confédération germanique, dernier détail de cette longue et délicate affaire.

Si le règlement définitif d'une pareille difficulté fut accueilli avec une vive satisfaction par tous les cabinets de l'Europe, la France surtout, qui avait pris une large part dans la défense des intérêts nationaux du jeune État qui s'était élevé si près de ses frontières, devait accepter cette solution pacifique avec plaisir, préoccupée qu'elle se trouvait elle-même en ce moment des complications intérieures provoquées par la chute du ministère Molé.

Ces complications étaient grandes, en effet : fallait-il, par exemple, dans ce gouvernement imité du gouvernement britannique, agir comme on l'aurait fait en Angleterre en pareille circonstance, c'est-à-dire confier le pouvoir aux chefs des diverses nuances parlementaires qui avaient renversé le dernier cabinet ? mais ces nuances étaient tellement tranchées que cela devenait impraticable. L'extrême droite comme l'extrême gauche s'étaient donné la main pour l'œuvre de destruction collective. M. Berryer, tout aussi bien que M. Laffitte, avait voté contre le ministère Molé ;

et puis, autre difficulté non moins grave, comment contenter simultanément l'ambition des trois véritables chefs des fractions relativement modérées de la coalition, MM. Guizot, Thiers, Odilon Barrot? Ce dernier eût accepté la présidence de la Chambre, mais son nom effrayait la majorité conservatrice; M. Guizot eût bien voulu se charger de la présidence du conseil, mais alors que devenait M. Thiers? Une entrevue fut ménagée à ces divers personnages par leur état-major parlementaire sans qu'ils parvinssent à s'entendre. Le roi avait tout d'abord mandé auprès de lui le maréchal Soult, et l'avait chargé de composer un cabinet. Le maréchal voyant surtout dans la coalition le triomphe des idées du centre gauche, eut naturellement la pensée de former sous sa présidence un ministère de cette nuance parlementaire dans lequel il aurait réuni, pour ne citer que les noms principaux, MM. Thiers, Dupin aîné, Passy et Dufaure. M. Thiers exigeant que le roi acceptât un programme, Louis-Philippe, après quelques hésitations, avait fini par l'admettre. C'est qu'alors, il est bon de le remarquer, la prépondérance de M. Thiers était considérable. En veut-on une preuve? Avant que les hésitations du roi eussent cessé, M. Thiers écrivait au maréchal Soult : « Monsieur le Maréchal, j'ai fait pour servir avec vous des sacrifices que je ne regrette pas, car j'eusse été heureux de me trouver à vos côtés. Mais

aujourd'hui que le roi a refusé nos propositions, je crois pouvoir user de la liberté qui nous est rendue pour me retirer de la combinaison. Je vous prie de me considérer comme en dehors de tout ministère proposé. J'aurais été charmé de me dire votre collègue, mais j'ai entrevu des difficultés qui me dégoûtent profondément de toute participation aux affaires. Les sacrifices que j'aurais eus à faire m'auraient été très-pénibles. Je profite donc volontiers de l'occasion qui me dégage, et je vous prie d'accepter l'expression de mon dévouement à votre personne. » Et le maréchal répondait ainsi à cette communication : « Mon cher monsieur Thiers, j'ai été appelé ce matin par le roi au moment où vous m'adressiez votre lettre. Le roi accepte toutes les conditions du programme qui lui a été remis : j'ai même été étonné, d'après ce qui s'était passé hier, de trouver sa Majesté dans une disposition semblable. Cette nouvelle disposition du roi me force à vous prier de passer chez moi. »

Une fois le programme adopté par la couronne, il fallait encore le développer et le faire admettre par les hommes politiques dont on voulait composer le nouveau ministère. Une réunion dans ce but eut lieu aux Tuileries; elle se composait du maréchal Soult et de MM. Thiers, Dupin aîné, Passy, Dufaure, Humann et Villemain. M. Thiers désirait une intervention en Espagne en faveur de la

régente Marie-Christine et du gouvernement constitutionnel. Les affaires espagnoles prenaient, en effet, comme nous le verrons bientôt, une tournure de plus en plus défavorable pour la veuve de Ferdinand VII et les intérêts de la jeune reine Isabelle. Mais au seul mot d'intervention armée, M. Passy se révolta et développa avec vivacité les motifs de sa répulsion. Un second point, la présidence de la chambre des députés que M. Thiers demandait pour M. Odilon Barrot, fut également repoussé par M. Humann. Enfin, la discussion, tout en s'animant, s'envenima, et chacun se retira bien convaincu de l'impossibilité de la combinaison projetée.

On voulut alors essayer de rapprocher M. Thiers de M. Guizot par l'intermédiaire officieux de M. le duc de Broglie et former, s'il était possible, un cabinet de coalition. Il est vrai que la coalition elle-même paraissait déjà se dissoudre en présence des difficultés qu'elle avait créées ; un rapprochement très-sensible s'était même produit entre M. Guizot et les centres conservateurs. Cette combinaison nouvelle n'aboutit donc pas, et l'embarras du roi s'accrut de ces avortements multipliés. La personnalité de M. Thiers était-elle le seul obstacle à la formation d'un cabinet homogène ? On lui offrit une ambassade qu'il refusa aux applaudissements du centre



gauche, et les difficultés reparurent plus grandes encore, peut-être, que par le passé.

En France, un gouvernement constitutionnel ne saurait résister longtemps à des épreuves de cette nature. La situation devenait réellement périlleuse, et Louis-Philippe le comprenait bien. Le maréchal Soult, sur le renom militaire duquel il aimait à s'appuyer en cet instant, lui donna le conseil de former un cabinet provisoire composé, en quelque sorte, de simples chefs de service, hommes pratiques mais en sous-ordre, d'attendre ainsi la réunion prochaine des Chambres, et lorsqu'une majorité compacte se serait dessinée dans tel ou tel sens, de lui emprunter ses principaux meneurs pour leur confier le pouvoir. Le conseil était bon, sans doute, aussi fut-il presque immédiatement suivi, mais on avait compté sans la surprise de l'opinion publique singulièrement désappointée à la nouvelle de la composition de ce ministère essentiellement transitoire. Le 31 mars 1839, les ordonnances royales parurent. Elles appelaient M. de Gasparin au ministère de l'intérieur, M. Girod (de l'Ain) à celui de la justice, le duc de Montebello aux affaires étrangères, le général Cubières au département de la guerre, le baron Tupinier à la marine, MM. Parrant et Gautier aux ministères de l'instruction publique et des finances. Il était évident que des

premiers scrutins de la Chambre des Députés sortirait la véritable et sérieuse combinaison du futur cabinet; mais tout le monde ne le comprit pas, et l'émotion fut assez vive dans Paris pour que des troupes dussent être mises sur pied en présence des rassemblements, préludes et avant-coureurs des scènes bien plus graves qui étaient sur le point de se produire.

Les Chambres se réunirent enfin et leur premier vote éclaira toute la situation. M. Thiers s'obstinait à porter M. Barrot à la présidence, ses adversaires mirent en avant le nom de M. Passy, manœuvre habile des conservateurs qui eut le succès le plus complet. Deux cent vingt-trois voix appelèrent M. Passy à la présidence, tandis que M. Odilon Barrot n'en obtenait que cent quatre-vingt-treize. Les modérés l'emportaient; mais la coalition était dissoute.

Une nouvelle tentative fut faite aussitôt par le roi pour la formation d'un ministère, dont M. Passy aurait été, pour ainsi dire le centre. Toutefois, les pourparlers se prolongèrent encore jusqu'au 12 mai 1839, et ce jour-là, un véritable coup de foudre vint, en réveillant soudainement le pouvoir, donner un brusque dénouement à cette trop longue crise enfantée par la plus déplorable des intrigues parlementaires.

Le 12 mai 1839 était un dimanche; la population parisienne, tout entière au repos, avait déserté

le centre de la ville, soit pour aller goûter, hors des barrières, les plaisirs que lui promettait une belle journée de printemps, soit pour assister aux courses de chevaux qui avaient lieu au Champ-de-Mars. Soudain le bruit se répand que des hommes armés se sont montrés sur plusieurs points du quartier des émeutes et ont pillé des boutiques d'armuriers. Le fait était vrai ; trois ou quatre cents insurgés appartenant à une société secrète qui, sous la dénomination de *société des saisons*, avait succédé à celle *des droits de l'homme*, tentaient un coup de main sous les ordres suprêmes de six chefs dont les plus connus étaient Barbès, Blanqui et Martin Bernard, noms que nous retrouverons plus d'une fois encore dans la suite de notre récit.

Cette poignée d'audacieux se porte d'abord, en traversant le pont Notre-Dame, sur le poste du Palais-de Justice et l'enlève par surprise après une courte lutte dans laquelle un lieutenant de l'armée est mortellement blessé. Les insurgés s'élancent ensuite vers la préfecture de police, mais déjà elle a eu le temps de se mettre en défense, et voyant que de ce côté leur attaque ne saurait être couronnée de succès, ils marchent sur l'Hôtel de Ville dont ils désarment le poste ainsi que celui de la place du Marché-Saint-Jean ; mais là devait s'arrêter leur triomphe passager. Des détachements de la garde municipale, à pied et à cheval, sortant de la

préfecture de police les refoulent vers les rues étroites dont l'Hôtel de Ville est entouré. Le peuple d'abord inquiet et ému des coups de fusil qu'il entend, demeure indifférent à l'émeute et la regarde passer. Le mouvement révolutionnaire a commencé à trois heures et demie ; à cinq heures Barbès et Blanqui ne comptent pas un soldat de plus, tandis que le rappel de la garde nationale rassemble les légions citoyennes et que de nombreux détachements de l'armée viennent se masser sur les quais et sur les places.

Vers le soir, des barricades s'élevèrent dans les rues Beaubourg, Transnonain, Grenétat. Elles furent rapidement enlevées par la garde municipale et un assez grand nombre d'insurgés parmi lesquels se trouvaient les principaux chefs, furent arrêtés, soit sur le lieu même du combat, soit pendant la nuit, dans les retraites qu'ils s'étaient ménagées.

On compara l'émeute du 12 mai à un de ces orages d'été qui éclatent tout à coup dans un ciel pur, grondent un moment avec fracas et s'éloignent ou s'apaisent subitement sans laisser de grandes traces de leur passage. Cette étrange échauffourée eut du moins pour résultat de prouver une fois de plus au pays, comme au gouvernement lui-même, combien, dans un système constitutionnel, les crises ministérielles trop prolongées

peuvent troubler et surexciter les esprits en encourageant les espérances des factions. La formation immédiate d'un ministère fut la première conséquence de cette levée de boucliers républicaine à laquelle on ne savait exactement d'abord quelle origine attribuer, ce qui donna au prince Louis-Napoléon l'occasion, saisie avec empressement par l'infatigable prétendant, d'écrire la lettre suivante au rédacteur du journal anglais le *Times* : « Monsieur, je vois avec peine par votre correspondance de Paris qu'on veut jeter sur moi la responsabilité de la dernière insurrection. Je compte sur votre obligeance pour réfuter cette insinuation de la manière la plus formelle. La nouvelle des scènes sanglantes qui ont eu lieu m'a autant surpris qu'affligé. Si j'étais l'âme d'un complot, j'en serais aussi le chef le jour du danger et je ne le nierais pas après une défaite, » phrase dont la réalisation pratique devait avoir lieu dans un avenir très-rapproché.

Le maréchal Soult avait été chargé par le roi de composer d'urgence ce cabinet nouveau dont les circonstances rendaient l'avènement si opportun. Il en accepta la présidence avec le portefeuille des affaires étrangères. Le général Schneider fut appelé au département de la guerre. L'amiral Duperré à la marine; M. Passy aux finances; M. Duchâtel à l'intérieur; M. Dufaure aux travaux publics;

M. Teste à la justice ; M. Cunin-Gridaine au commerce et M. Villemain à l'instruction publique.

Assurément la composition de ce cabinet en fusionnant l'élément doctrinaire avec le centre droit et le centre gauche, offrait des garanties de force et de stabilité. Mais une grande difficulté extérieure l'attendait et le menaçait. C'était, comme nous allons le voir, la seconde phase de la question d'Orient.

Le 12 juillet 1839, la Cour des Pairs rassemblée pour juger les auteurs de la tentative insurrectionnelle du 12 mai condamnait Barbès à la peine de mort, Martin Bernard à la déportation. Plus tard, jugeant une deuxième série d'accusés de ce même complot, elle frappait également Blanqui de la peine capitale. Quarante de leurs complices étaient punis d'une détention plus ou moins longue. Barbès<sup>1</sup> et Blanqui obtinrent une commutation de peine. Louis-Philippe a été le prince, le plus clément de son époque. Il avait horreur du sang versé.

1. La sœur de Barbès était allée se jeter aux pieds du roi qui, malgré l'avis des ministres, lui accorda la commutation de la peine de mort remplacée d'abord par les travaux forcés à perpétuité et ensuite par la déportation.

## II

La question d'Orient, en se reproduisant tout à coup, ou, comme nous venons de le dire, en entrant dans une phase nouvelle, fit soudainement éclore entre les grandes puissances des germes d'antagonisme qui auraient pu compromettre sérieusement la paix du monde.

L'Europe entière se trouvait, en effet, plus ou moins directement intéressée dans cette question : la France par ses vives sympathies pour Méhémet-Ali; l'Autriche par la nécessité de défendre les embouchures du Danube contre l'ambition persévérante du cabinet de Saint-Pétersbourg; la Russie, elle-même, par la chance de réaliser, à l'égard de Constantinople, la pensée conquérante léguée par Catherine à ses successeurs. Quant à la Grande-Bretagne, elle avait en Orient un double but à atteindre, un double rôle à remplir : s'unir à l'Autriche et à la France pour contenir l'essor du gouvernement russe, tout en frappant mortellement, s'il était possible, cet empire égyptien qui venait de s'élever progressivement sur la route de l'Inde, et semblait apporter dans cette partie du globe un puissant obstacle aux conquêtes commerciales de l'Angleterre. La prédilection, si hautement ma-

nifestée, de Méhémet-Ali pour la France, à laquelle il avait emprunté des officiers et des savants, cette base première de tout grand établissement politique, était un nouveau grief aux yeux du gouvernement anglais. C'est sous l'impression de cette pensée rancunière que le cabinet de Londres avait, le 16 août 1836, conclu avec la Porte un traité de commerce dont l'application devait avoir pour résultat d'amener l'affaiblissement et la ruine du vice-roi, en tarissant, par la suppression des monopoles, la source presque unique de ses revenus. Seule, peut-être, la Prusse n'avait rien à compromettre ou à recueillir dans les événements politiques qui s'accomplissaient en Orient. Son rôle, tout passif, se bornait à empêcher, par une coopération prudente, qu'il ne vînt à surgir, entre les grandes puissances, un formidable conflit dans lequel elle ne pourrait manquer de se voir elle-même irrésistiblement engagée.

Les choses avaient pris d'ailleurs un essor tellement rapide qu'il n'était déjà plus possible de parvenir à les maîtriser. Mahmoud et Méhémet-Ali aspiraient tous deux à terminer dans quelque rencontre décisive un duel commencé depuis vingt années. Le premier voulait tout reconquérir ou tout perdre ; le second prétendait obtenir, pour sa fortune naissante, la sanction de victoires nouvelles : chacun d'eux, malgré ses prétentions pacifiques et son



inaction prétendue, réunissait en secret ses moyens d'attaque et de résistance. Achmet, le capitana-pacha, s'occupait activement de fortifier les Dardanelles; Hafiz, généralissime des troupes turques, rassemblait une immense armée sur les frontières de Russie, pendant que, de son côté, Ibrahim-Pacha ajoutait aux fortifications d'Acre de puissants éléments de défense.

Le 21 avril 1839, Hafiz n'hésita point à prendre l'initiative des hostilités. Son avant-garde passa l'Euphrate et vint camper autour de Nezib. Vingt jours après, Méhémet-Ali, dissimulant avec un soin extrême la joie que lui causait l'agression de l'armée turque, adressait la note suivante aux consuls européens : « Le vice-roi a déclaré à M. le consul-général qu'il s'engage, dans le cas où les troupes du sultan qui ont franchi l'Euphrate, près de Bir, se retireraient de l'autre côté du fleuve, à faire faire un mouvement rétrograde à son armée, et à rappeler son fils Ibrahim à Damas; dans le cas où cette démonstration pacifique serait, à son tour, suivie d'un mouvement rétrograde de l'armée de Hafiz-Pacha au delà de Malatia, S. A. le vice-roi a ajouté, de son propre mouvement, que, si les grandes puissances consentaient à lui garantir la paix et à s'intéresser à lui obtenir l'hérité du pouvoir, il retirerait une partie de ses troupes de la Syrie, et serait prêt à s'entendre sur

un arrangement définitif propre à garantir sa sécurité et adapté aux besoins du pays. »

Malgré la diversité d'intérêts qui existaient entre l'Angleterre et la France, le cabinet de Londres, ayant compris que la lutte qui se préparait devait inévitablement, l'armée turque éprouvant un revers, conduire les Russes sous les murailles de Constantinople, se rapprocha tout à coup de la France pour l'amener, à la faveur d'une démonstration plus qu'énergique, à garantir, en tout état de choses, la conservation de l'empire ottoman. Dans ce but, lord Palmerston fit, le 19 juin, au cabinet des Tuileries une proposition qui consistait à réunir dans la Méditerranée les pavillons français et anglais, avec ordre de forcer le détroit des Dardanelles si les troupes russes venaient à paraître sur le territoire turc.

Ce projet, d'une témérité évidente, ne manquait peut-être pas d'habileté, puisqu'il était à peu près certain que la Russie reculerait devant une démonstration aussi imposante, et que l'on enlèverait ainsi, pour l'avenir, toute force et toute validité au traité d'Unkiar-Skelessi ; mais le gouvernement français accueillit cette ouverture avec inquiétude : sans en rejeter absolument l'esprit, il s'efforça d'en restreindre les proportions, et y substitua, toujours dans l'hypothèse d'une invasion russe, un projet ayant pour but d'obtenir de la Porte l'ad-

mission instantanée des flottes anglo-françaises dans la mer de Marmara. Le cabinet anglais accepta ces modifications ; toutefois, il n'y souscrivit qu'à regret, et, dès ce jour, il s'éleva entre les deux gouvernements des germes de défiance qui devaient les conduire promptement à une désunion éclatante.

Bientôt la diplomatie européenne apprit avec une vive émotion que les armées ottomane et égyptienne s'étaient, le 24 juin, rencontrées dans les plaines de Nezib. Les Turcs avaient été vaincus, dispersés, anéantis. Vingt mille fusils, cent quatre pièces de canon, neuf mille prisonniers, tel fut le résultat de cette mémorable défaite, dont Mahmoud, expirant<sup>1</sup>, n'eut pas à subir l'amertume. Tout faisait présumer qu'Ibrahim victorieux ne s'arrêterait point au pied du Taurus, et que ce défilé, frontière politique tracée entre l'Égypte et la Turquie, allait être franchi par son armée, lorsqu'un envoyé français, M. Caillé, arrivé trop tard pour empêcher la bataille de Nezib, mais assez tôt peut-être pour en prévenir les conséquences, atteignit le camp d'Ibrahim et enjoignit au pacha de s'arrêter, lui promettant, pour prix de sa soumission, l'appui et la médiation directe de la France.

Ce fut alors que se dessinèrent entre les cabinet

1. Mort le 30 juin 1839. Il avait succédé à son frère Moutahha IV le 28 juillet 1808.

de Londres et des Tuileries les dissidences les plus prononcées. Les Chambres françaises, à la suite de discussions brillantes qui les avaient rattachées étroitement à la pensée du gouvernement, venaient d'adopter pour principe dans les affaires d'Orient l'intégrité de l'empire turc, combiné avec le maintien de la domination de Méhémet en Syrie, c'est-à-dire la stricte exécution du traité de Kutaya. La Grande-Bretagne avait pris, au contraire, pour programme invariable la restitution de la Syrie à la Porte, et la pleine intégrité de l'empire. Elle faisait observer, en effet, que donner à la Porte Constantinople et l'Asie Mineure, tandis qu'on abandonnerait à Méhémet le Caire et la Syrie, avec le Taurus pour frontière, ce serait violer de la manière la plus éclatante l'intégrité même qu'on prétendait vouloir garantir. Le Taurus n'était-il pas réellement la clef de la Turquie asiatique, et Méhémet-Ali ne menacerait-il pas, dès ce jour, Bagdad au midi, Diarbekir à l'est, Constantinople au nord ?

Lord Palmerston avait développé ces considérations importantes dans une dépêche adressée à lord Beauvale, ambassadeur anglais à Vienne, et s'était appliqué à les rendre évidentes, en ralliant à ce projet, en dehors de la France, les autres grandes puissances européennes.

Cependant, une circonstance imprévue venait

de donner au vice-roi d'Égypte des ressources tout à fait inespérées. Achmet-Fethi-Pacha, ayant compris que la mort de Mahmoud, dont il avait été le favori, serait la ruine de son crédit et de sa fortune, avait fait sortir des Dardanelles la flotte ottomane, et l'avait conduite à Méhémet dans le port d'Alexandrie. La Porte, réduite dès lors à la plus entière impuissance, se trouva forcée d'accéder aux conditions posées par le vice-roi lui-même, c'est-à-dire l'hérédité reconnue de l'Égypte et de la Syrie. Toutefois, l'Europe prétendit intervenir dans cet arrangement, et, bien que le cabinet des Tuileries eût à défendre et à soutenir Méhémet-Ali un intérêt qui semblait alors évident, il n'hésita pas à signer, par l'entremise de l'amiral Rousin, de concert avec M. de Sturmer, lord Ponsonby, M. de Boutenieff et M. de Kœnigsmark, cette note en date du 27 juillet 1839 :

« Les cinq ambassadeurs soussignés, conformément aux instructions reçues de leurs cours respectives, se félicitent d'avoir à annoncer aux ministres de la Sublime-Porte que l'accord des cinq grandes puissances touchant la question orientale est certain, et ils prient la Sublime-Porte, en attendant les fruits de leurs dispositions bienveillantes, de ne décider absolument rien sur la susdite question, d'une manière définitive, sans leur concours. »

Fort de cette déclaration publique, lord Pal-

merston proposa à la France d'exiger de Méhémet la restitution de la flotte turque, et, en cas de refus, de capturer l'escadre égyptienne; repoussé sur ce point, il réclama, du moins, l'adoption de certaines mesures coërcitives qui devaient nécessairement contraindre Méhémet à la soumission. Le gouvernement français persista dans sa résistance. Il produisit un plan nouveau qui donnait au vice-roi l'Égypte et la Syrie héréditaires, et Candie à titre viager; mais cette communication, officiellement publiée, ne fut point considérée par les puissances comme une base d'accommodement réalisable : grâce aux efforts persévérants, aux insinuations habiles de lord Palmerston, la France, à son insu, se trouvait peu à peu écartée du débat.

Vainement alors le cabinet français chercha-t-il à parer les coups portés sourdement à la juste influence du pays. L'amiral Roussin, notre ambassadeur à Constantinople, ne s'était pas tenu parfaitement au courant des intrigues qui se croisaient autour de sa personne; il ne paraissait pas non plus suffisamment disposé à soutenir les prétentions de Méhémet-Ali : il fut remplacé, par M. de Pontois, ministre de France aux États-Unis, esprit net et ferme, l'un des diplomates sérieux de l'école de 1830. A Londres, M. Guizot dut également aller prendre la place du général Sébastiani, ambassadeur qui représentait plutôt la politique per-

sonnelle de Louis-Philippe que celle du ministère français. La tâche de ce dernier était surtout de retarder toute solution concertée entre les cabinets, de façon à se donner le temps d'entraîner le prince de Metternich vers une médiation qui eût écarté les dangers dont le repos de l'Europe était menacé. Mais la nomination de M. Guizot au poste d'ambassadeur à Londres fut signée par Louis-Philippe le 8 février 1840 et déjà il était trop tard pour combattre les points de politique générale admis par les quatre grandes puissances à l'insu de la France et au détriment de sa prépondérance en Europe.

Quelque grave qu'elle pût être, ce ne fut cependant pas cette difficulté extérieure qui ébranla et renversa le ministère du 12 mai; à l'occasion du mariage de M. le duc de Nemours avec la princesse Victoire-Auguste-Antoinette de Saxe-Cobourg-Gotha<sup>1</sup>, l'une des plus gracieuses femmes de toute l'Allemagne, le roi avait désiré qu'une demande de dotation fût de nouveau adressée à la Chambre des Députés. Cette dotation était relativement peu considérable, puisqu'il ne s'agissait que de cinq cent mille francs de revenu annuel; mais le principe lui-même soulevait sur les bancs du palais Bourbon une répulsion toute démocra-

1. Née le 14 février 1822.

tique logiquement inexplicable. Grâce à l'attitude de ses représentants la France semblait, en vérité, vouloir la monarchie sans roi et sans princes et, bien qu'au fond le pays fût éminemment royaliste, comme il devait si clairement le prouver plus tard, on sentait que l'ébranlement de 1830 avait, à ce point de vue, bouleversé toutes les traditions.

On put le constater une fois de plus dès que cette question fut soulevée par le ministère, et l'opposition ne se manifesta pas moins vive au dehors de la Chambre que dans son enceinte même. Il est vrai qu'un nouveau et incisif pamphlet de M. de Cormenin était venu attiser le feu et surexciter l'opinion : c'était toujours l'accusation d'avarice dirigée contre la personne de Louis-Philippe ; et ce qu'il y avait de fatal pour le roi de 1830 dans ces discussions des ressources de sa liste civile et de son domaine privé, c'est qu'elles n'éclairaient point un public systématiquement injuste et incrédule tout en compromettant et en dépopularisant l'individualité royale.

Une faible majorité dans la commission s'était montrée favorable à l'adoption du projet de loi et avait choisi M. Amilhau pour son rapporteur. M. Amilhau eut peut-être le tort d'insister trop courageusement sur la vérité en ce qui touchait les ressources réelles de la liste civile et du domaine privé, alors que cette vérité était violemment



combattue même par un grand nombre d'hommes qui se disaient dynastiques. Les termes du rapport irritèrent profondément ses contradicteurs. Après une discussion violente, le président se vit contraint de mettre aux voix la question de savoir si l'Assemblée passerait au vote des articles qui composaient le projet de loi. Dans le cas où cette question primordiale serait négativement résolue, la loi se trouverait naturellement rejetée. La gauche réclama le scrutin secret, manœuvre habile qui devait mettre bien des consciences à l'aise, et la Chambre marcha à ce scrutin comme on va à la bataille. Elle comptait quatre cent trente-six votants; deux cent vingt-six voix rejetèrent la dotation de M. le duc de Nemours.

Aussitôt les ministres, qui avaient paru étonnés d'un résultat facile à prévoir cependant, se rendirent aux Tuileries et déposèrent collectivement leurs démissions entre les mains du roi. Ils étaient restés moins de dix mois au pouvoir, ne fournissant ainsi qu'un bien court relai à ce gouvernement constitutionnel qui usait ou lassait si vite les hommes politiques.

## III

On entrait dans une nouvelle crise ministérielle, et celle qui l'avait précédée avait eu de trop graves conséquences pour que le roi ne cherchât pas par tous les moyens compatibles avec la dignité de sa couronne, à en abrégier l'épreuve en faisant quelques concessions, sinon sur les principes mêmes du moins sur les hommes.

Un nom se présentait d'ailleurs tout naturellement à son attention, grâce à l'importance parlementaire qu'il avait acquise dans les derniers temps : c'était celui de M. Thiers. Lors des discussions générales qui avaient signalé le commencement de la session de 1840, et qui portaient plus particulièrement sur les complications de la question d'Orient, M. Thiers avait, en effet, prononcé un très-remarquable discours où tout un système politique appliqué aux exigences du moment se trouvait brillamment exposé, ce qui, dans un langage pittoresque, l'avait fait appeler *discours-ministre* par un des plus vifs organes de la presse d'alors, *le Constitutionnel*. « Je suis, je l'avoue, disait-il dans ce discours, partisan de l'alliance anglaise, partisan comme un homme qui n'oublie

jamais la fierté de son pays. Non je ne puis pas encore renoncer à cette belle et noble alliance qui est fondée non-seulement sur la puissance matérielle, mais encore sur la force morale des principes, car quand nous sommes avec l'Angleterre nous ne sommes pas obligés de cacher notre drapeau. »

M. Thiers ne se doutait pas alors que ce même gouvernement dont il vantait l'alliance en citant le mot de Napoléon I<sup>er</sup> : « Il y a une erreur dans ma vie, erreur commune à l'Angleterre et à moi : nous pouvions être alliés et faire beaucoup de bien au monde, je l'aurais pu si Fox eût été aux affaires ; »

M. Thiers ne se doutait pas, disons-nous, que la politique du gouvernement anglais allait, dans un avenir très-rapproché, le renverser lui-même du pouvoir auquel il prétendait alors ; mais cette tendance favorable à une alliance que Louis-Philippe recherchait encore avec ardeur, ne pouvait, on le conçoit, que plaire au roi et désigner d'autant plus M. Thiers à son choix comme chef du cabinet futur.

Il est vrai qu'en prenant M. Thiers, il fallait prendre aussi quelques-uns des hommes du centre gauche qu'il n'aimait pas. Un instant Louis-Philippe eut l'idée de rappeler le comte Molé au pouvoir, mais il comprit bientôt que la chose n'était pas possible ; et, d'un autre côté, le duc de Broglie insistait vivement pour la formation d'un cabinet

dont M. Thiers serait président. Ces conseils d'un homme qu'il estimait sans avoir de sympathie pour son caractère politique, et le désir de faire cesser la crise ministérielle qui en était déjà à son huitième jour, décidèrent enfin le roi. Le 1<sup>er</sup> mars 1840 il signait les ordonnances par lesquelles M. Thiers, nommé président du conseil, était appelé au ministère des affaires étrangères, M. de Rémusat à celui de l'intérieur avec M. de Malleville pour sous-secrétaire d'État, M. Vivien au ministère de la justice et des cultes, M. Pelet (de la Lozère) au ministère des finances, M. Cousin à celui de l'instruction publique, le général Cubières à la guerre, l'amiral Roussin à la marine, M. Jaubert aux travaux publics, M. Gouin au département de l'agriculture et du commerce.

Dans cette combinaison deux portefeuilles seulement, celui de l'intérieur et celui des travaux publics étaient concédés à l'élément doctrinaire, le reste appartenait à la gauche modérée. La nomination de l'amiral Roussin au ministère de la marine étonna l'opinion publique, l'amiral Roussin, pendant son ambassade à Constantinople, s'était montré violent adversaire des prétentions de Méhémet-Ali; M. Thiers, avec ses idées bien arrêtées d'alliance anglaise, avait-il donc l'intention d'abandonner son protégé égyptien? ou ne recherchait-il, dans l'amiral Roussin, que le partisan très-décidé de la pré-

pondérance maritime de la France dans la Méditerranée ?

Les Chambres accueillirent avec une certaine froideur l'avènement du ministère du 1<sup>er</sup> mars, et, malgré les efforts conciliants du duc de Broglie, cette froideur se manifesta très-ouvertement au Luxembourg ; mais il n'était pas dans les habitudes de la pairie de formuler son opposition d'une façon nette et décisive. A la Chambre des Députés le centre droit et les doctrinaires déclaraient hautement qu'ils ne donneraient leur concours au chef du cabinet que s'il en revenait aux principes mêmes de l'ancienne majorité. La session, quoique fort avancée déjà, devait se prolonger assez, du reste, pour laisser aux nouveaux ministres le temps et la possibilité de traduire clairement leur politique et d'essayer l'opinion parlementaire. Un mot de M. Thiers semblait d'ailleurs indiquer qu'il ne comptait pas dévier beaucoup de la ligne suivie par le cabinet auquel il succédait. « Nous jouerons le même air, avait-il répondu à un député inquiet et curieux, nous jouerons le même air, mais nous le jouerons mieux. » Dès le 11 mars M. de Rémusat présenta à la Chambre le projet de loi sur les fonds secrets, moyen très-naturel de consulter son opinion, de lui faire dire son dernier mot. Le cabinet portait en même temps au Luxembourg un projet de loi amendé sur le travail des enfants

dans les manufactures. C'était un legs de la précédente administration, et bien qu'il fût discuté avant la loi des fonds secrets, il n'y avait point là matière à manifestation politique.

Tout autre fut à la Chambre des Députés le débat relatif au vote de confiance. La discussion à laquelle prirent part le président du conseil, MM. de Lamartine, Odilon Barrot, de Rémusat, Berryer, Garnier Pagès, Jaubert et Teste, fut d'une vivacité extrême. Interpellé par la gauche sur sa manière de voir relativement au rappel des lois de septembre et à la réforme de la législation électorale, M. Thiers répondit qu'en ce qui touchait la première, son intention était seulement d'y introduire une définition de l'attentat. Abordant ensuite la question de réforme électorale, « la difficulté sur ce point, dit-il, sera grande dans l'avenir. Elle n'existe pas aujourd'hui. Pourquoi? Y a-t-il, parmi les adversaires de la réforme électorale, quelqu'un qui, devant le corps électoral, devant la Chambre et, j'ajouterai, devant la charte, ait dit « Jamais! » Personne. Parmi les partisans de la réforme, y a-t-il des orateurs qui aient dit « Aujourd'hui? » Aucun. Tous ont reconnu que la question appartenait à l'avenir, qu'elle n'appartenait pas au temps présent. » Assurément cette politique expectante n'était point de nature à beaucoup effrayer les centres. Il n'y avait rien là qui pût

soulever leur colère. Tout semblait, du reste, réussir au président du conseil. Après d'éloquentes apostrophes de M. de Lamartine, il fut défendu par le chef de la gauche, par M. Odilon Barrot. « Confiance ! s'était écrié le grand poète, confiance, et à quoi ? Si je me place au point de vue libéral, qui est le mien plus que vous ne voulez le croire, je vous trouve en face de mes principes de progrès social dans presque tous les grands combats que nous avons livrés depuis cinq ans pour développer et moraliser la démocratie. Si je me place au point de vue conservateur, je vous trouve à la tête de ceux qui ont mis le trouble et l'inquiétude dans le parlement, soufflé l'agitation entre le parlement et la couronne, de ceux dont un des organes ne cesse pas de sonner ce qu'on pourrait appeler, en termes révolutionnaires, le tocsin de la presse en permanence contre nous. Et vous voudriez que je déclarasse confiance à tout cela ! Non : le pays ne nous a pas envoyés pour jeter le mensonge dans cette urne de vérité ! » Et M. Barrot répondait : « Direz-vous que le ministère ne réalise pas un progrès ?... Il faut dire la vérité sans exagération... Eh bien, Messieurs, c'est dans la mesure des déclarations que M. Thiers vous a faites que je vois un progrès qui mérite notre appui... Il est sorti de l'opposition ; il n'a pas désavoué son origine ; il n'a désavoué aucun des

actes pour lesquels nous avons combattu ensemble, aucune des luttes dans lesquelles nous nous sommes engagés solidairement. Ce ministère a réalisé dans toute sa sincérité, dans toute sa vérité, le gouvernement parlementaire que vous appeliez d'un vœu presque unanime dans votre adresse ; il l'a réalisé puissamment... L'appui que je lui prête est un appui commandé par un sentiment profond d'amour pour mon pays et par cette loi du bon sens qui doit toujours présider aux affaires publiques. »

A la fin de la discussion générale, un député du centre, M. d'Angeville, proposa un amendement qui réduisait de cent francs la somme réclamée par le ministère. L'amendement fut repoussé, et, lorsqu'on en vint au vote sur l'ensemble de la loi, deux cent quarante-six voix contre cent soixante décidèrent la question en faveur du cabinet du 1<sup>er</sup> mars. Désormais son existence ne pouvait plus être ébranlée à l'intérieur, c'est-à-dire dans le parlement.

Les principaux projets de loi présentés par lui pendant le reste de la session furent la conversion des rentes, adoptée à la chambre des députés, repoussée au Luxembourg, malgré les efforts du promoteur constant de cette mesure, M. Gouin, dont elle était l'idée fixe et favorite, et qui ne devait la voir triompher que bien plus tard, sous un autre régime ; les projets relatifs aux chemins de



fer en voie d'exécution ou seulement concédés, réglementant les garanties-d'intérêt et les prêts faits par l'État aux différentes compagnies; des lois sur la navigation intérieure, sur la navigation transatlantique et sur les salines de l'Est. Grâce à ses soins, on *enterra*, pour nous servir de la pittoresque expression de M. Jaubert, la proposition de M. Remilly, député de Versailles, sur les incompatibilités des fonctions publiques salariées avec la qualité de membre de la Chambre. Il avait, à propos du mariage de M. le duc de Nemours, célébré à Saint-Cloud le 27 avril 1840, eu la bonne pensée de proposer au roi un développement de l'amnistie du 8 mai 1837 en l'appliquant aux contumaces, proposition admise aussitôt par Louis-Philippe, toujours disposé à des actes de ce genre. Enfin, au moment où la session finissait, dans la séance du 12 mai, il vint, par l'organe de M. de Rémusat, faire à la Chambre une communication officielle dont la teneur imprévue causa sur tous les bancs une surprise accompagnée d'enthousiasme, car c'était la réalisation d'une grande et poétique pensée.

M. de Rémusat lut à la tribune un exposé de motifs ainsi conçu :

« Le roi a ordonné à S. A. R. M<sup>gr</sup> le prince de Joinville de se rendre, avec sa frégate, à l'île de Sainte-Hélène pour y recueillir les restes mortels

de l'empereur Napoléon. Nous venons vous demander les moyens de les recevoir dignement sur la terre de France. Le gouvernement, jaloux d'accomplir un devoir national, s'est adressé à l'Angleterre et lui a redemandé le précieux dépôt que la fortune avait mis dans ses mains. A peine exprimée, la pensée de la France a été accueillie. Voici les paroles de notre magnanime alliée :

« Le gouvernement de S. M. B. espère que la promptitude de sa réponse sera considérée en France comme une preuve de son désir d'effacer jusqu'à la dernière trace de ces animosités nationales qui, pendant la vie de l'empereur, armèrent l'une contre l'autre la France et l'Angleterre.

« Le gouvernement de S. M. B. aime à croire que si de pareils sentiments existent encore quelque part, ils seront ensevelis dans la tombe où les restes de Napoléon vont être déposés. »

« L'Angleterre a raison, Messieurs ; cette noble restitution resserre encore les liens qui nous unissent. Elle achève de faire disparaître les traces douloureuses du passé. Le temps est venu où les deux nations ne doivent plus se souvenir que de leur gloire.

« La frégate chargée des restes mortels de Napoléon se présentera au retour à l'embouchure de la Seine. Un autre bâtiment les rapportera jusqu'à Paris. Ils seront déposés aux Invalides ; une céré-

monie solennelle, une grande pompe religieuse et militaire inaugurera le tombeau qui doit les garder à jamais.

« Il importe, en effet, Messieurs, à la majesté d'un tel souvenir que cette sépulture auguste ne demeure pas exposée sur une place publique, au milieu d'une foule bruyante et distraite. Il faut qu'elle soit placée dans un lieu silencieux et sacré, où puissent la visiter avec recueillement tous ceux qui respectent la gloire et le génie, la grandeur et l'infortune.

« Il fut empereur et roi; il fut le souverain légitime de notre pays. A ce titre, il pourrait être inhumé à Saint-Denis; mais il ne faut pas à Napoléon la sépulture ordinaire des rois; il faut qu'il règne et commande encore dans l'enceinte où vont se reposer les soldats de la patrie, où iront toujours s'inspirer ceux qui seront appelés à la défendre. Son épée sera déposée sur sa tombe.

« L'art élèvera sous le dôme, au milieu du temple consacré par la religion au dieu des armées, un tombeau digne, s'il se peut, du nom qui doit y être gravé. Ce monument doit avoir une beauté simple, des formes grandes, et cet aspect de solidité inébranlable qui semble braver l'action du temps. Il faudrait à Napoléon un monument durable comme sa mémoire.

« Le crédit que nous venons demander aux

Chambres a pour objet la translation aux Invalides, la cérémonie funèbre, la construction du tombeau.

« Nous ne doutons pas, Messieurs, que la Chambre ne s'associe avec une émotion patriotique à la pensée royale que nous venons d'exprimer devant elle. Désormais la France, et la France seule, possédera tout ce qui reste de Napoléon. Son tombeau, comme sa renommée, n'appartiendra à personne qu'à son pays. La monarchie de 1830 est en effet l'unique et légitime héritière de tous les souvenirs dont la France s'enorgueillit. Il lui appartenait sans doute, à cette monarchie qui la première a rallié toutes les forces de la révolution française, d'élever sans crainte la statue et la tombe d'un héros populaire. Car il y a une chose, une seule qui ne redoute pas la comparaison avec la gloire : c'est la liberté ! »

Il était peut-être habile de proclamer que la monarchie de 1830 était l'héritière des souvenirs de l'Empire, et Louis-Philippe comptait assurément beaucoup, dans l'intérêt de sa popularité, sur l'effet qu'allait produire la translation des restes de Napoléon I<sup>er</sup>. Mais était-il aussi adroit de proclamer du haut de la tribune que Napoléon avait été le souverain légitime des Français ? qu'à ce titre il pouvait être inhumé à Saint-Denis ? Il ne peut y avoir deux légitimités dans un pays en fait de races souveraines, et si Napoléon I<sup>er</sup> était souverain légitime, pourquoi bannissait-on ses héritiers du

sol français? Voulait-on faire allusion au vote populaire qui avait sanctionné le pouvoir impérial de Napoléon, et se prétendait-on légitime au même titre parce qu'en 1830 un groupe de députés sans mandat avait acclamé la monarchie des barricades? Mais alors l'imprudence devenait trop évidente, et la comparaison n'était pas à l'avantage de la dynastie d'Orléans. On verra bientôt comment la phrase de M. de Rémusat fut commentée et relevée par celui qu'elle devait naturellement intéresser le plus.

Nous avons dit que, grâce aux votes des Chambres, l'existence du ministère du 1<sup>er</sup> mars ne pouvait plus être ébranlée à l'intérieur; mais les questions extérieures présentaient pour lui de grands dangers, et particulièrement celle d'Orient qui s'aggravait de plus en plus. Lord Palmerston s'était bien montré empressé et courtois en répondant à la note que M. Guizot avait été chargé de lui remettre relativement à cette affaire de la translation des cendres de l'Empereur, mais il n'en préparait pas moins sourdement le traité du 15 juillet, œuvre de haine contre la France accomplie, comme on le verra, par l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et la Russie sans que le cabinet des Tuileries eût reçu même officieusement d'avertissement préalable.

Avant d'insister sur ce traité et sur ses consé-

quences, indiquons rapidement la situation générale de l'Europe, où les germes de perturbation et de guerre étaient alors singulièrement multipliés. L'action britannique s'y retrouvait sur plus d'un point, et la ligne de conduite suivie presque partout par lord Palmerston était déjà un grave avertissement pour le cabinet du 1<sup>er</sup> mars.

A Naples, un différend s'était produit entre le gouvernement des Deux-Siciles et la Grande-Bretagne, et, quoique prenant sa source dans des intérêts tout matériels, peut-être même à cause de cette circonstance, ce différend était de nature à amener dans la politique européenne les plus sérieuses complications :

On sait que la Sicile renferme un grand nombre de mines de soufre qui forment la branche la plus importante de son commerce, car c'est presque exclusivement à ce sol volcanique que l'industrie du monde entier va demander les produits sulfureux dont elle a besoin. Toutefois, les capitaux ont longtemps manqué à l'exploitation des solfatares, et l'état déplorable des voies de communication rendant les transports extrêmement difficiles, les soufres de Sicile furent grevés de frais considérables. Les Anglais, ces hardis investigateurs, avaient compris de bonne heure combien une telle exploitation pouvait être productive, même dans des conditions relativement désavantageuses. Plu-

sieurs compagnies s'étaient formées; des établissements se fondèrent, et, grâce aux avantages que des capitalistes considérables leur donnaient sur les producteurs siciliens, ces établissements accaparèrent bientôt le monopole de l'exploitation. Une activité immense fut donnée par eux à la production qui devait bientôt favoriser d'une façon toute particulière la fabrication de la soude factice en Angleterre. On comprend que, dans les conditions exceptionnelles où se trouvaient placés les établissements anglais, les producteurs nationaux ne pussent lutter contre eux avec avantage, et les choses en étaient arrivées à ce point lorsque, dans le courant de 1838, la compagnie française Taix-Aicar conclut avec le gouvernement napolitain un traité relatif à l'exploitation des soufres de Sicile. L'article 2 de ce traité portait en substance : « La compagnie s'oblige à acheter tous les ans le soufre qui sera produit en Sicile jusqu'à la concurrence de 600,000 cantari. L'expérience a prouvé clairement que toute production d'une plus forte quantité occasionne de grands dommages. Et comme la quantité produite s'est élevée quelquefois, pendant les dernières années, jusqu'à 900,000 cantari, afin de donner aux producteurs une compensation pour l'excédant du soufre qu'ils auraient pu, mais ne pourraient plus produire, la compagnie s'oblige à leur payer une indemnité de 4 carlini par can-

taro tous les ans, sur les 300,000 cantari dont on aura empêché la production. » Mais, en même temps, le gouvernement accordait toute liberté aux producteurs placés en dehors du traité, quant à l'exportation et à la vente de leurs récoltes.

Toutefois, en limitant la production par l'article que nous venons de citer, on portait un certain préjudice aux établissements anglais qui, jusque-là, avaient exploité librement un grand nombre de solfatares et fait de sérieuses avances de capitaux.

La Grande-Bretagne se hâta de protester contre la convention ; le ministre anglais, M. Mac-Gregor, proposa, au nom de son gouvernement, un nouveau traité de commerce, mais en stipulant, comme condition première, l'annulation des privilèges de la compagnie Taix-Aicar qui, disait-il, attaquaient formellement les conventions de 1816. Cette protestation était violente dans la forme : le cabinet anglais blâma la forme, mais approuva le fond, et les réclamations devinrent si vives que le roi de Naples fit proposer à la compagnie française la résiliation du contrat moyennant indemnité. Alors l'Angleterre devint plus exigeante ; son chargé d'affaires, M. Temple, demanda la rupture immédiate du traité des soufres, et ajouta à cette sommation une demande d'indemnité pour les sujets anglais dont les intérêts avaient été lésés par ses conséquences ; des menaces de guerre ap-



puyaient, comme toujours, ces réclamations hautes.

La réponse du roi fut pleine de dignité. « Le traité de 1816, dit-il, n'est évidemment pas violé par le contrat des souffres. Au lieu d'avoir éprouvé des dommages, les sujets anglais ont réalisé des bénéfices considérables. J'ai donc pour moi Dieu et la justice, et j'ai plus de confiance dans la force du droit que dans le droit de la force. »

Des actes donnèrent promptement à ces paroles royales une signification sérieuse. Les ports siciliens furent mis en état de défense, une partie de l'armée de terre fut envoyée en Sicile, tandis que la flotte napolitaine se disposait à défendre le littoral. Une lutte inégale sans doute, mais honorable pour le gouvernement napolitain, semblait devoir s'engager, car l'escadre anglaise s'avancait rapidement sur Naples, et déjà quelques navires avaient été capturés de part et d'autre, lorsque le cabinet des Tuileries vint offrir sa médiation, qui fut acceptée le 26 avril 1840.

Des négociations s'entamèrent aussitôt. Le roi de Naples maintint sa résolution première, qui était de dissoudre le contrat en indemnisant la compagnie; et, comme il fallait fixer cette indemnité, le prince de Campo-Franco et le procureur général près la Cour des comptes furent chargés de cette mission.

Telle fut l'issue de la question des souffres ; la conduite tenue dans cette circonstance par le gouvernement anglais, fut l'objet de plaintes assez vives et de réflexions sévères. Dans tous les cas, elle n'était pas de nature à lui concilier les sympathies de la cour de Naples, que cette circonstance rapprocha très-franchement du cabinet des Tuileries. L'envoi à Paris d'un ambassadeur, le duc de Serra-Capriola, fut la conséquence presque immédiate de ces relations plus intimes.

A Madrid comme à Lisbonne, les intrigues et la pression de l'Angleterre se retrouvaient également. En Espagne la cause de don Carlos perdait chaque jour du terrain en présence des difficultés de toute nature et surtout par suite des combats meurtriers qu'avait eu à soutenir la petite armée carliste dont les pertes successives ne pouvaient aisément se réparer. Un général constitutionnel, don Baldomero Espartero, avait acquis une grande notoriété dans cette guerre de partisans, dont les bulletins un peu trop pompeux peut-être, lui préparaient un titre non moins retentissant qu'eux-mêmes, celui de duc de la Victoire. C'est autour de ce personnage, qui semblait appelé à jouer un rôle important dans les affaires de son pays, que les agents anglais concentraient leur action mal-faisante. Espartero pouvait à un moment donné contre-balancer, par son influence et l'importance

de sa situation personnelle, l'autorité de la régente Marie-Christine. Il était bon de la circonvenir peu à peu, de flatter toutes ses vanités et d'en faire d'avance le champion des intérêts anglais dans la Péninsule; on dominait ainsi en expectative la faction soi-disant progressiste à laquelle semblait appartenir l'avenir prochain de l'Espagne. A Lisbonne, et malgré l'injure récente faite à des navires portugais capturés par des croiseurs britanniques sous le prétexte qu'ils se livraient à la traite des noirs, l'Angleterre étendait également le réseau de ses influences politiques et mercantiles, au point de soulever, dans le sein des Chambres établies depuis le triomphe définitif de la cause de dona Maria, l'indignation de certains orateurs justement préoccupés de la dignité du Portugal.

Au nord de l'Europe, la Suède, la Norvège, le Danemark, qui n'avaient prêté qu'une faible attention aux bruits de la révolution française de 1830 (car on peut dire que les dernières rafales de cette tempête politique étaient venues mourir sur les rochers du Sund) uniquement et paisiblement préoccupées d'améliorations intérieures, continuaient leur œuvre pacifique sans s'inquiéter de l'agitation continentale, et se livraient tout entières à la réalisation des perfectionnements qu'elles avaient rêvé d'appliquer, soit à leur situation ma-

térielle, soit à leurs institutions politiques. Vivement préoccupé de la prospérité et de l'avenir des deux États scandinaves qui lui avaient été confiés par le hasard des destinées humaines, le roi Charles-Jean XIV avait entrepris en Norvège, comme en Suède, de grands travaux d'utilité publique, tels que routes, défrichements et canaux. L'achèvement du canal de Gothie, résultat qui pouvait, à bon droit, passer pour une des plus belles conquêtes du génie humain sur la nature, avait permis de le livrer à la navigation en 1832, et son inauguration s'était faite avec beaucoup de solennité. On sait que l'idée première du canal de Gothie datait, en Suède, de plusieurs siècles et que cet admirable travail était destiné à relier la mer Baltique à la mer du Nord. 10,385,000 thalers et vingt-deux années de labeur avaient été consacrés à cette jonction des deux mers.

Une diète devait, suivant les termes de la constitution suédoise, être convoquée en 1840, et c'était précisément des formes un peu vieilles de cette constitution que les quatre ordres allaient surtout se préoccuper. Son ensemble était loin, en effet, de présenter l'homogénéité que l'on cherche toujours, et trop souvent sans la rencontrer, dans les codes politiques. On pouvait donc parfaitement comprendre que des hommes sérieux,

que des esprits distingués voulussent obtenir des modifications à cette constitution un peu surannée. Mais que de précautions ne faut-il pas prendre lorsqu'il s'agit de toucher à un édifice tout à la fois gothique et moderne, ou, pour mieux dire, construit sur des ruines avec des matériaux nouveaux ? De tels mélanges, on le sait, nuisent à la solidité et, pour ne pas détruire quand on ne veut que réparer, les trop fortes secousses ne sauraient être évitées avec trop de soin. Voilà ce que répondait aux novateurs le vieux roi Charles XIV, qui ajournait volontiers au règne de son successeur les modifications à introduire dans cette constitution dont il avait juré le maintien.

Les nations éprouvent de loin en loin, dans leur organisation politique, certaines crises passagères et inévitables qui entraînent avec elles plus ou moins de perturbation suivant les mœurs, les caractères, les instincts des peuples qui les subissent. Quelquefois elles n'en produisent pas extérieurement et ne laissent de trace de leur passage que dans les institutions et dans les lois. Celles-là sont évidemment les plus heureuses, et elles ne se voient que chez les peuples sages et bien gouvernés. Vouloir s'opposer à ces crises intimes lorsque la nécessité en est bien constatée, serait l'action la plus folle, la plus inutile. Tous ceux qui

l'ont tenté sont demeurés victimes de leur imprudence ; on n'arrête pas ces torrents-là ; on les dirige.

Et d'ailleurs pourquoi les peuples, pourquoi les gouvernements les redouteraient-ils ? Ce sont de précieux indices de vie ; c'est le battement des artères du corps politique d'une nation. Le comprimer est impossible sans danger. Tôt ou tard il se ferait sentir de nouveau, et il faut savoir en compter les mouvements sans crainte.

Chez les nations du Nord, le perfectionnement des institutions est presque toujours accompagné de certains frémissements intérieurs, symptômes auxquels il serait difficile de se tromper. C'est très-lentement que ce perfectionnement s'obtient chez elles et très-rarement que le progrès s'y introduit par des réformes. Peut-être comprennent-elles que la perfectibilité complète en fait de constitution est une pure chimère et que les peuples qui la veulent à tout prix, à peu près comme ces enfants qui demandent l'impossible, s'agitent vainement jusqu'à ce qu'ils s'anéantissent d'épuisement et de lassitude. S'il en était ainsi elles donneraient aux autres une leçon de haute sagesse.

De même que la Suède et la Norvège, le Danemark s'absorbait alors dans la poursuite d'améliorations matérielles et de progrès industriels,

heureux si plus tard il ne s'était pas trouvé entraîné, lui aussi, dans le tourbillon de 1848. Le roi Frédéric VI était mort le 3 décembre 1839, laissant la couronne à son fils Christian VIII. Frédéric VI avait eu à traverser les époques les plus difficiles et les situations les plus désastreuses que nous offrent les annales du Danemark. Sa tâche fut donc presque constamment aussi ingrate que pénible, et la sévérité du Congrès de Vienne vint ajouter encore aux chagrins et aux déceptions que la politique lui avait toujours préparés. C'était, du reste, un spectacle également intéressant et philosophique que celui offert à l'Europe par ce peuple danois alors si modéré dans ses demandes de réformes politiques, qui avait supporté avec tant de dignité les mauvais coups de la fortune et n'avait point désespéré de lui-même lorsque toute l'Europe semblait désespérer de lui.

En Prusse, le roi Frédéric-Guillaume III, dont la santé donnait depuis quelque temps de graves inquiétudes, avait senti dès les premiers jours de juin 1840 ses forces s'affaiblir soudainement de la façon la plus alarmante. L'empereur de Russie fut aussitôt informé de l'état désespéré de son auguste beau-père, et l'impératrice se rendit en toute hâte à Berlin.

Le 7 juin 1840, la maladie du roi semblait être arrivée à son terme ; l'agonie commença, en effet,

et, dès que cette triste nouvelle fut répandue dans Berlin, le peuple se porta en foule devant le palais. Une scène intéressante se produisit alors aux yeux des masses consternées : vers midi et demi, une petite voiture de voyage arrivait rapidement sur la place, et se frayait avec peine un passage au milieu de la foule compacte. L'empereur Nicolas en descendit suivi d'un seul aide-de-camp, et fut reçu par ses beaux-frères au haut de l'escalier du palais. Conduit près du lit du royal mourant, qui avait perdu l'usage de la parole, il s'agenouilla et baisa la main déjà inerte du vieux compagnon d'armes de son frère Alexandre. C'était en quelque sorte le représentant de toute une époque historique qui descendait ainsi dans la tombe. Le roi s'éteignit bientôt sans souffrances apparentes, et son fils voulut lui fermer les yeux. Frédéric-Guillaume III avait atteint sa soixante-dixième année. Son règne avait duré quarante-trois ans.

Le nouveau roi de Prusse se montra dans la soirée au balcon de son palais. La prestation de serment des ministres eut lieu presque aussitôt, et les troupes de la garnison jurèrent également, sur leurs drapeaux déployés, fidélité à Frédéric-Guillaume IV.

Agé d'environ quarante-cinq ans lors de son avènement au trône, ce prince se voyait en présence d'une tâche difficile. Il allait, en effet, avoir



à combattre bien des exigences, à calmer bien des passions pour rendre à sa patrie le repos intérieur dont le résultat est tout à la fois d'inspirer la confiance au dedans et le respect au dehors.

Quant à la Russie, toujours sourdement hostile au gouvernement de 1830, elle s'était momentanément trouvée vis-à-vis de la Grande-Bretagne dans une situation délicate : le brick le *Vixen* ayant été expédié de Constantinople par des armateurs anglais dans le but de porter sur les côtes de Circassie une cargaison composée en grande partie de poudre à canon, ce navire avait été capturé par la croisière russe, et le gouvernement impérial n'avait pas hésité, malgré les réclamations anglaises, à transmettre à l'amirauté de la Mer Noire l'ordre de confisquer le *Vixen*, dont la cargaison était déclarée de bonne prise. Le *Journal de Saint-Petersbourg* publiait en même temps un vigoureux manifeste dans lequel la Russie déclarait fièrement que « le littoral de la Mer Noire, depuis l'embouchure du Kouban jusqu'au fort de Saint-Nicolas inclusivement, ayant été placé sous la domination de l'empire russe en vertu de l'article 4 du traité d'Andrinople, une des premières mesures arrêtées par le gouvernement impérial avait été de fonder des établissements de douane et de quarantaine dans les ports d'Anapa et de Redout-Kalé, ouverts l'un et l'autre au commerce

régulier de toutes les nations, et que toute tentative des navigateurs étrangers pour se mettre en communication avec tous autres points du littoral serait considérée comme constituant un délit de contrebande devant soumettre ses auteurs à la responsabilité légale qu'entraîne un commerce illicite et clandestin. » La prépondérance de la Russie en Orient ne pouvait, on le conçoit, que gagner à l'incident qui provoquait une semblable attitude.

Mais la note du 27 juillet 1839, en substituant au protectorat de la Russie l'appui collectif des grandes puissances, vint modifier, sinon détruire radicalement, les conséquences que devait entraîner le traité d'Unkiar-Skelessi. M. de Brunow fut envoyé à Londres, et, suivant l'esprit de ses instructions, s'efforça tout d'abord de faire sanctionner par l'Europe la situation exceptionnelle que le traité avait faite à la Russie en insistant pour que, dans le cas d'une guerre nécessitée par l'attitude du pacha vis-à-vis de la Porte ottomane, la flotte russe pût seule pénétrer dans le Bosphore, tandis que l'Angleterre et la France agiraient sur les côtes de Syrie. Cette prétention fut repoussée par la France, et le cabinet de Londres partagea sur ce point l'opinion de celui des Tuileries.

Le gouvernement russe transigea donc. Mais les événements marchaient vite : la bataille de Nézib

avait mis en relief toute la puissance de Méhémet-Ali et prouvé à la Russie que le pacha d'Égypte était trop fort pour jouer le rôle qu'elle lui avait assigné dans les prévisions de son habile politique. Désormais il était certain que Méhémet-Ali pouvait non plus seulement ébranler, mais renverser le trône du sultan, et dès lors l'intérêt de la Russie ne la séparait plus de celui de l'Angleterre dans la question d'Orient. Un résultat auquel l'empereur Nicolas n'était point insensible pouvait être obtenu en cette circonstance : le gouvernement constitutionnel du roi Louis-Philippe devait être isolé avec un certain éclat si l'Angleterre et la Russie s'unissaient à l'Autriche et à la Prusse pour signer un nouveau traité de quadruple alliance dirigé cette fois contre l'influence française. En dépit des incidents antérieurs, la Russie n'hésita donc pas à entrer dans cette ligue qui pouvait amener en Europe une conflagration générale, et à signer le célèbre traité du 15 juillet 1840. Seulement, suivant les termes de l'article 2 de ce traité, elle demeura simple spectatrice des événements militaires qui allaient s'accomplir en Syrie.

Mais par quelle surprise ce traité du 15 juillet fut-il signé à Londres à l'insu du gouvernement français, de telle sorte, par exemple, que M. Guizot, notre ambassadeur put écrire à la date du 14 : « on nous présentera de nouvelles propositions ;

nous avons du temps » lui qui, trois mois auparavant, prévenait M. Thiers en ces termes : « Il se peut que les choses se précipitent et que la France soit bientôt obligée de prendre un parti. Je dis que, si nous ne faisons pas la tentative d'amener entre nous et l'Angleterre, sur la question de Syrie, une transaction dont le pacha doit se contenter, il faut s'attendre à l'arrangement à quatre et s'y tenir préparé. » Et plus tard, à la date du 24 juin : « Je ne vous réponds pas qu'une conclusion soudaine à quatre soit impossible. Nous pouvons être d'un moment à l'autre placés dans cette alternative : l'Égypte héréditairement, la Syrie viagèrement, moyennant la cession des villes saintes, de Candie et d'Adana par un arrangement à cinq, ou bien la Syrie retirée au pacha par un arrangement à quatre et par voie de coercition, s'il y a lieu. »

C'est que dans les derniers temps, M. Guizot qui suivait pas à pas et avec un soin pour ainsi dire minutieux, les phases de la politique intérieure en Angleterre, croyait à la chute imminente du cabinet Whig et à l'avènement des Torys. c'est que notre ambassadeur à Londres, trompé par les dépêches aussi bien que par la distance, attribuait une importance trop décisive aux actives démarches par lesquelles le gouvernement français s'efforçait d'amener une transaction directe entre le sultan et le pacha. Ainsi, M. Thiers lui écrivait : « J'ai reçu de

M. Cochelet la nouvelle relative à l'arrangement direct; il importe de ne pas la faire connaître à Londres, pour que les Anglais n'empêchent pas cet arrangement. La nouvelle sera bientôt répandue, mais elle ne le sera pas avant huit jours. Dans l'intervalle, les Anglais ne pourront rien faire, et nous sommes sûrs qu'ils arriveront trop tard s'ils veulent écrire à Constantinople. Vous vous servirez de cette nouvelle pour empêcher une solution, » et, d'un autre côté, le sultan, habilement circonvenu par M. de Pontois, venait de déclarer qu'il n'entendait pas prendre part aux mesures coercitives qui pourraient être adoptées contre Méhémet-Ali, accompagnant cette déclaration de la destitution de Khosrew-Pacha, ennemi personnel du pacha d'Égypte.

Mis en confiance par une telle mesure, Méhémet-Ali s'était empressé d'envoyer à Constantinople Samy-Bey, son secrétaire intime, pour complimenter le sultan sur la naissance d'une princesse et pour proposer la restitution immédiate de la flotte turque.

Mais un incident évidemment provoqué par les intrigues anglaises, était venu tout à coup empêcher la transaction rêvée par la France : une insurrection des chrétiens et des Druses fomentée par les agents de l'Angleterre, avait éclaté dans le Liban contre l'autorité de Méhémet-Ali, représentée par l'émir Beschir plus ou moins compromis lui-

même dans ces sourdes menées. Elle éclatait à propos, car le pacha d'Égypte venait précisément d'ordonner à l'émir de reprendre tous les fusils confiés aux chrétiens de la montagne afin d'armer ses nouvelles recrues égyptiennes. Cette insurrection, secrètement mais puissamment secondée par M. Wood, consul anglais, à Beyrouth, s'étendit assez rapidement pour que Méhémet-Ali, après avoir employé les voies de la persuasion, ordonnât bientôt à Osman-Pacha de la réduire par la force. Vingt mille Égyptiens occupèrent les montagnes du Liban et soumirent facilement des populations abusées. Mais l'insurrection hostile au gouvernement d'Égypte avait manifesté de vives sympathies pour l'autorité du sultan, et ce fait, grossi à Constantinople, suffisait pour renouveler l'antagonisme que la France avait récemment cherché à combattre dans le double intérêt de son influence et de la paix.

Nous venons de voir que la révolte de Syrie avait été provoquée par des agents anglais : nous savons bien qu'un mois plus tard, le 6 août, lord Palmerston disait à la Chambre des Communes : « Quelles que soient les causes de la révolte de Syrie, les habitants n'ont été soulevés ni à l'instigation des autorités anglaises, ni par des officiers anglais. » Mais, le 29 juin 1840, lord Ponsonby, ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, écrivait : « J'ai cru de mon devoir d'envoyer en Syrie

M. Wood, mon drogman, qui a des relations personnelles avec la plupart des chefs du Liban. » Et ce même M. Wood lui adressait la note suivante, datée de la rade de Beyrouth, le 3 juillet 1840 : « Je me suis déterminé à ne pas prendre terre à Beyrouth, où je serais exposé à des insultes et d'où l'on m'empêcherait peut-être plus tard de sortir. » Premières appréhensions d'une mauvaise conscience surmontées ensuite dans l'intérêt de l'influence britannique. Mais M. Wood écrivait encore à lord Ponsonby, le 24 juillet 1840 : « Les Druses sont dans la situation la plus désespérée, ils implorent chaque jour notre assistance, et promettent que si nous leur en donnons les moyens, ils se lèveront jusqu'au dernier homme. Tout ce qu'ils demandent ce sont des munitions et des armes... Il n'y a jamais eu peut-être un moment plus favorable pour séparer la Syrie de l'Égypte et pour accomplir les vues politiques de lord Palmerston relativement à Méhémet-Ali, sans grands sacrifices de notre part. » Mais, enfin, nous trouvons le passage suivant dans une dépêche de lord Palmerston à lord Ponsonby, en date du 12 décembre 1840 : « Je saisis cette occasion de rappeler à Son Excellence que, comme les Syriens ont été déterminés par les autorités anglaises à prendre les armes pour le sultan et à se déclarer en sa faveur, c'est un devoir particulier pour le gouvernement anglais de ne rien négliger

dans le but de décider la Porte à prendre à l'avenir, relativement à l'administration de la Syrie, des arrangements qui puissent mettre les Syriens à l'abri de l'oppression et satisfaire leurs justes désirs. »

Ce qui prouve surabondamment que lorsque lord Palmerston se plaignait de la duplicité du gouvernement français qui cherchait à amener secrètement un arrangement direct entre le sultan et le pacha d'Égypte, et quand il s'efforçait de légitimer ainsi la signature du traité du 15 juillet, il savait très-bien que ce reproche de déloyauté politique il l'avait encouru lui-même bien plutôt que le gouvernement français.

Le traité du 15 juillet fut donc signé à quatre par les plénipotentiaires Palmerston, pour la Grande-Bretagne, Nieumann pour l'Autriche, Bulow pour la Prusse, Brunow pour la Russie. Cet acte célèbre posait les conditions suivantes à Méhémet-Ali en forme d'*ultimatum* :

- 1° L'administration héréditaire du pachalick d'Égypte et viagèrement celle du pachalick d'Acre;
- 2° le commandement de la forteresse de Saint-Jean-d'Acre et de la partie méridionale de la Syrie;
- 3° le retrait immédiat des troupes égyptiennes de l'Arabie, des villes saintes, de l'île de Candie et du district d'Adana. Un premier délai de dix jours laissait subsister la proposition dans toute son inté-



grité; un second délai de même durée enlevait le pachalick d'Acre au vice-roi, et, les derniers dix jours expirés, l'Égypte elle-même lui était ravie. Le pacha devait, dans tous les cas, restituer au sultan la flotte ottomane.

Le 17 juillet 1840, lord Palmerston fait prier M. Guizot de passer au département des affaires étrangères : écoutons l'ambassadeur lui-même racontant cette entrevue dans la dépêche qu'il envoya de suite à Paris, et qui est datée de ce même jour. « Lord Palmerston m'a écrit qu'il désirait s'entretenir avec moi; je me suis donc rendu au *Foreign-Office*. Lord Palmerston, engageant aussitôt la conversation, m'a dit que, pressé par les événements, le cabinet anglais venait d'arrêter sa résolution sur la question d'Orient. Il a ajouté que, voulant me faire à cet égard une communication détaillée, il avait cru devoir l'écrire d'avance et qu'il allait m'en donner lecture... » J'ai écouté jusqu'au bout lord Palmerston sans l'interrompre. Prenant ensuite de ses mains le papier qu'il venait de lire, je lui dis : « Sur le fond même de la résolution, je n'ajouterai rien à ce que je vous ai exposé précédemment. Je ne discuterai pas en ce moment, n'ayant entendu qu'une seule lecture faite en courant; mais, cependant, quelques points m'ont principalement frappé, sur lesquels je vais vous dire mon sentiment. » Aussitôt j'ai relu le passage

où il est expliqué qu'on avait tenté de s'entendre avec la France et que la France s'était refusée à un accord. « Sans doute, ai-je dit à lord Palmerston, vous faites ici allusion à l'arrangement qui aurait eu pour base l'abandon au pacha du pachalick de Saint-Jean-d'Acre, y compris la forteresse. Vous assurez que c'est là ce que nous avons refusé. Je vous réponds que je conteste formellement cette assertion, jamais ces idées n'ont été émises officiellement; elles ont pu apparaître dans des conversations comme bien d'autres hypothèses, mais elles n'ont jamais eu le caractère de propositions que nous ayons eu sujet d'accepter ou de refuser. Nous avons dit que le gouvernement français ne se ferait à coup sûr le champion armé de personne et ne compromettrait jamais, pour le seul intérêt du pacha, la paix et les intérêts de la France; mais, si les mesures des puissances avaient ce caractère ou cette conséquence que l'équilibre des États européens en fût altéré, le gouvernement français n'y consentirait jamais. Il verrait ce qu'il lui conviendrait de faire, et il gardera toujours à cet égard sa pleine liberté. » J'ai fait encore sur diverses expressions du *memorandum* quelques observations, puis j'ai ajouté ceci sans aucunement engager la discussion du fond: « La question de quelques pachalicks de plus ou de moins pour Méhémet-Ali ne valait pas à nos yeux les chances

de la guerre. Vous en avez jugé autrement; si vous vous trompez, nous n'en partagerons pas la responsabilité; nous ferons tout notre possible pour surmonter les difficultés, les périls peut-être que pourra amener la nouvelle situation faite par le traité que vous venez de conclure.» Et M. Guizot, se retirant avec une dignité un peu hautaine, transmit aussitôt au cabinet des Tuileries la communication dont il était encore tout ému.

Sa dépêche accompagnée d'une copie du traité arriva le 19 à Paris. Le conseil des ministres tint d'abord la nouvelle secrète afin de se donner le temps d'adopter un parti. M. Thiers était consterné, le roi Louis-Philippe furieux. Les bruyants éclats de sa colère retentissant dans les galeries du palais, la reine, comme cela arrivait quelquefois, prit soin de faire fermer les portes des appartements. « Eh quoi ! disait-il, c'est moi qui, depuis dix ans, sers de digue au torrent révolutionnaire, cela aux dépens de ma popularité, de mon repos, souvent au péril de ma vie. Ils me doivent la paix de l'Europe, la sécurité de leurs trônes, et c'est ainsi qu'ils reconnaissent les services que je leur ai rendus. Les insensés ! ils veulent donc me faire mettre le bonnet rouge ! » Le conseil des ministres se déclarant pour ainsi dire en permanence, adopta une série de mesures qui toutes attestaient des préoccupations belliqueuses et furent approuvées par le

roi. C'était d'abord l'augmentation immédiate de l'effectif de l'armée ; l'exécution du plan adopté pour fortifier Paris, puis l'accroissement des forces navales de la France dans la Méditerranée, et enfin l'ouverture par ordonnance, sous la responsabilité des ministres, d'un crédit de cent millions de francs destiné à couvrir ces dépenses extraordinaires.

Ces diverses mesures indiquaient, nous venons de le dire, les pensées de guerre qui étaient, en réalité, le contre-coup de l'étrange façon d'agir des quatre puissances à l'égard du gouvernement français. Plus tard ces premières impressions devaient singulièrement se modifier, mais alors Louis-Philippe, s'y associant tout entier, approuvait très-nettement les résolutions de son ministère, particulièrement le commencement d'exécution de ces forts détachés autour de Paris qui, dans sa pensée, n'étaient pas uniquement destinés à repousser une invasion peu probable de l'étranger, et, s'ils ne devaient jamais servir à comprimer Paris, pouvaient du moins, dans un moment de crise, servir de boulevards à la dynastie de 1830. Habiles prévisions rendues inutiles par la destinée comme tout ce qui procède de la sagesse humaine !

Le cabinet en était à rechercher, tâche difficile comme on le verra, les moyens de réaliser les mesures belliqueuses qu'il avait adoptées, peut-

\*

être avec le secret espoir que cette ferme attitude arrêterait les quatre puissances coalisées dans l'exécution du traité du 15 juillet, et l'opinion le suivait sur ce terrain de fière résistance sans distinction de partis et de drapeau, lorsque l'attention publique fut détournée de ces graves préoccupations par un incident aussi improbable qu'imprévu.

#### IV

Le prince Louis-Napoléon s'était, nous l'avons dit, retiré en Angleterre après le conflit provoqué par sa présence en Suisse. Il avait fixé sa résidence à Londres et là s'étaient groupés les amis vrais ou faux qui tous venaient également autour de lui faire parade d'un inaltérable dévouement à sa fortune. Le courage du prince ne semblait point amoindri par l'insuccès. Sa confiance en son étoile était toujours aussi énergique. Les espérances qui le berçaient, soigneusement entretenues d'ailleurs par certains agents secrets de la haute police de Louis-Philippe, avaient conservé tout leur prestige. La cour des Tuileries savait jour par jour, pour ainsi dire heure par heure, ce que disait ou faisait Louis-Napoléon, et, pour se débarrasser de ce prétendant

convaincu du triomphe futur de ses idées, de cet incommode voisin toujours prêt à jeter le nom le plus glorieux du siècle dans la mêlée d'une insurrection, elle était très-disposée à lui tendre des pièges, à l'attirer sur le sol français afin de s'emparer de sa personne. Le prince alla lui-même au devant de ses désirs.

Déjà, deux mois auparavant, il avait profité d'une occasion toute fortuite pour livrer de nouveau son nom à la publicité : le général Bertrand ayant cru devoir déposer entre les mains de Louis-Philippe l'épée de l'empereur Napoléon, au moment où l'imagination publique était vivement frappée du prochain retour des cendres du grand homme, ce dépôt avait eu un certain retentissement. Le prince protesta, le 9 juin 1840, dans une lettre datée de Londres et qui renfermait ce passage alors fort remarqué : « En remettant les armes du chef de ma famille au roi Louis-Philippe, le général Bertrand a été victime d'une déplorable illusion. L'épée d'Austerlitz ne doit pas rester dans les mains ennemies ; il faut qu'au jour du danger elle brille pour la gloire de la France. Qu'on nous laisse dans l'exil, qu'on garde nos biens, qu'on ne se montre généreux qu'envers Napoléon mort, nous nous résignons à notre sort tant que notre honneur restera intact. Mais priver les héritiers de l'Empereur du seul héritage que le sort leur ait

laissé, donner à un heureux de Waterloo les armes du vaincu, c'est trahir le plus sacré des devoirs et imposer aux opprimés l'obligation de dire un jour aux oppresseurs : Rendez-nous ce que vous avez usurpé ! » Le prince soutenait également à Paris deux journaux bonapartistes : le *Capitole* dirigé dans le principe par M. de Crouy-Chanel, et le *Journal du Commerce* d'une nuance moins tranchée, journaux sans public mais qui cherchaient habilement à s'insinuer. Quelques affidés répandaient en même temps dans les casernes une brochure intitulée *Lettres de Londres* et rédigée sous les yeux du prince ; mais il faut le dire, pour demeurer sévèrement, impartialement dans la vérité historique, il n'existait point alors en France de parti bonapartiste. La tentative de Strasbourg qui aurait pu, malgré son dénouement, donner de l'importance, de l'homogénéité aux sympathies individuelles disséminées dans le pays, n'avait pas eu ce résultat. Il a fallu les calamités politiques de toute nature que la révolution de février 1848 a répandues sur la France, il a fallu l'impérieux besoin d'une direction anti-socialiste, d'un gouvernement de salut public pour créer dans la bourgeoisie et au sein des masses ce parti bonapartiste auquel Louis-Napoléon faisait alors de vains appels.

Et cependant, trompé par son entourage, guidé par cette voix intérieure de la destinée à laquelle

tous les hommes obéissent, le prince était sur le point de réaliser une tentative nouvelle bien plus audacieuse, bien moins rationnelle que son aînée. Il est certain, du reste, que s'il eût pu compter sérieusement sur un concours important des soldats et du peuple au moment de l'exécution du nouveau plan qu'il avait formé, ce moment n'était pas mal choisi pour un pareil essai. La translation des restes de l'empereur Napoléon et l'enthousiasme avec lequel la nouvelle de cette mesure avait été accueillie dans les masses, la phrase du rapport de M. de Rémusat « il fut empereur et roi ; il fut le souverain légitime de notre pays », la déplorable situation faite à la France par le traité du 15 juillet et l'humiliation que l'Angleterre nous infligeait alors, humiliation si vivement ressentie par la nation entière, tout cela réuni pouvait contribuer moralement au succès d'une entreprise qui aurait eu d'ailleurs de sérieuses chances de réussite. Dans les circonstances données, cet ensemble favorable de détails ne pouvait qu'ajouter aux illusions du prince.

Sur quelles indications, d'après quelles données se lançait-il, en effet, dans cette aventure nouvelle ? Par un hasard singulier, plusieurs des régiments qui ne s'étaient point montrés hostiles à Strasbourg faisaient partie de la division du nord et tenaient garnison dans des villes du littoral.



Les agents du prince avaient quelques intelligences dans ces régiments. Deux compagnies du 42<sup>e</sup> de ligne se trouvaient en ce moment à Boulogne-sur-Mer, et précisément M. Aladenize, lieutenant au 42<sup>e</sup>, était un des conspirateurs les plus dévoués à la cause bonapartiste. A Lille, à Saint-Omer, on avait noué quelques intrigues. Des officiers de tout grade, mais en nombre assez restreint, avaient promis leur adhésion immédiate si un noyau se formait, et en cas de réussite; hommes prudents qui savaient ainsi tout ménager, l'intérêt du moment comme celui de l'avenir. Il est certain maintenant que le maréchal Clausel, que le général Duchant, commandant à Vincennes, étaient engagés de cette façon; le prince croyait pouvoir compter sur le concours du général Magnan, et voici ce qui était arrivé relativement à cet officier qui commandait alors la division du nord : M. le Duff de Mésonan, ancien chef d'escadron d'état-major et chaud partisan de Louis-Napoléon, s'était présenté à Lille chez le général Magnan avec lequel il avait eu d'anciennes relations. Quelques jours après cette première entrevue, il avait remis au général les *Lettres de Londres* et plus tard encore lui avait donné connaissance d'une lettre du prince dont voici le début : « Mon cher commandant, il est important que vous voyiez de suite le général en question; vous savez que c'est un homme

d'exécution et que j'ai noté comme devant être un jour maréchal de France. Vous lui offrirez cent mille francs de ma part, et trois cent mille francs que je déposerai chez un banquier à son choix, à Paris, dans le cas où il viendrait à perdre son commandement. » Le général Magnan n'accepta pas, comme il l'a dit ensuite devant la Cour des Pairs, l'offre du prince dans les termes où elle était faite ; toutefois son interlocuteur emporta de lui des paroles de concours pour le cas où l'expédition bonapartiste aurait un commencement de succès.

Baser une entreprise semblable sur des données aussi incertaines était un acte bien téméraire ; mais l'entourage du prince, et surtout les agents secrets de Louis-Philippe, présentant les choses d'une façon toute mensongère, poussaient vivement à un dénouement trop facile à prévoir. Nous avons dit, en racontant la tentative de Strasbourg, que les espérances qui avaient enfanté le complot étaient parfaitement explicables, parce qu'il y avait là une demi-réalité ; mais, trois ans seulement après l'insuccès de Strasbourg, en présence de la froideur des masses, sentiment si difficile à vaincre, avec la rude expérience de l'hostilité des classes bourgeoises et presque sans aucunes chances matérielles de réussite, la tentative de Boulogne est d'une étonnante hardiesse.

Nous nous trompons : elle s'explique comme son aînée par la force impulsive d'une étrange et impérieuse destinée.

Le prince avait rassemblé toutes les ressources pécuniaires dont il pouvait disposer alors, et ses amis étaient parvenus à négocier un emprunt destiné à compléter la somme relativement considérable que devait exiger l'expédition projetée. La reine Hortense avait adressé au gouvernement hollandais une réclamation relative à une reprise de douze cent mille francs, et, comme transaction, six cent mille francs avaient été remis entre les mains du prince au mois de juillet 1840. Quant à l'emprunt, deux des conjurés s'étaient abouchés avec un certain M. Smith, employé à la trésorerie de Londres, lequel, entraîné dans des spéculations déplorables, ne savait plus comment se tirer de la situation périlleuse qu'il s'était faite. Cet homme s'entendit avec quelques capitalistes de la Cité, et prit l'engagement de réunir les fonds dont le prince avait besoin pour son entreprise, à la seule condition que la date précise de l'expédition lui serait confiée. Son projet était de tenter avec les spéculateurs qui se cotisaient, pour rassembler les fonds de l'emprunt, une grande opération à la baisse sur toutes les places de l'Europe. Cette attaque dirigée contre le gouvernement de Louis-Philippe lui semblait de nature, en supposant

même qu'elle ne fût pas couronnée de succès, à produire une grande sensation dans toutes les capitales du continent. Ces combinaisons devaient être trompées par la façon si rapide dont la tentative échoua.

Le prince fit louer par un tiers, moyennant cent livres sterling par semaine, et sous le prétexte d'une partie de plaisir en mer, le bateau à vapeur l'*Edinburgh Castle*, sur lequel on transporta, dans la soirée du 4 août, des armes, des uniformes, une voiture, des chevaux, des bagages de toute sorte et jusqu'à un aigle apprivoisé, emblème vivant dont la vue plaisait au prétendant impérial et auquel il voulait rendre la liberté en abordant cette terre de France vers laquelle tendaient tous ses vœux comme toutes ses pensées. Louis-Napoléon s'embarqua lui-même dans la matinée du 5. Ses partisans s'étaient divisés en plusieurs groupes que le bâtiment devait prendre successivement sur plusieurs points désignés à l'avance des rives de la Tamise. Tout se passa sans incident et comme on l'avait prévu; mais, arrivé en pleine mer, le bâtiment eut à lutter contre un gros temps qui retarda sa marche. La nuit vint, et ce ne fut que le 6 août à trois heures du matin qu'on aperçut les côtes de France. Le prince avait, durant la traversée, rassemblé tous les conjurés pour leur donner connaissance des divers décrets et proclamations qu'il

avait préparés à l'avance ; comme à Strasbourg les proclamations s'adressaient séparément au peuple et à l'armée. C'était le même esprit, c'était presque la même forme, et cette forme devait, à onze ans de distance, se retrouver dans les proclamations du 2 décembre <sup>1</sup>.

Parmi les décrets l'un des plus curieux était ainsi conçu : « Le prince Napoléon, au nom du peuple français, décrète ce qui suit : la dynastie des Bourbons d'Orléans a cessé de régner. Le peuple français est rentré dans ses droits. Les troupes sont déliées du serment de fidélité. La Chambre des Pairs et la Chambre des Députés sont dissoutes. Un congrès national sera convoqué dès l'arrivée du prince Napoléon à Paris. M. Thiers, président du conseil, est nommé à Paris président du gouvernement provisoire. Le maréchal Clausel est nommé commandant en chef des troupes rassemblées à Paris. Le général Pajol conserve le commandement de la première division militaire. Tous les chefs de corps qui ne se conformeront pas sur-le-champ à ces ordres seront remplacés. Tous les officiers, sous-officiers et soldats qui montreront énergiquement leur sympathie pour la cause nationale seront récompensés d'une manière éclatante au nom de la patrie. Dieu protège la France ! »

1. Voir les notes et documents historiques.

Nous n'avons pas besoin de dire que le nom de M. Thiers, mentionné dans ce décret, n'impliquait en rien sa participation aux projets du prince Louis-Napoléon. La suite a bien prouvé que le président du cabinet du 1<sup>er</sup> mars, malgré son goût pour les souvenirs du premier empire, n'était point disposé à favoriser les desseins politiques du neveu de l'Empereur. Des trois personnages indiqués dans le décret, le maréchal Clausel était le seul sur le concours duquel le prince pût sérieusement compter ; mais il y avait de l'habileté à jeter en pâture à la curiosité publique les noms de trois hommes connus, puisqu'ils semblaient de la sorte participer au complot, et que leur notoriété ne pouvait que le populariser.

Vers quatre heures du matin, le 6 août, le bâtiment s'approcha de la côte de Wimereux, distant d'environ trois quarts de lieue de la ville de Boulogne, et tous les conjurés furent successivement amenés sur la plage par le canot de l'*Edinburgh Castle* ; ils étaient au nombre de vingt-trois, et quatre autres, parmi lesquels se trouvait le lieutenant Aladenize, les attendaient sur le rivage, première déception de cette journée pour le prince qui espérait apercevoir en débarquant trois cents hommes rangés en bataille.

On se reconnut ; on échangea quelques paroles ; la troupe se groupait autour d'un drapeau surmonté

d'un aigle et allait se mettre en marche lorsque trois ou quatre douaniers accoururent. On les entourra, et, tout en leur expliquant qu'il ne s'agissait point d'une affaire de contrebande, on les entraîna vers Boulogne. Un poste placé à l'entrée de la ville prit les armes en apercevant les conjurés ; il était gardé par des soldats du 42<sup>e</sup> que le lieutenant Aladenize s'efforça vainement de gagner à la cause du prince dont ils refusèrent de suivre le cortège.

On s'avance rapidement alors vers la caserne de Boulogne (il était environ cinq heures du matin), et dans la cour de cette caserne la scène de Strasbourg se renouvelle. Le lieutenant Aladenize ayant fait battre le tambour, les sous-officiers et soldats descendent de leur chambre. D'après ses ordres, ils se rangent en bataille. Le prince se présente alors, il se fait connaître, et, dans une courte harangue, exhorte chaleureusement les soldats à suivre sa fortune. Des cris de vive Napoléon se font entendre ; mais l'étonnement semble l'emporter sur l'enthousiasme. En ce moment quelques officiers du 42<sup>e</sup> paraissent à l'entrée de la caserne ; ils s'avancent en écartant les conjurés. Le capitaine Col-Puygellier est à leur tête. « Capitaine, lui dit M. de Mésonan, soyez des nôtres et votre fortune est faite. » Cependant le capitaine a mis le sabre à la main et veut faire entendre un commandement. Les conjurés l'entourent, le pressent en criant :

« Vive Louis-Napoléon ! » Mais où donc est-il ? demande M. Puygellier. « Me voici, dit le prince ; joignez-vous à nous, et ce que vous désirerez vous sera accordé. — Non ! je ne vois en vous qu'un conspirateur, reprend le capitaine, sortez de la caserne ! » Des armes sont dirigées contre lui : « Assassinez-moi ! s'écrie-t-il avec force, j'aurai fait mon devoir ! » Le lieutenant Aladenize s'élance vers son chef, l'entoure de ses bras en disant : « Ne tirez pas sur le capitaine, je répons de sa vie ! » Les sous-officiers du 42<sup>e</sup>, sortant alors de leur torpeur, s'avancent et dégagent M. Puygellier qui leur crie : « On vous trompe ; vive Louis-Philippe ! vive le roi ! » Il fait mine en ce moment de marcher sur le prince en lui réitérant l'ordre de sortir de la caserne. Louis-Napoléon lève par un mouvement involontaire son bras qui tenait un pistolet tout armé. Le coup part et la balle atteint un grenadier au visage. L'émotion de cette scène a redoublé. Les soldats du 42<sup>e</sup> se regardent consternés en voyant tomber un des leurs, et le prince, se souvenant peut-être de la leçon de Strasbourg, s'empresse de sortir avec les siens de l'enceinte de cette caserne où sa voix n'a pas trouvé d'écho.

Mais que va-t-il faire ? où portera-t-il ses pas ? Il veut marcher sur la haute ville et prend, en effet, cette direction. Malheureusement les portes en sont fermées, et les conjurés essaient en vain de



les briser à coups de hache. Alors on presse Louis-Napoléon de regagner le bateau à vapeur ; il en est temps encore. Il refuse de s'éloigner et désire au contraire se diriger vers la colonne élevée à la gloire de la grande armée dans l'ancien emplacement du camp de Boulogne. « Mort ou vivant , dit-il , je veux rester sur le sol français ! » Il arrive au pied de la colonne suivi de sa petite troupe. Un des conjurés, M. Lombard, pénètre dans l'intérieur du monument pour faire flotter au sommet le drapeau dont il est porteur. Mais déjà les gardes nationaux, les gendarmes, la troupe de ligne, gravissent le plateau. Avertis et excités par le sous-préfet, ils sont en vue. La position n'est plus tenable pour le prince et ses amis. Louis-Napoléon déclare qu'il essuiera le feu sans y répondre et qu'il tombera aux pieds de la colonne. Les conjurés l'entraînent ; ils descendent rapidement les falaises et courent au rivage ; là ils n'aperçoivent ni l'*Edinburgh Castle*, ni le canot qui les a amenés. Une barque se trouve à sec sur la plage ; ils s'en emparent, la traînent jusqu'à la mer avec les plus grands efforts et s'y précipitent tous ensemble. Mais, au même instant, les gardes nationaux font une décharge sur les fugitifs du haut de la falaise. M. Faure, ancien sous-intendant militaire, est tué ainsi qu'un Polonais, le comte Dunin ; le colonel Voisin est blessé. Les corps en tombant font cha-

virer la barque et les conjurés se débattent dans les flots. Le prince cherche vainement, en nageant, à gagner la haute mer. Le feu cesse, et des embarcations montées par des gendarmes et des soldats recueillent successivement tous les fugitifs.

Louis-Napoléon fut, ainsi que le colonel Vaudrey, conduit sous bonne garde au château de Boulogne. Il n'y devait pas séjourner longtemps. Le gouvernement, instruit par le télégraphe de cette tentative nouvelle, avait décidé que le prince serait, ainsi que ses complices, jugé par la Cour des Pairs. Un détachement de la garde municipale de Paris fut envoyé à Boulogne pour escorter, pendant la route, le prétendant impérial. On le conduisit d'abord au fort de Ham et ensuite à Paris où il fut enfermé à la Conciergerie dans la cellule qu'avait habité Fieschi, déplorable coïncidence sur laquelle, après la publication d'une lettre du comte de Saint-Leu, père de Louis-Napoléon, lettre dans laquelle le fait était mentionné, le gouvernement crut devoir donner des explications.

Ce fut le 12 août 1840 que le prince fut écroué à la Conciergerie. Le 28 septembre il comparissait devant la Cour des Pairs avec ses co-accusés. Ces derniers étaient au nombre de vingt. Nous rappellerons tout à l'heure leurs noms en mentionnant les peines auxquelles ils furent condamnés. Le

prince avait demandé à MM. Berryer et Ferdinand Barrot de l'assister comme avocats. Mais le premier, tout en acceptant la noble tâche qu'on lui confiait, eut soin de faire ses réserves politiques.

Louis-Napoléon portant sur son frac boutonné la plaque de Grand-Aigle de la Légion d'honneur, distinction qui lui avait été conférée au berceau en sa qualité de prince de la maison impériale, parut devant la Cour des Pairs dans cette attitude froidement impassible qui lui était habituelle. Il demanda la parole avant que les interrogatoires commençassent, et le chancelier Pasquier, président de la Cour, la lui ayant accordée, il lut un discours ainsi conçu :

« Pour la première fois de ma vie il m'est enfin permis d'élever la voix en France et de parler librement à des Français.

« Malgré les gardes qui m'entourent, malgré les accusations que je viens d'entendre, plein des souvenirs de ma première enfance, en me trouvant dans les murs du sénat, au milieu de vous que je connais, Messieurs, je ne peux croire que vous ayez ici l'espoir d'entendre une justification, ni que vous puissiez être mes juges. Une occasion m'est offerte d'expliquer à mes concitoyens ma conduite, mes intentions, mes projets, ce que je pense, ce que je veux.

« Sans orgueil comme sans faiblesse, si je rap-

pelle les droits déposés par la nation dans les mains de ma famille, c'est uniquement pour expliquer les devoirs que ces droits nous ont imposés à tous.

« Depuis cinquante ans que le principe de la souveraineté du peuple a été consacré en France par la plus puissante révolution qui se soit faite dans le monde, jamais la volonté nationale n'a été proclamée aussi solennellement, n'a été constatée par des suffrages aussi nombreux et aussi libres que pour l'adoption des constitutions de l'empire.

« La nation n'a jamais révoqué ce grand acte de sa souveraineté, et l'Empereur l'a dit : Tout ce qui a été fait sans elle est illégitime. Aussi gardez-vous de croire que, me laissant aller au mouvement d'une ambition personnelle, j'aie voulu tenter en France, malgré le pays, une restauration impériale. J'ai été formé par de plus hautes leçons et j'ai vécu sous de plus nobles exemples.

« Je suis né d'un père qui descendit du trône sans regret, le jour où il ne jugea plus possible de concilier avec les intérêts de la France les intérêts du peuple qu'il avait été appelé à gouverner.

« L'Empereur, mon oncle, aimait mieux abdiquer l'Empire que d'accepter, par des traités, les frontières restreintes qui devaient exposer la France à subir les dédains et les menaces que l'étranger se permet aujourd'hui ; je n'ai pas respiré un jour

dans l'oubli de tels enseignements. La proscription imméritée et cruelle qui, pendant vingt ans, a traîné ma vie des marches du trône sur lesquelles je suis né jusqu'à la prison d'où je sors en ce moment, a été impuissante à irriter comme à fatiguer mon cœur; elle n'a pu me rendre étranger un seul jour à la gloire, aux droits, aux intérêts de la France. Ma conduite, mes convictions s'expliquent.

« Lorsque, en 1830, le peuple a reconquis sa souveraineté, j'avais cru que le lendemain de la conquête serait loyal, comme la conquête elle-même, et que les destinées de la France étaient à jamais fixées. Mais le pays a fait la triste expérience des dernières années. J'ai pensé que le vote de quatre millions de citoyens qui avaient élevé ma famille nous imposait au moins le devoir de faire appel à la nation et d'interroger sa volonté. J'ai cru même que si, au sein du congrès national que je voulais convoquer, quelques prétentions pouvaient se faire entendre, j'aurais le droit d'y réveiller les souvenirs éclatants de l'Empire, d'y parler du frère aîné de l'Empereur, de cet homme vertueux qui, avant moi, en est le digne héritier, et de placer en face de la France aujourd'hui affaiblie, passée sous silence dans le congrès des rois, la France d'alors, si forte au dedans, au dehors si puissante et si respectée. La nation eût

répondu : République ou monarchie, empire ou royauté. De sa libre décision dépend la fin de nos maux, le terme de nos dissensions.

« Quant à mon entreprise, je le répète, je n'ai point eu de complice, seul j'ai tout résolu : personne n'a connu à l'avance ni mes projets, ni mes ressources, ni mes espérances. Si je suis coupable envers quelqu'un, c'est envers mes amis ; toutefois qu'ils ne m'accusent pas d'avoir abusé légèrement de courages et de dévouements comme les leurs ; ils comprendront les motifs d'honneur et de prudence qui ne me permettront pas de révéler à eux-mêmes combien étaient étendues et puissantes mes raisons d'espérer un succès.

« Un dernier mot, Messieurs, je représente devant vous un principe, une défaite, une cause. Le principe, c'est la souveraineté du peuple ; la cause, celle de l'Empire ; la défaite, Waterloo ! Le principe, vous l'avez reconnu ; la cause, vous l'avez servie ; la défaite, vous avez voulu la venger. Non, il n'y a pas de désaccord entre vous et moi, et je ne veux pas croire que je puisse être dévoué à porter la peine des défections d'autrui.

« Représentant d'une cause politique, je ne puis accepter, comme juge de mes volontés et de mes actes, une juridiction politique. Vos formes n'abusent personne dans la lutte qui s'ouvre ; il n'y a qu'un vainqueur et un vaincu. Si vous êtes

les hommes du vainqueur, je n'ai pas de justice à attendre de vous, et je ne veux pas de générosité. »

Ce discours fut écouté froidement par la Cour des Pairs. Les hommes du vainqueur, comme les appelait le prince, avaient vu passer trop de régimes politiques, pris part à trop de révolutions pour ne savoir pas comprimer les émotions que ce langage aurait pu faire naître, en supposant même qu'ils fussent tous capables de les ressentir. Ils se montrèrent moins impassibles lorsque M. Berryer leur fit entendre ces rudes paroles : « Vous faites allusion à la faiblesse des moyens, à la pauvreté de l'entreprise, au ridicule de l'espérance du succès ! Eh bien ! si le succès fait tout, vous qui êtes des hommes, qui êtes même les premiers de l'État, qui êtes les membres d'un grand corps politique, je vous dirai : Il y a un arbitre inévitable, éternel, entre tout juge et tout accusé. Avant de juger, devant cet arbitre, et à la face du pays qui entendra vos arrêts, dites, sans avoir égard à la faiblesse des moyens, le droit, les lois, la constitution devant les yeux, la main sur la conscience, devant Dieu et devant nous qui vous connaissons, dites : S'il eût réussi, s'il eût triomphé, ce droit, au nom duquel était tenté le projet de Boulogne, je l'aurais renié, j'aurais refusé toute participation à ce pouvoir, je l'aurais méconnu, je l'aurais repoussé..... Moi, j'accepte cet arbitrage

suprême, et quiconque devant Dieu, devant le pays, se lèvera et me dira : S'il eût réussi, j'aurais nié ce droit ! celui-là je l'accepte pour juge. »

Le 6 octobre, la Cour des Pairs rendit son jugement. Il condamnait le prince Louis-Napoléon à être perpétuellement détenu dans une forteresse située sur le territoire continental du royaume ; MM. le général Montholon, Fialin de Persigny, Denis Parquin, Jules Lombard à vingt ans de détention ; de Mésonan à quinze ans ; Napoléon Ornano, Théodore Forestier et le colonel Voisin à dix ans de la même peine. Le docteur Henri Conneau à cinq ans, et Étienne Laborde à deux années d'emprisonnement ; Bouffet de Montauban, Joseph Orsi, Eugène Bataille à cinq ans de détention ; le lieutenant Charles Aladenize à la déportation. Quatre accusés : Prosper Desjardins, Mathieu Galvani, Alfred d'Almbert et François Bure furent acquittés. Quant à Henri de Querelles, il était contumace.

Les débats de ce procès n'eurent point le privilège d'émouvoir l'opinion publique. L'audace irréflechie de la tentative était sévèrement jugée même dans le parti bonapartiste. Le journal *le Capitole* disait : « Nos sentiments étaient si bien connus du prince Napoléon que nous eussions été les derniers de ses amis auxquels il eût laissé pressentir ses projets. Nous le savions mal entouré, mal conseillé,



enveloppé d'influences perfides, et nous avons rempli un devoir en cherchant à l'éclairer sur sa position. Bien que des instigations funestes aient eu plus d'empire sur un esprit amoureux des hasards que les conseils de l'expérience et de l'affection, nous n'avons pas le triste courage d'être sévères en présence d'une si grande infortune... » Et la lettre du comte de Saint-Leu, père du prétendant impérial, lettre que nous avons déjà mentionnée, renfermait le passage suivant : « Con vaincu que mon fils, le seul qui me reste, est victime d'une infâme intrigue et séduit par de vils flatteurs, de faux amis et peut-être par des conseils insidieux, je ne saurais garder le silence sans manquer à mon devoir et m'exposer aux plus amers reproches. Je déclare donc que mon fils Napoléon-Louis est tombé pour la troisième fois dans un piège épouvantable, un effroyable guet-apens, puisqu'il est impossible qu'un homme, qui n'est pas dépourvu de moyens et de bon sens, se soit jeté de gaieté de cœur dans un tel précipice. S'il est coupable, les plus coupables, et les véritables, sont ceux qui l'ont séduit et égaré. » Assurément une tentative jugée de la sorte par des hommes partageant au fond les mêmes espérances n'était point destinée à passionner les masses.

Un fait apparaissait, du reste, dans toute son évidence, et ce fait, que nous avons déjà indiqué,

c'était l'active intervention de la haute police dans toute cette affaire. Les accusés en reconnaissaient parfaitement la réalité, et, détail trop curieux pour n'être pas relevé par l'historien, le plus grand nombre d'entre eux soupçonnaient M. Fialin de Persigny de les avoir trahis. Leur attitude à son égard, durant le cours des débats, ne pouvait laisser aucun doute sur ce point. Interpellé à ce sujet par un de ses avocats, que l'isolement dans lequel on affectait de tenir M. Fialin de Persigny avait vivement frappé, le prince répondit qu'il ne croyait pas à cette trahison, et, quoique son coaccusé ait vainement recherché l'honneur d'être désigné par lui pour partager sa captivité de Ham, la suite a bien prouvé que Louis-Napoléon n'avait jamais eu sur son compte la moindre pensée défavorable.

Le 6 octobre 1840, à quatre heures de l'après-midi, le prince entendit, impassible comme toujours, la lecture de la sentence portée contre lui. A minuit, une voiture sortait de la Conciergerie et l'entraînait vers le château de Ham, où désormais allaient s'écouler les meilleures années de sa jeunesse. Il y habita la chambre jadis occupée par M. de Polignac, et chercha dans l'étude l'oubli de la mauvaise fortune. On se tromperait singulièrement, du reste, si on supposait que la triste destinée qui semblait être échue en partage à Louis-Napoléon ait jamais sérieusement ému sa

pensée, abattu son courage. Cette destinée fatale, il n'y croyait pas. Pour lui, c'était une transition, et rien de plus. Il apercevait une étoile à l'horizon de sa vie, et même à travers les murs de sa prison, il en suivait la marche ascendante. Étrange et puissant allègement à un semblable malheur ! Une autre pensée le préoccupait aussi, et elle apparaît tout entière dans cette phrase d'une lettre adressée par lui à lady Blessington : « Je ne désire pas sortir des lieux où je suis, car ici je me trouve à ma place : avec le nom que je porte, il me faut l'ombre d'un cachot ou la lumière du pouvoir. » Ces tristes années de prison, consacrées à la méditation et au travail, ne furent point perdues d'ailleurs. Les caractères mûrissent dans de semblables épreuves ; l'esprit, le savoir s'y développent souvent, surtout lorsque dans l'isolement et le silence on sait combattre les idées fausses, éviter l'écueil des théories d'une séduisante générosité, mais d'une application dangereuse. « Où Votre Majesté a-t-elle donc appris toutes ces choses ? disait un diplomate étranger au captif de 1840 devenu, douze ans plus tard, empereur des Français. — A l'université de Ham, » répondit-il avec un mélancolique sourire.

## V

Le péril n'avait pas été sérieux ; l'attention du gouvernement, celle du pays, se reportèrent bientôt vers cette redoutable question d'Orient, dont les proportions semblaient grandir chaque jour. L'exclusion de la France du concert établi entre les quatre puissances, la convention du 15 juillet qui avait été la conséquence de cette attitude hautaine et hostile de l'Angleterre, cause première, cause unique du mauvais procédé dont la France dévorait impatiemment l'injure, l'oubli flagrant jusqu'à l'insolence des convenances diplomatiques, le mépris évident des relations internationales, tout cela formait un ensemble de faits qui, non-seulement était de nature à produire une sensation inexprimable dans le monde de la politique, mais paraissait devoir inévitablement amener une collision entre les grandes puissances.

Vainement lord Palmerston, effrayé après coup de sa hardiesse vis-à-vis d'un pays dont vingt-cinq années de paix avaient quintuplé la force matérielle, s'efforçait de représenter comme purement temporaire la dissidence qui s'était produite entre les cabinets de Paris et de Londres ; vainement il essayait de faire considérer le traité du 15 juillet

comme la consécration des vues primitivement émises par le gouvernement français lui-même, M. Thiers réfutait ainsi ces assertions mensongères : « On dit que l'alliance de la France et de l'Angleterre n'est pas rompue, qu'elle renaîtra après le but atteint par le traité du 15 juillet. Quand on aura poursuivi à quatre, sans nous et contre nous, un but en soi mauvais, que, du moins, nous avons cru et déclaré tel, quand on l'aura poursuivi par une alliance trop semblable à ces coalitions qui, depuis cinquante ans, ont ensanglanté l'Europe, croire qu'on retrouvera la France sans défiance, sans ressentiment d'une telle offense, c'est se faire de la fierté nationale une idée qu'elle n'a jamais donnée au monde. »

Pour sanctionner sérieusement ces paroles, M. Thiers s'était empressé de prendre les mesures militaires que nécessitait la situation. Engagements de matelots, armement de cinq frégates, construction de quatre bâtiments de guerre, commande d'armes, envoi d'officiers spéciaux pour mettre en état de défense les côtes et les frontières, achat de chevaux destinés à la cavalerie et à l'artillerie, demande d'une levée extraordinaire de cent cinquante mille hommes, tel était l'ensemble de ces mesures.

Mais, il faut bien le dire, la France, malgré le gros budget qu'elle consacrait annuellement au ministère de la guerre, était loin de pouvoir se

mettre en ligne. Plusieurs mois devaient même s'écouler avant que ses ressources militaires lui permissent d'entrer en campagne. D'un autre côté, le roi, dont l'irritation belliqueuse s'était d'abord bruyamment exhalée, commençait à réfléchir aux incalculables suites d'une levée de boucliers. Sa politique, si prudente, si sage, si débonnaire même jusqu'alors, allait-il dans un mouvement d'impatience en perdre tout à coup les fruits? Louis-Philippe ne parlait plus à cette heure de se coiffer du bonnet rouge; il hésitait, il cherchait à se faire des illusions sur les véritables intentions des puissances alliées; quelquefois il se leurrait de l'espoir qu'en présence des démonstrations guerrières de la France, ces puissances s'en tiendraient elles-mêmes à la menace et n'oseraient passer outre. Le roi rencontrait d'ailleurs dans son conseil des échos de sa propre pensée; cinq des ministres se montraient ardemment opposés à la guerre. C'étaient MM. Cousin, Vivien, l'amiral Roussin, Pelet de la Lozère et Gouin. Louis-Philippe se sentait appuyé par eux; il en était déjà, vis-à-vis de M. Thiers, aux objections indirectes.

Les faits parlaient haut cependant, et tout tendait à prouver que l'attitude de la France n'arrêterait point les puissances alliées dans l'exécution des mesures coercitives qu'elles avaient adoptées contre le pacha d'Égypte. N'avaient-elles point,

contrairement à tous les usages de la diplomatie, décidé qu'elles passeraient outre à l'exécution du traité du 15 juillet sans attendre l'échange des ratifications de ce traité? La reine Victoria, dans le discours de la couronne pour la prorogation du parlement, ne prononça pas même le nom de la France, oubli dédaigneux et affecté qui contrista singulièrement Louis-Philippe; puis vinrent les préliminaires immédiats de l'emploi de la force contre Méhémet-Ali. Un note en date du 19 août fut remise au pacha par les consuls des quatre puissances. On y remarquait ce passage significatif: « Le vice-roi est trop éclairé et connaît trop bien les ressources dont les quatre grandes puissances peuvent disposer, pour se flatter un seul instant de pouvoir par ses faibles moyens résister même à l'une ou à l'autre d'entre elles. Ce serait se bercer d'un espoir bien funeste que de compter, dans les circonstances actuelles, sur un appui de l'étranger. Qui pourrait arrêter les décisions des quatre grandes puissances? qui oserait les braver? Loin de lui être favorable, une telle intervention en sa faveur ne ferait que hâter sa perte, alors devenue certaine. Les quatre grandes puissances développeraient des forces plus que suffisantes pour combattre tout ce qui pourrait s'opposer à l'exécution de la convention. On portera là où le cas l'exigera une force suffisante pour rendre toute résistance impossible

et l'anéantir d'un seul coup. » Ce langage n'était que trop clair. Le commodore Napier commençait d'ailleurs à le traduire en faits contre lesquels M. de Pontois protestait vainement. Quant à Méhémet-Ali, les promesses indirectes et l'attitude armée de la France lui avaient fait adopter la ferme résolution de résister à la coalition européenne.

Dans ces difficiles conjonctures, M. Thiers voulut tenter un nouvel effort : il confia au comte Walewski une mission confidentielle auprès du pacha ; cette mission avait pour but de donner à Méhémet-Ali, au nom du gouvernement français qui ne pouvait lui accorder une protection plus efficace, le conseil de faire acte de soumission à son suzerain en s'engageant à lui payer un tribut annuel et en bornant ses prétentions à la possession héréditaire de l'Égypte avec la jouissance viagère de la Syrie, c'est-à-dire en renonçant à Candie, au district d'Adana et aux villes saintes. C'était appeler le sultan lui-même à réformer les décisions prises à Londres par les puissances, car ce que le pacha accordait ainsi comme concession avait été repoussé par les signataires de la convention du 15 juillet. Le succès de cette démarche du gouvernement français était donc plus que douteux.

Rifaat-Bey venait d'être envoyé par le sultan à Méhémet-Ali pour lui demander quelles étaient ses



résolutions relativement aux propositions qui lui avaient été transmises. Le premier délai fixé par le traité du 15 juillet expirait le 26 août. Dans une première réponse le pacha se montra intraitable; mais deux jours après, le 28, cédant aux conseils de M. Walewski, il fit appeler Rifaat-Bey et lui exposa les concessions qu'il jugeait convenable de faire en le chargeant de transmettre directement à la Porte l'expression de ses dispositions nouvelles à cet égard. Rifaat partit aussitôt pour Constantinople où M. Walewski le devança.

Malheureusement pour la combinaison de M. Thiers et pour le succès de la mission du comte Walewski, les ambassadeurs d'Angleterre et de Russie, avertis par leurs gouvernements, s'étaient empressés, afin d'engager irrévocablement le sultan, de lui faire publier un manifeste par lequel il déclarait que sa volonté immuable était de concéder uniquement à Méhémet-Ali la vice-royauté héréditaire de l'Égypte avec le pachalick d'Acre à titre viager. M. Thiers dut donc renoncer définitivement à l'espoir qu'il avait conçu d'amener une transaction entre Abdul-Medjid et son vassal révolté.

L'embarras du cabinet français s'accrut encore lorsqu'on apprit à Paris que les hostilités étaient entamées entre les alliés et le pacha. Le 10 septembre, l'amiral Stopford, commandant en chef de

l'escadre anglaise, les amiraux Bandiera et Walker, dirigeant les forces maritimes autrichiennes et turques, avaient rallié le commodore Napier dans les eaux de Beyrouth. Le 11, dix mille hommes environ de troupes de débarquement furent envoyés à terre et s'emparèrent du fort de Djebail. Quelques jours plus tard, M. Thiers recevait du consul de France à Beyrouth une dépêche conçue en ces termes : « Après un bombardement qui a réduit notre ville en cendres, les Égyptiens l'ont évacuée et les alliés en ont pris possession. » La petite ville de Caïffa, située au pied du mont Carmel, à l'une des extrémités de la rade de Saint-Jean-d'Acre, avait subi le même sort.

Pendant ce temps la flotte française était reléguée dans les eaux de Salamine, « car, avait dit un des ministres, il faut éviter tout contact; il y a des moments où les canons partent tout seuls. » Assurément on se trouvait dans un de ces moments-là, et, pour plus de sûreté, on allait même expédier à l'amiral Hugon l'ordre de rentrer immédiatement à Toulon. M. Thiers a dit depuis que cette dernière mesure avait été prise afin d'avoir la flotte au bout du télégraphe.

Ces nouvelles consternèrent le roi plus encore que le cabinet. Il était donc avéré que les puissances, ne tenant aucun compte des représentations de la France, allaient contraindre par la force Mé-

hémét-Ali à se soumettre, sans autres conditions que celles qui lui étaient impérieusement offertes. L'émotion était vive à Paris d'ailleurs ; elle se manifestait jusque dans les légions les plus dévouées de la garde nationale. L'injure faite à la France, malgré les dénégations de l'Angleterre et de l'Autriche, était trop évidente aux yeux de tous pour ne pas soulever les justes susceptibilités de l'honneur national. Il y avait dans les masses de ces frémissements auxquels ne se trompent pas les véritables hommes d'État. Le ministère, placé dans cette singulière situation de ne pouvoir ni tenter la guerre ni imposer la paix, résolut de se retirer. Le 29 septembre M. Thiers faisait encore décréter la création de douze régiments d'infanterie, de six de cavalerie, tout en activant les travaux des fortifications de Paris qui, par une ordonnance du 10, avaient été déclarés travaux d'utilité publique et d'urgence. Le 2 octobre, il venait déposer son portefeuille entre les mains du roi.

Louis-Philippe avait suivi avec attention et inquiétude le mouvement de l'esprit public surexcité par les manifestations belliqueuses, les levées d'hommes, les achats de chevaux et d'armes, mais surtout par le langage, toléré sinon provoqué d'une grande partie de la presse périodique. Il savait qu'on demandait dans les théâtres le chant de la *Marseillaise*, et, chose singulière, quoiqu'elle

s'expliquât peut-être par l'instinct naturel des masses, qu'on en voulait au Rhin allemand, précisément parce que les Allemands, qui n'étaient pour rien cependant dans l'injure dont rougissait le pays, chantaient très-haut que « nous ne l'aurions pas. » Le roi comprit que la retraite de M. Thiers, dans un pareil moment, ressemblerait à une protestation contre l'attitude passive de la France, et que toute l'impopularité de ce fait retomberait inévitablement sur sa personne. Il refusa d'accepter la démission de ses ministres qui, après une scène d'attendrissement où la famille royale intervint elle-même en invoquant le trône menacé, reprirent leurs portefeuilles. M. Thiers avait demandé et obtenu qu'un *ultimatum* serait signifié aux puissances, et que cet *ultimatum* contiendrait un *casus belli*.

Les événements, en se précipitant, lui fournirent bientôt l'occasion de produire cette pièce sur l'effet de laquelle, dans la situation donnée, il était véritablement puéril de compter : la Porte ottomane prononça la déchéance de Méhémet-Ali.

Aussitôt, par une note en date du 8 octobre, le cabinet fit connaître quel devait être, dans sa pensée, ce cas de guerre dont les puissances se voyaient depuis si longtemps menacées, et à la surprise générale, il faut bien le dire, il se trouva qu'il s'agissait uniquement du maintien du pacha dans la vice-royauté héréditaire de l'Égypte sans la Syrie et les

annexes précédemment exigées; ce qui fit dire à un diplomate étranger : « M. Thiers veut enfoncer une porte ouverte. » Aucune des puissances alliées à la Turquie n'avait, en effet, un intérêt direct à la dépossession complète de Méhémet-Ali.

L'émotion publique redoubla dans Paris à l'apparition de cette note. D'un autre côté, le conflit de paroles qui s'était engagé entre les Allemands et la France semblait chaque jour prendre de plus graves proportions. M. de Saint-Aulaire écrivait au roi que le prince de Metternich lui avait demandé avec une grande vivacité quelle signification il convenait d'attribuer aux armements de tout genre ordonnés par le cabinet du 1<sup>er</sup> mars. « Est-ce que vous voulez la guerre? ajoutait le prince, est-ce que vous voulez que, comme en 1813, l'Allemagne se lève à son tour? car, une fois vos armements faits, il faudra bien qu'ils servent à quelque chose. Vous semblez toujours en France être piqués de la tarentule : quand vous ne dansez pas vous vous jetez sur tout le monde. » Et M. de Barante, ambassadeur à Saint-Petersbourg, dont l'esprit fin et cultivé luttait péniblement contre les difficultés du rôle diplomatique qui lui était confié, car le tsar l'avait, on le sait, et suivant ses propres paroles « accueilli plutôt comme l'envoyé des *ducs de Bourgogne* que comme celui du roi Louis-Philippe, » M. de Barante,

disons-nous, écrivait à son tour : « La presse, les actes du cabinet, par la plus malheureuse tendance, servent à rattacher l'Allemagne à la Russie ; l'empereur Nicolas s'en réjouit, car tout son espoir est de préparer l'unanime concours de l'Allemagne contre la France. » Chaque jour le roi paraissait s'effrayer un peu plus des allures de son ministre qu'il ne conservait que parce qu'il « le couvrait, » disait-il. Un grave et nouvel incident, en augmentant naturellement les appréhensions de Louis-Philippe, dénoua brusquement cette situation compliquée.

Le roi rentrait des Tuileries à Saint-Cloud dans la soirée du 15 octobre ; sa voiture, après avoir longé le quai, se trouvait à la hauteur du corps de garde établi à l'angle du jardin des Tuileries et de la place de la Concorde. Le poste prenait les armes et Louis-Philippe avançait la tête pour saluer lorsqu'un coup de feu se fit entendre ; il était tiré par un homme à demi caché derrière le poteau qui soutenait un réverbère : le roi n'avait point été touché ; les balles s'amortissant sur les panneaux et les roues de la voiture, un garde national à cheval, ainsi que deux valets de pied, étaient très-légèrement atteints. Quant à l'assassin, appuyé sur le poteau, il semblait lui-même avoir été blessé. Son arme brisée gisait près de lui ; c'était une carabine ; et l'explosion d'une trop forte charge l'avait

ce dernier? Il y consentit. Le *Moniteur* du 29 octobre 1840 publiait les ordonnances qui constituaient le nouveau ministère. Nous donnerons tout à l'heure sa composition.

Disons d'abord quelle fut l'issue du conflit oriental et le résultat des mesures coercitives employées par les puissances alliées contre Méhémet-Ali.

La Porte ayant, comme on l'a vu, prononcé la déchéance du vice-roi, lui avait donné pour successeur Izzet-Mohammed-Pacha. L'amiral Stopford avait, de son côté, gagné à la politique anglaise l'émir El-Kassim, un des fils de Beschir, et, grâce à son concours, était parvenu à soulever encore une fois le Liban. Beschir effrayé conclut avec l'amiral anglais une convention par laquelle il promettait de se soumettre à l'autorité du sultan, à la seule condition de conserver ses biens et sa souveraineté; mais ayant involontairement tardé à réaliser cet acte de soumission, il se vit immédiatement destitué par l'amiral Stopford et remplacé par l'émir El-Kassim. Beschir, qui avait commis la faute de se rendre à bord de la flotte anglaise pour communiquer directement avec l'amiral, fut en outre conduit et interné à Malte.

Après le bombardement de Beyrouth, Saida tomba également au pouvoir des Anglais. Saint-Jean-d'Acre, littéralement écrasée par la chute de plus de soixante mille projectiles que les escadres

lui envoyèrent pendant huit heures, se défendait encore avec courage lorsqu'une poudrière sauta, détruisant pour ainsi dire, dans sa formidable explosion, tout ce qui restait encore de la place. Le drapeau anglais ne flotta que sur des décombres. Restait Alexandrie, le dernier boulevard de Méhémet-Ali. Le commodore Napier, après avoir occupé Jaffa sans résistance, ne craignit pas de pénétrer avec un bateau à vapeur et sous le feu des batteries égyptiennes jusque dans le port, dernier refuge du pacha. Là il arbora le pavillon de parlementaire et se fit conduire auprès du vice-roi qu'il somma de rendre la place tout en acceptant les conditions posées dans l'*ultimatum* des puissances alliées. Le pacha refusa et Napier dut, après une scène violente, se retirer en lui donnant vingt-quatre heures pour réfléchir. Tout se préparait à bord des flottes pour un bombardement nouveau. Épouvantés du sort récent de Saint-Jean-d'Acre et gagnés par l'or de l'Angleterre, les notables, en grand nombre, vinrent supplier Méhémet-Ali d'accepter les conditions proposées. Une insurrection du peuple était imminente. Le vieux soldat macédonien, forcé dans son dernier repaire comme un lion blessé, céda aux exigences d'une situation désespérée. Le 27 novembre 1840 il signa une convention par laquelle, sous la condition que le gouvernement héréditaire de l'Égypte lui serait



confirmé par la Porte ottomane , il s'engageait à évacuer la Syrie et à restituer la flotte turque. Quelques jours avant l'apparition des forces alliées devant Alexandrie, il avait eu l'idée de s'embarquer sur cette même flotte renforcée des vaisseaux égyptiens et de la conduire à Toulon pour se placer ainsi sous la protection matérielle de la France. M. Cochelet ne parvint que difficilement à lui faire abandonner ce projet hardi mais compromettant.

Ainsi se termina de fait le grand conflit dans lequel l'Angleterre, exploitant avec autant de bonheur que de hardiesse les hésitations de la diplomatie française, entraîna après elle les puissances alliées au risque de précipiter l'Europe dans les malheurs d'une guerre générale. La faiblesse militaire du vice-roi et l'inaction du gouvernement français assurèrent le triomphe de cette politique audacieuse. Pour nous, il est évident que l'attitude de Louis-Philippe, en 1840, fut une des grandes fautes de son règne. Avec plus de décision il eût pu facilement étouffer dans l'œuf cette coalition étrangère dont le succès ne fut regrettable, d'ailleurs, que parce qu'il humilia profondément l'amour propre français. Il ne fallait pour cela, au début, que l'envoi de la flotte dans les eaux d'Alexandrie et le débarquement de deux régiments français sur cette terre d'Égypte toute retentissante encore du bruit de nos armes. Une

pareille démonstration eût suffi pour couvrir le pacha et faire prendre immédiatement au conflit une tournure diplomatique. C'était la hardiesse d'Ancône renouvelée, et dût-il en sortir la guerre, mieux valait la guerre que l'abaissement. Assurément la cause était mauvaise et le prétexte détestable, mais le pays n'eût pas eu à rougir de la faiblesse de son gouvernement, et peut être l'influence d'un acte énergique se fût-elle fait sentir jusqu'en 1848. On se rappelle ces paroles du général Lamarque déjà citées par nous dans une autre circonstance historique : « La guerre est un ciment si puissant, elle environne un trône d'une si brillante auréole, elle fait jeter de si profondes racines à une dynastie nouvelle qu'il est politique de la vouloir même sans motifs. » Si cet axiome politique est rigoureusement admissible, pris à un point de vue général, il devient surtout applicable lorsqu'il s'agit de l'injure faite à un grand peuple. malgré toutes les dénégations de la diplomatie, le traité du 15 juillet, l'isolement dans lequel on laissait la France, l'exécution des mesures coercitives, même sans attendre l'échange des ratifications, tout cela constituait une injure grave. Or, dans sa juste susceptibilité, la France préférera toujours voir attenter à ses intérêts qu'à son honneur.

## VI

Dans la combinaison ministérielle du 29 octobre, le maréchal Soult avait la présidence du conseil avec le portefeuille de la guerre ; M. Guizot, le département des affaires étrangères ; M. Duchatel, l'intérieur ; l'amiral Duperré, la marine ; M. Martin du Nord, la justice ; M. Humann, les finances ; M. Teste, les travaux publics ; M. Cunia-Gridaine, le commerce ; et M. Villemain, l'instruction publique. C'était, à n'en pas douter, en considérant le nom des hommes qui la composaient, une administration forte, énergique, homogène, portant en elle-même les conditions d'un long avenir ; et, en effet, ce ministère, sauf quelques modifications individuelles, a été le dernier de la monarchie de 1830. Il n'a même eu qu'un tort : celui de trop durer ; car, comme nous le disions au commencement de ce travail, dans le système des gouvernements parlementaires où le pouvoir semble toujours appartenir au premier occupant, c'est un aussi grand défaut pour un ministère de durer trop que de ne pas durer assez. Il a fallu, du reste, afin de renverser le cabinet du 29 octobre, que les ambitieux de portefeuilles se servissent du levier d'une révolution, et une fois

l'impulsion donnée, le levier, au lieu d'ébranler seulement le ministère, a renversé aussi le trône.

L'ouverture des Chambres eut lieu le 5 novembre. « J'ai éprouvé, disait Louis-Philippe dans le discours de la couronne, j'ai éprouvé le besoin de vous réunir autour de moi avant l'époque ordinaire de la convocation des Chambres, les mesures que l'empereur d'Autriche, la reine de la Grande-Bretagne, le roi de Prusse et l'empereur de Russie ont prises de concert pour régler les rapports du sultan et du pacha d'Égypte m'ont imposé de grands devoirs. J'ai la dignité de notre patrie à cœur autant que sa sûreté et son repos. En persévérant dans cette politique modérée et conciliatrice dont nous recueillons depuis dix ans les fruits, j'ai mis la France en état de faire face aux chances que le cours des événements en Orient pouvait amener. Les crédits extraordinaires qui ont été ouverts dans ce dessein vous seront incessamment soumis ; vous en apprécierez les motifs. Je continue d'espérer que la paix ne sera pas troublée ; elle est nécessaire à l'intérêt commun de l'Europe, au bonheur de tous les peuples et au progrès de la civilisation. Je compte sur vous pour m'aider à la maintenir comme j'y compterais si l'honneur de la France et le rang qu'elle occupe parmi les nations nous commandaient de nouveaux efforts..... » La Chambre se montra, on la com-

prend, vivement impressionnée. Le moment était solennel, en effet, et les préoccupations du pays se lisaient sur tous les visages. Comment les représentants de ses intérêts, les défenseurs naturels de sa dignité accepteraient-ils le présent, jugeraient-ils le passé? le ministère nouveau serait-il accueilli avec sympathie? obtiendrait-il une respectable et encourageante majorité? L'Europe, tout aussi bien que la France elle-même, se posait ces délicates questions. Celle de la majorité ministérielle fut promptement résolue. M. Sauzet était le candidat du gouvernement à la présidence de la Chambre; il obtint deux cent vingt voix; M. Odilon Barrot, candidat de l'opposition, n'en réunit que cent cinquante-quatre.

M. Dupin avait été nommé rapporteur de l'adresse en réponse au discours de la couronne. Le 23 novembre il vint lire à la Chambre le projet qu'il avait rédigé; ce projet renfermait les phrases suivantes: « La paix donc, s'il se peut, une paix honorable et sûre qui préserve de toute atteinte l'équilibre européen; c'est là notre premier vœu. Mais si, par événement, elle devenait impossible à ces conditions, si l'honneur de la France le demande, si ses droits méconnus, si son territoire menacé ou ses intérêts sérieusement compromis l'exigent, parlez alors, Sire, et à votre voix les Français se lèveront comme un seul homme; le

pays n'hésitera devant aucun sacrifice et le concours national vous est assuré. » « Comment ! s'écria l'opposition avec violence, vous attendriez pour prendre les armes que le territoire de la France fût menacé ! vous faites bon marché de la dignité du pays ! » Et les clameurs les plus vives couvrirent la voix du rapporteur.

Mais ces premières démonstrations de la gauche parlementaire n'étaient rien en comparaison de celles qui allaient se produire dans le cours de la discussion du projet d'adresse. Cette discussion commença le 25 novembre. M. Thiers l'ouvrit par un discours des plus habiles où il s'attachait à justifier la marche politique forcément adoptée par le ministère du 1<sup>er</sup> mars. « Le discours de la couronne a dit que l'on espérait la paix, ajouta-t-il en terminant ; il n'a pas dit assez : on est certain de la paix. En effet, pourquoi le cabinet du 29 octobre a-t-il remplacé le cabinet du 1<sup>er</sup> mars ? Parce que le cabinet du 1<sup>er</sup> mars n'a pu obtenir des mesures qu'il jugeait nécessaires et qui pouvaient amener une guerre non pas certaine, mais éventuelle. Le cabinet du 29 octobre, au contraire, veut la paix certaine et il est sûr de l'avoir. » M. Guizot courut à la tribune. « Messieurs, s'écria-t-il, M. Thiers vous a dit : pour le ministère du 29 octobre la question est résolue, la paix est certaine ; ce n'est que la moitié de la vérité. Sous

le ministère du 1<sup>er</sup> mars la question était résolue, la guerre était certaine..... De quel droit nous accusez-vous de vouloir la paix à tout prix? Qui donc, excepté le chef du cabinet actuel, a livré des batailles et fait des conquêtes pour la France? Quel droit avez-vous pour vous croire plus patriotes que d'autres? N'avez-vous pas tous été..... — Nous n'avons pas été à Gand! interrompt M. Taschereau. « Je remercie l'honorable membre qui m'a interrompu et que je ne connais pas, de cette interruption que j'attends depuis longtemps, reprend M. Guizot; depuis assez longtemps on m'a prodigué la calomnie et l'injure. J'y répondrai enfin! Oui j'ai été à Gand; oui j'y ai été, non le lendemain du 20 mars, non à la suite de Louis XVIII, non comme émigré, non pour quitter mon pays..... C'est au nom des royalistes constitutionnels, c'est dans l'intérêt du parti constitutionnel, c'est dans l'intérêt de la charte, c'est pour lier l'affermissement et le développement de la charte au retour probable de Louis XVIII en France que j'ai été à Gand. » C'est ainsi qu'au milieu d'un tumulte inexprimable, M. Guizot se vit contraint de se justifier, pour ainsi dire, d'un des actes les plus honorables de sa vie, d'un acte qui lui avait été conseillé par le maréchal Macdonald, par MM. Laine, Pasquier, Royer-Collard, en vue des libertés dont la France avait soif alors, et ce

ne devait pas être la dernière fois que cet injuste et ridicule grief serait soulevé contre lui.

Le scandale avait été grand dans cette première séance ; il ne fut pas moindre dans celles qui suivirent. « Je prouverai pièces en main, dit M. Thiers répondant à un discours de son successeur, puisqu'enfin je suis réduit à me justifier devant l'ambassadeur à qui j'ai donné des ordres et qui n'avait à me donner que des avis, je prouverai pièces en main que, le 14 juillet même, il m'écrivait que j'avais du temps devant moi et que rien ne pressait. — J'étais sous les ordres de M. Thiers, répondit M. Guizot, je recevais ses instructions, je lui donnais toutes les informations que je pouvais lui donner..... — Vous ne m'avez jamais donné votre opinion, répliqua vivement M. Thiers. — Je me bornais à remplir mon devoir d'ambassadeur, continua le ministre des affaires étrangères ; je ne voulais pas engager ma responsabilité personnelle plus que je ne devais. — Vous m'écriviez le 9 et le 14 juillet, reprit M. Thiers, que rien n'était encore arrêté et qu'on préparait deux plans, l'un à quatre et l'autre à cinq. Tout dans votre correspondance me laissait dans cette pensée qu'avant de rien signer de définitif on ferait au cabinet français une dernière proposition. J'ai été entretenu dans cette sécurité jusqu'à la signature du traité du 15 juillet. — Sans doute, ajouta M. Guizot, j'ai



cru qu'on nous communiquerait le traité du 15 juillet avant de le signer. Je partage votre sentiment, mais vous n'avez pas à vous plaindre de moi. Je ne pouvais savoir ce qui se passait : on a eu tort d'agir ainsi ; mais je ne pouvais dire ce que je ne savais pas. » De tels débats étaient déplorables au point de vue de la dignité du gouvernement. Ils se renouvelèrent malheureusement, et M. Odilon Barrot se fit exactement l'écho de l'opinion publique en caractérisant de la sorte ces regrettables conflits. « Il faut, Messieurs, que je vous dise mon sentiment sur quelques incidents de ce débat, un des plus douloureux auxquels j'aie assisté dans nos discussions parlementaires. Une lutte personnelle, directe, s'est engagée, une lutte entre deux hommes qui, dans ces derniers temps, ont dirigé la politique extérieure du pays. Je ne sais s'il est un seul membre de cette Chambre qui n'ait été affecté au fond de son cœur, lorsqu'on a vu l'ambassadeur et le ministre se combattre à cette tribune avec des notes même confidentielles ; lorsqu'on a vu deux hommes identifiés, pour l'étranger au moins, dans une même politique, se livrer le plus déplorable combat. Est-ce que vous croyez que, dans une telle lutte, les hommes et les choses ne reçoivent pas une sérieuse atteinte ? Ah ! je le sais, vous n'avez pas trahi ; vous avez obéi aux instructions qui vous étaient données ; per-

sonne ici ne soupçonne le contraire. Mais savez-vous ce qui, à la lecture de certaines pièces, a soulevé l'expression unanime d'un pénible sentiment?... Désormais, s'est-on dit, qui sera sûr de la discrétion du pouvoir dans la direction des affaires, quand un ministre ayant choisi un représentant de la France au dehors, et lui ayant confié non-seulement des documents officiels mais ses plus intimes pensées, ce représentant, passant sans transition dans un camp opposé, viendra à cette tribune donner au pays et à l'étranger le douloureux spectacle d'un tel antagonisme, et se servira même des pièces où la pensée intime du ministre se sera épanchée. Ah! que de tels exemples ne se reproduisent pas! on peut être sûr de soi, on peut avoir une confiance personnelle dans son talent; mais il est des situations qui dominent tous les talents. » Cette fois, il faut le dire, l'orateur de la gauche était dans le vrai.

La commission de l'adresse, retirant la phrase que nous avons citée, et qui avait soulevé les premiers orages de ces débats tumultueux, la remplaça par celle-ci : « La France veillera au maintien de l'équilibre européen et ne souffrira pas qu'il y soit porté atteinte. » Deux cent quarante-sept voix adoptèrent l'adresse contre cent soixante et une voix opposantes. Le ministère du 29 octobre était définitivement consolidé.

Avant d'aborder les discussions importantes qui suivirent celle-ci, jetons un coup d'œil sur les affaires d'Espagne. Leur gravité devait naturellement en faire une des premières et des principales préoccupations du cabinet nouveau.

La fortune de don Carlos s'était évanouie ; son étoile brillante un instant, grâce à l'énergie militaire et aux efforts de quelques chefs intelligents et braves, avait disparu tout à coup dans les profondeurs de l'horizon. Les généraux Espartero, Diego Léon, Zurbano, Concha, O'Donnel, jeune pléiade militaire qui devait plus tard, et en des sens bien divers, influencer sur les destinées de l'Espagne, avaient, avec cette supériorité que donnaient toujours la discipline et l'organisation régulière des armées, dispersé ou écrasé les bandes, quelquefois héroïques, que guidaient Cabrera, Balmaseda, Palacios. Morella, dernière place importante sur laquelle pussent s'appuyer les carlistes, venait de tomber aux mains des troupes constitutionnelles. Cabrera, comme son maître don Carlos, avait, cédant pied à pied le terrain à ses adversaires, cherché avec ses soldats un refuge dans nos départements méridionaux. Désormais la cause du frère de Ferdinand VII semblait perdue en Espagne ; lui-même était interné à Bourges.

Des généraux que nous venons de citer, Espartero semblait être celui qui avait contribué le plus

à amener ce résultat si favorable aux intérêts de la jeune reine Isabelle ; aussi en avait-il été récompensé par le titre trop pompeux de duc de la Victoire. Le général Espartero n'avait en réalité aucune valeur sérieuse au point de vue politique ; mais doué d'une vanité que les partis se plaisaient à caresser, soutenu et porté pour ainsi dire par eux, ayant pris pour guide, en toutes choses, son aide de camp, le général Linage, homme très-capable et aussi ambitieux que vindicatif, il n'en était pas moins devenu le personnage le plus important de toute l'Espagne, et les Anglais, qui comprenaient bien cette importance, avaient réussi à le circonvenir en profitant de l'irritation causée à Linage par l'oubli récent de son nom dans une distribution faite en Espagne de décorations de l'ordre de la Légion d'honneur. Cette influence était, comme toujours, hostile à la politique de la France.

Sur ces entrefaites, les cortès, qui avaient adopté une loi nouvelle sur les *ayuntamientos* ou municipalités, la présentèrent à la sanction de la reine régente Marie Christine. Cette loi atteignait celle de toutes les vieilles libertés provinciales à laquelle l'Espagne tenait le plus, celle au nom de laquelle s'étaient soulevées les provinces qui avaient soutenu la cause de don Carlos. Plus en harmonie, sans doute, avec les autres parties de la constitution de 1837, elle

avait le tort de froisser des habitudes aussi chères aux Espagnols de la nouvelle génération qu'elles l'avaient été à leurs pères. Les municipalités jadis élues au suffrage universel, choisissant tous les ans un alcade en dehors des fonctionnaires nommés par la couronne, maîtresses absolues pour tout ce qui concernait les intérêts communaux, envoyant elles-mêmes aux cortès des députations provinciales chargées d'appeler leur attention sur les abus en matières politiques comme en matières de finances, ces municipalités un peu souveraines allaient, suivant les prescriptions de la loi nouvelle, être élues par des électeurs censitaires pouvant choisir leurs candidats parmi les fonctionnaires publics, et désormais seraient soumises au contrôle direct du chef politique ou préfet de la province qui pourrait les dissoudre; de plus, leur droit de représentation aux cortès était supprimé.

Assurément, nous le répétons, cette organisation des *ayuntamientos* était, plus que l'ancienne, en harmonie avec la charte moderne de l'Espagne et les habitudes constitutionnelles; c'était, à peu de chose près, celle des municipalités en France; mais on ne rompt pas facilement et sans danger avec les vieilles traditions locales. La reine Marie-Christine le savait bien. Aussi, comme les partis du passé espéraient qu'elle n'accorderait pas sa sanc-



tion à la loi, et, quoique au fond elle fût résolue à compléter de la sorte les institutions nouvelles de l'Espagne, elle voulut d'abord constater la fidélité de ses troupes et passer, pour ainsi dire, en revue les forces matérielles dont elle pouvait disposer dans le cas d'une tentative insurrectionnelle. Les médecins de la jeune reine Isabelle avaient conseillé pour sa santé l'usage des bains de mer. La régente, prenant ce prétexte, partit avec sa fille pour Barcelone au mois de juillet 1840, et entendit les bruyantes acclamations de son armée qui, au nombre de cinquante mille hommes environ, avait été échelonnée sur sa route. Espartero vint au-devant d'elle jusqu'à Lerida pour lui présenter ses hommages ; il devait ensuite l'accompagner jusqu'à Barcelone, et les démonstrations populaires qui accueillirent son entrée dans cette ville étaient de nature à faire supposer que le parti des mécontents avait jeté les yeux sur lui pour lui confier la défense des franchises provinciales menacées. Caressé par les adversaires de la loi, harangué par les municipalités elles-mêmes, le duc de la Victoire consentit à jouer le rôle qu'on lui avait ménagé ; il le prit fort au sérieux, et, se rendant auprès de la régente, il lui demanda assez impérieusement de ne pas sanctionner la loi votée par les cortès. Marie-Christine, étonnée de l'attitude du duc de la Victoire, sut résister d'abord à ses exigences ; il

revint une seconde fois à la charge et ne fut pas plus heureux. La régente crut même lui avoir persuadé que la mesure était indispensable, et sanctionna la loi le 15 juillet, à la suite de cette nouvelle entrevue. Cependant Espartero n'avait point changé d'avis ; bien plus, il commençait à prendre ouvertement le rôle de chef et protecteur de l'opposition. Le 17 il envoya sa démission à la reine, acte décisif conseillé par Linage et dont la nouvelle rapidement répandue provoqua dans Barcelone une agitation des plus vives. Cette agitation sourdement entretenue par l'état-major du duc de la Victoire devint promptement une insurrection formidable ; des barricades s'élevèrent, des cris injurieux retentirent jusque sous le balcon de la régente. Quelques-uns des jeunes généraux récemment vainqueurs de l'armée carliste, Diego Léon, entre autres, firent proposer à Marie-Christine d'enlever Espartero dans la nuit même et de le conduire au château de Ségovie d'où il aurait été plus tard dirigé sur les îles Philippines. Soit modération, soit terreur, la reine, qui d'abord n'avait pas repoussé cette idée et s'était engagée à donner un ordre signé de sa main, ne tint pas cette promesse. Le duc de la Victoire disposait absolument, du reste, de la majeure partie des forces militaires présentes à Barcelone en sa double qualité de généralissime de l'armée et de commandant en chef

de la garde royale. Dans la journée du lendemain, au plus fort de l'insurrection populaire, il se rendit encore auprès de Marie-Christine. Là, après avoir annoncé que l'émeute serait sanglante, il déclara que la régente devait opter entre son ministère et lui, s'engageant d'ailleurs, si la reine se décidait en sa faveur, à se mettre à la tête des troupes et à combattre vigoureusement les insurgés. Marie-Christine répondit qu'elle aviserait aux nécessités de la situation et demanda quelques heures pour réfléchir.

Cependant les ministres s'étaient rassemblés. La force, cet argument politique suprême, leur semblait avec raison se trouver tout entière entre les mains du duc de la Victoire. L'émeute grossissait d'ailleurs et prenait un caractère des plus menaçants. La municipalité s'étant mise en rapport avec elle, ils résolurent de déposer leurs portefeuilles et offrirent leur démission à la reine, qui d'abord refusa de l'accepter. Mais la foule s'était précipitée sur la place du palais; des cris de « mort aux ministres » se faisaient entendre, accompagnés de vociférations outrageantes pour Marie-Christine. La régente, justement effrayée, fit cacher les ministres dans sa propre chambre à coucher et manda auprès d'elle le général Espartero qui, traversant la place au milieu d'un cortège populaire, se montra bientôt au balcon du palais et



calma la violente irritation des masses en annonçant que toutes ses demandes étaient accueillies par la reine mère.

Désormais le duc de la Victoire paraissait maître absolu de la situation. Idole passagère de la foule, il régnait à Barcelone plus que la souveraine. M. Perez de Castro, le général Cléonard et les autres ministres démissionnaires étaient parvenus au point du jour à sortir sans être aperçus des appartements de la régente; tous avaient fui devant l'inexorable péril qui les menaçait. Espartero représentait seul le pouvoir et la force. La garde nationale de Barcelone, qui était presque tout entière régentiste, s'indigna tout à coup de cette domination dictatoriale. Le 22 juillet elle se réunit en groupes nombreux et fit entendre des cris hostiles au duc de la Victoire; mais aussitôt la foule exaspérée se rua sur elle et un combat sanglant s'engagea dans les rues avoisinant la place de la Constitution. Les royalistes écrasés par le nombre avaient notoirement le désavantage dans cette lutte inégale, et le peuple furieux commençait à se livrer aux plus funestes excès lorsque Espartero jugea convenable d'envoyer des troupes pour mettre fin au désordre. Quelques charges de cavalerie suffirent pour disperser les émeutiers.

Le lendemain un cabinet composé d'hommes parfaitement inconnus pour la plupart sous la pré-

sidence de M. Antonio Gonzalès, était imposé à la régente par le duc de la Victoire. Son programme politique était le retrait de la loi sur les municipalités et la prorogation des cortès suivie de leur dissolution. Or Marie-Christine n'entendait que changer un article à la loi sur les *ayuntamientos*, celui qui conférait au chef de l'État le droit de nommer les alcades, et elle ne consentait à la dissolution des cortès qu'autant qu'elles refuseraient d'adopter cette modification à la loi. Un débat très-vif s'engagea sur ce point entre le président du conseil et la reine Marie-Christine ; mais cette dernière ne céda pas, et M. Gonzalès donna sa démission ainsi qu'un autre de ses collègues. Espartero les fit aussitôt remplacer par des créatures à lui.

Cependant l'état politique de l'Espagne s'aggravait de plus en plus, des complots s'ourdissaient de toutes parts. Les régentistes commençaient à jeter les yeux sur le général O'Donnell qui commandait l'armée de Valence, et semblaient vouloir l'opposer à Espartero. Le 22 août 1840, Marie-Christine quitta Barcelone accompagnée de la jeune reine Isabelle ; il s'agissait en apparence de regagner Madrid ; mais, en réalité, la régente voulait s'arrêter à Valence, et, protégée par l'épée de O'Donnell, convoquer immédiatement les cortès. Malheureusement la municipalité et le peuple de Valence se trouvaient déjà sous l'influence insur-

rectionnelle qui était pour ainsi dire dans l'air. Cette attitude empêcha les royalistes d'accueillir la cour par une sérénade, comme ils en avaient le dessein. D'un autre côté, les ministres prévoyant une crise et encouragés par les conseils du duc de la Victoire, déclarèrent à la régente qu'ils jugeaient convenable d'en revenir définitivement au programme politique d'Antonio Gonzalès. Marie-Christine repoussant cette prétention qui cachait un piège, tous déposèrent leur portefeuille entre ses mains, et, le 28 août, la régente formait un cabinet nouveau composé d'hommes appartenant à l'opinion de la majorité des cortès qui avait voté la loi des *ayuntamientos*.

C'est ce qu'Espartero avait espéré : la publication de cette liste ministérielle provoqua immédiatement le soulèvement de Madrid dont la municipalité, s'emparant de tous les pouvoirs, se déclara en permanence. Une junte se forma; M. Ferraz, l'un des ministres démissionnaires, en accepta la présidence. Barcelone, Saragosse, Burgos, Tolède, Salamanque, Grenade, firent aussitôt leurs *pronunciamientos* et les principales villes du centre et du midi de l'Espagne suivirent promptement cet exemple révolutionnaire. Que pouvait tenter Marie-Christine en présence d'une semblable démonstration? Elle eut d'abord la pensée de faire marcher sur Madrid deux brigades de la garde, commandées

par le général Claveria qui eût rallié le capitaine général Aldama demeuré fidèle à la cause de la régente au milieu d'une population soulevée. Diego Léon recevait en même temps l'ordre de se porter sur Valence où il se serait joint à O'Donnell. Mais l'insurrection s'étendait trop rapidement pour que Marie-Christine pût donner suite à ce vigoureux projet. Des contre-ordres furent envoyés aux généraux, et la régente écrivit au duc de la Victoire pour lui demander son concours. Elle courbait la tête devant la fortune contraire.

Espartero après bien des indécisions, mais vivement pressé par Linage, répondit à la communication royale par l'envoi d'un manifeste répandu à profusion dans les provinces et qui se terminait ainsi : « Je suis convaincu que l'on peut éviter les maux de mon pays en appréciant les conseils que j'avais cru devoir donner à Votre Majesté pour les conjurer. Que Votre Majesté publie une déclaration pleine de franchise, promettant que la constitution ne sera pas altérée, que les Cortès actuelles seront dissoutes et que les lois rendues par elles seront soumises à la délibération de nouvelles Cortès qui seront convoquées ; ce manifeste tranquillisera les esprits si, en même temps, Votre Majesté choisit six conseillers de la couronne d'opinions libérales, purs, justes et sages. Alors, n'en doutez pas, tous les dissidents renonceront à leur

attitude hostile. L'armée conservera la discipline, maintiendra l'ordre et le respect aux lois; elle sera la forte égide du trône constitutionnel, notre indépendance sera respectée, et on verra commencer l'ère de prospérité dont a besoin cette nation pour être récompensée de ses généreux sacrifices et de ses héroïques efforts. »

La régente, qui ne voulait rien céder relativement à la loi des *ayuntamientos* votée par les cortès, consentit seulement à remplacer ses ministres par des hommes d'opinion plus avancée. Mais la junte de Madrid ayant défendu sous peine de mort à tout citoyen ou fonctionnaire public d'entrer en communication avec Marie-Christine, les ministres désignés se hâtèrent de décliner l'honneur qui leur était fait. Alors la régente fit savoir à Espartero qu'elle le chargeait de former un cabinet dont elle lui donnait la présidence, tout en l'autorisant à se rendre à Madrid pour apaiser le mouvement et s'entendre avec la junte gouvernementale qui avait concentré tous les pouvoirs. Le duc de la Victoire fit son entrée à Madrid dans un carrosse attelé de six chevaux, au milieu des acclamations populaires. Jamais, à aucune époque de sa carrière politique, il ne dut se croire plus près de jouer, Cromwell au petit pied, ce rôle de protecteur qu'il semble avoir toujours entrevu dans ses rêves ambitieux. Arbitre souverain des destinées de l'Espagne, n'y régnait-il

pas plus réellement alors que la fille de Ferdinand VII? Il composa son ministère de façon à satisfaire pleinement les exigences de la junte centrale tout en donnant des portefeuilles à ses amis. M. Joaquín Ferraz eut celui des affaires étrangères, M. Cortina, l'intérieur, le général Chacon, la guerre, MM. de Gamboa, Gomez Becarra et Joaquín Frias, les départements des finances, de la justice et de la marine.

Cependant la situation était trop tendue pour ne pas amener quelque complication soudaine. Le bruit circulait depuis plusieurs mois que la reine Marie-Christine avait épousé secrètement M. Munoz, ancien officier aux gardes, et les révolutionnaires, qui avaient su se procurer une copie authentique de l'acte de mariage, s'étaient emparés de ce fait comme d'une arme de guerre pour combattre la régence de la veuve de Ferdinand. Le 9 octobre 1840, Espartero appelé à Valence avec les ministres ses collègues, chercha vainement à faire adopter par Marie-Christine les points principaux de son manifeste. La reine fut inflexible sur la question de la loi des *ayuntamientos*. Les membres du nouveau cabinet introduits auprès d'elle dans la soirée de ce même jour ne parvinrent pas davantage à ébranler sa résolution. La loi avait été constitutionnellement votée par les cortès; il n'appartenait point au chef de l'État de la supprimer. Les

autres conditions du manifeste furent également passées en revue et les ministres après avoir discuté toute la nuit ne se retirèrent qu'aux premières lueurs du jour.

Le lendemain, la régente les mandait de nouveau auprès d'elle et leur déclarait sa ferme résolution d'abdiquer ses hautes fonctions. L'acte d'abdication renfermait les passages suivants : « La situation actuelle de la nation et l'état précaire de ma santé m'ont décidée à renoncer à la régence du royaume qui, pendant la minorité de mon illustre fille Isabelle II, m'a été conférée par les cortès constituantes de la nation assemblées en 1836... Ne pouvant acquiescer à aucune des exigences du peuple que mes conseillers croient devoir être prises en considération pour calmer les esprits et mettre un terme à la situation actuelle, il m'est absolument impossible de continuer à remplir ces fonctions... Je confie à la nation mon auguste fille. Les ministres qui doivent, conformément à l'esprit de la constitution, gouverner le royaume jusqu'à la réunion des cortès, m'ont donné trop de preuves de dévouement pour que je ne leur confie pas avec le plus grand plaisir ce dépôt sacré. Voulant que ceci reçoive son plein et entier effet, je signe le présent acte d'abdication, qu'en la présence des autorités et corporations de cette ville, je remets entre les mains du président de mon conseil

chargé de le présenter en temps utile aux cortès. »

Cet acte d'abdication de la reine Christine était daté du 12 octobre 1840. Deux jours après, la veuve de Ferdinand VII quittait Valence et prenait la route de Paris.

---



## LIVRE QUATORZIÈME

[illegible]

# I

Une des scènes les plus grandes, les plus poétiques de cette époque, un de ces tableaux dont les moindres détails se gravent dans la mémoire d'un peuple, ce fut assurément l'entrée solennelle à Paris des cendres de l'empereur Napoléon I<sup>er</sup>. Qui ne se rappelle encore cette foule émue, frémissante venue de tous les points de

la France pour saluer la dépouille mortelle du grand homme que le rocher de Sainte-Hélène rendait enfin à la patrie, à ces rivages de la Seine entrevus au bord de la tombe par le moderne César, et auxquels il avait aspiré dans les derniers élans de sa douloureuse pensée ?

Le prince de Joinville chargé par son père d'aller recueillir ces glorieux restes et commandant la frégate *la Belle-Poule* qu'accompagnait la corvette *la Favorite*, parut le 8 octobre 1840 devant James-Town, capitale de l'île Sainte-Hélène. Les généraux Bertrand et Gourgaud, MM. de Las-Cases et Marchand avaient été désignés par Louis-Philippe pour constater l'identité de l'Empereur. M. de Chabot devait, en qualité de commissaire du gouvernement français, recevoir officiellement le cercueil que *la Belle-Poule* allait transporter au delà des mers. L'accueil fait au prince et à sa suite par les autorités anglaises fut plein de convenance et de cordialité. On avait d'avance assemblé et préparé à James-Town tous les objets matériellement nécessaires tant à l'exhumation projetée qu'à la translation du cercueil jusqu'au lieu de l'embarquement. On choisit la date du 15 octobre pour procéder à cette cérémonie. Vingt-cinq ans auparavant l'empereur Napoléon avait ce même jour abordé le rivage inhospitalier de Sainte-Hélène.

Les travaux commencèrent à minuit et demi

dans la vallée du tombeau dont les issues étaient gardées par des soldats anglais. Les personnages désignés et M. l'abbé Coquereau, aumônier de *la Belle-Poule*, assistaient à cette scène nocturne. À neuf heures et demie du matin, la dalle qui recouvrait le tombeau fut enlevée, et l'on put procéder à l'ouverture des quatre cercueils entibottés l'un dans l'autre qui renfermaient la dépouille du grand homme. Le premier seul, en bois de chêne, avait subi quelques atteintes du temps. Lorsqu'on en fut à soulever la dernière enveloppe qui recouvrait les restes de Napoléon, il se fit parmi les assistants un solennel et religieux silence. La tombe allait-elle rendre intact le glorieux dépôt qui lui avait été confié? La mort avait-elle, au contraire, détruit dans son silencieux travail jusqu'à l'effigie de l'Empereur? On écarta avec de grandes précautions les lambeaux du satin blanc qui garnissait jadis le dernier cercueil et s'était détaché des parois pour retomber sur le corps lui-même. Napoléon apparut tout entier à ces vieux serviteurs dont plusieurs l'avaient assisté dans ses derniers instants. Il apparut tel qu'ils l'avaient quitté, et une main légèrement soulevée attestait encore le suprême hommage que l'un d'entre eux avait rendu à ce glorieux maître. Napoléon avait été enseveli revêtu de l'uniforme vert des chasseurs de la garde qu'il portait habituellement et

sur lequel brillaient encore les insignes des ordres qu'il avait fondés. La nature paraissait avoir voulu faciliter, par une conservation peu ordinaire, l'identité que l'on venait constater de si loin; il semble que ce soit le privilège de certains hommes de résister ainsi au néant, de combattre la destruction. Henri IV, lui aussi, fut trouvé intact dans son tombeau de Saint-Denis; mais, moins heureux que Napoléon, ses restes furent jetés au vent.

Après la réception officielle par le commissaire du gouvernement, le ~~cor~~cercueil fut placé sur un char funèbre qui, accompagné des autorités anglaises et des délégués français, prit le chemin de James-Town où le prince de Joinville attendait son arrivée à l'extrémité du quai près duquel se tenait la chaloupe disposée pour transporter le corps à bord de la *Belle-Poule*. Dès que le char fut en vue, le prince, laissant son état-major en arrière, s'avança la tête découverte, remercia le général Middlemore, gouverneur de l'île, et reçut au nom du gouvernement français le précieux dépôt qu'il avait mission de ramener sur les bords de la Seine. Au moment où la chaloupe, s'éloignant du quai, se dirigeait vers la frégate, les trois bâtiments français saluèrent d'une décharge de tous leurs canons la bienvenue sur le sol de la patrie du grand capitaine dont l'exil n'avait pas duré moins de vingt-cinq ans.

Le 18 octobre, l'escadrille s'éloignait de l'île de

Sainte-Hélène. Pendant la traversée elle rencontra un bâtiment marchand qui lui transmet des nouvelles d'Europe. Ces nouvelles étaient alarmantes pour le maintien de la paix entre la France et la Grande-Bretagne, et le prince de Joinville put croire un moment que son retour serait inquiété par les vaisseaux anglais. Mais dans son énergique pensée ne pouvait entrer un seul instant l'idée de rendre à l'Angleterre les glorieuses dépouilles dont elle s'était dessaisie. Aussi le prince avait-il pris froidement l'immuable résolution de se faire sauter en l'air avec le cercueil de l'empereur, si dans un engagement maritime il voyait la chance des armes tourner contre lui, résolution communiquée à l'équipage de *la Belle-Poule* et accueillie avec un sombre enthousiasme.

Cependant la tournure que prenait le conflit survenu entre les puissances avait écarté cette terrible éventualité. L'escadrille atteignit Cherbourg sans avoir rencontré un obstacle ou un ennemi. A Cherbourg attendait pour recevoir le cercueil le bateau à vapeur *la Normandie* qui devait, en tournant les côtes du Calvados, gagner l'embouchure de la Seine et remonter ce fleuve jusqu'à Paris, escorté par deux autres navires légers. Cette traversée au milieu des populations accourues sur les rives devint une perpétuelle ovation, et les cris naïfs de : *vive l'Empereur !* en face de ces pompes

de la mort n'en furent pas le moins curieux épisode, attestant d'ailleurs à quel point la mémoire du grand capitaine était présente à l'imagination enthousiaste du peuple. Le 10 décembre le cortège naval traversait Rouen; le 14 il atteignait Courbevoie où un simulacre de temple avait été dressé pour recevoir le sarcophage. Le lendemain, 15 décembre, le corps était placé sur le magnifique char funèbre qui avait été disposé pour l'entrée triomphale à Paris. Dès le matin, malgré le froid le moins ordinaire dans nos climats, une foule immense envahissait la route de Neuilly, inondait l'avenue des Champs-Élysées où les constructions étaient couvertes de spectateurs depuis les étages inférieurs jusqu'au faite. L'émotion était à son comble surtout dans les rangs des vieux guerriers de tout grade qui, des points les plus éloignés de la France, étaient accourus à ce touchant et suprême rendez-vous. On essaierait vainement de traduire l'impression profonde qui s'empara de ces multitudes amoncelées, lorsque parut le char funèbre d'une ornementation pleine de magnificence et disposé de telle sorte que d'élégantes cariatides soutenaient à une remarquable hauteur un vaste bouclier supportant lui-même le cercueil impérial. Des vivats, des applaudissements, des larmes accueillirent son passage. Le prince de Joinville, monté sur un cheval blanc, conduisait cette pompe mer-

veilleuse, et tout autour du char l'équipage de *la Belle-Poule* marchait fièrement la hache sur l'épaule. Le roi attendait l'arrivée du cortège dans l'église des Invalides où une cérémonie religieuse d'une lugubre grandeur avait été préparée. Dès que la voix du canon annonça l'approche du convoi, Louis-Philippe s'avança vers le porche de l'église. Le cercueil parut porté par les marins et précédé du prince de Joinville qui, s'adressant au roi et le saluant de l'épée, lui dit : « Sire, je vous présente le corps de l'empereur Napoléon. » — « Je le reçois au nom de la France ! » répondit Louis-Philippe à voix haute.

Mais ce n'était pas seulement l'empereur mort que, dans ses habiles calculs, recevait ainsi le roi de 1830 ; c'était, sans qu'il pût s'en douter, l'idée napoléonienne, tout entière. Le 15 décembre 1840 et le 10 décembre 1848 sont deux dates corrélatives.

De telles émotions et les glorieux souvenirs évoqués par ce grand spectacle étaient bien de nature à écarter pour un moment les douloureuses préoccupations de l'abaissement trop réel de notre influence à l'étranger. La session de 1841 ouverte, comme nous l'avons dit, au milieu des orages parlementaires, devait voir se renouveler ces tempêtes à propos d'une discussion restée célèbre, celle de la loi sur les fortifications de Paris.

On se souvient que c'est par ordonnance et au

milieu des complications de la question d'Orient que des travaux avaient été commencés autour de Paris. Ces travaux correspondaient au double système de l'enceinte continue et des forts détachés; car, pour écarter toutes les défiances libérales, le ministère avait jugé convenable de réunir dans une exécution simultanée ces deux moyens de défense très-distincts. Restait à faire régulariser par la Chambre et convertir en loi ce commencement de réalisation d'une pensée également caressée par le roi, au point de vue politique, par les hommes spéciaux au point de vue militaire.

Cette question en passionnant les partis les avait singulièrement divisés, et l'opposition était loin de s'entendre sur l'opportunité de ses attaques : les hommes du *National* voulaient l'enceinte continue sans les forts, tandis que les radicaux plus exagérés n'acceptaient ni l'une ni l'autre de ces mesures de prévoyance. Les conservateurs de la nuance Guizot demandaient les deux et les ultras du parti de la cour ne voulaient que les forts détachés; enfin la gauche dynastique repoussait le double projet ainsi que les légitimistes qui n'entendaient pas, tout en fortifiant Paris, fortifier aussi le trône de Louis-Philippe.

Le projet de loi avait été présenté par le maréchal Soult le 12 décembre 1840. M. Thiers, nommé rapporteur de la commission, apporta son travail



le 13 février 1844. Ce très-remarquable travail concluait à l'adoption du projet de loi, mais avec certaines conditions. Ainsi la commission demandait : 1° que le nombre de forts détachés fût mentionné dans le projet ; 2° que leur distance du mur d'octroi fût au moins celle du fort de Vincennes ; 3° que l'enceinte et les forts fussent terminés dans l'espace de trois ans. Le gouvernement voulait au contraire conserver à cet égard toute liberté d'appréciation et d'action.

La discussion s'engagea. Le maréchal Soult laissa percer sa prédilection secrète pour le système unique des forts détachés, en citant de nombreux exemples tirés des campagnes de la République et de l'Empire, tels entre autres que le siège de Gênes et la défense des lignes de Torrès-Vedras. Il était tout prêt néanmoins à soutenir l'ensemble du projet. M. de Golbéry cita un mot attribué à Carnot : Il ne faudrait que soixante mille hommes et vingt-quatre heures pour prendre Paris fortifié. — Donnez-nous plutôt deux chemins de fer de plus, ajoutait l'orateur. « Les fortifications de Paris, dit M. de Chasseloup-Laubat, sont une garantie pour la gloire et le repos de la France, un gage de paix pour l'Europe. — Carnot n'a pas dit ce que vous lui faites dire, reprit M. Thiers, le véritable motif qui fit abandonner en 1815 l'idée de défendre Paris, c'est que précisément Paris n'était

pas fortifié. — L'Empire n'est pas tombé, parce que sa capitale n'était pas fortifiée, ajouta M. de Tracy, mais parce que le peuple abandonna l'empereur. — Paris bloqué, s'écria M. de Lamartine, tout serait dit pour la liberté et la force de la France. La révolution demande aujourd'hui à élever des bastilles, lorsqu'il y a cinquante ans elle renversa celles du vieux régime. » Le général Schneider proposa un amendement qui détruisait en réalité le projet de la commission combiné avec celui du gouvernement. Il demandait une ceinture d'ouvrages avancés construits à quatre mille mètres au moins du mur d'octroi de Paris, qui lui-même aurait été renforcé aux endroits faibles. Cet amendement fut soutenu par MM. Dufaure, Passy, de Lamartine qui trouva l'occasion de produire à ce sujet une de ces brillantes harangues dont le magique éclat charmait si souvent la Chambre sans la convaincre. Le maréchal Soult pressé de donner son avis sur l'amendement qui se rapprochait beaucoup de sa propre manière d'envisager les choses, resta dans les plus vagues énonciations, et M. Guizot vint en quelque sorte à son secours en déclarant très-nettement que le projet primitif était toujours celui du cabinet qui le maintiendrait formellement. L'amendement Schneider fut repoussé, et le 1<sup>er</sup> février, deux cent trente-sept voix contre

cent soixante-deux adoptaient le projet modifié par la commission.

À la Chambre des Pairs la lutte fut également très-vive; il s'y manifesta même assez ouvertement un commencement d'intrigue antiministérielle que l'on n'avait fait qu'entrevoir dans l'autre enceinte parlementaire. Les pairs avaient conservé contre M. Guizot une rancune vivace de la part prise par lui à la coalition. On avait donc ourdi sourdement contre le cabinet une trame tendant à le renverser sur cette question même des fortifications de Paris et à porter le comte Molé au pouvoir. Déjouée par le résultat à la Chambre des Députés, cette intrigue parlementaire se renoua au Luxembourg. La commission nommée pour examiner le projet de loi, le modifia complètement et lui substitua un plan d'enceinte fortifiée qui rappelait celui formulé par l'amendement du général Schneider. Le comte Molé avait été nommé président de la commission; il porta de rudes coups au ministère dans un discours très-habile qui renfermait ce passage significatif : « Autrefois les majorités, moins variables, représentaient toujours l'opinion, les sentiments, les impressions du pays. Il n'en a plus été ainsi depuis qu'un fatal exemple a été donné, depuis que les partis les plus opposés, les adversaires les plus décidés, oubliant leur ran-

cune ou voilant leur drapeau, ont montré qu'ils sauraient à toute heure se réunir et s'entendre pour avoir le nombre et frapper le pouvoir d'interdiction. Le pouvoir, Messieurs, c'est donc le but, la proie qu'on se dispute ! Mais qu'est-il devenu au milieu de tant d'efforts, de violences pour s'en saisir ? A quelles conditions s'exerce-t-il maintenant et pourra-t-il s'exercer désormais ? » M. de Montalembert appuya de son jeune talent la tentative antiministérielle, et fit ressortir le peu d'importance que le cabinet semblait attribuer aux observations de la Chambre des Pairs à laquelle on venait dire : tout ou rien. Mais le duc de Broglie soutint le cabinet en combattant les amendements de la commission ; mais M. Guizot et M. Duchatel (ce dernier dans une spirituelle réfutation des arguments tirés de l'économie des 47 millions que la commission mettait en avant) défendirent pied à pied leur projet de loi, et finalement il fut adopté par la Chambre des Pairs tel qu'il était sorti du Palais-Bourbon.

Les fonds secrets, des lois sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, les douanes, les travaux publics extraordinaires, les ventes judiciaires d'immeubles et les ventes mobilières à l'encan, occupèrent encore les Chambres durant la session de 1844, ainsi qu'une demande de réforme parlementaire émanée de l'initiative de la gauche,

mais dont la prise en considération fut rejetée, et un projet de loi sur la propriété littéraire qui avorta, faute d'une rédaction nette et précise, malgré le brillant rapport de M. de Lamartine.

Une déplorable coïncidence relevée avec amertume par certains organes de la publicité, ce furent les demandes de sacrifices nouveaux faites au pays à propos des fortifications de Paris et les terribles désastres causés par les inondations dans un grand nombre de départements du midi de la France. La redoutable abondance des pluies d'automne avait, au commencement de l'hiver, fait déborder le Rhône, la Saône, le Gard. Bientôt les plaines dauphinoises et arlésiennes furent totalement submergées, ainsi que le delta de la Camargue et cinquante lieues environ du Mâconnais. Bientôt la ville de Lyon apparut comme une île au centre d'une vaste mer. Douleurs impuissantes, désespoirs sombres et navrants, délires de la faim et de la misère, toutes les scènes qu'enfante un pareil fléau on les vit alors se produire, et malheureusement elles devaient se renouveler plus tard à des époques marquées pour son éphémère mais fatal triomphe.

## II

La prépondérance incontestable que la Grande-Bretagne avait exercée jusqu'alors en Chine se trouvait en ce moment fort compromise par plusieurs événements imprévus d'où devaient sortir de sérieuses complications. Le gouvernement chinois venait d'ordonner la saisie d'un grand nombre de marchandises appartenant à des commerçants anglais, et de prouver, par cet acte d'une hardiesse relative assez remarquable, qu'il avait cessé de vouloir entretenir avec l'Angleterre des relations paisibles et bienveillantes.

Il nous semble utile de remonter à l'origine de cette question, dont les développements furent suivis en Europe avec un intérêt si général, et qui a eu pour dernière conséquence d'ouvrir entre les États européens et le céleste empire des rapports plus intimes, s'il est permis de s'exprimer ainsi à l'égard d'un pays enseveli profondément dans ses préjugés nationaux, et avec lequel une intimité véritable doit demeurer toujours impossible.

Depuis bien longtemps l'opium était importé en Chine, non pas seulement par les Anglais, ainsi qu'on l'a faussement prétendu au moment où la guerre vint à éclater, mais encore par les Hollan-

dais et par les Américains. Toutefois la Grande-Bretagne, à cause de la proximité de ses immenses possessions de l'Inde, pouvait en introduire sur le territoire chinois une quantité beaucoup plus considérable qu'aucune autre puissance européenne.

Frappé des terribles effets produits par l'abus de l'opium, le gouvernement de Pékin en avait prohibé le commerce; cependant cette prohibition n'ayant pas été respectée, il n'avait pris aucune mesure décisive pour mettre fin au trafic de ce poison que l'Angleterre voulait convertir en marchandise. Le commerce de l'opium, passé à l'état de contrebande active, était ouvertement protégé par les autorités chinoises, et on achetait leur connivence moyennant une commission dont le chiffre était plus ou moins important, selon que l'opium devait être livré à Canton ou à Macao.

Cette contradiction permanente entre les lois et les faits devait naturellement accroître le mal que les décrets impériaux avaient si formellement signalé.

A l'époque où le privilège de la compagnie des Indes fut définitivement aboli, le ministère anglais comprenant que, par suite des conditions prohibitives auxquelles le trafic de l'opium était soumis, il devait résulter certains périls de son extension illimitée, demanda qu'il fût légalement autorisé ou complètement interdit.

La cour impériale de Pékin s'empressant de déférer à ce désir, tint plusieurs conseils dans le but de décider si ce commerce serait décidément rendu licite moyennant un certain droit. L'avis contraire prévalut à une faible majorité, et l'on assure que les influences russes ne demeurèrent pas étrangères à ce résultat. Dès que lord Palmerston en eut connaissance, il prescrivit au surintendant britannique, à Canton, d'informer les négociants anglais, ainsi que les capitaines de navires marchands, que le commerce de l'opium était définitivement considéré comme illégal. Le gouvernement déclarait d'ailleurs qu'il ne pouvait intervenir dans le but d'aider ses sujets à transgresser les lois du pays, et que dans le cas où ils persisteraient à se livrer à un trafic défendu, ils devaient se préparer à en subir les conséquences. Une proclamation identique fut publiée, en 1838, par le capitaine Ch. Elliot, surintendant anglais en Chine, ce qui n'empêcha pas la contrebande de continuer comme par le passé, et les autorités chinoises de se prêter secrètement à ces violations de la loi.

Au mois de février 1839, les injonctions les plus positives réclamèrent l'exécution des ordres de l'empereur : un Chinois, convaincu d'avoir pris part au trafic de l'opium, fut pendu devant les factoreries étrangères, acte violent et parfaitement inattendu qui ne pouvait manquer d'être considéré



comme une insulte par les Européens, dont les établissements amenèrent immédiatement leur pavillon.

C'est alors que le commissaire impérial Linn quitta Canton, muni des pouvoirs nécessaires pour procéder à l'entière abolition d'un commerce déclaré illicite. Son premier soin fut de rendre, le 18 mars 1839, deux décrets : l'un adressé aux marchands *hongs*, l'autre aux étrangers, par lequel il déclarait que l'opium chargé, tant sur les navires qui se trouveraient dans l'intérieur des ports que sur ceux mouillés au dehors, devait être immédiatement remis au gouvernement chinois.

Bien que le capitaine Elliot et les autres résidents européens de Canton fussent restés entièrement étrangers à ce trafic illégal, ils n'en furent pas moins saisis et menacés de mort si, dans l'espace de trois jours, le décret n'avait pas reçu son exécution : le surintendant n'avait donc pour alternative que le supplice immédiat ou la soumission absolue; aussi s'empressa-t-il d'enjoindre à tous les sujets anglais résidant alors en Chine de livrer l'opium qu'ils pouvaient avoir en leur possession : plus de vingt-deux mille caisses furent abandonnées ainsi aux autorités chinoises.

Parmi les conditions stipulées entre le capitaine Elliot et le commissaire Linn, il avait été convenu que les relations commerciales commenceraient à

reprendre leur cours aussitôt que la livraison des trois quarts de l'opium serait complète, et que ces relations seraient entièrement rétablies lorsque remise aurait été faite de la totalité. Cet engagement ayant été méconnu par le gouvernement chinois, le capitaine Elliot lui fit parvenir une note qui contenait les passages suivants :

« L'Empereur a été trompé : il est certain que les derniers actes du commissaire ont retardé l'accomplissement de la volonté impériale, en donnant une impulsion immense au trafic de l'opium qui, plusieurs mois avant son arrivée, se trouvait dans un état de stagnation absolu. Ces mesures auront très-probablement pour résultat de semer l'agitation sur toutes les côtes de l'empire, de ruiner des milliers de familles étrangères ou indigènes, et d'interrompre les relations pacifiques qui ont existé, depuis deux siècles, entre la cour céleste et la Grande-Bretagne..... Le temps approche où la gracieuse souveraine de la nation anglaise fera connaître la vérité à l'auguste prince qui occupe le trône de cet empire, et où tous les droits seront réglés selon les principes de la raison et de la justice. »

Paroles qui, malgré leur modération, pouvaient déjà faire pressentir une rupture sérieuse entre les deux États, et semblaient indiquer que le capitaine

Elliot possédait à cet égard quelques données positives.

Cependant les caisses d'opium confisquées ayant été solennellement ouvertes, leur contenu fut jeté à la mer en présence d'une foule innombrable. La collision qui eut lieu, en novembre 1839, près de l'embouchure de la rivière de Canton, entre deux corvettes anglaises et vingt-neuf jonques chinoises, vint encore aggraver les difficultés de la situation et faire évanouir tout espoir d'accommodement ultérieur.

Conformément aux instructions qu'il avait reçues de la métropole, le gouvernement supérieur des Indes prépara donc une expédition destinée à tirer vengeance des insultes faites aux représentants de la reine et aux commerçants européens.

Une escadre et des bâtiments de transport étaient en même temps équipés en Angleterre, afin d'aller rejoindre l'expédition de l'Inde et de lui porter un supplément de troupes de débarquement. La déclaration officielle des hostilités ne fut promulguée, toutefois, que dans les premiers jours d'avril 1841 ; un ordre de la reine autorisait la haute cour de l'amirauté et les cours coloniales compétentes « à prononcer sur toute capture, prises et saisies de vaisseaux chinois et de leur cargaison par les bâtiments de guerre anglais, à moins

que la saisie et la détention provisoires desdits vaisseaux, navires et cargaisons ne déterminât le gouvernement chinois à accorder la satisfaction et la réparation demandées. Dans le cas contraire, les navires et cargaisons, ainsi détenus temporairement, seraient confisqués et vendus pour le montant en être appliqué, ainsi qu'il serait statué ultérieurement. »

Les détenteurs des obligations souscrites par le capitaine Elliot au profit des négociants qui avaient livré aux autorités chinoises l'opium détruit en présence du commissaire impérial Linn, s'efforcèrent alors d'obtenir du gouvernement anglais le paiement de ces traites, ou, et à défaut de ce remboursement, la promesse d'une compensation. Mais le ministère déclara de la manière la plus formelle qu'il n'avait aucuns fonds applicables au paiement des traites du capitaine Elliot; néanmoins le principe de la compensation ayant été admis implicitement, il devint évident que si l'Angleterre réussissait dans le plan qu'elle avait formé, la Chine aurait non-seulement à payer les frais de la guerre, mais aussi l'indemnité réclamée par le commerce anglais de Canton.

Les communes votèrent un crédit provisoire de 173,442 livres sterling pour les dépenses de l'expédition qui fut placée sous le commandement supérieur du contre-amiral George Elliot. Il ar-

bora son pavillon sur le *Melville*, de soixante-quatorze, et quitta Singapoore le 18 juin 1840. Les forces navales anglaises se composaient de dix-sept navires de guerre et de quatre grands pyroscaphes, portant six cents Européens, deux mille cipayes ou lascars, cinq mille soldats et matelots amenés d'Angleterre, ce qui élevait l'ensemble du personnel à quinze mille hommes environ. Bien que les vues ultérieures du gouvernement anglais eussent été soigneusement dissimulées, on s'attendait généralement à un strict blocus de la rivière de Canton et de plusieurs ports situés dans la partie orientale de l'Empire, peut-être même à l'occupation d'une portion de l'île Formose ou de l'une des îles Chusan, conjecture qui fut en effet justifiée par les événements. Les Chinois essayèrent à plusieurs reprises d'incendier, au moyen d'une flottille de brûlots, les navires marchands en rade de Capsingmoun ; la troisième de ces tentatives eut lieu au moment où les premiers bâtiments de guerre anglais paraissaient à l'embouchure du Tigre. Le blocus de la rivière de Canton fut alors officiellement proclamé par le commodore sir Gordon Bremer qui laissa, pour le former, cinq des bâtiments de sa division, et remit à la voile afin d'aller attendre le reste de l'escadre près de l'île du Bufile située au sud de l'Archipel de Chusan. La flotte entière jeta l'ancre, le 4 juillet, dans la rade de Ting-Hae, devant la ville de ce nom.

On somma le gouverneur de se rendre; mais, tout en reconnaissant l'impossibilité d'opposer aux forces anglaises une longue résistance, la nécessité de sauvegarder l'honneur des armes chinoises et aussi de préserver sa tête, l'affermir dans la résolution de ne point livrer la place sans avoir tenté de la défendre. Les Chinois essayèrent, en effet, de s'opposer au débarquement des Anglais; mais, ne tardant point à comprendre l'inutilité de leurs efforts, ils abandonnèrent précipitamment leurs jonques de guerre, les positions qui dominaient la ville, la ville elle-même, et lorsque le brigadier Burrel, après avoir pris ses dispositions pour l'assaut, fit le lendemain reconnaître la place, il acquit la certitude que les troupes chinoises et la population s'étaient enfuies.

La ville de Ting-Hae et ses faubourgs renfermaient plusieurs distilleries et un approvisionnement immense de sam-chou, boisson spiritueuse qui forme, pour les îles de Chusan, une branche de commerce considérable. Les soldats européens ayant découvert ces entrepôts de liqueurs fortes, puisèrent dans l'ivresse une exaltation terrible; la ville fut livrée au pillage; des excès sans nom eurent lieu, et la terreur causée aux habitants de Ting-Hae fut si profonde qu'ils ne se décidèrent que bien longtemps après à revenir dans leurs foyers.

Cependant l'amiral Elliot arrivé, le 6, à Chusan, en repartit bientôt pour essayer de faire parvenir de Ning-Po l'*ultimatum* adressé à l'empereur par le gouvernement anglais.

L'escadre, composée du vaisseau amiral le *Wellesley*, de la frégate la *Blonde*, des corvettes la *Modeste*, le *Volage*, le *Pylade*, du steamer le *Madagascar* et des transports armés le *David-Malcolm* et l'*Ernaail*, entra dans la baie de Pé-Tchi-Li le 8 août. Le *Wellesley* avait à bord le capitaine Charles Elliot, lord Jocelyn, secrétaire militaire, MM. Astell et Clarke, employés civils de la compagnie, le lieutenant Cotton du génie, appartenant à l'armée de Madras, et M. Morison, interprète. Le 9 on se rapprocha de l'entrée du Pey-Ho ou rivière du Nord. La *Modeste*, le *Volage* et le *Pylade* furent envoyés en reconnaissance. Les autres bâtiments mouillèrent à onze milles de la terre qu'on pouvait apercevoir de la pomme du grand mât du *Wellesley*. Une flottille de six canots dirigée, le lendemain, vers l'embouchure du Pey-Ho, dut s'assurer de l'état des fortifications et obtenir, s'il était possible, une conférence avec les autorités chinoises. Sur chaque rive s'élevait un fort mal construit, à demi ruiné, armé de quelques canons en mauvais état. Cependant les canots en approchant purent s'apercevoir d'un grand mouvement dans ces forts, où l'on semblait prendre des dispo-

sitions hostiles. L'extrême terreur causée par l'apparition des embarcations anglaises ne permit pas à celles-ci de communiquer avec les bateaux pêcheurs qu'elles avaient aperçus ; mais une jonque, dans laquelle se trouvaient deux mandarins, vint à la rencontre de la flottille. Ces deux dignitaires consentirent à se charger d'une lettre de l'amiral ; ils expliquèrent toutefois que le vice-roi de Pé-Tchi-Li, Ké-Shen, se trouvant alors dans une ville située à plusieurs milles de distance, on ne pouvait espérer une réponse immédiate. En effet, après un laps de temps considérable et au moment où les bateaux se disposaient à s'éloigner, les Anglais virent un nouveau dignitaire chinois s'approcher du rivage : la nature boueuse de la plage ne permettait pas d'y débarquer ; il fut décidé d'un commun accord que le mandarin se rendrait à bord d'une vieille jonque de guerre mouillée à quelque distance, et que de leur côté les officiers anglais iraient l'y rejoindre. Le mandarin, d'ailleurs, se borna dans cette entrevue à annoncer que Ké-Shen n'avait pu répondre immédiatement à la lettre de l'amiral, et que sa réponse serait apportée le lendemain par une personne autorisée à recevoir la dépêche dont l'amiral Elliot était porteur. Les formes du mandarin furent peu courtoises, bien que son langage n'eût rien d'offensant ;



il affecta de se tenir assis et de ne pas saluer les Anglais à leur arrivée.

Il était facile de s'assurer, tandis que la flottille se trouvait à l'ancre, qu'une demi-heure aurait suffi aux équipages des six embarcations pour s'emparer des deux forts défendus par un très-petit nombre de soldats et par une vingtaine de mandarins de différentes classes, évidemment réunis pour cette occasion particulière, puisqu'il n'y avait sur les rives du fleuve d'autres habitations visibles que quelques huttes misérables. Un épaulement s'étendait depuis le fort placé sur la rive méridionale jusqu'à une sorte de plate-forme flanquée d'un fossé communiquant à la rivière. Lors d'une visite subséquente, on fut étonné d'y voir six pièces de campagne en cuivre montées sur leurs affûts, et qui, selon toute probabilité, étaient les mêmes dont lord Macartney, à l'époque de son ambassade, avait fait présent à l'empereur chinois. Ainsi, par une de ces étranges révolutions si fréquentes dans les affaires humaines, ces canons se trouvaient tournés contre le peuple auquel ils avaient appartenu.

Le lendemain, dans la matinée, un mandarin se rendit à bord du *Wellesley* avec un message de Ké-Shen, annonçant qu'il recevrait avec plaisir la dépêche du gouvernement anglais et la transmettrait sans retard à l'empereur, mais qu'il faudrait dix

jours avant qu'une réponse pût être obtenue.

Ce délai fut accepté et la flotte se dispersa. Plusieurs bâtimens allèrent croiser sur la côte de Tartarie, d'autres le long des îles du sud et à l'est du mouillage; mais tous avaient reçu l'ordre de se trouver réunis vers le 26, ce qui eut exactement lieu. L'escadrille n'ayant reçu de l'empereur aucune communication se disposait à franchir la barre, lorsque l'approche d'une jonque mandarine fut signalée; elle accosta le *Wellesley*, et le dignitaire qu'elle portait insista, conformément aux ordres de l'empereur, pour qu'un plénipotentiaire anglais, le capitaine Elliot de préférence, fit au vice-roi la faveur de le visiter à terre. Cette demande était formulée d'ailleurs d'une manière parfaitement convenable, en termes tout à la fois mesurés et bienveillants. Ainsi donc le capitaine Elliot, que les Chinois traitaient tout récemment de *barbare*, et dont les lettres eussent été rejetées si elles n'avaient porté en tête le mot *supplique*, était pressé par le troisième grand dignitaire de l'Empire de venir au rendez-vous que celui-ci sollicitait, et de traiter d'égal à égal.

Le 30 août au matin six embarcations montées par le capitaine Elliot, M. Morrisson, l'interprète, et un nombreux détachement d'officiers de différentes armes en grand uniforme, s'approchèrent de la rive de Pey-Ho. Avec leur activité ordinaire,

les Chinois avaient su mettre à profit le temps qui s'était écoulé depuis la dernière visite des embarcations anglaises. Les deux forts avaient été réparés; le parapet et le fossé, sur la rive méridionale, armés de *djendjâls* et d'autres pièces légères. Sur la partie la plus élevée de la plage boueuse qui s'étendait entre le fort et le fleuve, on avait formé un enclos rectangulaire, et au centre de cet espace se trouvait la tente occupée par Ké-Shen. Celui-ci se leva en apercevant le plénipotentiaire britannique et le reçut avec la politesse la plus empressée. Le capitaine avait eu soin d'apporter un fac-simile en cire du sceau royal d'Angleterre, comme preuve des pleins pouvoirs dont il se trouvait investi. Il invita Ké-Shen à produire de son côté un gage identique de l'autorité qui lui avait été déléguée. Ké-Shen ne put d'abord se défendre d'une vive émotion de curiosité en voyant le grand sceau de la commission, mais il retomba bientôt dans cette apathie simulée qui caractérise les mandarins de haute condition, et répondit que, ne s'étant pas attendu à pareille demande, il se trouvait, quant à présent, dans l'impossibilité d'y satisfaire. Il assura, du reste, le plénipotentiaire anglais que l'empereur, désirant très-vivement voir les relations commerciales des deux peuples reprendre leur cours habituel, se proposait de faire partir un haut commissaire pour Canton, où

les Anglais seraient également invités à se rendre ; qu'ainsi les mesures nécessaires au rétablissement de la paix pourraient être adoptées sur les lieux mêmes qui avaient été la théâtre des événements déplorables causés par la conduite imprudente de Linn ; que ce dernier, ayant excédé ses instructions, serait sévèrement puni ou même mis à la discrétion des Anglais. A la fin de la conférence Ké-Shen annonça que, pour l'entière édification de l'amiral, il s'engageait à récapituler, dans une lettre qu'il enverrait le jour suivant, les vues de l'empereur à l'égard de ces questions importantes.

Cependant, à la suite d'une action brillante, la division anglaise chargée de maintenir le blocus devant Canton avait, le 19 août, détruit les lignes fortifiées par les Chinois sur la langue de terre qui joint au continent la presqu'île de Macao. Une trêve fut alors convenue avec le gouverneur de la province de Tchi-Kiang, dont les îles de Chusan font partie, et l'amiral Elliot fit voile pour Canton à la tête de quatre bâtiments de l'escadre, laissant à Chusan le nombre de troupes nécessaire pour protéger l'occupation. Le 21 novembre, le steamer *Queen*, ayant à bord le surintendant Elliot, s'approcha de l'entrée du Bogue (*bocca tigris*) et dépêcha vers les forts un canot portant pavillon parlementaire ; mais les batteries chinoises ayant fait feu sur l'embarcation, le steamer riposta et

l'amiral dut, avec toute son escadre, se rapprocher de la rivière afin d'agir instantanément contre les forts du Bogue, dans le cas où les Chinois se refuseraient à faire des excuses satisfaisantes. La réparation du reste fut aisément obtenue : les mandarins prétendirent que cette collision devait être considérée comme le résultat d'une méprise, puisque les ordres les plus sévères prescrivaient de respecter les bâtiments anglais. Linn fut disgracié, en attendant que sa conduite eût été soumise à une rigoureuse enquête.

Le 29 novembre 1840, le haut commissaire impérial Ké-Shen fit son entrée solennelle à Canton, et les négociations s'ouvrirent presque aussitôt entre les autorités chinoises et le surintendant Elliot qui avait reçu mission de soutenir, en cette circonstance, les intérêts anglais. Quant à l'amiral, sa santé subitement altérée ne lui permettant plus de prendre une part active aux opérations navales, il se désista du commandement en faveur de sir Gordon Bremer et s'embarqua pour l'Europe.

Malgré les lenteurs étudiées et l'évidente mauvaise foi du plénipotentiaire chinois, cette négociation devait inévitablement aboutir à une solution favorable à l'Angleterre. En effet, comment un empire décrépit, immobile, enseveli depuis des siècles dans ses préjugés orgueilleux, dans son ignorance asiatique, aurait-il pu faire reculer cette

active nation anglaise qui, dans l'irrésistible expansion de son ambition commerciale, va chercher des conquêtes aux extrémités du monde, et devient dominatrice ou maîtresse partout où son pied se pose ?

L'Angleterre, d'ailleurs, se trouvait parfaitement en mesure d'imposer ses volontés à l'empire chinois : l'escadre, qui bloquait la rivière de Canton, ne comptait pas moins de dix-huit bâtiments de guerre ou steamers. La division devant Ting-Haé se composait de sept navires ; l'amiral Elliot avait fait en outre fortifier l'île de Chusan qu'occupait une garnison considérable.

Aussi le plénipotentiaire anglais, irrité des retards que Ké-Shen apportait à un arrangement définitif, transmit-il à l'escadre l'ordre d'attaquer immédiatement les forts du Bogue. Deux cents soldats européens, six cents cipayes, quatre cents matelots ou soldats de marine, sous le commandement du major Prat, du 26<sup>e</sup> régiment, furent, le 7 janvier 1841, débarqués par les steamers l'*Entreprise*, *Nemesis* et *Madagascar* au pied du fort de Tchuen-Pé. Les vaisseaux de guerre *Calliope*, *Larne* et *Hiacinth* s'embossaient en même temps devant la batterie basse, contre laquelle ils dirigèrent un feu soutenu, tandis que les bâtiments à vapeur *Nemesis* et *Queen* lançaient des obus dans le fort supérieur qui commandait les autres batteries. Les

troupes anglaises étant parvenues à gravir la côte, s'emparèrent facilement de ce dernier fort et purent à la faveur de cette position démonter les batteries basses que les Chinois ne tardèrent pas à abandonner. Presque tous, saisis d'épouvante, essayèrent alors d'échapper aux atteintes dévorantes de la mitraille, et, passant au travers des embrasures, s'élancèrent d'une hauteur de vingt pieds sur les rochers environnants; mais ils périrent en grand nombre dans l'exécution de cette pensée fatale. A onze heures et demie du matin le pavillon britannique flottait sur le fort de Tchuen-Pé. Cette attaque dans laquelle les Chinois avaient perdu environ sept cents hommes ne causa aux Anglais qu'un insignifiant dommage, bien que le fort fût armé de trente-cinq pièces d'artillerie.

Pendant que ces événements se passaient à Tchuen-Pé, quatre autres navires anglais avaient pris position vis-à-vis du fort de Ty-Kok-Tao qui n'opposa qu'une résistance timide à l'attaque vigoureuse de ces bâtiments.

Après la prise des deux forts, les navires à vapeur se mirent en mouvement pour aller détruire la flottille des jonques chinoises rassemblées dans la baie d'Anson. La *Nemesis* ayant lancé sur les jonques plusieurs fusées à la congrevè, l'une de ces fusées atteignit la soute aux poudres d'une embarcation chinoise qui fut en un clin d'œil

anéantie. Dix-huit autres disparurent également, incendiées par les équipages anglais. Le 8 janvier 1841 le *Blenheim* vint s'embosser à peu de distance de la forteresse d'Anunghoy, et le steamer *Queen* commençait à ouvrir un feu terrible sur les batteries de Wantong, lorsqu'un message fut envoyé au capitaine Elliot par le commandant en chef chinois. Aussitôt le *Wellesley* enjoignit à la division d'attaque de suspendre les hostilités, et quelques jours plus tard le plénipotentiaire britannique publiait une circulaire adressée spécialement aux sujets anglais, résidant en Chine, pour leur faire connaître la nature des articles préliminaires qui venaient d'être arrêtés avec le commandant impérial. Ces arrangements consacraient les dispositions suivantes :

1° L'île et le port de Hong-Kong devaient être cédés à la couronne d'Angleterre, et les sommes à percevoir pour l'empire chinois sur les droits établis dans cette île, payées comme si le commerce se fût fait à Wampoa; 2° une indemnité de 6,000,000 de dollars était allouée au gouvernement anglais; un million payable immédiatement, le reste en paiements égaux dont l'entière liquidation devait être terminée en 1846; 3° dès ce moment, les relations officielles entre les deux pays étaient basées sur le pied d'une parfaite égalité.

Le plénipotentiaire anglais annonça, dans une



deuxième circulaire, qu'aucun moyen ne serait négligé auprès du gouvernement de la reine et du gouverneur général des Indes, pour qu'on reconnût la légitimité des droits des négociants anglais aux indemnités qu'ils avaient réclamées précédemment.

Ainsi se trouvait terminée, par le fait, cette lutte inégale engagée aux extrémités du grand continent d'Asie, moins pour obtenir la réparation d'une insulte faite à la dignité de la Grande-Bretagne que pour garantir l'existence de ce commerce impitoyable qui venait au nom de la civilisation porter la ruine et la guerre chez un peuple arriéré sans doute, mais plus efféminé que barbare.

On ne saurait nier assurément que les procédés de l'Angleterre, en provoquant sciemment une guerre dont l'issue ne pouvait être un instant douteuse, aient fait peu d'honneur à cette civilisation qu'elle avait la prétention de représenter, et il serait difficile de justifier les formes tyranniques dont elle a usé à l'égard d'une nation trop faible pour lui opposer de sérieuses résistances. Nous aimons cependant à reconnaître que le gouvernement anglais, au lieu de profiter exclusivement des avantages nouveaux que lui créait sa victoire, convia pour ainsi dire les puissances européennes à partager le bénéfice de cette situation. Désintéressement ou prudence, cette marche suivie par la

Grande-Bretagne a droit à des éloges d'autant plus sincères qu'ils ont été bien rarement mérités.

### III

L'opposition anti-dynastique poursuivait son œuvre dissolvante. Vaincue dans la rue, sans force à la Chambre, comprimée dans les journaux, elle eut recours au scandale. *La Gazette de France* avait publié une série de lettres écrites par Louis-Philippe en 1808 et 1809, c'est-à-dire pendant sa vie d'émigré, et où son admiration, sa sympathie pour les armées de l'étranger en lutte avec celles de la France se rapportaient peu au langage patriotique tenu depuis par le roi de 1830. Cette puérile comparaison des sentiments exprimés à deux époques si distinctes dans la vie du duc d'Orléans avait eu un certain retentissement. Un autre journal légitimiste, *la France*, désireux sans doute d'obtenir un résultat semblable, se mit à la recherche de correspondances du roi, et, trompé par une intrigante, M<sup>me</sup> Ida Saint-Elme, cette même *Contemporaine*, dont les prétendus mémoires rédigés par une association d'hommes d'esprit avaient eu jadis un si grand succès, crut posséder les copies authentiques de véritables autographes royaux, et publia trois lettres soi-disant écrites

depuis l'avènement de Louis-Philippe au trône. Ces lettres qui abordaient des sujets brûlants, tels que l'évacuation d'Alger pour remplir des promesses faites à l'Angleterre, l'abandon de la révolution polonaise, le véritable but de la construction des forts détachés, étaient assurément fort compromettantes pour la popularité du roi et la façon singulièrement cavalière dont il y était parlé du peuple parisien, des *aimables faubourgs* de la grande ville, pouvait bien soulever les colères des masses. La première de ces lettres, celle qui traitait de la question d'Alger, renfermait le passage suivant : « En thèse générale, ma résolution la plus sincère et la plus ferme est de maintenir inviolables tous les traités qui ont été conclus depuis quinze ans entre les puissances de l'Europe et la France. Quant à ce qui concerne l'occupation d'Alger, j'ai des motifs plus particuliers et plus puissants encore pour remplir fidèlement les engagements que ma famille a pris envers la Grande-Bretagne. Ces motifs sont le vif désir que j'éprouve d'être agréable à Sa Majesté britannique, et ma conviction profonde qu'une alliance intime entre les deux pays est nécessaire, non-seulement à leurs intérêts réciproques, mais encore à l'intérêt et à la civilisation de l'Europe. Vous pouvez donc, monsieur l'ambassadeur, affirmer à votre gouvernement que le mien se conformera ponctuellement à

tous les engagements pris par S. M. Charles X, relativement à l'affaire d'Alger. Mais je vous prie d'appeler l'attention du cabinet britannique sur l'état actuel des esprits en France, de lui faire observer que l'évacuation d'Alger serait le signal des plus violentes récriminations contre mon gouvernement, qu'elle pourrait amener des résultats désastreux, et qu'il importe à la paix de l'Europe de ne point dépopulariser un pouvoir naissant et qui travaille à se constituer. Il faut donc que, rassurée sur mes intentions et convaincue de notre ferme volonté de remplir envers elle la promesse de la Restauration, S. M. britannique nous laisse le choix du temps et des moyens. »

La publication de ces lettres reproduites par tous les journaux de l'opposition fit naturellement très-grand bruit. La Chambre des Députés s'en émut, et aux questions pressantes qui leur étaient adressées à ce sujet, les ministres répondirent que les journaux allaient être poursuivis pour faux. Cette menace ne tarda pas à se réaliser. On avait ordonné une visite domiciliaire à la maison de campagne habitée par M. de Genoude ; elle ne produisit aucun résultat. MM. Lubis et de Montour furent alors arrêtés et traduits devant les tribunaux sous la prévention de faux ; mais la chambre du conseil de la cour royale décida que, sur ce chef, il n'y avait pas lieu à suivre, et les

deux accusés furent renvoyés devant la cour d'assises pour offense à la personne du roi. Les jurés se partagèrent en nombre égal sur cette question, et par conséquent le journal fut acquitté. Cependant M. Lubis s'était rendu à Londres dans l'intervalle qui s'était écoulé entre sa première détention et le jugement en cour d'assises. Il se mit en rapport avec M<sup>me</sup> Ida Saint-Elme afin d'obtenir d'elle les originaux qu'elle avait promis de livrer. Mais la *Contemporaine*, après avoir inventé mille prétextes et reçu quelques à-compte sur les sommes qu'elle exigeait, s'arrangea de telle sorte que M. Lubis dut retourner à Paris sans avoir pu, non pas s'approprier les précieux et compromettants autographes, mais même les voir et constater leur existence réelle.

D'un autre côté le ministre de l'intérieur reçut l'officieux avis qu'un livre écrit en 1834 par M. Sarrans renfermait textuellement, sous la forme d'une conversation de Louis-Philippe avec l'ambassadeur d'Angleterre après les journées de Juillet, la lettre relative à la question d'Alger que nous avons mentionnée plus haut. Une note ainsi conçue fut donc, au nom du gouvernement, remise par ministère d'huissier à tous les journaux de l'opposition : « Dans l'ouvrage de M. Sarrans jeune, intitulé *Louis-Philippe et la contre-révolution de 1830*, tome I<sup>er</sup>, page 8, deuxième alinéa, on

trouve sous forme d'une prétendue réponse verbale adressée par le roi à lord Stuart, ambassadeur d'Angleterre en 1830, le texte même, mot pour mot, d'une des trois lettres publiées par *la France*. La *Contemporaine* s'est bornée à copier ce passage en se servant de son talent à imiter les écritures, pour le transformer en une soi-disant lettre du roi. » Ainsi se termina cet incident que la presse opposante chercha vainement à relever. Parmi les lettres que possédait M<sup>me</sup> Ida Saint-Elme et dont elle voulait trafiquer, une ou deux peut-être étaient véritablement de Louis-Philippe, et celles-là pouvaient être sorties du portefeuille de M. de Talleyrand au moment où le prince avait quitté Londres ; les autres avaient été fabriquées sur les premières ; de là l'emprunt fait au livre de M. Sarrans.

Ce petit scandale n'ayant pas donné tous les résultats qu'on en attendait, l'opposition rechercha des occasions nouvelles et un terrain meilleur.

Elle trouva bientôt ce qu'elle cherchait : M. Humann, le ministre des finances, avait écrit dans une circulaire adressée aux agents de son administration : « Il est urgent de prendre des mesures pour obtenir des impôts les produits qu'on est en droit d'en attendre. » Et comme cette circulaire fut presque immédiatement suivie de la mise à exécution d'une prescription légale qui ordonnait

de dix ans en dix ans une nouvelle répartition de l'impôt, les esprits prévenus s'irritèrent ; sur plusieurs points de la France des résistances du caractère le plus grave au recensement qui allait avoir lieu furent préparées par les agitateurs. Une question se présentait d'abord et elle était vivement controversée : à qui devait appartenir le droit d'exécuter la loi ? au pouvoir central ou aux municipalités ? Les textes qu'on allait rechercher à cet égard dans l'arsenal des décrets de la République et de l'Empire ne donnaient qu'une réponse assez confuse ; mais un article de la loi du 21 avril 1832 attribuait positivement le droit de recensement au pouvoir central.

Excitées par les journaux de l'opposition, les municipalités d'un grand nombre de villes protestèrent avec vivacité ; quelquefois, comme à Grenoble, par exemple, ce furent les populations elles-mêmes qui refusèrent aux agents l'entrée de leur demeure. A Toulouse, ce conflit prit tout à coup une apparence si grave que le préfet, M. Floret, crut devoir suspendre immédiatement les opérations du recensement et demander des instructions au ministre. Celui-ci jugeant trop sévèrement en cette circonstance la conduite du prudent fonctionnaire, répondit à ses communications en lui faisant connaître qu'il était destitué et remplacé par M. Mahul. Mais cet acte de vigueur

ne devait point calmer l'effervescence toulousaine. La population, de plus en plus irritée au contraire, donna une sérénade à M. Floret le jour même où M. Mahul venait prendre possession de l'hôtel de la préfecture, et en même temps l'administration municipale remettait sa démission au préfet révoqué. Croyant pouvoir, à l'aide d'une attitude énergique, dominer cette difficile situation, M. Mahul décida que les opérations du recensement seraient immédiatement reprises, et s'entendit avec l'autorité militaire pour que la garnison se tint prête à réprimer les désordres que cette mesure pourrait provoquer. Une telle précaution n'était pas inutile ; en effet, le soir même, un rassemblement de près de quatre mille personnes exécutait devant la préfecture un charivari colossal, et la force armée ne parvenait à dissiper la foule exaspérée qu'en la foulant aux pieds des chevaux et en répandant le sang. Le lendemain, les jours suivants, les mêmes scènes se renouvelèrent. La demeure de M. Plougoulm, procureur général, devint comme l'hôtel de la préfecture le point de mire de l'émeute. Les vitres en furent brisées par la multitude qui, s'excitant de plus en plus par l'effet de ses propres violences, finit par élever des barricades et prendre une attitude complètement insurrectionnelle. Le combat et un combat furieux allait s'engager entre cette population méridionale et les troupes char-



gées de la difficile mission de la contenir, lorsque les membres de l'administration provisoire, accompagnés de plusieurs officiers de la garde nationale, allèrent trouver M. Mahul et lui exposèrent, par l'organe de M. Gasc, avocat et adjoint, que le seul moyen de prévenir les conséquences funestes d'une exaspération populaire, impossible à contenir, était de convoquer immédiatement la garde nationale toulousaine, qui occuperait les postes conjointement avec la troupe de ligne. Le préfet commençait à s'effrayer lui-même des conséquences de cette émeute permanente, dont les violences semblaient en effet augmenter chaque jour. Accorder la convocation de la milice citoyenne, c'était faire une grande concession à l'idée insurrectionnelle, et M. Mahul n'ignorait pas que tous les gardes nationaux étaient hostiles au projet de recensement. Il céda sur ce point cependant et crut même devoir aller plus loin encore, car il écrivit à M. Plougoulm pour l'engager à mettre en liberté, suivant le vœu hautement exprimé par l'émeute, les prisonniers que la troupe avait faits les jours précédents; mais M. Plougoulm s'y refusa.

Cependant, comme il arrive toujours en pareil cas, ces premières faiblesses de l'autorité, loin de satisfaire la multitude, accrurent au contraire ses exigences. Dans la matinée du 13 juillet l'insurrec-

tion se renouvela plus menaçante, plus terrible que jamais, et cette fois c'était le départ de M. Mahul qu'elle demandait à grands cris. Les barricades s'étaient relevées; les postes occupés par la garde nationale, confondue avec la troupe, étaient entourés par des masses populaires toutes prêtes à les emporter, le couteau à la main. On ne peut, à moins d'en avoir été témoin, se faire une juste idée de ces colères méridionales qui, comme un véritable torrent, renversent et brisent tout sur leur passage. Le préfet prévenu de l'extrême gravité d'une pareille situation par les officiers de la garde nationale qui vinrent le supplier de céder au vœu populaire en quittant immédiatement Toulouse, le préfet, disons-nous, voulut d'abord faire bonne contenance, et envoya au lieutenant général Saint-Michel l'ordre de se porter sur la préfecture avec toutes les troupes dont il pourrait disposer. L'exécution de ce mouvement militaire était, malheureusement pour M. Mahul, devenue presque impraticable à cause de la présence de la garde nationale armée sur tous les points occupés par les soldats. Comment, en effet, engager la lutte contre le peuple si la milice citoyenne, qui partageait notoirement toutes ses sympathies, venait à intervenir en sa faveur? Le général Rambaud, commandant le département, et M. Plougoulm lui-même joignirent leurs instances à celles des

officiers de la garde nationale pour engager M. Mahul à quitter la ville. Ce dernier adopta donc cette détermination extrême et parvint à sortir de Toulouse sans être reconnu.

Un écrit vraiment étrange dans sa rédaction, écrit au bas duquel le général Saint-Michel et M. Plougoulm n'avaient pas craint d'apposer leurs signatures, avait été remis par eux aux officiers de la garde nationale qui s'étaient offerts pour accompagner M. Mahul jusqu'à la route de Paris. Cette pièce datée du 13 juillet 1844, à dix heures du matin, était conçue en ces termes : « Toute cause de désordre doit cesser ; le préfet quitte à l'instant Toulouse. » Destinée sans doute à n'être montrée que dans le cas où la retraite de M. Mahul serait inquiétée par la foule armée, elle n'en fut pas moins livrée à la publicité par *l'Émancipation*, feuille de l'opposition toulousaine, et compromit singulièrement les deux signataires.

Bientôt, du reste, M. Plougoulm lui-même, contre lequel le parti conservateur s'élevait en ce moment avec autant de vivacité que le parti de l'insurrection et qu'il accusait d'avoir, en quelque sorte, sacrifié M. Mahul aux rancunes populaires, bientôt M. Plougoulm se vit dans la nécessité déplorable de suivre l'exemple de ce dernier. Sa personne était menacée, en effet, et il en eut la preuve le jour même du départ de M. Mahul. Re-

venant de chez le général Saint-Michel, escorté par un chef de bataillon de la garde citoyenne, il se vit tout à coup entouré, pressé par deux ou trois mille émeutiers qui demandaient son départ ou sa tête. Il voulut les haranguer, et leur déclara qu'il n'était pour rien dans les mesures adoptées par le préfet; mais on lui répondit par des huées et il dut regagner au plus vite sa demeure où, malgré la protection de la force armée, il fut bientôt assiégé par la populace. Il n'y avait pas de temps à perdre, et les communications allaient être complètement interceptées lorsqu'on lui fit franchir le mur qui séparait sa maison du jardin d'une maison voisine où il devait séjourner quelque temps tandis que l'on répandrait le bruit de sa fuite. Les choses se passèrent de la sorte, et bientôt il put s'éloigner sous un déguisement de garde national après avoir, il faut le dire, longtemps refusé de recourir à un semblable moyen.

Assurément, grâce aux maladroites circulaires du ministre des finances, il était impossible de voir l'autorité plus radicalement compromise, plus étrangement abaissée que dans ces déplorables circonstances. Le ministère comprenant tout ce qu'avait de périlleux la situation que l'on faisait ainsi au pouvoir, résolut de prendre des mesures en rapport avec la gravité des faits. Un commissaire extraordinaire fut nommé en remplacement

de M. Mahul ; c'était M. Maurice Duval , jadis envoyé, comme on l'a vu, dans le département de la Loire-Inférieure au moment de l'arrestation de madame la duchesse de Berry. Homme d'un tempérament énergique, excellent à employer dans des circonstances exceptionnelles, mais ayant au point de vue administratif les défauts de ses qualités. MM. Plougoulm et le général Saint-Michel, signataires du malencontreux sauf-conduit, furent remplacés, le premier par M. Nicias-Gaillard, le second par le général Rulhières. Pour prêter main forte aux vigoureux arrêtés de M. Maurice Duval, on dirigea sur Toulouse de nombreux corps de troupe. La garde nationale et la municipalité de cette ville furent dissoutes. Tout rentra bientôt dans l'ordre et le devoir. MM. Arzac, Gasc et Roaldès, membres de la municipalité toulousaine, avaient protesté contre l'ordonnance de dissolution, parce que la loi de 1831 exigeait que cette ordonnance fixât l'époque précise de la réélection, prescription qui n'avait pas été accomplie ; eux-mêmes furent traduits en police correctionnelle et condamnés à l'amende comme ayant, par leur résistance à une mesure gouvernementale, fourni un prétexte à l'émeute.

Quelques mois plus tard les personnes compromises dans ces troubles étaient renvoyées devant la cour d'assises de Pau, et le jury les acquit-

tait aux applaudissements des adversaires du pouvoir.

Assurément les scènes de désordre maladroitement provoquées par la circulaire ministérielle à Toulouse, à Clermont-Ferrand, à Lille et dans un très-grand nombre de chefs-lieux départementaux n'avaient qu'une assez faible importance relative ; mais elles dévoilaient, aussi bien que les acquittements par le jury des inculpés d'émeute et des journalistes d'opposition, une déplorable tendance dont le développement devait être funeste au gouvernement de 1830 : l'affaiblissement progressif du principe d'autorité.

#### IV

Le 1<sup>er</sup> mai 1841 eut lieu le baptême du jeune prince, fils de M. le duc d'Orléans et auquel Louis-Philippe, dans les calculs de sa politique, avait voulu donner ce beau nom de comte de Paris qui semblait sceller un pacte d'alliance entre la monarchie de Juillet et la capitale de la France. Ce fut à Notre-Dame et avec toutes les pompes que l'église catholique déploie en pareil cas que s'accomplit cette cérémonie touchante. Hélas ! qui eût dit alors, au milieu de ces joies de la famille régnante, qu'à un an de distance la vieille basilique

se pavaiserait de deuil et ouvrirait ses portes pour recevoir le cercueil du duc d'Orléans lui-même ? O grandeurs humaines ! qu'êtes-vous donc et comment, en vous analysant, l'historien ne serait-il pas involontairement entraîné à signaler philosophiquement vos misères ?

Une élection qui fit beaucoup de bruit vint en ce moment détourner l'attention des émeutes de province et des pompes dynastiques : un député de l'opposition radicale, M. Garnier-Pagès, était mort dans la force de l'âge, et le deuxième collège électoral de la ville du Mans qui l'avait envoyé à la Chambre voulait le remplacer par un homme dont la nuance politique fût au moins aussi tranchée. Son choix tomba sur un avocat connu par des succès dans des procès de presse, sur M. Ledru-Rollin dont la personnalité devait prendre plus tard des proportions toutes révolutionnaires, mais qui, peu connu alors, même dans son propre parti, voulut donner immédiatement la mesure de ce que ses amis pouvaient attendre de lui. Dans un discours prononcé la veille de l'élection il se déclara franchement républicain, blâma la prudence des hommes appartenant à cette opinion et fit, en un mot, entendre un langage si inusité, si différent par son audace des timides allusions parlementaires, que ce discours prit les proportions d'un événement. Tout au moins était-ce la révélation de

l'ambition d'un homme et des idées d'un parti. Le lendemain M. Ledru-Rollin était élu à la presque unanimité des suffrages; mais, quelques jours plus tard, la cour royale d'Angers évoquait l'affaire et poursuivait tout à la fois l'orateur démagogue et le rédacteur du *Courrier de la Sarthe* qui avait reproduit son allocution aux électeurs.

M. Ledru-Rollin, assisté de MM. Berryer, Odilon-Barrot, Arago et Marie, c'est-à-dire des principaux représentants de l'opposition à la Chambre, fut condamné à quatre mois d'emprisonnement et 3,000 francs d'amende, non pas pour avoir prononcé le discours devant les électeurs (ce qui sauvegardait le principe de la liberté de parole en matière électorale) mais pour l'avoir publié dans le *Courrier de la Sarthe*. M. Haureau, rédacteur de ce journal défendu par M. Marrast, du *National*, fut également condamné à trois mois d'emprisonnement et à deux mille francs d'amende. Ce fut sous ces auspices que M. Ledru-Rollin entra en scène.

Si le pouvoir se montrait ombrageux et sévère à propos de la libre énonciation de théories politiques opposées à sa propre essence, il faut avouer du reste qu'il n'avait pas complètement tort. La violence des attaques de la presse à cette époque nécessitait presque hebdomadairement des procès dont l'immense retentissement et l'issue souvent



défavorable à l'accusation rendait le scandale des plus dangereux. C'est aussi à cette date qu'il faut reporter la fatale inoculation dans l'esprit des masses des stupides théories du socialisme dont le développement, à la honte de l'intelligence humaine, devait progressivement amener tant de douloureuses aberrations, tant de déplorables déchirements. L'imagination du spirituel ouvrier parisien commençait à subir l'influence malsaine des grossières théories du communisme. Les sociétés secrètes poursuivaient leur œuvre. On en eut bientôt une triste preuve : M. le duc d'Aumale revenait d'Afrique où sa courageuse attitude avait été fort remarquée ; il commandait alors le 17<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère et devait rentrer à Paris à la tête de ce brave régiment. Ses frères, les ducs d'Orléans et de Nemours, étaient allés au-devant de lui le 13 septembre, et tous traversaient ainsi le faubourg Saint-Antoine avançant de quelques pas la colonne en marche. Tout à coup, à l'angle de la rue Traversière, un coup de feu se fait entendre, et une balle passant un peu en arrière de M. le duc d'Aumale va frapper à la tête le cheval du général Schneider placé à gauche de M. le duc de Nemours. On se précipite aussitôt sur le meurtrier que l'on saisit et qui déclare se nommer François Quénisset, ouvrier scieur de long.

Cet homme était affilié aux sociétés secrètes ; il

avait des complices. La Cour des Pairs en ordonnant une enquête approfondie sur cet attentat doublement révoltant puisqu'il ne prouvait qu'une haine inintelligente, la Cour des Pairs en acquit la certitude, et le rédacteur du *Journal du Peuple*, M. Dupoty, se trouva même compromis dans l'affaire à ce point que M. le procureur général Hébert le représenta dans son réquisitoire comme ayant été l'âme du complot. La cour n'admit pas cependant que Dupoty fût le promoteur de cet attentat. Chaleureusement défendu par le nouveau député, M. Ledru-Rollin, il se vit condamné à cinq ans de détention, et la presse révolutionnaire, faisant grand bruit de cette condamnation, protesta dans une pièce publiée collectivement et qui renfermait ce passage : « L'arrêt de la Cour des Pairs ne se borne pas à frapper un écrivain politique, il pèse sur la liberté même de la discussion. La jurisprudence que cet arrêt tend à établir, va même au delà des lois de septembre; elle est encore plus menaçante, et l'arbitraire n'avait jamais été introduit aussi formellement dans la légalité. » Mais la société, que cette protestation représentait comme émue et alarmée de ce fait judiciaire, avait cent fois plus de raison de l'être des tendances dévoilées par l'instruction de l'affaire elle-même.

A l'extérieur, l'aspect des choses n'était pas tout à fait aussi triste, sans pourtant présenter de com-

pensations bien notables. M. Guizot avait écrit à Londres à M. de Bourqueney : « Le gouvernement du roi n'approuve ni avant ni après l'événement le mode employé par le traité du 15 juillet ni le but que ce traité atteint ; il ne s'y est point opposé par la force, mais il ne saurait entrer en part dans aucune de ses conséquences. Toute la question pendante entre le sultan et le pacha lui est et lui doit être étrangère. Il ne peut donc rentrer dans les conseils de l'Europe tant que cette question dure encore ; il n'aurait à y prendre part qu'autant que les intentions du sultan, à l'égard du pacha, blesseraient les droits que la France a garantis, ce que personne ne paraît plus supposer. » Ce fragment de dépêche résume parfaitement les choses et indique clairement quelle attitude, assez ferme du reste dans sa modestie, le ministère du 29 octobre entendait prendre vis-à-vis de la coalition qui nous avait outragés.

Les intentions des quatre grandes puissances signataires du traité du 15 juillet ne sont pas moins nettement exprimées dans la note suivante adressée par elles à la Sublime-Porte : « Les puissances invitent le sultan non-seulement à se montrer généreux envers Méhémet-Ali en révoquant l'acte de déchéance, mais en lui promettant aussi que ses descendants en ligne directe seront nommés successivement pachas d'Égypte lorsque ce

poste se trouvera vacant par la mort du pacha précédent..... Cette condition que les quatre cours considèrent comme indispensable, forme à leurs yeux un des liens les plus solennels pour rattacher l'Égypte à la Turquie, comme partie intégrante de l'empire ottoman..... Les forces de terre et de mer, qui pourraient être entretenues en Égypte et qui composent une partie de l'armée ottomane, devront être considérées comme disponibles pour le service général de l'État. Si Méhémet-Ali ou l'un de ses successeurs venait à enfreindre les conditions sous lesquelles le gouvernement héréditaire de l'Égypte lui serait accordé, il serait sujet à être révoqué par la Porte. Les soussignés croient que l'exécution complète des conditions ci-dessus mentionnées répondrait parfaitement au vœu du sultan, réaliserait tous les désirs des quatre cours alliées, et conduirait heureusement au but des engagements réciproques exprimés dans le traité du 15 juillet, savoir : l'œuvre de la pacification. Le sultan serait sûr à l'avenir de l'obéissance et de la soumission de son pacha, le gouverneur d'Égypte ; la population de cette province serait à l'abri de l'oppression dont elle a souffert ces dernières années par les abus de l'administration locale ; enfin Méhémet-Ali acquerrait pour lui et sa famille une position qui assurerait son avenir sans blesser ses devoirs de sujet. »

Ces bases une fois posées par les quatre puissances et admises par le sultan, il devenait facile pour la France de rentrer, comme cela se disait alors, dans le concert européen. La Prusse et l'Autriche, peut-être un peu étonnées de cette audace première qui tranchait si singulièrement avec les habitudes habilement prudentes de leurs chancelleries, étaient très-disposées à faciliter à la France ce retour dans le giron politique de l'Europe. Il ne fallait plus qu'un traité au bas duquel le plénipotentiaire français viendrait joindre sa signature à celle des représentants des quatre grandes puissances. Cette occasion recherchée de part et d'autre, ce fut la convention dite *des détroits*. L'importance de cette convention se résumait tout entière dans les deux articles suivants : « Art. 1<sup>er</sup>. Sa Hautesse le sultan, d'une part, déclare qu'il a la ferme résolution de maintenir à l'avenir le principe invariablement établi, comme ancienne règle de son empire et en vertu duquel il a été de tout temps défendu aux bâtiments de guerre des puissances étrangères d'entrer dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore, et que tant que la Porte se trouve en paix, Sa Hautesse n'admettra aucun bâtiment de guerre étranger dans lesdits détroits; et Leurs Majestés le roi des Français, l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, la reine du royaume uni de la Grande-

Bretagne et de l'Irlande, le roi de Prusse et l'empereur de toutes les Russies, de l'autre part, s'engagent à respecter cette détermination du sultan et à se conformer aux principes ci-dessus énoncés.

Art. 2. Il est entendu qu'en constatant l'inviolabilité de l'ancienne règle de l'empire ottoman mentionnée dans l'article précédent, le sultan se réserve, comme par le passé, de délivrer des firmans de passage aux bâtiments légers sous pavillon de guerre, lesquels seront employés, comme il est d'usage, au service des légations des puissances étrangères. »

La *convention des détroits* avait été signée le 13 juillet 1841 ; le 3 septembre les torys arrivaient au pouvoir en Angleterre à la grande satisfaction de M. Guizot, dont les prévisions se réalisaient enfin. Lord Palmerston, ennemi personnel de Louis-Philippe et auquel on pouvait attribuer en grande partie les mauvais procédés de l'Angleterre à l'égard de la France, se retirait devant le duc de Wellington, sir Robert Peel, lord Aberdeen, chance heureuse pour le cabinet du 29 octobre.

Peut-être est-ce ici le cas d'esquisser rapidement la vie politique d'un homme d'État auquel un concours de circonstances remarquables a donné tout à coup une importance que les débuts de sa carrière n'auraient pu faire soupçonner : lord Pal-

merston avait rempli jusqu'en 1840 un rôle qui, bien que considérable à certains égards, était demeuré presque inaperçu. Désireux d'élégants succès, de frivoles conquêtes, il n'avait pas paru songer qu'il pût un jour occuper une place marquante sur une scène toute remplie encore des grands noms de Pitt, de Fox, de Canning, de Castlereagh. Lord Palmerston appartenait cependant à une famille qui, sous Charles II, avait donné à l'Angleterre le célèbre diplomate W. Temple. Élevé au collège d'Harrow, il avait compté parmi ses condisciples sir Robert Peel et lord Byron; mais, tandis que, par des études opiniâtres, le jeune Peel se préparait à l'immense carrière promise à ses grands talents, pendant que Byron, dans une autre sphère, étonnait le monde par l'éclat de son bizarre génie, lord Palmerston, négligeant les études sérieuses, acquérait une de ces éducations seulement brillantes qui semblent inutiles aux hommes politiques. L'influence de sa famille lui valut toutefois, en 1805, d'entrer à la Chambre des communes; quatre ans plus tard il fut appelé aux fonctions de ministre de la guerre qu'il conserva sans interruption pendant dix-neuf années, traversant les administrations successives de M. Perceval, de lord Liverpool, de M. Canning, de lord Goderich, de lord Wellington, et ne se séparant du pouvoir qu'en 1828, afin de se ranger,

avec son ami M. Huskisson, sous la bannière de l'opposition whig. On comprendrait difficilement, d'ailleurs, que lord Palmerston ait été placé pendant un espace de temps considérable dans une situation aussi élevée sans acquérir d'autorité dans le gouvernement, ni d'influence sur l'opinion, si nous n'ajoutons qu'en Angleterre le portefeuille de la guerre paraît généralement réservé aux capacités les moins éminentes. Ce ne fut réellement qu'à partir de 1830 que lord Palmerston acquit un certain crédit dans le parlement, et qu'il prit une part réellement active aux questions de la politique extérieure.

« J'espère, s'écriait-il alors, que l'Angleterre ne se liguera jamais avec les représentants du principe d'intolérance militaire en matière de gouvernement ; j'espère que le cabinet cherchera à obtenir les sympathies du peuple en maintenant, non-seulement dans le pays mais encore partout où son action pourra s'étendre, la prépondérance des principes d'un libéralisme sage, juste et éclairé. »

Paroles assurément étranges si on les rapproche de la conduite de lord Palmerston qui devait, en 1840, sacrifier avec si peu de scrupule l'alliance française à celle des gouvernements absolus. Tel était le personnage qui avait dirigé, sinon avec une habileté véritable, du moins avec un éclat incontesté, les affaires extérieures pendant l'administration Mel-



bourne. Disons maintenant quels étaient les principaux titres du ministre qui fut appelé à lui succéder.

Robert Peel naquit à Tamworth, en 1788. Fils aîné d'un opulent manufacturier du Lancashire, il fut voué, dès son enfance, à la vie politique par les vœux de sa famille et l'entraînement d'une vocation irrésistible. Son éducation commencée au collège d'Oxford fut sérieuse et complète; grâce à une mémoire prodigieuse, à une infatigable assiduité, à un éloignement naturel pour les plaisirs de son âge, il acquit promptement un vaste fonds de connaissances qui prépara sa jeunesse aux situations élevées que la fortune réservait à son âge mûr. Le début parlementaire de sir Robert Peel eut lieu en 1810, et son début dans la politique active en 1812. Ce fut à cette époque qu'il fit partie du ministère de lord Liverpool. Ses idées d'ordre, ses tendances conservatrices, sa propension innée pour les vieilles institutions du pays le placèrent d'abord parmi les adversaires des réformes politiques et le déterminèrent à se prononcer, à l'égard de l'Irlande, contre toute espèce de concessions.

Cependant les éminentes facultés de sir Robert Peel avaient été de trop bonne heure développées par des études pratiques et la science approfondie des affaires, pour que cette pensée de résistance ne s'appliquât pas exclusivement à la politique. Le

jeune ministre fit, en effet, preuve des opinions les plus avancées dans toutes les questions qui se rapportaient à l'administration comme à la législation criminelle; il contribua à la réforme du jury et à l'adoucissement de la pénalité. Telle était déjà, malgré son âge, l'autorité de son talent, qu'il fut choisi par l'université d'Oxford pour la représenter aux communes; honneur dangereux, au reste, puisqu'il enchaînait son indépendance et semblait devoir le rattacher plus étroitement encore aux intérêts de l'église et de l'aristocratie.

On le vit alors, dans le conseil comme à la tribune, appuyer tous les bills de répression présentés par le gouvernement. Ayant été appelé, en 1812, à la succession de lord Sidmouth, ministre de l'intérieur, il devint l'orateur officiel du cabinet et s'opposa, sans succès à la vérité mais non sans éclat, à la motion de M. Canning qui réclamait en faveur des pairs catholiques le droit de siéger et de voter au parlement. Cette opposition énergique et persistante n'empêcha pas sir Robert Peel de conserver son portefeuille à l'époque où, par suite du suicide de lord Castlereagh, M. Canning fut chargé de diriger les affaires étrangères. Néanmoins ce dernier n'ayant pas tardé à obtenir la présidence du conseil, M. Peel dut donner sa démission, mais il ne fit que changer de fortune et fut reconnu, dès ce jour, comme le chef principal

de l'opposition tory. En 1818, rappelé aux affaires avec lord Wellington, sir Robert Peel, sacrifiant ses sentiments personnels à des exigences impérieuses, à des nécessités bien constatées, comprit qu'il valait mieux se montrer infidèle à son passé que de contribuer par une résistance inopportune et d'ailleurs impuissante, à prolonger dans une partie du royaume, les malheurs de l'anarchie. Il n'hésita donc point alors à présenter aux Chambres cette fameuse loi d'émancipation qui conviait, jusqu'à un certain point, l'Irlande à l'égalité politique et civile; mais, tout en faisant cette grande concession, il n'entendit pas se laisser emporter par le torrent des opinions réformistes : lors des luttes ardentes engagées pendant dix-huit mois entre les communes et la pairie au sujet du bill de réforme, sir Robert Peel se montra conservateur opiniâtre; il lutta avec talent, avec persévérance; puis, lorsqu'en dépit de ses efforts, le *reform-bill* eut été voté, se montrant cette fois encore plus homme d'État qu'homme de parti, il cessa toute opposition et accepta froidement les faits accomplis.

Personne ne saurait contester aujourd'hui la puissante habileté de sir Robert Peel, sa merveilleuse aptitude aux affaires, et cet étonnant ensemble de talents et de connaissances qui le destinaient nécessairement à exercer l'influence la plus marquée sur toutes les questions politiques.

Comme orateur, sir Robert Peel ne possédait pas des qualités moins précieuses. Élégance de l'attitude, beauté de l'organe, netteté de la parole, finesse d'argumentation, éloquence brillante, facile, d'une lucidité remarquable, esprit sérieux et positif jusque dans les discussions les plus passionnées, tels furent les mérites incontestables de ce grand homme d'État que l'Angleterre peut admirer à bon droit, même après avoir produit Pitt et Fox.

Parmi les complications embarrassantes léguées par le ministère whig aux torys, ses successeurs, nulle peut-être n'avait plus de gravité, n'exigeait plus de réserve et de combinaisons que le conflit survenu entre la France et l'Angleterre à l'égard du droit de visite. Avant d'indiquer à l'aide de quels moyens, de quelles concessions et de quels efforts le ministère Peel parvint à triompher de cette imposante difficulté, il nous semble indispensable de rappeler sommairement l'origine d'une question qui devait soulever en France une agitation générale et des répugnances passionnées.

La Convention ayant, en 1794, aboli l'esclavage et la traite qui le perpétue, cet exemple fut, quelques années plus tard, suivi par le Parlement anglais. Mettant à profit, en 1830, le système politique qui venait d'éclorre en France, le cabinet de Londres s'efforça, non sans succès, de décider le

nouveau gouvernement à coopérer activement à la répression de l'odieux trafic des noirs. Le comte Horace Sébastiani et le vicomte Granville signèrent dans ce but, le 30 novembre 1831, un traité portant que, dans des parages spécifiés, chacune des deux nations serait en droit de visiter les navires de commerce de l'autre; que le nombre des bâtiments à investir de ce droit serait déterminé tous les ans par une convention spéciale; qu'il pourrait n'être pas le même pour l'une et pour l'autre nation; mais que, dans aucun cas, le nombre des croiseurs de l'une ne devait être de plus du double de celui des croiseurs de l'autre; que les navires capturés pour s'être livrés à la traite et comme soupçonnés d'être armés en vue de ce coupable trafic, seraient, ainsi que leurs équipages, remis sans délai à la juridiction de la nation à laquelle ils appartiendraient, sauf à n'être jugés que d'après les lois de leurs pays respectifs.

Cette convention que devait aggraver, en la corroborant, la partie complémentaire de 1833, bien qu'elle admît en principe un droit réciproque, donnait cependant à l'Angleterre les moyens de faire subir à la marine française de fréquentes vexations et d'apporter à son commerce de nombreuses entraves, puisqu'elle conférait au gouvernement britannique la faculté d'entretenir deux fois plus de croiseurs que la France, et rendait

dès lors le droit de représailles illusoire en le rendant inégal et dangereux.

Nous devons remarquer, du reste, que la France ne s'était pas laissée entraîner seule dans la voie ouverte par la Grande-Bretagne, et qu'un grand nombre d'États européens, notamment l'Espagne, la Hollande, les Deux-Siciles, le Danemark et la Suède avaient contracté avec elle des traités de tous points identiques.

Cependant une défiance assez naturelle avait été causée en France par les procédés violents des marins anglais qui, s'autorisant de la teneur des traités de 1831 et 1833, avaient commis, pour ainsi dire légalement, de nombreux excès d'autorité.

Des communications empreintes d'amertume avaient été échangées secrètement entre les chancelleries des deux États, et, lorsqu'en 1840, l'opinion put à ces premiers griefs ajouter les nouvelles causes de mécontentement que produisit la marche politique de lord Palmerston dans la retentissante affaire de Syrie, l'explosion devint générale, les colères de l'opinion se formulèrent dans les pétitions les plus chaleureuses. Toutefois, et comme pour saluer l'arrivée des torys au pouvoir, M. Guizot, désireux sans doute de mettre fin à un conflit qui remontait si loin, qui n'était pas de son fait, et qu'il avait trouvé dans le portefeuille des affaires

étrangères, conclut avec lord Aberdeen, le 20 décembre 1841, une convention nouvelle par laquelle on espérait remédier aux inconvénients de l'état de choses préexistant, mais qui, en définitive, assignait une étendue plus considérable aux parages dans lesquels les navires français pourraient être visités et diminuait les garanties jusqu'alors attachées au nombre comme au choix des croiseurs. La Chambre des Députés s'associant d'une manière éclatante aux manifestations qui s'étaient déjà produites contre le traité du droit de visite réciproque, vota à la presque unanimité un paragraphe spécial qui, introduit dans le projet d'adresse en réponse au discours de la couronne, plaça le ministère dans l'impossibilité de ratifier cette convention additionnelle du 20 décembre 1841. Le vœu exprimé par les Chambres françaises de voir modifier les règlements du droit de visite acquit alors une portée plus grave, puisque ce n'était plus seulement la convention supplémentaire de 1841 qui se trouvait seule en cause, mais bien celles de 1831 et de 1833 dont on réclamait positivement l'abolition. Il s'agissait, en un mot, de replacer le commerce de la France sous la surveillance exclusive de son pavillon. Pour tout le monde, en effet, les traités primitifs semblaient cacher au profit du gouvernement anglais une arrière-pensée de prépondérance contre laquelle s'élevaient énergiquement, en

France, les susceptibilités du sentiment national, les plus irritables instincts du patriotisme. En se rappelant les prétentions de la Grande-Bretagne à une souveraineté maritime, n'était-il pas naturel de craindre qu'elle n'eût cherché qu'un nouveau moyen de l'exercer? Ces appréhensions avaient été d'ailleurs rendues plus vives par les imprudentes paroles tombées de la tribune anglaise. Sir Charles Napier, faisant une allusion voilée aux réglemens du droit de visite, avait dit à la Chambre des communes : « La marine anglaise est devenue la gardienne des mers ! » Paroles qui devaient être recueillies et commentées. L'alliance des deux gouvernements et la confiance réciproque des deux pays se trouvaient donc sérieusement compromises par un enchaînement de circonstances qu'il était difficile de considérer comme une suite de malentendus. Dès lors, le cabinet des Tuileries et celui de Londres durent s'appliquer, l'un à obtenir, l'autre à faire quelques concessions capables d'apaiser l'agitation progressive qui s'était manifestée surtout de ce côté du détroit, car l'Angleterre, dans son détachement presque absolu, alors, pour les affaires extérieures, ne s'était que médiocrement préoccupée du grand intérêt national qui passionnait la France entière.

Ajoutons, en anticipant un peu sur les faits pour en finir avec cette question du droit de recherche



maritime, que les ministres de deux gouvernements se trouvant, par suite de la circonstance aussi favorable qu'exceptionnelle de la visite de la reine d'Angleterre au château d'Eu, épisode que nous mentionnerons plus tard, mis directement en rapport, purent en toute liberté d'esprit aborder la question, en discuter les éléments et préparer les voies à une modification définitive. A dater de cette époque, un système différent pour la répression de la traite fut adopté par les deux États. L'expression de ce système se formula nettement dans la dernière convention négociée à Londres par M. le duc de Broglie, que sa coopération aux dispositions antérieures et sa haute expérience politique avaient rendu plus spécialement apte à remplir avec succès cette mission difficile. Le cabinet anglais se montra disposé à de sérieuses concessions, et les traités de 1831 et 1833 furent abrogés par la convention du 29 mai 1845, laquelle substituait à l'ancienne visite, ayant pour objet de constater la nature des opérations, une recherche d'un nouveau genre infiniment plus restreinte dans son application et qui se bornait à vérifier la nationalité des navires marchands ainsi que la réalité de leur pavillon.

L'opposition contesta bien, en France, les avantages qui devaient découler de ce nouveau système, prétendant que le droit de visite remplacé par la

vérification de la nationalité ne faisait que déguiser, sous la différence des mots, le maintien d'une même situation, la consécration des mêmes abus, la durée des mêmes périls. Il était pourtant impossible de ne pas reconnaître que cette convention replaçait plus immédiatement la police commerciale de la France aux mains de sa propre marine ; qu'elle rendait l'inquisition moins facile, éloignait les occasions de conflit, et se rapprochait beaucoup, si elle ne l'avait entièrement atteint, du but vers lequel tendaient les hommes d'État auxquels cette négociation fut confiée. Un siècle nous sépare en quelque sorte aujourd'hui de ces questions qui ont eu le privilège de passionner les hommes politiques d'alors et de créer souvent au gouvernement de Louis-Philippe les plus graves difficultés ; mais ce qui demeure évident, à notre avis, c'est que si, dans la situation réciproque que les événements avaient faite aux deux pays, la modification de 1845 aux traités antérieurs, relatifs au droit de visite maritime, n'était pas tout ce que la France devait désirer d'obtenir, c'était du moins tout ce que l'Angleterre pouvait alors lui concéder.

Les débats de l'adresse prirent, comme toujours, un temps considérable. Indépendamment des traités de 1831 et 1833, la question du recensement, qui avait tant ému les départements, y fut abordée avec vigueur par divers membres de l'op-

position. Toutefois la Chambre refusa de s'associer au vote de blâme que lui proposait M. Lestiboudois.

M. Billault attaqua vivement le ministère en lui reprochant de porter les plus graves atteintes aux grandes institutions libérales du pays, le jury, la garde nationale, la liberté de la presse et, à propos du jury, il cita une correspondance confidentielle du procureur général de Riom avec le ministre de la justice, correspondance qui renfermait, au dire de M. Martin (du Nord) lui-même, cette phrase un peu dénaturée d'abord par les commentaires de l'opposition, mais qui eut à cette époque un grand retentissement, car on croyait y voir une preuve de prévarication judiciaire : « la liste du jury pour 1842 donnera des jurés probes et libres, comme la loi le veut. » Voilà quels étaient alors les griefs et les combats parlementaires ! Tout un siècle, comme nous le disions plus haut, ne semble-t-il pas nous séparer de ces intérêts et de ces luttes ?

A part la longue et vive discussion de l'adresse et le projet de loi sur les chemins de fer, la session de 1842 n'offrit qu'un médiocre intérêt. Le cabinet était résolu d'ailleurs à faire un prochain appel au corps électoral, et la Chambre menacée dans son existence ne prêtait plus qu'une attention distraite aux questions qui lui étaient

soumises. La mort de M. Humann, le ministre des finances, signala les derniers jours de cette courte session. Les troubles du recensement, dont on rejetait sur lui la responsabilité, l'avaient sérieusement affecté. Il fut trouvé assis devant son bureau, la tête appuyée sur ses deux mains et mortellement frappé dans son fauteuil de travail. Ce fut M. Lacave-Laplagne qui recueillit sa succession politique.

Le général Bugeaud avait été nommé gouverneur de l'Algérie en remplacement du maréchal Valée. Depuis la seconde expédition de Constantine et malgré tous les tâtonnements, toutes les indécisions de notre occupation africaine mal définie ou mal comprise, la domination française n'en avait pas moins grandi sur cette terre si largement arrosée de notre sang. Tous les faits d'armes brillants ou utiles, l'héroïque défense de **Mazagran**, les expéditions de Mascara, de Médéah, de Milianah, tous les combats partiels mais glorieux dont le sol de la Mitidjah avait été si souvent le théâtre, c'étaient comme autant de pierres successivement apportées à l'édifice de notre conquête.

Mais, on ne pouvait pas se le dissimuler, cette conquête, cette domination colonisatrice, semblaient remises en question chaque fois que les forces ambulantes de l'armée d'occupation aban-

donnant les grands postes gardés par des détachements isolés, les Arabes s'élançaient du fond de leurs retraites pour s'emparer de ces postes qu'ils assaillaient avec fureur, sans pouvoir cependant atteindre un autre résultat que celui de jeter le trouble dans les communications régulières de nos corps entre eux. Le général Bugeaud résolut de modifier cet état de choses en attaquant lui-même les tribus insoumises et en portant jusque sur leur territoire la dévastation et la mort.

Abd-el-Kader, prévenu de ce dessein, divisa ses troupes et se prépara à lutter par la ruse contre la force qui allait l'étreindre. Après deux expéditions qui eurent pour objet de ravitailler Médéah et Milianah, le général Bugeaud prenant Mostaganem pour base de ses opérations, fit une campagne dans l'ouest et livra à l'émir une série de petits combats dans lesquels il eut toujours sur lui un avantage marqué. Ceci se passait au printemps de 1841. Vers la fin de janvier 1842, sachant qu'Abd-el-Kader s'était enfermé dans Tlemcen, il marcha rapidement sur cette place que l'émir dut abandonner en toute hâte. Poursuivi avec acharnement, ce dernier délaissé par la majeure partie de ses troupes fut atteint par notre cavalerie, et après s'être vigoureusement défendu, se vit contraint de franchir les frontières du Maroc, brillant prélude de la campagne décisive qui devait

bientôt faire tomber en notre pouvoir cet infatigable ennemi.

En Espagne, les événements prenaient chaque jour plus de gravité : l'importante question de la régence avait naturellement été agitée après l'insurrection de septembre et le départ de la reine Christine. Les uns voulaient qu'Espartero fût seul régent, d'autres redoutant son autorité et désireux de l'amoindrir demandaient une régence composée de trois membres. Le duc de la Victoire, habilement conseillé par son aide de camp Linage, demeurait en apparence complètement étranger à toutes ces intrigues et semblait n'aspirer qu'à la douce tranquillité de la vie privée, attitude qu'il a prise si souvent dans le cours de son existence politique; mais il agissait sourdement et faisait clairement entendre, par la voix des journaux qui lui étaient dévoués, que son épée ne sortirait du fourreau pour défendre la décision des cortès relativement à la régence, « que si cette décision était conforme à sa propre opinion sur les moyens à employer pour sauver le pays dans les circonstances difficiles où on se trouvait engagé. » Les cortès s'assemblèrent; les sénateurs, au nombre de quatre-vingt-quatorze, s'unirent à cent quatre-vingt-seize députés pour procéder à un vote d'ensemble sur cette importante question de la régence. Cent cinquante-trois votants admirent le système d'une régence unique; cent

trente-six demandèrent trois régents. Un vote en réclama cinq. Restait la désignation du régent lui-même ; on y procéda séance tenante : cent soixante-dix-neuf voix proclamèrent Espartero contre cent trois données à Arguelles et cinq à la reine Christine.

Mais à qui confierait-on la tutelle des deux infantes, car les cortès avaient décidé que, par suite de l'éloignement de la reine Marie-Christine, tutrice aux termes du testament de Ferdinand VII, la tutelle était vacante ? Espartero mit secrètement en avant le nom de don Francisco de Paule, car il redoutait, jusqu'à un certain point, le voisinage et la concurrence de M. Arguelles qui avait obtenu après lui le plus grand nombre de voix pour la régence. Mais en dépit de cette intrigue Arguelles fut nommé et la reine Christine profondément affligée d'un résultat qu'elle aurait dû prévoir cependant en s'éloignant d'Espagne, envoya à Madrid une protestation contre ce vote des cortès. Cette protestation était accompagnée d'une lettre adressée au duc de la Victoire, et dont voici quelques fragments : « Peu satisfaits de m'avoir arraché la régence, à laquelle je me vis forcée de renoncer pour ne pas trahir mes serments ; peu satisfaits de m'avoir réduite à la cruelle nécessité de m'éloigner pour un temps de l'Espagne, les auteurs de cet attentat manquant à tous les principes consacrés par

la religion et l'humanité et se servant de prétextes mensongers et contraires à mon honneur, à ma considération, ont travaillé depuis ce moment à me ravir la plus douce et la plus tendre consolation dont puisse jouir une mère animée de la sollicitude et de l'amour que je porte à mes filles; les paroles me manquent pour exprimer toute l'étendue de la douleur que j'ai ressentie en apprenant que j'avais été arbitrairement dépouillée de la tutelle dont l'exercice m'était assuré à moi seule, par des titres légitimes et sacrés. Les cortès en décidant ainsi de cette affaire, vous et les ministres en la soumettant à leur délibération, vous vous êtes arrogé des pouvoirs qui ne vous appartiennent pas, vous avez enfreint toutes les règles de la justice, et vous m'avez impitoyablement choisie pour votre victime..... C'est pourquoi je ne saurais me soustraire à l'accomplissement du devoir si grave que Dieu et la nature 'm'imposent en cette occasion; et obéissant à la voix de ma conscience, poussée d'ailleurs par l'extrême nécessité de ma propre défense, j'ai pris aujourd'hui même la résolution de faire une protestation solennelle contre tout ce qui a été décidé par les cortès, au mépris et au détriment de mes droits légitimes comme reine mère et comme seule tutrice et curatrice testamentaire de mes augustes filles. Je joins à cette lettre cette protestation écrite en entier de ma main, afin que vous la



fassiez publier immédiatement dans la *gazette de Madrid*. »

Ce langage maternel émut à un très-haut degré la population espagnole, tant il est vrai que les sentiments naturels exprimés avec dignité auront toujours un certain pouvoir sur les masses, fussent-elles prévenues ou mal conseillées. A cet effet produit sans effort vint se joindre, pour donner à Marie-Christine des espérances prématurées, la conduite équivoque du duc de la Victoire, sur lequel l'influence anglaise semblait s'exercer d'une façon de plus en plus préjudiciable aux intérêts matériels de l'Espagne. Le régent, tout à la dévotion du ministre d'Angleterre, M. Ashton, ne craignit pas de laisser entrevoir le dessein de céder au gouvernement anglais les îles d'Annobon et de Fernando-Pô, moyennant une somme de soixante mille livres sterling, somme que, d'un autre côté, l'Angleterre déclarait être due pour les frais que lui avait occasionnés l'envoi récent de troupes auxiliaires dans la Péninsule, déplorable intrigue dont la réalisation fut entravée par l'indignation publique. C'était aussi le moment où pour faire face aux dépenses de ce qui coûtera toujours le plus cher aux peuples, une révolution, le gouvernement commençait à s'en prendre aux richesses des couvents et des églises, vases précieux, reliquaires ou tableaux de grands maîtres qui, vendus à l'encan, allaient

orner les collections étrangères, et l'Espagne catholique s'irritait de ces spoliations officielles auxquelles on ne l'avait pas encore habituée. Espartero et Arguelles, exerçant un pouvoir quasi absolu, ressemblaient à deux dictateurs tout prêts à usurper une couronne si facile à faire tomber de la tête d'un enfant, sauf à se la disputer plus tard ; enfin les deux petites infantes, captives plutôt que gardées, semblaient renouveler cette sombre et touchante scène des enfants d'Édouard sous la main du duc de Glocester, ingénieuse comparaison d'un publiciste de l'époque.

Nous disions tout à l'heure que l'ensemble de cette situation avait inspiré à la reine Christine de fausses espérances. Le licenciement d'une partie de la garde royale, la destitution d'un nombre considérable d'officiers, alimentaient, en créant d'ardents mécontentements, cet espoir prématuré qui devait être déplorablement déçu. Les plus mauvais gouvernements ont leur temps de durée, et chercher trop tôt à les renverser est une grande faute en politique. La conspiration qui s'ourdait alors à Madrid et dans les provinces en fournit une preuve de plus. Dans les derniers jours de septembre 1841, le général O'Donnell s'empara de la citadelle de Pampelune, et les provinces basques prirent les armes. L'anarchie était si complète, le trouble des esprits était si grand, que les troupes ne savaient

plus à quel pouvoir elles devaient obéir, sous quel drapeau elles devaient se ranger. Plusieurs régiments envoyés d'abord pour combattre O'Donnell se réunirent à lui. A Madrid, les généraux Diego de Leon et Concha, profitant du mécontentement de la garde royale qui, réunie au corps des hallebardiers et à des troupes de ligne, faisait toujours le service du palais, avaient résolu d'enlever la jeune reine Isabelle et sa sœur. Voici le récit de leur tentative tel qu'il fut officiellement transmis au gouvernement français. « Onze compagnies du régiment de la princesse, auxquelles se sont jointes celles qui étaient de garde au palais et qui forment mille hommes environ, sont entrées à la fois dans le palais et ont voulu s'emparer de toutes les issues pour pénétrer jusqu'aux appartements de la jeune reine. La défense a été opiniâtre : on s'est battu dans le salon de la reine, dans la salle des ambassadeurs, et dix-huit hallebardiers ont défendu pied à pied, avec un héroïsme incroyable, chaque appartement jusqu'à la porte de la chambre à coucher des princesses, où des balles ont pénétré. Dans tout le palais, on s'est battu de chambre en chambre depuis huit heures du soir jusqu'à quatre heures du matin. Pendant ces combats, les deux pauvres enfants priaient et demandaient du secours. Elles se sont couchées sous des matelas, dans la crainte d'être atteintes par les balles. Les chefs, Diego de

Leon et Concha, voyant que le palais était cerné par les troupes que commandait Espartero, se sont sauvés par une porte cachée conduisant dans la campagne. Les soldats abandonnés de leurs chefs, ont déposé les armes et se sont rendus à discrétion. »

Fort de ce premier succès, le duc de la Victoire lança ses lieutenants Van Halen, Alcalá, Seoane, sur les provinces soulevées. Leur action vigoureuse comprima l'insurrection et força O'Donnell à sortir de la citadelle de Pampelune pour chercher un refuge en France. Le jeune Diego de Léon, type chevaleresque digne de la vieille Espagne, fut sacrifié aux rancunes du régent; atteint dans sa fuite, il fut jugé par un conseil de guerre et condamné à être passé par les armes, triste destinée supportée avec un rare courage et qui fit, dit-on, couler bien des larmes.

Espartero vainqueur, supposant que tout désormais lui était permis, poussa la hardiesse jusqu'à rendre, le 26 octobre 1841, un décret ainsi conçu : « Ayant égard à de justes considérations politiques et à des motifs certains de convenance publique en ma qualité de régent du royaume pendant la minorité de la reine Isabelle II, et d'accord avec le conseil des ministres, j'ai décrété ce qui suit : Est suspendu dès ce moment, et jusqu'à l'adoption d'une nouvelle disposition légale, le paiement de

l'allocation accordée dans le budget à la reine mère, Marie-Christine de Bourbon. » Cet outreconfiant décret était daté de Vittoria.

M. de Salvandy<sup>1</sup>, nommé ambassadeur de France à Madrid en remplacement de M. Mathieu de la Redorte, arrivait en Espagne sur ces entrefaites et trouvait ce malheureux pays au milieu du chaos de l'anarchie et de la guerre civile. Ses lettres de créance étaient naturellement adressées à la reine Isabelle, et une ancienne étiquette, datant de Louis XIV, attribuait au titulaire de cette ambassade de famille le droit de présenter ses lettres au monarque en personne, quel que fût d'ailleurs son âge.

M. de Salvandy, qui avait des instructions pour ne pas rehausser par son attitude vis-à-vis du régent l'autorité et les prétentions de ce dernier, insista pour que la tradition diplomatique fût maintenue, ne laissant point ignorer au duc de la Victoire son intention formelle de quitter Madrid dans le cas où sa demande ne serait pas accueillie. Espartero, conseillé par le ministre anglais, maintint son refus avec hauteur, et M. de Salvandy, persistant également dans sa détermination, demanda ses passe-ports ; il laissa à Madrid un chargé d'affaires. L'arrivée des torys au pouvoir devait modifier un peu la situation d'antagonisme mili-

1. Né en juin 1795, mort le 15 décembre 1856.

tant qui existait sur ce terrain entre les représentants de la France et de l'Angleterre. Un des premiers actes du comte d'Aberdeen fut de rappeler M. Asthon, trop fougueux représentant des intérêts britanniques à Madrid.

## V

Il y a des années qui s'annoncent pour certains peuples ou même pour l'Europe entière sous des auspices funèbres et qui couvrent de deuil leur trace historique. L'année 1842 est de ce nombre ; elle fut en quelque sorte inaugurée par une effrayante catastrophe sur le chemin de fer de Paris à Versailles, catastrophe restée célèbre parmi les plus lamentables du même genre qui se soient produites depuis cette époque, et dans laquelle, au milieu de deux cents victimes tuées ou blessées, le contre-amiral Dumont-d'Urville trouva si fatalement la mort. Peu de jours après cet événement déplorable un terrible incendie détruisait la majeure partie de la ville de Hambourg ; plus tard un tremblement de terre bouleversait l'île de la Guadeloupe, et réduisait ses habitants à la condition la plus misérable.

Le nécrologe de cette année 1842 est, pour la France seulement, véritablement digne d'être si-

gnalé. Outre M. Humann, dont nous avons déjà mentionné la mort, elle vit disparaître les maréchaux Moncey, Clausel, Victor, le comte Pozzo di Borgo et M. Bertin de Vaux, sans compter un grand nombre de fonctionnaires haut placés dans tous les services de l'État; mais une tête plus illustre encore devait être atteinte pendant sa fatale durée: désormais les jours de M. le duc d'Orléans étaient comptés.

Deux mois avant cette mort du prince royal, dont nous raconterons tout à l'heure les douloureuses circonstances, des faits maritimes dus à l'initiative de l'amiral Du Petit-Thouars, et qui devaient entraîner d'assez sérieuses conséquences, avaient attiré l'attention du pays et flatté jusqu'à un certain point l'amour-propre national. L'amiral Du Petit-Thouars, croisant dans l'océan Pacifique et abordant les îles Marquises, avait trouvé le roi, souverain de ces îles, dans une anxiété cruelle motivée par une rencontre sanglante survenue plusieurs mois auparavant entre ses sujets et l'équipage d'une baleinière américaine, rencontre dans laquelle un matelot américain avait été tué et plusieurs blessés. Le roi craignait avec raison que le gouvernement des États-Unis, prenant en main la querelle de ses nationaux, n'exerçât contre les îles sa redoutable vengeance; il demanda aide et protection à l'amiral français, et celui-ci, profitant

d'une circonstance qui lui semblait favorable, accorda son concours, mais à la condition expresse que le roi reconnaitrait la souveraineté de la France. La prise de possession officielle eut lieu le 1<sup>er</sup> mai, jour de la fête de Louis-Philippe.

Par une coïncidence singulière, M. Du Petit-Thouars rencontrait peu de temps après une occasion nouvelle d'étendre dans ces parages l'autorité française. Des missionnaires catholiques et plusieurs Français avaient été maltraités par les autorités indigènes de Tahiti, l'une des îles de la Société, et une réparation légitime devait être demandée par l'amiral qui, à son arrivée, trouva Pomaré, reine de Tahiti, en lutte avec plusieurs des principaux chefs du pays. La crainte inspirée par la vue des vaisseaux français eut pour premier résultat d'aplanir toutes les difficultés existantes et de faire subir sans murmure aux indigènes l'indemnité de 10,000 piastres à laquelle l'amiral les condamna sous peine d'un débarquement et de l'occupation par les marins français des principaux établissements de l'île. Le second, et le plus important résultat fut d'engager la reine à se placer sous le protectorat de la France en signant un traité qui devait dans la suite irriter singulièrement le gouvernement anglais et soulever des questions de détail d'une gravité relative assez notable.

Les élections eurent lieu dans les premiers jours



du mois de juillet. Le ministère frappé du peu de cohésion qui existait entre les diverses fractions du parti conservateur où les nuances abondaient, ce qui entraînait nécessairement le morcellement des votes, avait voulu en appeler promptement au corps électoral, espérant obtenir une majorité plus compacte. Cet espoir ne se réalisa pas. Les élections furent insignifiantes, en ce sens qu'elles ne modifièrent pas essentiellement la force numérique des diverses fractions de la Chambre. Le parti conservateur, l'opposition dynastique s'attribuèrent mutuellement la victoire. Ce qu'il y eut peut-être de plus significatif dans ces élections de 1842, c'est qu'à Paris où, du reste, sur douze députés, l'opposition avait obtenu dix adhérents, deux hommes qui se disaient hautement républicains, MM. Carnot et Marie, furent nommés à une majorité considérable. Quant aux légitimistes, il y avait division entre eux, et ce défaut d'ensemble put nuire à quelques-uns de leurs succès électoraux. Comme on l'a dit spirituellement, tout le monde dans ce parti était général, et ce qui manquait, c'étaient les soldats; mais, indépendamment de cette condition particulière, il existait une scission parmi les hommes restés fidèles au principe de la légitimité : les uns, comme les rédacteurs de *la Gazette de France*, demandaient une réforme électorale complète, et croyaient trouver la vie et

la force dans le suffrage universel, doctrine dont l'intelligente hardiesse épouvantait leurs contradicteurs ; les autres ayant *la Quotidienne* pour organe n'entendaient pas s'écarter des chemins battus, des voies ordinaires pour arriver au rétablissement en France de l'ancienne formule monarchique combinée avec les libertés de 1789. Quant au clergé, il avait ses journaux particuliers, ses tendances individuelles, ne s'inféodait à aucun parti, et, quoique possédant une certaine influence électorale, ne l'employait pas ostensiblement.

Le pays était encore sous l'influence de l'agitation politique qui venait de lui être imprimée lorsqu'une nouvelle étrange, inattendue, se répandit avec la rapidité de l'éclair : le prince royal était mort par suite de l'accident le plus improbable, le plus funeste.

Il avait été décidé qu'un camp de manœuvres serait formé sur la Marne, et plusieurs régiments attendaient à Saint-Omer que M. le duc d'Orléans vînt les inspecter avant de se rendre à cette destination. De Saint-Omer, le prince devait se diriger sur Plombières, où M<sup>me</sup> la duchesse d'Orléans prenait alors les eaux. Le 13 juillet 1842, à onze heures du matin, une voiture légère, attelée de deux chevaux et conduite à la Daumont, attendait M. le duc d'Orléans dans la cour des Tuileries pour le transporter à Neuilly, résidence d'été de

la famille royale; le prince voulait faire ses adieux à la reine et à Louis-Philippe, qui ne devait venir à Paris que dans la journée, vers trois heures, pour présider un conseil des ministres. La visite du prince royal à Neuilly ne pouvait être que très-courte, du reste, car son départ pour Saint-Omer allait avoir lieu à midi et demi.

Le duc d'Orléans en petite tenue d'officier général monta seul dans la voiture découverte qui l'attendait; elle parcourut très-rapidement l'avenue des Champs-Élysées. Il faisait chaud. Les chevaux attelés court commencèrent bientôt à s'animer, et, parvenus à l'entrée de la route dite Chemin de la Révolte, ils s'emportèrent tout à fait. Cette route ainsi nommée parce que Louis XV l'avait fait tracer, pendant les émeutes pour les grains et farines, dans le but de se rendre de Versailles à Saint-Denis et à Compiègne sans traverser Paris, cette route de peu de longueur aboutit à l'avenue de Neuilly. Le prince s'apercevant de l'animation des chevaux s'était levé dans la voiture; il demanda deux fois au postillon s'il contenait encore l'attelage. Deux fois la réponse fut négative. Alors le duc d'Orléans fort agile et habitué à tous les exercices de la gymnastique, se plaçant sur le marche-pied de la voiture qui touchait presque le sol, s'élança sur le pavé de la route et tomba aussitôt lourdement par l'effet de la commotion cérébrale

qu'il avait ressentie. Un soldat de la gendarmerie départementale et un ouvrier, qui avaient vu la chute, accoururent pour relever le prince et le transportèrent dans une maison placée au bord du chemin ; on l'étendit sur le lit de la chambre située au rez-de-chaussée de cette modeste demeure appartenant à un épicier, et, par une fatalité singulière, le postillon étant parvenu à contenir et arrêter ses chevaux emportés, revenait en ce moment même, ramenant la voiture à l'endroit où le prince s'était précipité sur la route.

On courut à Neuilly annoncer l'accident sans prévoir encore qu'il dût avoir une suite aussi funeste. Le roi, la reine, M<sup>me</sup> Adélaïde, la princesse Clémentine s'étaient, dans le premier mouvement de leur douloureuse inquiétude, élancés à pied sur le chemin qui, de la grille du parc, conduisait à la maison indiquée. Le duc d'Aumale s'y rendit de Courbevoie où son régiment était caserné, et le duc de Montpensier de Vincennes. Quant à leur frère, M. le duc de Nemours, il était en ce moment à Saint-Omer.

Quel lamentable et touchant tableau ! La reine en pleurs, à genoux, devant cette couche où le prince gisait inanimé, le roi debout, comprimant sa douleur et fixant un œil exercé sur les traits livides de son fils dont, à la première vue, il avait bien compris la situation désespérée ; derrière

\*

ce groupe principal, les autres membres de la famille royale contenant à peine leurs sanglots, et les officiers de la maison ou les hauts fonctionnaires qui arrivaient d'instant en instant, contemplant, consternés, tous les détails de cette scène déchirante.....

M. le duc d'Orléans avait été saigné, mais inutilement. Sans que la connaissance lui fût revenue, sans qu'il eût prononcé d'autres paroles que quelques mots allemands presque inintelligibles, son œil ouvert et plein de larmes était, dit-on, fixé sur le groupe royal. Toutes les ressources de la science furent vainement prodiguées; la jeunesse seule luttait encore, mais la mort était la plus forte. L'agonie commença. Un prêtre averti par les ordres de la reine procéda à l'extrême-onction. A quatre heures et demie le prince royal avait cessé d'exister.

Certes, un malheur privé de cette nature eût été bien capable d'étonner et d'émouvoir : la singulière fatalité de l'accident, la jeunesse de la victime, les funestes circonstances de cette mort obscure eussent suffi pour cela; mais cette fatalité inexorable, s'appliquant à une personne royale, à l'héritier présomptif d'un trône, comme le trône de France, au prince sur lequel tout un parti avait cru pouvoir baser des espérances politiques, donnait à un tel événement des proportions immenses. L'avenir de la dynastie de Juillet était tout à coup



mis en question. La mort de M. le duc d'Orléans, produisant une régence suivant les probabilités humaines, ouvrait la porte à toutes les intrigues, à tous les périls. Voilà ce que les hommes d'État comprirent de suite, voilà ce qui frappa immédiatement le roi lui-même en cette circonstance décisive et terrible.

Aussi le voyons-nous, dès que seront écoulées ces premières heures consacrées à la juste douleur du père de famille, se préoccuper avec ses ministres et les personnages haut placés de l'armée et de la Chambre des Pairs, qu'il savait particulièrement dévoués à sa personne, des moyens les plus efficaces à employer pour parer le coup funeste qui venait d'être porté à la dynastie de Juillet. Aucune émeute, aucun soulèvement des partis ne pouvait en effet ébranler plus profondément l'édifice de 1830, et du reste, dans ses funèbres sentiments, M. le duc d'Orléans lui-même avait, en exprimant ses dernières volontés, comme nous le verrons tout à l'heure, indiqué la marche qui devait être suivie le jour où la mort viendrait, en le frappant, ouvrir une brèche dans ce rempart de jeunes princes qui entourait et semblait défendre le trône contre toutes les attaques des hommes ou de l'adversité.

Louis-Philippe écrivit de sa propre main la lettre close qui devait être adressée à tous les ar-

chevêques et évêques du royaume ; elle était ainsi conçue : « Monsieur l'évêque, la France vient d'être atteinte dans sa plus précieuse espérance ; moi et ma famille nous avons été frappés dans nos plus chères affections : l'aîné de mes fils, le duc d'Orléans, prince royal, est mort ! Les plus puissantes consolations, dans d'aussi grands malheurs, sont celles qu'offre la religion. Mon intention est qu'un service solennel soit célébré dans toutes les églises du royaume. Je désire qu'il ne soit prononcé ni discours ni oraison funèbre. » Le roi songea ensuite à faire présenter une loi de régence dans une session extraordinaire des Chambres. Les chefs du tiers parti et de l'opposition dynastique s'étaient empressés de venir à Neuilly mettre leur dévouement au service de la famille royale. Les journaux, organes quotidiens de leur politique, avaient arboré le drapeau de la conciliation en présence du danger qui menaçait la monarchie de 1830. Ce n'était plus le temps des attaques individuelles, de la guerre aux portefeuilles. Il fallait se rallier, se serrer autour de la royauté révolutionnaire de Juillet. Là étaient le devoir, l'honneur pour tous les hommes qui avaient contribué à faire cette royauté ; tel était le langage tenu avec unanimité par les feuilles de la gauche modérée.

Bien des gens ont pensé et ont dit, après la révolution de 1848, que la mort de M. le duc d'Or-

léans avait facilité le résultat des journées de tumulte de la révolution de Février, résultat si peu en proportion avec les causes qui l'amènèrent. Nous avons dit, en commençant ce travail et en parlant du caractère, des habitudes, des instincts politiques de M. le duc d'Orléans, que telle n'était pas notre opinion, et que, pour nous, le prince royal, en dehors de ses remarquables aptitudes privées, n'était politiquement qu'un Louis-Philippe de plus, moins libéral en réalité qu'en apparence, partageant au fond les idées de son père sans avoir toute son expérience. Ce qu'il fallait, lors du mouvement factice de février 1848 pour préserver le trône, c'était uniquement une épée, comme nous le prouverons plus tard. Assurément M. le duc d'Orléans, s'il eût vécu, eût été très-capable de tenir cette épée; mais l'eût-il voulu? n'eût-il pas hésité? Et c'est l'hésitation seule qui a laissé crouler l'édifice de Juillet lorsqu'il n'y avait qu'un ordre à donner, lorsque des hommes d'une capacité exceptionnelle et spéciale étaient à portée du trône.

Dira-t-on que l'événement eût pu être conjuré par des concessions antérieures qui eussent ôté tout prétexte à la plus mince agitation? Mais nous ne pensons pas que M. le duc d'Orléans eût approuvé ces concessions aux prétendues réformes électorales, panacée politique d'une opposition



trop passionnée pour être intelligente. Cette question de réforme, dont on commençait à se préoccuper, avait été agitée de son vivant, en sa présence, au conseil des ministres, et il avait chaleureusement développé une opinion contraire. Tout au plus le prince royal aurait-il réservé, pour son propre avènement au trône, quelques insignifiantes concessions de cette nature.

Quoi qu'il en soit, M. le duc d'Orléans avait indiqué lui-même, dans son testament, la marche politique qui devait être suivie si la mort venait le surprendre avant la majorité de l'aîné de ses deux fils; il avait désigné comme régent son frère, le duc de Nemours, dont il connaissait le grand sens et la froide capacité. Ce choix était en tout conforme aux idées personnelles du roi, et la loi de régence fut préparée dans cet ordre d'idées. Le testament de M. le duc d'Orléans, écrit avant sa dernière campagne en Afrique et tout empreint d'une mélancolie peu ordinaire, même dans ces sortes d'actes où, à part de rares exceptions, on comprend presque toujours que le testateur est en jouissance parfaite de toutes ses facultés vitales, ce testament, disons-nous, était curieux et remarquable à plus d'un titre; il renfermait, par exemple, un paragraphe ainsi conçu: « Que le comte de Paris soit un de ces instruments brisés avant qu'ils aient servi ou qu'il devienne l'un des ouvriers de

cette régénération sociale qu'on n'entrevoit encore qu'à travers de grands obstacles et peut-être des flots de sang ; qu'il soit roi ou qu'il demeure défenseur inconnu et obscur d'une cause à laquelle nous appartenons tous, il faut qu'il soit avant tout un homme de son temps et de la nation ; qu'il soit catholique et défenseur passionné, exclusif, de la France et de la révolution. »

Quelle pouvait être, dans la pensée de M. le duc d'Orléans qui s'opposait d'ailleurs avec tant de chaleur et de netteté aux soi-disant régénérations politiques, cette régénération sociale qu'il entrevoyait si vaguement et peut-être à travers des flots de sang ? On trouve aussi dans les mémoires posthumes de M. de Chateaubriand de ces sombres prévisions d'une régénération sociale, et l'auteur en parle, non comme d'une transition courte et fatale, mais comme de la situation définitive réservée par un avenir peu éloigné. C'est que les déplorables théories socialistes, maintenues exprès par leurs promoteurs dans un favorable demi-jour, mystérieusement enveloppées, volontairement indécises, répandaient déjà leurs fades poisons, et que cette détestable vapeur commençait à obscurcir la route même devant les esprits les plus lucides, les intelligences les plus exercées ; c'est là, il faut bien le dire, la grande faute de l'époque historique dans laquelle nous allons entrer, que les chefs des partis

politiques n'aient pas compris que leurs stériles et mesquines agitations ne pouvaient avoir qu'un résultat : celui d'entr'ouvrir la porte à ces théories fatalement désorganisatrices.

Les Chambres avaient été convoquées ; elles s'assemblèrent le 26 juillet, et peu de jours après la loi de régence leur fut présentée. Cette loi, en grande partie rédigée ainsi que son exposé de motifs par M. le duc de Broglie, avait été soumise à l'examen et à l'approbation de MM. Thiers, Odilon Barrot, Cousin, qui s'étaient ainsi tacitement engagés à la défendre devant la Chambre. M. Barrot n'avait pas alors, pour la régence de M. le duc de Nemours, la répulsion qu'il témoigna plus tard à la tribune en demandant qu'elle fût déférée à M<sup>me</sup> la duchesse d'Orléans. Tout le monde semblait d'accord dans le principe pour remplir religieusement les intentions exprimées par le prince royal lui-même.

La discussion s'ouvrit. Le moment était vraiment solennel. M. Ledru-Rollin, le nouveau venu radical qui voulait à tout prix développer ses théories et arborer son drapeau, commença par invoquer le pouvoir constituant, niant la compétence de la Chambre et « protestant au nom du peuple contre une loi qui n'était à ses yeux qu'une usurpation. » M. Guizot lui répondit en raillant : « Si on prétend qu'il y a dans la société deux pouvoirs, l'un con-

stitutionnel et l'autre constituant ; l'un , si je puis parler ainsi, pour les jours ouvrables, l'autre pour les jours fériés, on dit une chose insensée, pleine de dangers, une chose fatale..... J'ai vu dans le cours de ma vie trois grands pouvoirs constituants : en l'an VIII, Napoléon ; en 1814, Louis XVIII ; en 1830, la Chambre des Députés. Tout le reste, l'appel au peuple, les ratifications, tout cela n'a été que fiction et simulacre. » M. de Lamartine monta à la tribune. L'attention, la curiosité étaient naturellement et vivement excitées par les appréciations diverses et colportées à l'avance des opinions de l'orateur. « Je viens, dit-il, rabaisser la discussion à la sphère du fait éminemment actuel, éminemment pratique... je parlerai de l'investiture personnelle au profit du prince le plus rapproché du trône et de l'expulsion à tout jamais du droit des mères... Non, la loi que vous faites n'est ni conservatrice ni dynastique... On l'appelle conservatrice et elle est grosse de révolutions ; on l'appelle dynastique et elle est grosse d'usurpations ; elle chasse la mère du berceau et y place le compétiteur et le rival. Dans les grandes et neuves situations où le pays se trouve placé depuis cinquante ans, à l'origine, à la fondation même du gouvernement représentatif qui doit concilier, dans une proportion égale, les influences de la prérogative sacrée de la royauté, et l'entier et

plein exercice de la liberté nationale, quand il se présente une occasion, une occasion fatale que nous aurions repoussée de toute la force de nos sentiments; mais, enfin, une occasion plus forte que nous, donnée par une nécessité cruelle, de saisir momentanément l'exercice régulier, normal, pacifique, parlementaire de ce grand pouvoir national, je dis qu'il y a honte pour nous à ne pas la saisir, je dis qu'il y a désertion de la mission grave, de la mission audacieuse quelquefois que nous avons reçue de notre époque, de notre temps et de toutes les révolutions dont nous représentons l'esprit, l'esprit sage, modéré, mais progressif dans cette enceinte; je dis que se réfugier timidement et à la hâte en pareil cas, dans le seul pouvoir dynastique, c'est déclarer à la face de la France et du monde qu'on ne croit pas le pays capable et digne de se gouverner lui-même. Or, une régence de femme c'est le pouvoir du pays, c'est le gouvernement dans le parlement, c'est la dictature de la nation à la place d'un dictateur royal. »

On dit que, dans l'orageuse séance du 24 février 1848, alors que toute parole influente sur les masses et tombant de la tribune, était, comme dans le combat, un coup frappé sur la royauté ou pour elle-même, M<sup>me</sup> la duchesse d'Orléans voyant M. de Lamartine, le chevaleresque défenseur de

la régence des femmes, l'orateur de 1842 qui voulait concilier dans une proportion égale « la prérogative sacrée de la royauté » et l'entier et plein exercice de la liberté nationale, prendre tout à coup et solennellement la parole, une pensée consolante, soudaine, traversa son esprit, espoir trop tôt déçu, joie maternelle trop vite évanouie sous l'impression du discours girondin de l'ancien et éloquent avocat du droit des mères.

L'opinion du grand poète sur la régence de M<sup>me</sup> la duchesse d'Orléans avait paru ébranler une portion de la chambre, M. Thiers aborda la tribune à son tour. « Je ne veux pas, dit-il, faire un discours aujourd'hui, je veux faire un acte..... La loi est bonne dans toutes ses dispositions, mais elle serait différente, que je la voterais de même; je vous déclare que, dans la loi, on aurait placé des institutions temporaires, appliquées uniquement au règne actuel, ce que j'aurais cru plus prudent; au lieu de la régence des hommes on aurait mis la régence des femmes, je vous déclare qu'avec le même empressement, avec le même esprit d'adhésion, j'aurais consenti à voter la loi uniquement par ce sentiment qu'aujourd'hui, dans l'état, non pas de péril, mais d'ébranlement au moins où un coup funeste a placé la monarchie, ce dont elle a le plus besoin, ce n'est pas d'amendements, c'est de notre adhésion.... Il ne s'agit pas de ministres, de

portefeuilles, il s'agit de la monarchie. Il s'agit de prouver qu'il n'y a pas de nuances entre nous quand il est question d'elle. J'appelle l'unanimité, et cette unanimité à qui la demanderai-je ? Ce n'est pas aux membres de la majorité qui votent ordinairement avec le pouvoir. C'est à l'opposition, à cette opposition du moins dont j'ai l'honneur de faire partie, à adhérer, à montrer cet empressement que je regarde comme une des forces de la monarchie.... N'est-ce pas une occasion de l'honorer, de prouver qu'on a l'esprit de gouvernement, le véritable esprit monarchique ; une occasion unique et sans faire aucun sacrifice d'opposition ? »

Nous sommes parfaitement convaincu que ces sentiments, que ces idées gouvernementales, M. Thiers les a conservés jusqu'à la chute de la monarchie de 1830. Mais alors pourquoi dans les dernières et dangereuses luttes de cette royauté de juillet contre une opposition ardente n'a-t-il pas fait entendre ouvertement, courageusement, ce même appel à la conciliation, à la défense du trône constitutionnel ? N'a-t-il pas compris tout le danger ? Sa perspicacité, son expérience politique étaient trop grandes pour que cette explication soit admissible. La passion l'a-t-elle emporté chez lui ? Peut-être, et d'ailleurs ne croit-on pas toujours pouvoir dominer les situations que l'on a créées ?

« Sous une minorité, dit M. Odilon Barrot, les fonctions de régent sont celles qui exigent le plus de capacité personnelle, et vous voulez faire une loi qui dépouille les pouvoirs politiques d'un droit d'appréciation qui leur appartient depuis les temps les plus reculés de la monarchie; vous voulez les en dépouiller au profit du hasard. Vous considérez une pareille loi comme une loi secondaire, et vous invoquez des motifs de convenance au nom desquels nous devons faire le sacrifice de nos convictions. Eh bien, nous croyons mieux servir la monarchie en disant franchement nos convictions et en mettant nos votes en harmonie avec elle. Songez-y bien, ce n'est pas en vertu du discernement, de l'appréciation de ses qualités que vous désignez l'homme appelé aux fonctions de régent; non c'est un droit absolu que vous créez. Eh bien, nous, nous voudrions que le prince régent eût pour lui au moins cette autorité d'adhésion, d'intelligence de la part des pouvoirs de l'État, cette adhésion, loin de l'affaiblir, sera une force pour lui. »

En résumé M. Odilon Barrot voulait, comme M. de Lamartine, que la régence fût élective et, s'il n'avait pas aussi explicitement que lui mis en avant les droits maternels de M<sup>me</sup> la duchesse d'Orléans, cette pensée sous-entendue n'en ressortait pas moins de l'ensemble de son discours.

La loi fut votée à une majorité de trois cent



dix voix contre quatre-vingt-quatorze , mais la division d'opinion qui s'était produite entre les chefs des partis dynastiques en amoindrit singulièrement l'effet au grand regret du roi. Il comprenait dans son expérience de longue date que cette idée imprudemment mise en avant de la régence de M<sup>me</sup> la duchesse d'Orléans pouvait aisément germer et grandir. Les régences de femmes sont si favorables aux ambitieux !

La session fut close après le vote de la loi.

## VI

La session de 1842-1843 n'offrit pas un bien grand intérêt. De stériles propositions de réformes électorale et parlementaire, au fond desquelles il n'y avait de sérieux qu'une ingénieuse combinaison pour renverser le ministère et s'emparer des portefeuilles ; une demande d'enquête sur les élections de M. Pauwels à Langres et de M. Floret à Carpentras, élections dans lesquelles on signalait des abus d'influence à l'anglaise et des scandales assez notables ; l'attitude d'opposition décidée, prise par M. de Lamartine, telles furent les principales émotions de cette session dont la dernière partie fut consacrée à des lois spéciales sur les

brevets d'invention, la police du roulage, le notariat, le tarif des commissaires priseurs, etc.

L'attention publique se reportait tout entière, du reste, sur les événements extérieurs dont l'importance ne pouvait être méconnue.

La situation de l'Espagne semblait s'aggraver de jour en jour. Espartero, de plus en plus dominé par les agents de l'Angleterre, soulevait contre lui de vives répulsions ; ses rancunes sanglantes contre les hommes ou contre les villes qui avaient pris part au dernier mouvement lui avaient fait aussi de nombreux ennemis ; une violente opposition se forma au sein des cortès, et il espéra la réduire en prononçant la dissolution des chambres espagnoles. Mais dans cette lutte l'avantage ne devait pas être pour lui ; les progressistes et les modérés s'entendirent dans les élections, et il en résulta une assemblée complètement hostile au régent. En présence de cet antagonisme déclaré le ministère se retira. M. Lopez, chargé de composer une administration nouvelle, convaincu que l'influence du brigadier Linage sur Espartero était la véritable cause des aberrations politiques de ce dernier, et de la désaffection publique qui s'attachait à sa personne, eut le courage de demander son éloignement. Mais le duc de la Victoire refusa impérieusement d'éloigner ce favori, de le sacrifier au ressentiment public. Lopez remit alors son portefeuille

entre les mains du régent et les nouveaux ministres suivirent son exemple aux applaudissements des cortès qui leur votèrent une adresse de remerciements.

Profondément irrité, Espartero nomma un nouveau ministère de la même nuance et plus dévoué à sa personne que le précédent. Ce cabinet était présidé par M. Gomez-Becerra. Mais lorsque ce président du conseil se présenta dans la salle des cortès pour faire connaître la composition du ministère nouveau, des huées, des clameurs énergiques, des insultes à Becerra et à ses collègues se firent entendre. Désormais il était évident que c'était une guerre à mort entre la représentation nationale et le régent. Espartero suspendit aussitôt la session pour deux mois, espérant en gagnant du temps parvenir à calmer l'effervescence des esprits. Ce calcul fut trompé; une sourde agitation se répandit dans les provinces et une insurrection formidable se prépara dans l'ombre. Elle devait lever la tête le jour même de la réunion des cortès fixée au 27 mai. La veille de ce jour un décret du duc de la Victoire prononça leur dissolution.

A cette nouvelle la révolte éclata sur plusieurs points du territoire, à Malaga d'abord, puis à Grenade, à Séville, en Galice, à Valence, où des juntas insurrectionnelles se formèrent. Partout la résistance s'organisait rapidement. A Barcelone, la

déchéance du régent fut prononcée et le ministère Lopez reconnu comme gouvernement provisoire. D'un autre côté des généraux dévoués à la cause royale rentraient en Espagne et venaient offrir leur épée. Narvaez, dont les services avaient été immédiatement acceptés et qui plus tard devait jouer un si grand rôle, fut nommé capitaine général de Valence et de Murcie avec le général Concha pour commandant en second. Il n'y avait plus un moment à perdre pour le duc de la Victoire s'il voulait comprimer cette révolte si menaçante. Il le comprit, déclara Madrid en état de siège et se porta rapidement sur Séville vigoureusement attaquée déjà par le général Van Halen, mais non moins énergiquement défendue.

Narvaez voyant le duc de la Victoire engagé dans les provinces méridionales et sérieusement absorbé par leur résistance, marcha rapidement et résolument sur Madrid, trompa la vigilance des divisions commandées par Zurbano et Seoane, et ne fut rejoint par ces généraux que dans la banlieue de la capitale. Un court engagement eut lieu à Torrejon à la suite duquel les deux armées fraternisèrent. Zurbano s'échappa enveloppé d'un groupe de cavaliers. Seoane fut pris. Le 24 juillet, Narvaez entra dans Madrid et reconstituait immédiatement le ministère Lopez.

Mais alors Séville, Barcelone, exposées aux fu-

reurs du duc de la Victoire et de ses lieutenants, subissaient toutes les horreurs d'un bombardement impitoyable. Le général Concha fut envoyé sur-le-champ avec un corps d'armée considérable pour secourir cette dernière place. Espartero, se voyant moralement et matériellement vaincu, n'essaya même pas de résister à cet adversaire. Il abandonna ses quartiers en toute hâte, se dirigea vers Port-Sainte-Marie, petite ville rapprochée de Cadix, et poursuivi l'épée dans les reins par Concha, à la tête d'un parti de cavalerie, parvint à gagner le rivage d'où il se fit conduire à bord du vaisseau anglais *le Malabar* qui le transporta à Londres.

Les élections exclurent de la chambre tout ce qui n'appartenait pas au parti vainqueur. Les cortès, après avoir déclaré la déchéance du duc de la Victoire, proclamèrent la majorité de la jeune reine Isabelle quinze mois environ avant l'époque fixée par la loi. Leur but était de fermer la porte à toutes les intrigues, à toutes les ambitions individuelles qui jusque-là avaient causé tant de maux au pays.

Mais alors se produisit un fait singulier très-capable d'étonner ceux même, pour qui les fastes historiques de l'Espagne moderne n'avaient plus de surprises, sinon d'imprévu : le ministère Lopez croyant avoir accompli son œuvre donna irrévocablement sa démission. Il fut remplacé par un ca-

binet à demi progressiste (car c'était à l'alliance des progressistes et des modérés qu'était due la prompte chute du duc de la Victoire) et M. Olozaga en fut le chef. Ce nouveau président du conseil entendait dominer toutes les influences de cour et être en réalité le maître de la situation ; mais bientôt entra en lutte ouverte avec plusieurs des individualités considérables qui entouraient le trône d'Isabelle. Le général Serrano, l'un des ministres, s'entendit avec le général Narvaez, pour donner sa démission, et les cortès se disposèrent, de leur côté, à faire au président une opposition violente. M. Olozaga était un homme impérieux que de tels obstacles irritèrent au point de le faire sortir des bornes de la prudence. Il résolut de dissoudre les cortès, et craignant de rencontrer des contradicteurs parmi ses collègues, il prépara secrètement le décret et l'apporta à la jeune reine. Alors se passa la scène étrange qu'Isabelle II racontait ainsi elle-même, quelques jours plus tard, dans la réunion solennelle des hauts dignitaires de l'État convoquée pour entendre sa déclaration à ce sujet : « Dans la soirée du 28 novembre, Olozaga se présenta à moi et me proposa de signer le décret de la dissolution des cortès. Je répondis que je ne voulais pas le signer par la raison, entre autres, que ces cortès m'avaient déclarée majeure. Olozaga insista ; je me refusai de nouveau à signer le sus-

dit décret; je me levai et me dirigeai vers la porte qui est à la gauche de mon bureau. Olozaga me devança et mit le verrou à cette porte; je me dirigeai vers celle qui est en face, et Olozaga me devança encore et mit le verrou à cette porte; il me saisit par ma robe et m'obligea à m'asseoir; il me prit la main et m'obligea à signer. Olozaga s'en alla ensuite et je me retirai dans ma chambre. »

Assurément dans un pays comme l'Espagne où les traditions monarchiques ont encore tant de force, où la royauté a conservé tant de prestige malgré les révolutions, au milieu des guerres civiles, l'imprudence de M. Olozaga était grande. On n'y touche pas ainsi à la reine surtout lorsqu'il s'agit d'obtenir la dissolution des cortès, c'est-à-dire de froisser un grand nombre d'intérêts individuels, de vanités politiques. M. Olozaga dut le comprendre. Il contredisait hautement le témoignage d'Isabelle II. Il déclarait solennellement dans une réunion de ses amis, les députés progressistes, qu'il était victime d'une machination de cour. Malgré ces dénégations il fut destitué et M. Gonzalès Bravo dut composer un nouveau cabinet. Bien plus, ayant voulu pénétrer à la chambre, M. Olozaga se vit interpellé avec une véritable fureur. On le décréta d'accusation, et craignant pour sa vie, il s'enfuit en Portugal.

Puis une députation fut chargée de se rendre à

Paris pour déposer aux pieds de la reine Christine les hommages de la nation espagnole, lui demander l'oubli du passé et la prier de vouloir bien revenir à Madrid. M. Gonzalès Bravo rétablissait en même temps cette loi des *ayuntamientos* qui, comme on sait, avait motivé l'abdication de la reine régente et son départ d'Espagne. Marie-Christine céda; elle repassa les Pyrénées. Heureuse si sur cette terre castillane l'avenir ne lui avait point réservé de nouvelles et plus cruelles épreuves.

En Angleterre, les préoccupations gouvernementales avaient deux objets également importants : les affaires de l'Inde et la question irlandaise.

Parlons d'abord de l'Inde et des immenses progrès que, malgré quelques expéditions désastreuses, la puissance britannique faisait dans ces contrées.

Lord Amherst avait été remplacé comme gouverneur général par lord William Bentinck, homme remarquable, et qui, dans plusieurs circonstances difficiles, avait fait preuve d'une haute capacité.

Lord William Bentinck possédait depuis longtemps une connaissance approfondie de toutes les questions qui pouvaient, par un lien quelconque, se rattacher au gouvernement des Indes. Pressentant les obstacles que devaient rencontrer ses projets d'amélioration, il voulait, avant tout, affermir



ce puissant empire créé par les Anglais à l'autre extrémité du monde. Toutefois ce résultat ne pouvait être obtenu que par une succession non interrompue de réformes. En effet, un déficit considérable existait dans les finances, et, pour parvenir à rétablir l'équilibre, il était indispensable non-seulement que l'armée fût réduite, mais encore que, sans accroître l'impôt, on lui fît du moins, comme le disait M. Humann en France, produire tout ce qu'il pouvait légalement donner.

Lord Bentinck ne se borna point à consulter individuellement les hommes spéciaux parfaitement initiés aux affaires de l'Inde ; voulant agir avec une circonspection extrême et s'entourer des avis les plus éclairés, il déclara que désormais la presse, dégagée de toute entrave, pourrait sans crainte faire connaître les besoins du pays, tout en indiquant les moyens d'améliorer l'état actuel des présidences.

Les personnages puissants, que les réformes projetées devaient plus particulièrement atteindre, firent d'abord une vive opposition aux mesures de lord Bentinck. Mais, préparé à ces résistances, le gouverneur général ne se laissa pas distraire un seul instant du but qu'il s'était proposé. Il résolut de visiter les immenses provinces sur lesquelles son administration devait s'étendre, de juger par lui-même la situation réciproque des princes et

des résidents, de descendre jusqu'aux détails qui, presque toujours, demeurent ignorés dans les hautes sphères administratives; de porter remède enfin à tous les abus qu'il parviendrait à découvrir. L'état de sa santé ne lui permit pas malheureusement d'accomplir jusqu'au bout ce long voyage. Mais ses projets de réforme n'en furent pas moins poursuivis avec persévérance, et de retour à Calcutta, il opéra dans l'administration des changements considérables.

C'est ainsi qu'il modifia l'organisation des tribunaux, confia plusieurs fonctions importantes à des indigènes, encouragea de tout son pouvoir les communications générales, grâce à une application intelligente de la vapeur et à l'établissement de différentes lignes de paquebots. Lord Bentinck n'aspira point, il est vrai, à ces conquêtes rapides et brillantes qui avaient illustré quelques-uns de ses prédécesseurs; sa gloire fut tout autre. Il s'efforça de réaliser des améliorations obscures, mais qui devaient accroître la puissance du pays et consolider l'influence de la métropole. Sa sagacité et son énergie lui eussent permis, sans doute, de surmonter un jour ces graves difficultés, si l'influence désastreuse du climat sur sa constitution délabrée ne l'avait soudainement contraint à demander son rappel. Son départ causa dans l'Inde d'universels regrets.

Lord Aukland, le nouveau gouverneur général, se recommandait par son activité et son énergie. Loin de suivre l'exemple de lord Bentinck et de maintenir le système pacifique que ce dernier avait adopté, lord Aukland voulut établir dans l'Inde une administration principalement militaire. Aussi se vit-il privé des sympathies sur lesquelles s'était appuyé son prédécesseur. On l'accusa d'avoir, en diverses circonstances, blessé l'équité par des mesures financières dont la nécessité n'était pas suffisamment justifiée, et d'avoir fait peser sur l'Inde une écrasante oppression. Mais ces accusations, évidemment exagérées, trouvent d'ailleurs leur explication dans la situation périlleuse que les événements avaient faite à lord Aukland, et dans les vastes projets qu'il avait conçus. Menacé tout à la fois par les sourdes menées de la Perse et de la Russie, par les dispositions hostiles de l'empire birman, du Népal, du souverain de Djopour et de plusieurs autres États tributaires de la Compagnie, une attitude énergique, sévère, audacieuse même, était devenue pour lord Aukland une obligation impérieuse. Il comprit d'autant mieux ces exigences, que les dispositions naturelles de son caractère le portaient aux entreprises les plus hardies ; il rêva, dès les premiers jours de sa domination dans l'Inde, la conquête de l'Afghanistan.

Par une suite d'usurpations et de luttes sanglantes qu'il serait superflu de rappeler ici, l'Afghanistan, arraché, en 1810, à l'autorité de Shâh Shoudjâ, se trouva plus tard partagé entre Dost-Mohammed-Khan, qui régnait à Kaboul, et Runjît Singh, dont le pouvoir s'étendait sur le Pandjâb. Ce dernier, mettant à profit les troubles du pays, et s'étant emparé, sur la rive gauche de l'Indus, de plusieurs provinces, sur la rive droite, de la principauté de Peshawar, était parvenu, grâce à cette nouvelle conquête, à s'ouvrir la route de Kaboul. Toutefois, il avait eu soin à l'avance de se concilier l'appui du gouvernement anglais, et de l'intéresser à la consolidation de son autorité, en passant avec lui un traité d'alliance, ce qui avait obligé Dost-Mohammed à conclure, de son côté, une convention avec le shah de Perse.

Le traité passé entre le roi Sick et la Compagnie des Indes porta ses fruits, et lorsque, en 1838, le gouverneur général se déclara tout à coup le défenseur des droits de l'ancien souverain de Kaboul, Shâh Shoudjâ, que l'Angleterre avait, témoin impassible, laissé, à une autre époque, s'épuiser en tentatives désespérées, mais toujours vaines, le maharadjah Runjît Singh se trouva compris comme partie intéressée dans la convention conclue entre l'Angleterre et Shâh Shoudjâ, convention par laquelle le gouvernement de

l'Inde s'engageait à replacer ce dernier sur le trône de ses ancêtres. Runjît Singh devait participer à l'expédition dirigée contre Dost-Mohammed, auquel il portait une haine profonde ; mais il ne put prendre sa part du triomphe, et, victime de ses excès, mourut à Lahore le 27 juin 1839.

Lord Aukland, dans une déclaration qui fut rendue publique, s'efforçait de justifier la nouvelle attitude qu'il venait de prendre : il commençait par rappeler l'intérêt qu'avait le commerce anglais à obtenir la libre navigation de l'Indus, et à exercer une légitime influence dans l'Asie centrale ; il signalait les actives intrigues poursuivies dans l'Afghanistan, afin d'étendre l'autorité de la Perse jusqu'aux bords de l'Indus, et *même au delà* ; le siège d'Hérat entrepris par l'armée persane, malgré les remontrances solennelles et réitérées d'un agent anglais ; enfin, la nécessité où se trouvait placée la Grande-Bretagne de regarder la marche des armées du roi de Perse dans l'Afghanistan comme un acte d'hostilité contre son propre territoire.

« Après de sérieuses et mûres réflexions, disait textuellement lord Aukland, le gouverneur général s'est convaincu que des nécessités pressantes, aussi bien que les principes de la politique et de la justice, l'autorisaient à épouser la cause de Shâh Shoudjâ... Sa Majesté entrera dans l'Afghanistan entourée de

ses propres troupes, et soutenue par une armée anglaise contre toute intervention étrangère et toute opposition factieuse. »

En effet, tandis que lord Aukland déclarait hautement ses intentions, et laissait pressentir ses projets ultérieurs, les préparatifs de l'expédition s'achevaient entre le Djamma et le Sutledje. Cinq brigades d'infanterie, partagées en deux divisions, une brigade de cavalerie et une d'artillerie, représentant en totalité treize mille hommes, dont trois mille Européens, devaient former le corps d'armée du Bengale. Six mille soldats, commandés par des officiers anglais, étaient affectés au service particulier de Shâh Shoudjâ. Un troisième corps s'était organisé à Bombay, afin d'occuper le Scinde et de marcher ensuite sur Kandahar.

Cette expédition, qui était destinée à placer les contrées arrosées par l'Indus sous le protectorat immédiat de l'Angleterre, fut conduite avec une hardiesse et une activité remarquables. L'armée du Bengale traversa l'Indus à Bâkker, malgré les prédictions indoues qui attachent une idée fatale au passage de ce fleuve célèbre; quelques jours plus tard, elle forçait l'entrée du Bolan sans éprouver de résistance, et pendant cette marche aventureuse n'avait à lutter, tant la consternation que son approche répandait parmi les populations indiennes était générale et profonde, que contre

des attaques timidement conduites, qui ne l'empêchèrent pas d'entrer à Kandahar, où Shâh Shoudjâ reprit solennellement possession de son trône.

Après s'être reposée, pendant un mois, des immenses fatigues qu'elle avait essuyées, l'armée anglaise se remit en marche pour Kaboul, terme définitif de l'expédition. Une résistance opiniâtre lui fut opposée par les Afghans devant la citadelle de Ghizni ; mais, grâce à d'habiles manœuvres et à l'élan des troupes européennes, cette place fut enlevée d'assaut, brillant fait d'armes qui décida la reddition de Kaboul : frappés de terreur, les soldats de Dost-Mohammed-Khan se débandèrent ; et demeuré seul avec les hommes de sa tribu, les Barekzaïs, le souverain usurpateur, auquel il ne restait plus qu'à mourir, s'enfuit dans la direction de Balk.

Shâh Shoudjâ, escorté d'un escadron des dragons légers de la reine, pénétra, le 7 août, dans la capitale, où il fut accueilli par la population avec empressement, mais sans enthousiasme, car si les habitants de Kaboul s'applaudissaient des succès d'un prince qui possédait des droits légitimes au trône de l'Afghanistan, et qui avait éprouvé de si grands malheurs, ils ne voyaient pas sans amertume briller devant et derrière lui les baïonnettes de soldats anglais.

Cette expédition de l'Afghanistan, si habilement

conduite et si heureusement terminée, semblait devoir produire les résultats les plus favorables pour l'avenir de la domination anglaise. La tâche de lord Auckland ne cessait pas toutefois d'être extrêmement difficile, et il lui fallut, en effet, autant de circonspection que d'énergie pour réussir à maintenir une politique pacifique, au milieu des embarras sans nombre que lui suscitèrent les fréquents démêlés de la Compagnie des Indes avec le nouveau souverain Birman Tharawady, qui avait succédé à un autre prince célèbre par son imprudence et ses défaites. L'attitude du gouverneur général intimida Tharawady ; elle contint son mauvais vouloir et conserva un caractère sinon amical, du moins pacifique, aux relations de la cour d'Ava avec le gouvernement suprême.

La domination anglaise était bien loin, du reste, d'avoir conquis dans le royaume de Kaboul une entière sécurité. Dost-Mohammed-Khan, soutenu par l'énergie d'un grand caractère, et conservant encore une puissante influence sur les populations qu'il avait gouvernées, s'était réfugié dans le Wali, y avait peu à peu rassemblé les débris épars de son ancienne armée, et menaçait le Kaboul, en se rapprochant chaque jour des passes de Bamian. Le brigadier Dennie ayant été prévenu de ses mouvements, se porta inopinément à sa rencontre, et, malgré l'infériorité numérique de ses troupes,



n'hésita point à l'attaquer. La supériorité de la tactique et des armes européennes décida promptement la victoire : Dost-Mohammed-Khan fut défait, blessé dans l'action, et ne put, que par une sorte de miracle, échapper, avec un de ses fils, aux vainqueurs.

La malheureuse issue de cette tentative hardie ne donna cependant pas au trône de Shâh-Shoudjâ les conditions de stabilité qui lui manquaient, ainsi qu'il était permis de le supposer. Les populations de l'Afghanistan n'avaient point oublié que le pouvoir avait été rendu à ce prince par une armée européenne : des symptômes de mécontentement se manifestèrent autour de lui ; loin de chercher à apaiser le peuple, Shâh-Shoudjâ se plut à l'irriter par des mesures imprudentes ; plusieurs soulèvements eurent lieu ; d'abord partiels, ils s'étendirent bientôt sur toute la surface du royaume, et aboutirent, en 1841, à l'explosion d'une conspiration générale.

Shâh-Shoudjâ avait cru devoir diminuer la solde des Ghilgies ; mais ces derniers se soulevèrent et donnèrent, par leur exemple, un premier prétexte à l'insurrection. Le 12 octobre, les troupes de la Compagnie, sous les ordres de sir Robert Sale, furent envoyées pour forcer les passes de Khoord-Kaboul, occupées par les Afghans, et une terrible lutte ne tarda pas à s'engager. Les forces anglaises

étaient en partie rassemblées dans la citadelle de Kaboul, et le reste dans un camp fortifié à six milles de distance de la place. Le 21 novembre 1841, les Afghans, après avoir cherché sans succès à inonder le camp, se portèrent sur les hauteurs qui avoisinent la citadelle ; les assiégés tentèrent alors de faire une sortie ; mais elle fut repoussée et le combat se prolongea, pendant plusieurs jours, autour de Kaboul avec une perte considérable de part et d'autre. Enfin, les Anglais manquant de vivres, se virent contraints à parler ; toutefois les Afghans mirent à leur sortie de la citadelle une condition que la situation désespérée à laquelle les assiégés se trouvaient réduits, pouvait seule les déterminer à subir ; ils exigèrent que les Anglais évacuassent le pays. Le 25 décembre, sir William Macnaghten se rendit au camp des insurgés dans le but de poser les bases d'une capitulation ; mais il y fut tué lâchement d'un coup de pistolet, ainsi que son aide de camp le capitaine Trevor, qui, dans un élan d'indignation, avait essayé de le venger.

La retraite des troupes anglaises commença le 5 janvier 1842. Un traité, conclu entre le major Pottinger et Akbar-Khan, fils de Dost-Mohammed, pouvait faire espérer qu'elle s'effectuait sans péril ; il n'en fut point ainsi : à peine les Anglais eurent-ils dépassé les retranchements de la citadelle,

qu'ils se virent assaillis par les Afghans. En vain cherchèrent-ils à franchir Koord-Kaboul, leur chef, le général Elphinstone et le colonel Shelton ayant été fait prisonniers, la troupe entière se débanda, et les Anglais tombèrent un à un au pouvoir d'ennemis furieux qui ne faisaient aucun quartier.

L'un des plus tristes et des plus intéressants épisodes de cette fatale retraite au milieu des neiges qui, sauf les proportions, ressemblait à la retraite de l'armée française en Russie pendant l'année 1812, est celui qui se rattache à ces malheureuses femmes d'officiers anglais, parmi lesquelles se trouvait lady Sale, et qui enlevées par les Afghans, eurent à subir les rudes épreuves d'une trop longue captivité.

Il était réservé, du reste, à un nouveau gouverneur, lord Ellenborough, de réparer peu à peu ce grave désastre, et de détruire, par une série de combats brillants, de victoires décisives, l'effet moral que les malheurs du Kaboul avaient produit sur les populations de l'Afghanistan.

Les détails que nous venons de rapporter montrent suffisamment quel rapide et merveilleux chemin les Anglais avaient fait en Asie. Le pavillon britannique parut, pour la première fois sur l'Indus, en 1831, et douze ans plus tard, le territoire du Scinde était incorporé aux possessions de la compagnie, ce qui lui livrait entièrement le

**Bas-Indus.** Cette extension incessante n'avait pas atteint son terme définitif, et toute une série de conquêtes matérielles ou morales est venue compléter l'œuvre commencée par Clive, il y a un siècle, en ajoutant à la puissance de cette vaste corporation, qui, sous l'empire d'une pensée exclusivement commerciale, aura réalisé l'un des faits les plus remarquables de notre époque, en ouvrant à l'activité européenne les dernières portes de l'Orient.

L'arrivée des tories au pouvoir avait donné aux passions irlandaises une nouvelle activité. Mais le grand agitateur O'Connell, sans essayer de les éteindre, s'efforça de les contenir et, pour être plus mesurées, ses diatribes contre l'Angleterre n'en furent pas moins persévérantes : dans le but d'encourager l'essor des manufactures nationales, il conseilla aux populations de ne plus faire usage de produits anglais, rappelant que lui-même avait usé toute sa vie des draps irlandais et qu'il espérait bien être enseveli quelque jour dans un linceul fabriqué en Irlande.

Sur ces entrefaites O'Connell fut nommé maire de Dublin, autorité à laquelle sont attachés de grands privilèges, puisque ces magistrats, investis du titre de lords, administrent parfois la justice et exercent dans l'étendue de leur juridiction une sorte de souveraineté.

Cette élévation inattendue fut néanmoins plus favorable que nuisible au cabinet anglais, l'attitude d'O'Connell étant devenue forcément plus calme et plus modérée. Il s'était vu privé de l'appui que lui avaient prêté jusqu'alors des grands seigneurs catholiques et des protestants libéraux; car, parmi les amis sincères de l'Irlande, un grand nombre se reposaient avec confiance, pour la pacification du pays, sur la haute sagacité et les idées conciliatrices de sir Robert Peel. Les chefs du parti libéral modéré, entre autres le duc de Leinster et lord Charlemont, résolurent, en conséquence, de ne pas gêner, par des démonstrations inopportunes, la marche que semblait vouloir adopter le gouvernement. Cette marche, cependant ne satisfait pas l'Irlande, l'aristocratie protestante demeurant toujours en possession de l'administration et de la justice locales. Les actes de violence, les collisions isolées et les meurtres devinrent une situation en quelque sorte normale pour plusieurs provinces, et O'Connell lui-même, l'imprudent moteur de cette situation désastreuse, ne put s'empêcher de s'écrier avec une éloquente tristesse : « Dirait-on, mes amis, que nous vivons sur une terre chrétienne ! » Lors des élections municipales, l'agitateur, qui avait compris que la toge du magistrat devait gêner ses allures et nuire à sa popularité, se démit de la charge de lord-maire au profit d'un candidat de son

choix. Dans une proclamation remarquable de hardiesse, il exposa nettement les importantes réformes que l'Irlande était en droit de réclamer : l'abolition des dîmes, la fixité du fermage, l'extension du suffrage électoral, le vote au scrutin, l'abolition de la loi des pauvres; il s'efforça d'établir, par des arguments spécieux, que l'Irlande pouvait avoir une législature domestique, et qu'il était possible de révoquer l'acte de 1800.

Quoi qu'il en soit, les désordres en se généralisant, et le refus des populations d'acquitter la taxe des pauvres, ayant placé le cabinet Peel dans la nécessité de prendre des mesures énergiques, il présenta et fit adopter par le parlement un bill (*irish arm's bill*) qui tendait à restreindre la liberté dont jouissaient les Irlandais d'avoir des armes à leur disposition. Des motions hostiles se succédèrent dans les deux chambres, tandis que de nombreux meetings se tenaient sur tous les points de l'Irlande. L'un d'eux réunit, dans le comté de Tipperary, jusqu'à quatre cent cinquante mille Irlandais. A Summerhill, à Skibbereen, à Dundalk, à Dublin, ces menaçantes assemblées se produisirent. L'inquiétude qu'elles causèrent réagit sensiblement sur la bourse de Londres, et les bulletins financiers prouvèrent que les Anglais ne s'en dissimulaient plus la gravité. Ce qui donnait, en effet, à ces démonstrations une importance toute nou-

velle, c'est que dans plusieurs villes manufacturières de la Grande-Bretagne et dans les grandes cités d'Écosse la cause du rappel avait été accueillie par de vifs témoignages de sympathie. Laisser un tel mouvement se propager sans obstacle eût été, de la part du gouvernement, un acte de dangereuse imprévoyance ou d'indigne faiblesse. En conséquence, le comte Grey, vice-roi d'Irlande, ayant appris qu'une assemblée de *repealers* devait avoir lieu à Clontarf, assemblée à laquelle des députations, venues de Liverpool et de Manchester étaient dans l'intention de se réunir, déclara le meeting illégal en annonçant qu'il dirigerait des poursuites contre toutes les personnes qui pourraient s'y rendre.

O'Connell n'essaya pas de résister et publia dans un contre-avis que le *meeting* n'aurait pas lieu ; mais il sut avec son habituelle dextérité se servir contre le gouvernement même de la déclaration du vice-roi. Dans une assemblée tenue à Dublin il en commenta les termes, en dénatura les intentions et, au nom de la constitution anglaise, supplia le ministère de révoquer les fonctionnaires qui, disait-il, n'avaient pas craint de compromettre ainsi la haute mission qu'ils tenaient de la royauté. « L'Irlande, ajouta-t-il, n'acceptera jamais de concessions incomplètes. Nous voulons avoir et nous aurons le parlement irlandais dans *College Green!* »

Cinq jours après O'Connell fut arrêté, ainsi que

son fils John, au moment où (détail caractéristique il venait d'assister au sacrifice de la messe et de recevoir la communion. Il serait superflu d'indiquer l'émotion que causa en Irlande cette double arrestation. Les bornes de la légalité ne furent cependant pas franchies ; car, tolérant jusque dans ses rigueurs, le gouvernement n'hésita pas à laisser O'Connell et son fils jouir de leur liberté sous la garantie d'un cautionnement. L'instruction du procès se poursuivit avec activité ; les accusés parurent pour la première fois le 2 novembre devant la cour du banc de la reine, où le grand jury de mise en accusation déclara qu'il y avait lieu à suivre, et que les prévenus auraient à comparaître devant la cour d'assises de Dublin.

O'Connell et ses amis étaient accusés : « 1° De conspirer séditionnellement pour exciter chez les sujets de S. M. la reine des sentiments de haine et de mépris contre le gouvernement et la constitution du royaume. 2° D'avoir engagé un grand nombre de personnes à se réunir pour parvenir à l'aide de l'intimidation et de la contrainte à opérer des changements dans la constitution. 3° D'avoir tenté de détourner de l'obéissance divers sujets de S. M., entre autres des soldats de la marine et de l'armée. 4° D'avoir usurpé les prérogatives de la couronne en établissant des tribunaux. 6° D'avoir provoqué des meetings composés de personnes



malintentionnées. 7° D'avoir publié des libelles séditieux contre le gouvernement et la constitution du royaume. »

Nous ne pouvons rappeler ici les diverses phases de cette longue procédure pleine d'hésitations, de temporisations, de lenteurs, qui n'avait été entamée qu'à regret et qui ne se poursuivait pas sans inquiétude. On comprend en effet, les légitimes perplexités qu'inspirait au ministère Peel le résultat prévu de ce procès. Sans doute il importait de convaincre à tout prix l'Irlande que ses agitateurs n'étaient point inviolables, et que le gouvernement anglais ne demeurerait pas éternellement désarmé en présence de si persévérants appels à l'insurrection. Mais, d'une autre part, ne devait-il pas craindre que cette mesure énergique ne donnât aux passions irlandaises une excitation décisive, et que la guerre civile avec ses calamités terribles ne sortît d'un verdict de culpabilité ?

Quoi qu'il en soit, disons en anticipant un peu sur les faits que Daniel O'Connell fut condamné sur tous les chefs mentionnés plus haut par la cour d'assises de Dublin. Le jugement avait été remis à trois mois : au jour fixé, l'arrêt fut rendu par la cour du banc de la reine au milieu d'une anxiété universelle. O'Connell se montra cette fois encore un acteur incomparable. Il garda dans son attitude un apparent dédain, une sérénité parfaite. Au mo-

ment où il parut dans la salle de justice accompagné de son fils, de M. O'Brienn et de M. Valentine Blake, tous deux membres du parlement, une triple salve d'applaudissements l'accueillit. L'un des juges, M. Berton, chargé de lire la sentence, ne put maîtriser son émotion et fondit en larmes.

L'arrêt condamnait Daniel O'Connell à un an de prison, à cinquante mille francs d'amende, à fournir en outre pour sept années un cautionnement personnel de cent vingt-cinq mille francs et deux autres avancés par deux personnes différentes et composant ensemble la même somme, le tout comme garantie qu'il n'essaierait plus de troubler la paix publique. Son fils John était condamné, ainsi que MM. Duffy, Tay, Gray, Barret et Steele à neuf mois d'emprisonnement, à des amendes et à un cautionnement personnel de vingt-cinq mille francs. Prié de désigner la prison où il devait être renfermé, le célèbre agitateur choisit le pénitencier de Richemond dans le comté de Dublin.

Le résultat moral de cet étrange procès aurait pu être d'aggraver les périls de la situation en donnant à O'Connell, par une apparence de persécution, l'unique élément de puissance qui manquait à sa popularité plus réelle que légitime. Sa condamnation, qui ne fut point un échec pour la malheureuse Irlande, fut moins encore un triomphe pour le gouvernement anglais.

Ce dernier allait, du reste, se voir promptement forcé de sortir du terrain pacifique et judiciaire qu'il avait cru devoir adopter au milieu de toutes ces agitations de nature diverse : le pays de Galles réduit à la plus affreuse misère par l'élévation des taxes, la rareté des grains, et le prix des fermages, se vit tout à coup troublé par une association mystérieuse de malfaiteurs qui, obéissant à un chef surnommé miss Rebecca, parcouraient les campagnes vêtus en femmes et la figure noircie, brûlant les barrières de péage, pillant les fermes et se livrant aux plus coupables excès. Les rebeccaïtes poussèrent l'audace jusqu'à menacer d'envahir Carmarthen, capitale de la principauté de Galles, menace exécutée en effet, par dix mille d'entre eux au jour indiqué par leur chef. Des détachements de cavalerie arrivèrent trop tard pour empêcher une portion de la ville d'être pillée, mais poursuivirent les rebeccaïtes avec acharnement en leur faisant de nombreux prisonniers ; peu à peu et, grâce à l'emploi de la force armée, ces affreux désordres cessèrent. Symptômes inquiétants d'une situation anormale, c'étaient de graves enseignements pour l'administration suprême.

En France, un brillant fait d'armes signala l'année 1843. Depuis les défaites successives que le général Bugeaud lui avait fait essuyer, Abd-el-Kader s'était réfugié dans les montagnes de l'Oua-

ranseris. Pressé d'un côté par le général Lamoricière, de l'autre par le duc d'Aumale, l'émir s'était arrêté un instant aux sources de Taguin et avait fait dresser ses tentes en ce lieu. Le duc d'Aumale apprend tout à coup qu'une faible distance le sépare de cet astucieux ennemi. Il n'a que cinq cents chevaux avec lui, mais s'il faut attendre l'infanterie Abd-el-Kader peut avoir le temps de s'enfuir. Le jeune prince n'hésite pas, il s'avance avec rapidité, tombe comme la foudre au milieu de la Smala d'Abd-el-Kader, culbute les fantassins réguliers qui cherchent à arrêter sa marche, et s'empare des femmes de l'émir, des personnes de sa famille, de ses provisions de tout genre, de ses troupeaux, tandis que l'emir lui même, s'élançant sur un cheval aux premiers bruits de l'attaque des Français, s'échappait à travers les balles ainsi que sa mère et sa femme légitime qu'un zèle subalterne dérobait aux regards des vainqueurs. Le butin fut énorme, le retentissement fut grand, et plusieurs tribus soulevées se soumirent en apprenant ce désastre du chef qui s'était si longtemps vanté d'être invincible.

Il fut complété peu de temps après par la défaite du meilleur lieutenant d'Ab-del-Kader, Sidi-Embareck, qui était parvenu à réunir les débris de ses troupes dispersées. Poursuivi et atteint par le colone Tampoure, Sidi-Embareck après une dé-

fense acharnée, fut tué dans ce combat qui détruisit les dernières bandes de l'émir. A la suite de ces revers Abd-el-Kader se vit contraint de se réfugier sur les frontières du Maroc, où ses intrigues nous préparèrent des difficultés que le canon pouvait seul résoudre, comme nous le verrons plus tard.

La prise de la Smala d'Abd-el-Kader, en popularisant le nom de M. le duc d'Aumale, avait naturellement réjoui l'esprit du roi. Deux événements de famille, le mariage de la princesse Clémentine avec le prince Auguste de Saxe-Cobourg et celui du prince de Joinville avec la sœur de l'empereur du Brésil, pouvaient également contribuer à le satisfaire. L'annonce positive d'une visite prochaine de la reine d'Angleterre au château d'Eu fut le complément de ce contentement passager de Louis-Philippe.

Mais avant cette solennité politique un incident d'une nature différente s'était produit pendant le voyage que M. le duc de Nemours faisait dans plusieurs départements de la France ; il y avait au Mans un certain M. Trouvé-Chauvel, appartenant à l'opposition radicale, et porté par cette opinion à la tête de la municipalité de la ville. Ce maire démocrate, homme honorable d'ailleurs, n'avait, comme beaucoup d'autres, rien tant à cœur que de donner une leçon au pouvoir. Le voyage d'un fils du roi, du futur régent, lui offrait une trop belle

occasion d'entrer dans cette voie pour qu'il la laissât échapper sans en avoir largement profité. Aussi dès que l'on apprit que M. le duc de Nemours allait visiter le chef-lieu du département de la Sarthe, M. Trouvé-Chauvel composa-t-il un discours destiné dans sa pensée à ébranler ce gouvernement tyrannique qui habitua ainsi les fils du roi à se mêler aux populations et à se faire connaître d'elles. Cette œuvre d'éloquence démocratique fut produite par M. Trouvé-Chauvel le 7 août 1843 à l'entrée du prince ; elle renfermait ce passage qui en résumait tout l'esprit : « Si l'avenir vous réserve de hautes et pénibles fonctions, on vous verra, nous en avons la confiance, donner à la liberté toutes les garanties désirables, accepter avec sincérité les institutions représentatives, maintenir au dehors la dignité de la France, renouer avec les traditions généreuses de la vieille politique française et prouver que les révolutions ne doivent pas placer un peuple au-dessous de ce qu'il était, alors qu'il obéissait aux volontés absolues des rois. » Mais il se trouva que M. le duc de Nemours puisant dans son grand sens gouvernemental la meilleure réponse ou pour mieux dire la seule qui pût être faite à cette phraséologie dont l'évidente prétention était de critiquer la marche politique adoptée par Louis-Philippe, fit entendre à son tour des paroles pleines de dignité, de convenance,

imbues de l'esprit réel des institutions d'alors et très-élégamment formulées qui lui donnèrent une facile victoire sur le maire démocrate. Où ce dernier avait-il puisé le droit d'aborder des questions de cette nature ? Quelqu'un placé en dehors des Chambres et dans la situation hiérarchique de M. Trouvé-Chauvel, pouvait-il donc critiquer ainsi les actes du pouvoir et donner des conseils à un fils du roi ? Le maire du Mans fut révoqué ainsi que ses adjoints et le conseil municipal de la ville, mesure qui mit fin à cet incident dont Louis-Philippe avait été désagréablement préoccupé, parce qu'il prouvait que sur certains points de la France les théories radicales possédaient des représentants nombreux et hardis.

Le voyage de la reine Victoria au château d'Eu fit alors une diversion heureuse dans l'esprit du roi de 1830, auquel il semblait que chaque acte de courtoisie de la part des souverains légitimes consolidait un peu plus sur son front la couronne ramassée au milieu des barricades de juillet. La reine d'Angleterre, accompagnée de son jeune époux, le prince Albert de Saxe-Cobourg Gotha, débarqua au Tréport le 2 septembre 1843. Une réception vraiment royale l'attendait, et Louis-Philippe, avec une galanterie de vieux gentilhomme, s'efforça de varier les plaisirs qu'il voulait prodiguer à cette jeune femme couronnée qui lui fai-

sait ainsi une visite de bon voisinage. Les fêtes se succédèrent. Elles eurent un caractère particulier. Ce n'était pas, en effet, la réception officielle et gourmée des Tuileries : c'était la vie de château comme on peut la mener dans une résidence royale avec les promenades dans les bois, la chasse, les déjeuners sous l'ombrage; et, sans une revue du régiment de carabiniers et des troupes qui faisaient le service du château, revue passée par les fils du roi en l'honneur du prince Albert, sans les longs entretiens de M. Guizot avec lord Aberdeen, entretiens où fut réglée, comme nous avons eu occasion de le dire plus haut, la brûlante question du droit de visite, où l'idée d'une triple et intime alliance entre la France, la Grande-Bretagne et l'Autriche fut, assure-t-on, discutée, on aurait pu supposer que la visite de la reine au château d'Eu n'avait eu pour mobile que la curiosité, pour résultat que le plaisir. Un instant on eut l'espoir que la royale touriste ferait une rapide excursion à Paris dont son imagination paraissait remplie. Cet espoir fut déçu. Il était réservé à d'autres temps de voir la reine Victoria dans la capitale de la France, à un autre souverain de lui faire les honneurs de Versailles restauré.

---

\*



## LIVRE QUINZIÈME

**I. Voyage de M. le comte de Chambord à Londres. Manifestation légitimiste. Le duc de Fitz James. M. de Chateaubriand. M. de La Rochejaquelein. Affaires de Tahiti. Prise de possession des îles de la Société. Ouverture de la session. Les députés légitimistes devant la Chambre. Ils donnent leur démission et sont réélus. — II. Désaveu de l'amiral Du Petit-Thouars. Guerre avec le Maroc. Mogador. Tanger. Bataille de l'Isly. Affaire Pritchard. Louis-Philippe à Windsor. — III. Question de l'enseignement. L'université et le clergé. M. Villemain et M. de Salvandy. Les jésuites. Questions extérieures. Affaires de Cracovie. Incorporation à l'Autriche. L'Italie et Pie IX. — IV. Session de 1846. La Chambre est dissoute. Attentat de Lecomte. Le prince Louis-Bonaparte s'évade du fort de Ham. Elections. Les mariages espagnols. — V. Session de 1847. Le socialisme en province. Crise alimentaire. Désordres en Touraine et dans le Berry. Mort de M. Martin du Nord et modifications ministérielles. Procès et scandales. — VI. Question suisse. Le Sunderbund. Guerre civile. Attitude du gouvernement français. Agitation réformiste en France. Banquets. Situation morale et matérielle du pays à la fin de décembre 1847.**

### I

M. le comte de Chambord qui, en se livrant à son exercice favori de l'équitation, avait fait quelque temps auparavant une chute des plus graves, remis de cette douloureuse épreuve, et vivement touché des marques de sympathie que le parti légi-

timiste lui avait prodiguées en cette circonstance, voulut, après avoir parcouru l'Italie et l'Allemagne en étudiant les champs de bataille célèbres, se rapprocher de ses amis, apercevoir de loin les côtes du pays natal, ce rêve continuel de l'exilé, et recevoir la visite de quelques-uns de ses principaux adhérents. Il partit donc pour Londres dans les derniers jours du mois d'octobre et fixa sa résidence dans un hôtel de *Belgrave Square* qui avait été disposé à l'avance pour le recevoir.

Ce voyage, le séjour que le prince comptait faire à Londres, créaient une situation délicate pour le gouvernement anglais, et cette situation se trouvait parfaitement indiquée par la communication de lord Aberdeen au comte de Jarnac chargé d'affaires de France à Londres : « la reine désire ne point voir le prince et, quant à moi, je prendrais la responsabilité de lui conseiller de refuser sa visite si, par un motif quelconque, vous m'en exprimiez le désir au nom du gouvernement français..... maintenant je vous dirai que, livré à moi-même et si l'on était indifférent à Paris, je voudrais que, s'il le désire, la reine reçût le jeune prince. Il me semble que nous ne pouvons pas faire moins pour le petit-fils de Charles X qui revient en Angleterre avec son simple titre d'exilé, que nous ne nous sommes crus obligés de faire pour un aventurier comme Espartero. Il est bien entendu que cette ré-

ception serait strictement privée, une simple présentation, sans dîner, etc.; mais si vous m'en exprimez le désir, je le répète, je déconseillerai même cette simple prévenance de notre cour.»

M. de Jarnac embarrassé écrivit aussitôt à Paris pour demander des instructions, et Louis-Philippe, voulant à tout prix empêcher la réception de M. le comte de Chambord, se chargea lui-même de suivre la négociation en prenant son gendre, le roi des Belges, pour intermédiaire. M. le duc de Nemours devait précisément se rendre à Londres pour y présenter ses hommages à la reine et la coïncidence eût été bizarre. L'intervention du roi Léopold eut tout le résultat qu'on en attendait. Le comte de Chambord ne fut point reçu par la reine, tandis que le duc de Nemours était bien accueilli au palais de Buckingham. Mais d'un autre côté, l'aristocratie anglaise mit une sorte d'affectation à faire au fils du duc de Berry les honneurs de ces résidences magnifiques qui charment et étonnent le voyageur en parcourant les comtés d'Angleterre et d'Écosse. Il put assister à des chasses vraiment princières, à des réunions brillantes, et les grandsseigneurs torys mirent une sorte de coquetterie dans leur splendide hospitalité.

Cette circonstance ne pouvait que faiblement contrarier les intentions de Louis-Philippe qui avait concentré tout son désir dans le maintien absolu

des premières dispositions de la reine relativement à la réception de M. le comte de Chambord. « Il est incontestable, avait-il dit, que la réception par la reine d'Angleterre ne serait pas un acte de pure et simple courtoisie, mais un fait politique et qui en aurait toute la portée. » Ce péril une fois écarté, les prévenances plus ou moins empressées de l'aristocratie anglaise ne devaient donc point le préoccuper beaucoup; mais le séjour du prince en Angleterre produisit une autre manifestation que l'on n'avait pas prévue d'abord.

Les légitimistes résolurent d'aller saluer à Londres le dernier rejeton de la branche aînée de la maison de Bourbon, et de lui rendre hommage comme à leur seul et véritable souverain. Le mot d'ordre était donné. On vit du fond des provinces accourir de nombreux pèlerins appartenant à toutes les catégories sociales. La presse royaliste conviait en effet à se rendre à Londres tous les défenseurs et partisans du principe de la légitimité. Malgré son âge et les fatigues de sa vie, le plus illustre d'entre eux, M. de Chateaubriand, accomplit également ce pèlerinage. L'homme qui avait dit si haut : « Madame, votre fils est mon roi ! » se trouvait si naturellement à sa place aux côtés du jeune prince qu'on eût été étonné de ne point l'y voir. Cette dernière démarche du célèbre vieillard remplit de joie les légitimistes; ils voulurent ex-

primer solennellement leur gratitude à M. de Chateaubriand, et le duc de Fitz James, qui portait la parole, lui dit : « Après avoir rendu hommage au roi de France, il nous restait encore un autre devoir à remplir, et nous nous sommes présentés auprès de vous pour rendre hommage à la royauté de l'intelligence. » Entraînés par l'exemple et par le courant de l'opinion à laquelle ils appartenaient, six députés légitimistes se transportèrent également à Londres : c'étaient MM. Berryer, de La Rochejaquelein, de Valmy, de Larcy, Blin de Bourdon et de Preigne. Les journaux du gouvernement s'élevèrent alors très-vivement contre cette visite au comte de Chambord faite par les membres de l'une des deux Chambres ayant prêté serment à Louis-Philippe, et cette colère officielle devait, au moment de l'ouverture de la session, provoquer un incident grave. On sait, du reste, qu'il existait dans le parti légitimiste deux nuances très-marquées, deux politiques très-différentes : les partisans de l'appel au peuple ou du suffrage universel et les adhérents immobiles à l'ancien et traditionnel système monarchique. M. de La Rochejaquelein, qui représentait les idées avancées de la *Gazette de France*, fut assez mal reçu du prince et moins bien encore de la petite cour qui l'entourait ; il avait témérairement froissé de vieilles convictions et porta la peine de sa franchise.



Cependant la colère du roi Louis-Philippe était grande; il avait ordonné au préfet de police de relever quotidiennement la liste des Français qui demandaient des passe-ports pour Londres et de la lui adresser aux Tuileries. Par son ordre, la circulaire suivante fut adressée aux agents diplomatiques français résidant près des cours étrangères : « Monsieur, ce qui s'est passé à Londres, pendant le séjour que vient d'y faire M. le duc de Bordeaux, a changé la situation de ce prince; ce n'est plus un jeune prince malheureux et inoffensif, c'est un prétendant déclaré. Dans cet état de choses, l'intérêt et la dignité de la France imposent au gouvernement du roi de nouveaux devoirs. Nous ne voulons point exercer sur les démarches de M. le duc de Bordeaux une surveillance inquiète et tracassière qui aggrave le malheur de sa position, mais nous ne saurions voir désormais avec indifférence les démonstrations dont il pourrait être l'objet dans les pays étrangers. Quelque vaines que fussent en définitive ces démonstrations, elles pourraient au dehors placer les représentants du roi dans une situation peu convenable et fomenteur au dedans des passions et des espérances criminelles. Nous avons le droit de compter que partout où paraîtra à l'avenir M. le duc de Bordeaux, l'attitude des cours alliées de la France ne permettra pas que ni l'un ni l'autre de ces inconvénients en puisse

résulter ; s'il en était autrement, la présence simultanée du représentant du roi ne serait ni convenable ni possible, et vous n'hésiteriez pas à le déclarer. » En outre, Louis-Philippe voulait qu'à l'ouverture de la session le pèlerinage des députés légitimistes fût hautement condamné par la Chambre elle-même, et, d'après ses ordres, le ministère préparait contre eux une campagne parlementaire.

Mais des difficultés lui étaient survenues tout à coup, et elles avaient pris naissance dans le protectorat des îles de la Société, fait accompli comme on l'a vu l'année précédente et notifié aux puissances maritimes, particulièrement au gouvernement anglais, lequel déclarait d'abord que, bien qu'il n'eût pas reconnu à la France le droit de prendre et d'exercer le protectorat, son intention n'était cependant pas de le mettre en question, mais disait ensuite à lord Cowley, son représentant à Paris : « Le gouvernement de Sa Majesté se regarde comme engagé par toutes les considérations d'honneur national et de justice à soutenir les missionnaires protestants des îles de la Société, et il ne saurait admettre que le changement survenu dans ce pays ait altéré ou affaibli en rien cette obligation. » Des instructions dans ce sens furent transmises par lord Aberdeen au consul anglais Pritchard, nom devenu historique, grâce à

l'acharnement que mirent les partis en France à se combattre sur ce terrain de la question de Tahiti.

Le consul Pritchard, auquel on avait écrit : « Vous surveillerez avec une vigilance incessante la conduite des Français à l'égard de nos missionnaires, et vous ne manquerez pas de rapporter minutieusement au gouvernement de Sa Majesté toutes les circonstances qui, sur ce point, vous paraîtraient dignes d'attention, » le consul Pritchard avait séjourné quinze ans à Tahiti et s'était, pour ainsi dire, habitué à régner de fait sur cette île au nom de l'Angleterre. Le rôle qu'il y avait joué était multiple : missionnaire, agent politique, pharmacien, il avait su faire tourner au profit de la prépondérance anglaise les services divers qu'il avait rendus aux naturels de l'île et à la reine elle-même. La frégate la *Vindictive*, commandée par le commodore Toup Nicholas, ramena Pritchard à Tahiti, et, dès son débarquement, le consul commença à prêcher une véritable croisade contre les Français, secondé en cela par Toup Nicholas qui alla jusqu'à adresser aux Anglais, résidant dans l'île, une lettre par laquelle il leur enjoignait de ne point se soumettre aux règlements ou juridictions établis par le gouvernement provisoire français. En même temps un nouveau pavillon portant une couronne au centre était hissé sur la demeure royale de



Pomaré comme pour insulter au pavillon du protectorat.

Les choses s'envenimèrent. Le commodore Toup Nicholas fut rappelé par l'amiral anglais, commandant la station, et, d'un autre côté, l'amiral Du Petit-Thouars, instruit de toutes ces difficultés, arrivait le 1<sup>er</sup> novembre 1843 en vue de Tahiti. Il fit savoir immédiatement à la reine qu'il ne reconnaissait pas le pavillon qu'elle avait arboré à l'instigation des missionnaires anglais, ajoutant que si elle voulait désigner la forme et les couleurs d'un pavillon nouveau, il était prêt à le reconnaître et à le saluer. Cette démarche n'ayant pas eu le résultat qu'il en espérait, l'amiral français déclara qu'il se voyait dans la nécessité de remplacer le pavillon du protectorat par le pavillon tricolore, et comme Pritchard, profitant de cette circonstance pour effrayer la reine, lui avait persuadé de chercher un refuge dans la maison du consulat anglais, M. Du Petit-Thouars, après avoir obtenu une audience de Pomaré et vainement insisté pour qu'elle amenât le pavillon des missionnaires en se replaçant purement et simplement dans les termes du protectorat qu'elle avait invoqué elle-même, adopta le parti définitif de prendre possession au nom de la France des îles de la Société.

Immédiatement Pritchard amena le pavillon an-

glais qui flottait sur sa case, et le capitaine Jervis Tucker, commandant le vaisseau le *Dublin*, qui était en rade, protesta en termes très-vifs contre l'occupation française dans une lettre adressée à l'amiral Du Petit-Thouars. Cette lettre se terminait ainsi : « C'est avec regret que je me vois obligé de vous rendre responsable aux yeux de la Grande-Bretagne du tort que votre conduite pourrait faire aux intérêts de S. M. B. la reine Victoria. » Et l'amiral français répondit : « J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre de protestation en date de ce jour. Je saisis cette occasion pour vous représenter que je suis informé que vous devez, ce soir, recevoir l'ex-reine Pomaré à bord de la frégate de S. M. B. le *Dublin* et la saluer sous les couleurs qu'elle avait adoptées contrairement au droit des gens..... Je proteste contre une telle manifestation si elle doit avoir lieu, et je la regarderais comme une démonstration hostile envers la France. » Le capitaine Tucker ne reçut pas la reine à son bord ; mais on comprend à quel point cette situation était tendue. Vainement après avoir reçu l'avis de sa déchéance, Pomaré s'adressa-t-elle ensuite à l'amiral français ; celui-ci la renvoya au capitaine Bruat nommé par lui gouverneur des îles de la Société. En désespoir de cause, elle transmet à ce dernier une supplique destinée au roi Louis-Philippe et qui fut expédiée

en Europe avec les dépêches de l'amiral. Telle était la complication provoquée par les affaires de Tahiti et dont la nouvelle parvint au roi au commencement de la session. Nous verrons bientôt quelles en furent les suites.

La grande préoccupation des ministres était en ce moment de complaire au roi en faisant infliger un blâme aux membres de la Chambre qui avaient accompli le pèlerinage de *Belgrave-Square*. Ce n'était point dans le discours du trône que cette question brûlante devait être abordée, mais dans l'adresse en réponse à la communication royale. La Chambre des Pairs donna le signal de cette croisade : « Le roi en montant au trône, dit-elle, a promis de nous consacrer son existence tout entière, de ne rien faire que pour la gloire et le bonheur de la France; la France lui a promis fidélité. Le roi a tenu ses serments. Quel Français pourrait oublier ou trahir les siens? » Cette formule était pleine de convenance. La commission de la Chambre des Députés fut moins bien inspirée dans sa rédaction, et une phrase ainsi conçue parut prête à soulever de violents orages parlementaires : « La conscience publique flétrit de coupables manifestations. » Dans la discussion générale, M. Berryer, dont on attendait une ardente philippique, fut, contre son ordinaire, terne, embarrassé comme un homme qui n'est pas sûr de

son terrain. M. Guizot, au contraire, se montra très-éloquent. Toutefois, lors de la discussion des paragraphes de l'adresse, plusieurs députés conservateurs, craignant le mauvais effet d'une lutte passionnée, proposèrent aux ministres de supprimer l'expression blessante qui menaçait de soulever de si furieuses tempêtes, et dans un premier mouvement d'équité les ministres adhèrent; mais ils avaient compté sans la volonté de Louis-Philippe. Le roi voulut que le mot fût maintenu, repoussant avec colère tout ce qui aurait pu ressembler à une transaction, et blâmant très-hautement la faiblesse du cabinet en cette circonstance où l'honneur de sa dynastie était engagé. La phrase agressive fut donc conservée, et la discussion s'engagea sur le paragraphe tel qu'il avait été rédigé dans le principe. Cette lutte fut terrible; le pays en garda longtemps le souvenir. Toutes les oppositions s'étaient entendues pour attaquer à la fois. « Il a paru à la commission, répondit M. Guizot, il a paru au gouvernement que dans ces actes, dans ces manifestations, la moralité publique avait été gravement blessée. Ce n'est pas le danger qui nous préoccupe, c'est la moralité publique blessée, c'est la conscience publique offensée... Vous avez été à Londres dans un intérêt de parti, vous avez oublié l'intérêt de la France. Voilà ce qui m'a fait dire que votre conduite a été mauvaise au point de

vue de la moralité politique ; qu'il importe qu'une manifestation publique vienne rétablir les droits de la moralité offensée. » « Je ne veux pas, s'écria M. Berryer qui, cette fois, avait repris toute son éloquente hardiesse, je ne veux pas évoquer le souvenir d'un autre temps, je ne veux pas me demander ce qu'ont fait à une autre époque les hommes qui nous accusent aujourd'hui. On dit que nous avons perdu notre moralité politique ! Ah ! si nous avons été aux portes de la France en armes..... » A ces mots des applaudissements frénétiques éclatent sur les bancs de l'opposition, et M. Guizot demande la parole. « Le parallèle est en notre faveur, reprend M. Berryer, nous n'avons pas été aux portes de la France en armes pour donner au sein d'une armée ennemie des conseils politiques à un roi. Vous vous en êtes glorifié. Quant à nous, nous avons été saluer le malheur. » « Messieurs, dit à son tour M. Guizot, je viens à cette tribune vider un incident personnel. Ce n'est ni le gouvernement du roi, ni le cabinet actuel, ni M. le ministre des affaires étrangères qui est devant vous, c'est M. Guizot personnellement..... J'ai dit à la Chambre quels motifs m'ont fait aller à Gand... » Aussitôt une effroyable tempête soulève toute l'assemblée ; les interpellations les plus violentes se font entendre, s'entre-croisent. M. Guizot à la tribune, et auquel s'adressent des attaques



d'une extraordinaire véhémence, accompagnées de gestes menaçants, demeure ému mais immobile et impassible en apparence, comme un soldat à son poste sous le feu de l'ennemi. Il comprend qu'il a commis une imprudence en relevant les paroles de M. Berryer; mais il aura le courage de soutenir jusqu'au bout la thèse justificative qu'il a déjà produite à une autre époque et au milieu d'un tumulte pareil devant cette même Chambre. Chaque fois qu'il prononce cette phrase: « Oui, je suis allé à Gand; » les clameurs injurieuses redoublent; les mots de trahison, d'immoralité politique se font entendre. « Vous voulez épuiser mes forces, s'écrie l'orateur, mais vous n'épuiserez pas mon courage! » La Chambre, comme le dit une voix du centre, est en insurrection complète, et ce n'est qu'après une longue interruption que M. Guizot parvient à compléter ainsi sa pensée: « Et maintenant, ce que j'ai constamment combattu depuis cette époque, je le combats encore, et je ne céderai pas aujourd'hui. Toutes vos colères, toutes vos clameurs ne me détourneront pas. Je persévérerai à soutenir contre tous les genres d'opposition les intérêts et les principes de la monarchie constitutionnelle et le gouvernement qui a été véritablement conquis et fondé en juillet. Quant aux injures, aux calomnies, aux colères extérieures ou intérieures, on peut les multiplier, on peut les

entaasser tant qu'on voudra, on ne les élèvera jamais à la hauteur de mon dédain ! »

Cette éloquente péroration fut vivement applaudie par les conservateurs. D'une situation vraiment critique et pénible, M. Guizot avait su faire sortir un triomphe oratoire. Le parti gouvernemental voulut en perpétuer le souvenir en faisant frapper une médaille reproduisant la dernière et célèbre phrase du discours de cet homme d'État. Le paragraphe de l'adresse relatif au pèlerinage légitimiste fut en outre voté à une assez forte majorité.

Le lendemain M. de La Rochejaquelein envoyait sa démission au président de la Chambre. Les autres députés royalistes, MM. Berryer, de Valmy, de Larcy, Blin de Bourdon l'imitèrent. M. de Preigne, qui n'avait été à Londres que pour des affaires personnelles, assurait-il, et n'avait en quelque sorte vu le prétendant que par hasard, crut devoir ne pas suivre l'exemple donné par ses coreligionnaires politiques. La hardiesse de ces derniers leur réussit, du reste ; tous furent réélus, et cette campagne du gouvernement, personnellement conduite par Louis-Philippe, ne tourna point à son avantage. Mieux eût valu cent fois appliquer une théorie fort à la mode, alors, en Allemagne : celle du « laisser-faire et du laisser-passer. »

## II

Les dépêches de l'amiral du Petit-Thouars, relatives aux événements que nous avons rapportés et à la prise de possession des îles de la Société, arrivèrent sur ces entrefaites; elles jetèrent les ministres dans une vive perplexité et Louis-Philippe dans une grande colère. On sait qu'il n'aimait pas qu'on lui créât des embarras à l'extérieur, qu'on lui « fît des affaires, » comme il disait, et il était évident pour lui que l'Angleterre verrait avec un jaloux déplaisir ce qui venait de se passer aux îles de la Société.

Le cabinet du 29 octobre avait subi quelques légères modifications dans son personnel. Ainsi M. Dumon avait remplacé aux travaux publics M. Teste, nommé président d'une des chambres de la Cour de cassation, et l'amiral Roussin avait cédé son portefeuille à M. de Mackau. Le roi ayant tout d'abord déclaré au conseil que l'amiral du Petit-Thouars devait être immédiatement et impitoyablement désavoué, M. de Mackau demanda un délai de huit jours pour que la question fût mieux étudiée, craignant, disait-il, qu'un pareil désaveu ne décourageât singulièrement et ne désaffectonnât la marine dont les liens étaient si



intimes avec la dynastie de Juillet, grâce à la présence du prince de Joinville sur les cadres de cette arme importante. L'idée prévalut; il était bon, en effet, comme le fit observer M. Guizot, de consulter avant tout l'état de l'opinion en Angleterre. Il prescrivit aussitôt à notre représentant à Londres, M. de Sainte-Aulaire, de pressentir à ce sujet lord Aberdeen, et de rendre compte le plus promptement possible de l'impression produite par la prise de possession des îles de la Société, non-seulement sur les hommes d'État, mais encore sur les masses en Angleterre. La réponse de M. de Sainte-Aulaire ne se fit pas attendre; elle était de tout point défavorable.

Deux jours après *le Moniteur* renfermait la note suivante : « Le gouvernement a reçu des nouvelles de Tahiti en date du 1<sup>er</sup> au 9 novembre 1843. M. le contre-amiral du Petit-Thouars, arrivé dans la baie de Papeïti le 1<sup>er</sup> novembre pour exécuter le traité du 9 septembre 1842 que le roi avait ratifié, a cru devoir ne pas s'en tenir aux stipulations de ce traité et prendre possession de la souveraineté entière de l'île. La reine Pomaré a écrit au roi pour réclamer les dispositions du traité qui lui assurent la souveraineté intérieure de son pays et le supplier de la maintenir dans ses droits. Le roi, de l'avis de son conseil, ne trouvant pas dans les faits rapportés de motifs suffisants pour déroger

au traité du 9 septembre 1842, a ordonné l'exécution pure et simple de ce traité et l'établissement du protectorat français dans l'île de Tahiti. »

Le désaveu était formel. L'opposition en fit grand bruit. En France toutes les questions d'honneur national ont le privilège de passionner, quelquefois même outre mesure. Les interpellations les plus vives furent adressées au ministre des affaires étrangères par MM. de Carné, Billault, Dufaure. M. Ducos proposa le vote suivant : « La Chambre, sans approuver la conduite du cabinet, passe à l'ordre du jour. » Façon adroite d'obtenir un blâme direct qui eût ébranlé le ministère du 29 octobre. M. Guizot sut parer non moins habilement ce coup perfide ; il vint dire à la Chambre : « Ou nous aurons l'honneur de siéger sur notre banc sans avoir reçu une de ces censures indirectes qui énervent le pouvoir ou nous ne continuerons pas de siéger. » Et la proposition Ducos fut rejetée à une majorité considérable.

Des faits retentissants et glorieux détournèrent à propos l'attention de ces questions irritantes : Abd-el-Kader réfugié, comme nous l'avons dit, sur les frontières du Maroc, avait cherché par d'astucieuses menées à soulever contre nous de nouveaux ennemis. Effrayant l'empereur Muley Abder-Rhaman sur le voisinage de nos établissements algériens, groupant adroitement des faits pour lui

persuader que, s'il n'y mettait bon ordre, les Français seraient bientôt plus maîtres chez lui que lui-même, profitant de plusieurs réclamations faites au nom de l'Espagne, du Danemark, de la Suède, et qu'il prétendait avoir été provoquées par la France, il était parvenu à engager l'empereur dans une voie hostile et pleine de hardiesses compromettantes pour les intérêts de sa couronne. Ces tendances nouvelles d'Abder-Rhaman à notre égard se traduisirent d'abord par des faits d'une médiocre importance mais qui avaient une signification précise. Ainsi des levées extraordinaires de troupes furent ordonnées dans toute la partie nord du Maroc; Abd-el-Kader fit des excursions sur le territoire algérien à la tête de cavaliers berbères dont le nombre ne pouvait pas être évalué à moins de dix ou douze mille hommes; enfin le général Lamoricière, qui avait formé un camp retranché à Lalla-Maghrnia, se vit un jour enveloppé par une nuée de troupes marocaines commandées par un parent de l'empereur, Sidi-el-Mamoun, qui, dans sa présomption, avait voulu pousser une reconnaissance jusqu'au camp français. Son avant-garde ayant imprudemment engagé le feu avec nos vedettes, le général Lamoricière sortit de son camp, attaqua vivement les Marocains, les culbuta et leur fit payer cher leur audace.

Bien que cette attaque fût en quelque sorte dés-

avouée par l'empereur Abder-Rhaman et présentée comme un acte d'indiscipline, les symptômes de guerre n'en étaient pas moins évidents pour tous, et l'on n'ignorait pas que le fils de l'empereur s'avancait vers les frontières algériennes à la tête d'une armée de trente mille hommes. Nommé maréchal de France après la glorieuse série de combats dont le résultat final avait été la retraite d'Abd-el-Kader sur le territoire marocain, le général Bugeaud<sup>1</sup> comprit qu'il fallait éclairer nettement cette situation. Par ses ordres, une conférence fut réglée entre le général Bedeau et le caïd d'Ouchda. L'entrevue devait avoir lieu près de Lalla-Maghrnia; on y traiterait la question de la délimitation des frontières et du séjour d'Abd-el-Kader sur le territoire du Maroc. Mais le caïd, tout en promettant l'éloignement de l'émir, déclara que les limites des possessions françaises devaient être fixées au cours de la Tafna, et, malgré toutes les objections du général Bedeau, persista si opiniâtrement dans son avis qui résultait d'ailleurs des instructions formelles qu'il avait reçues, que le général Bedeau dut lever la séance et se retirer au milieu des vociférations des troupes irrégulières qui entouraient le lieu de l'entrevue. Des coups de

1. L'ordonnance royale était datée du 31 juillet 1843. Le maréchal Bugeaud, né à Limoges en 1784, est mort à Paris en 1849.

fusil furent même tirés sur lui et son escorte, circonstance qui, rapportée au maréchal Bugeaud, l'engagea à charger les Marocains et à les disperser en leur faisant éprouver une perte considérable tant en hommes qu'en chevaux.

Désormais le doute ne pouvait plus subsister et le châtement devait être prompt. En supposant que l'empereur fût de bonne foi dans ses protestations amicales (et c'était fort problématique), il devenait évident qu'Abd-el-Kader était plus maître chez lui que lui-même, et que les sentiments haineux des populations marocaines contre les chrétiens l'emporteraient dans leur force d'impulsion sur les volontés impériales. Le maréchal Bugeaud concentra donc ses forces et se prépara à envahir le territoire d'Abder-Rhaman, tandis que M. le prince de Joinville recevait l'ordre de se diriger vers les côtes du Maroc à la tête d'une petite escadre composée des vaisseaux *le Suffren*, *le Triton* et *le Jemmapes*, des frégates *la Belle-Poule* et *l'Asmodée*, de la corvette *le Pluton* et des steamers *le Rubis* et *le Phare*. Le gouvernement anglais ne vit pas sans déplaisir ce déploiement de forces maritimes; il chercha à prévenir le différend en offrant sa médiation. Son consul à Tanger, M. Drummond-Hay, s'efforça de combattre les projets d'Abder-Rhaman. Mais si d'un côté les choses étaient trop avancées pour que la dignité

de la France ne lui fit pas un devoir d'aller jusqu'au bout, de l'autre il était bien difficile que l'empereur comprît un langage pacifique lorsque, jusque-là, on lui avait prêché la résistance et la guerre. Le prince de Joinville repoussa donc les offres médiatrices que lui fit à son passage le gouverneur de Gibraltar, sir Robert Wilson, et l'armée marocaine continua à marcher vers les frontières.

L'ultimatum de la France, que le consul de France à Tanger, M. de Nyon, était chargé de présenter à Muley-Abder-Rhaman, consistait en trois points : expulsion d'Abd-el-Kader ; punition des chefs marocains qui avaient attaqué les Français sur le territoire de l'Algérie ; maintien de l'armée impériale en dedans des frontières marocaines. Abder-Rhaman répondit à ces ouvertures d'une façon absolument évasive ; on comprenait qu'il ne cherchait qu'à gagner du temps, et dans ce but il s'enfonça bientôt dans le nord de ses États comme pour fuir les négociateurs. Le prince de Joinville quittant alors les eaux de Cadix où il avait attendu l'issue probable des pourparlers, se dirigea vers Tanger, envoya un bâtiment à vapeur le long des côtes pour recueillir les agents consulaires de France ainsi que les familles françaises, et, après avoir fixé un dernier délai de huit jours pour la réponse de l'empereur à l'ultimatum

transmis par M. de Nyon, fit tous ses préparatifs d'attaque.

Ils furent interrompus un moment par l'arrivée d'une dépêche de M. Drummond-Hay adressée à notre consul, et déclarant que Muley Abder-Rhaman acceptait l'ultimatum de la France; mais cette assertion était-elle bien exacte? L'infatigable négociateur anglais ne s'était-il pas trompé sur la portée des paroles impériales, et n'avaient-elles pas uniquement pour but de ménager des temporisations nouvelles? Les équipages français murmuraient. N'auraient-ils donc pas la joie de faire tomber ces créneaux insolents en présence des navires anglais, américains, suédois qui couvraient la baie de Tanger? Mais tout à coup un navire à vapeur apparut portant des instructions pour le prince de Joinville, elles lui enjoignaient d'attaquer immédiatement si, à l'arrivée du bâtiment, l'empereur lui-même n'avait pas répondu directement à l'ultimatum et donné les satisfactions exigées. Ceci se passait le 5 août 1844.

Le lendemain 6, les vaisseaux de guerre français remorqués par des steamers jusqu'à leur ligne respective d'embossage prenaient leurs positions dès le matin, et bientôt ouvraient le feu contre les fortifications extérieures de Tanger. Ces fortifications d'un ensemble imposant, d'une enceinte très-développée, étaient armées d'environ quatre-vingts

pièces de canon de très-gros calibre. Leurs boulets eussent pu causer d'énormes avaries aux vaisseaux français si ces derniers ne se fussent avancés bien au delà de la ligne de tir adoptée comme probable par les canonniers marocains. Leurs coups portèrent le plus souvent trop haut, tandis que ceux des navires du prince de Joinville renversaient les embrasures, démontraient les pièces, abattaient les murailles, trouaient à jour, en un mot, ces remparts qui ne pouvaient plus garantir leurs défenseurs. Engagé à huit heures du matin, le feu des Français cessait à dix. Les batteries ennemies étaient muettes, les fortifications de Tanger n'existaient plus; la ville elle-même avait été épargnée.

Suivant ses instructions, M. le prince de Joinville ne devait point occuper Tanger. C'était à détruire les défenses de cette place que devait se borner son action maritime. Mais ce résultat tout important qu'il fût d'ailleurs, n'était pas suffisant pour abattre l'orgueil d'Abder-Rhaman, et, dans ce but, un coup plus sensible devait lui être porté.

Mogador (en arabe Souerah) était une cité particulièrement affectionnée de l'empereur, appartenant à son domaine privé et lui rapportant de gros revenus, grâce à son port le plus commerçant de toute cette côte. Ce fut vers Mogador que se dirigea l'escadre française. Le 11 août elle était rassemblée en vue de la place; mais il se passa



quatre jours avant que l'état de la mer et les vents déchaînés permissent de prendre position et de commencer l'attaque; elle put être engagée enfin par *le Triton*, *le Suffren* et *le Jemmapes* qui firent taire successivement, mais non sans lutte et sans dangers, les batteries qui leur étaient opposées. Une île fermait pour ainsi dire l'entrée du port. Cinq cents marins transportés par trois steamers l'abordèrent sous le feu le plus meurtrier, et gravirent les positions où des batteries avaient été établies. Le prince de Joinville dirigeait cette expédition en personne. Le capitaine de vaisseau Duquesne fut blessé à ses côtés.

Après avoir encloué et jeté à la mer les canons qui garnissaient les remparts de Mogador, nos marins se retirèrent. Cinq cents hommes durent seulement occuper l'île; mais la ville elle-même, abandonnée par sa garnison marocaine, fut envahie par les Kabyles qui la dévastèrent et l'incendièrent.

Ces deux combats très-populaires en France, de Tanger et de Mogador, ne précédèrent que de quelques jours un succès plus retentissant encore, la grande et décisive bataille de l'Isly. Le maréchal Bugeaud instruit par ses espions de la marche incessante vers nos frontières du fils d'Abder-Rhaman à la tête d'une cavalerie redoutable par le nombre et la fanatique bravoure, avait compris

qu'il valait mieux aller au-devant de ce péril que de l'attendre, et de lui laisser prendre des proportions plus considérables. Chaque jour, en effet, semblait accroître l'audace du prince marocain en lui amenant de nouveaux renforts que les tribus au milieu desquelles on prêchait la guerre sainte s'empressaient de lui envoyer.

Il était parvenu jusque sur les bords de l'Isly, et ses campements prenaient environ un espace de deux lieues. Le maréchal qui, dans sa position de Lalla Maghrniâ, pouvait d'un moment à l'autre se voir cerné par un ennemi trois ou quatre fois plus nombreux que les forces dont il disposait lui-même, n'hésita plus à faire un mouvement en avant. Ce mouvement commença le 13 août. L'armée marcha en silence, et à la fin de cette première journée campa sans bruit et sans feux pour ne point donner l'éveil aux Marocains. A minuit elle continua sa route disposée en carré au centre duquel se trouvaient les bagages, les vivres et l'ambulance. Dès les premières lueurs du jour on aperçut le cours de l'Isly. La rivière faisant un coude en cet endroit, il fallait la traverser deux fois. Le premier passage s'effectua sans que le moindre obstacle y fût apporté par les Marocains qui ne se doutaient pas encore de l'approche du maréchal. A neuf heures du matin les Français se disposèrent à traverser l'Isly une seconde fois ;

mais alors l'ennemi prévenu s'avancait pour leur disputer le terrain. C'était en trois colonnes et par trois gués différents que le passage devait être tenté ; il réussit malgré les efforts des avant-postes marocains et d'une nuée de cavaliers que nos tirailleurs eurent quelque peine à dissiper ; mais le gros de la cavalerie ennemie n'avait pas encore paru, et le maréchal craignait (sans avoir cependant des doutes sur l'issue de la lutte) le choc de ces masses parfaitement montées et d'une intrépidité fanatique sur nos carrés de jeunes soldats. Bientôt elles parurent, en effet, débouchant de derrière les mouvements de terrain qui les dérobaient d'abord à la vue et formant un cercle immense prêt à envelopper nos troupes. Le maréchal voyant cette charge arriver comme un nuage de tempête et de foudre, s'empressa de faire diriger sur elle le feu de toute son artillerie. Celui de l'infanterie, dont les carrés se maintinrent avec une grande énergie, arrêta court l'élan des Marocains en portant dans leurs rangs la confusion et la mort. Désormais le danger le plus réel était passé. Sur ces masses de cavalerie rompues, dispersées, le maréchal lança ses propres escadrons. Les spahis, les chasseurs d'Afrique, véritables centaures, ramenèrent jusque dans le camp ces cavaliers éperdus. Le camp lui-même tomba promptement en notre pouvoir avec ses provisions

et ses richesses de tout genre. Vainement un corps de réserve ennemi chercha-t-il à le reprendre en en chassant les troupes qui s'y étaient précipitées ; ses efforts n'aboutirent qu'à une plus grande effusion de sang. Le fils de l'empereur avait été entraîné par son escorte, abandonnant comme trophée le parasol que l'on portait sur sa tête, signe de commandement suprême ; parvenu sur une élévation de terrain qui dominait tout le champ de bataille, le maréchal aperçut à la gauche de la rivière des corps assez nombreux de troupes marocaines qui se ralliaient et se reformaient. L'Isly fut traversé encore une fois par notre infanterie et une dernière lutte s'engagea, lutte peu sérieuse, il est vrai, car l'ennemi démoralisé se replia bientôt dans un désordre qu'accrut encore la poursuite de la cavalerie française malheureusement trop peu nombreuse. Telle fut la bataille de l'Isly dont le nom glorieux devait être ajouté à celui du maréchal Bugeaud par une décision royale qui ne tarda pas à réjouir le cœur du vieux et habile soldat.

Nous avons dit que les Anglais n'avaient pas vu sans déplaisir cette expédition du Maroc dont les lauriers maritimes ou de terre ferme avaient tant de saveur en France et flattaient à juste titre une génération à laquelle ils rappelaient de loin ceux des années heureuses de l'empire. Leur méconten-

tement s'accrut des développements que prit l'affaire de Tahiti, grâce aux intrigues du consul Pritchard. Après avoir déclaré à l'amiral du Petit-Thouars, lors de la prise de possession des îles de la Société, qu'il renonçait à exercer ses fonctions diplomatiques, Pritchard s'était tenu quelque temps sur la réserve et dans le silence ; mais, lorsque l'interdiction d'entrer dans les îles fut levée pour les missionnaires catholiques par ordre du gouvernement français, il se livra de nouveau aux machinations les plus coupables. Par ses soins et grâce à l'influence qu'il avait su prendre sur Pomaré et ses sujets, une famine factice fut organisée dans l'île, de telle sorte que les Français en furent bientôt réduits à se nourrir uniquement des salaisons conservées à bord des navires. Pour arriver à ce résultat, Pritchard avait persuadé aux indigènes de conduire leurs troupeaux dans les montagnes et de les y cacher à tous les yeux. Une lettre de Pomaré interceptée par nos marins ayant clairement prouvé que la reine elle-même était du complot, Pritchard lui conseilla encore une fois de chercher un refuge à bord de la goëlette anglaise le *Basilick*, et, très-effrayée des conséquences de sa conduite, elle suivit aussitôt cet avis. Pendant ce temps des tentatives insurrectionnelles fomentées par les missionnaires anglais sur plusieurs points des îles de la Société se produisirent et

forcèrent le capitaine Bruat à envoyer contre les naturels de l'infanterie de marine et du canon. Papeïti fut mis en état de siège, ce qui n'empêcha pas que dans la nuit du 2 au 3 mars 1844 une sentinelle française ne fût attaquée et désarmée. Un des agresseurs arrêté dans sa fuite déclara qu'il avait agi à l'instigation de Pritchard, et alors M. d'Aubigny, voulant frapper un coup décisif, ordonna l'arrestation de l'ex-consul. Il s'était embarqué pour gagner un navire anglais; on se saisit de sa personne et on l'enferma dans un blockhaus élevé par les Français. « Une sentinelle française a été attaquée, dit M. d'Aubigny dans sa proclamation aux habitants; en représailles j'ai fait arrêter un certain Pritchard, le seul agent et instigateur des révoltes des naturels. Ses biens répondront de tous les dommages que les insurgés pourraient causer à nos établissements, et si le sang français coule, chaque goutte de ce sang retombera sur sa tête. » Plus tard, M. d'Aubigny consentit à rendre Pritchard au capitaine du vaisseau anglais le *Cormoran*, mais à la condition expresse qu'il serait immédiatement conduit aux îles Sandwich.

L'émotion fut vive en Angleterre à la nouvelle de ces faits. La presse et la tribune retentirent de clameurs furieuses. Au parlement on disait : « Une grossière insulte a été commise ; elle l'a été

par une personne revêtue d'une autorité temporaire à Tahiti, et, d'après ce qui est parvenu à notre connaissance, l'insulte a été commise par suite d'une autorisation qui aurait été donnée à cette personne par le gouvernement français. Je pense que ce gouvernement fera la réparation qu'à notre avis l'Angleterre a le droit de demander. » C'était sir Robert Peel qui parlait ainsi. Dans les journaux on écrivait : « Il faut qu'amende honorable soit faite ; il ne s'agit pas seulement de désavouer la conduite de l'agent français, il faut encore le dégrader et le punir. Le peuple anglais ne se contentera pas d'une explication. L'Angleterre ne désire pas la guerre avec la France, mais il faut que la France apprenne à vivre à ses agents. La France a occupé un vaste territoire sur la côte africaine, sous le prétexte d'insulte faite au consul de France à Alger ; maintenant elle s'avance vers Gibraltar. Nous apprendrons sous peu de jours que Tanger et Tetuan sont occupés par des troupes françaises ; tout cela est suspect. Il est évident que l'Angleterre ne peut pas permettre à une grande nation maritime de s'établir et de bâtir des forteresses le long du détroit de Gibraltar. »

Effrayé de ces symptômes de l'opinion, le chargé d'affaires de France à Londres, M. de Jarnac expédia aussitôt à M. Guizot des dépêches peut-être un peu trop empreintes de l'exagération

résultant des communications officielles qui lui étaient faites par suite de ses excellentes et intimes relations avec la haute société anglaise. Selon lui, on était à la veille d'une rupture définitive ; Pritchard serait solennellement renvoyé à Tahiti ; lord Cowley pouvait être rappelé d'un moment à l'autre, et le mécontentement populaire se formulait énergiquement à propos des affaires du Maroc. Il en vint un jour à écrire que, d'après quelques paroles prononcées par lord Aberdeen, il lui supposait la pensée qu'une compensation pécuniaire allouée à Pritchard pourrait être accueillie par le gouvernement anglais et contribuer essentiellement à l'accommodement du différend, et dans sa réponse M. Guizot lui dit : « Tenez-vous dans une réserve qui nous laisse toute notre liberté. Il ne faut ni se presser d'accueillir cette indication qui a besoin d'être mûrement examinée, ni la repousser absolument, car elle pourrait nous fournir un moyen de solution pour une question qui devient bien délicate et bien grave. » Bientôt il parut même à M. de Jarnac que cette compensation pécuniaire ne suffirait plus, et qu'il conviendrait d'y ajouter des expressions d'improbation et de regret. Le roi voulait en finir avec la question de Tahiti. Ce fut aux moyens indiqués à plusieurs reprises par M. de Jarnac que



l'on s'arrêta définitivement. La dépêche de M. Guizot, en date du 29 août 1844, se terminait ainsi : « Quant à certaines circonstances qui ont précédé le renvoi de M. Pritchard, notamment le mode, le lieu de son emprisonnement momentané, et la proclamation publiée à son sujet le 3 mars dernier, le gouvernement du roi les rejette sincèrement et la nécessité ne lui en paraît pas justifiée par les faits. Le gouvernement du roi n'hésite pas à exprimer au gouvernement de S. M. britannique son regret et son improbation des circonstances que je viens de rappeler. Je vous invite à donner à lord Aberdeen communication de cette dépêche et à lui en laisser copie. » Le 2 septembre on ajoutait que l'on était disposé à accorder à Pritchard une équitable indemnité à raison des dommages et des souffrances que les circonstances avaient pu lui faire éprouver.

Telle fut en effet l'issue de cette affaire ; mais elle froissa singulièrement l'amour-propre national, et, lors de la session parlementaire de 1845, souleva de terribles tempêtes au sein de nos deux assemblées. L'indemnité accordée au missionnaire Pritchard pouvait paraître équitable en principe ; elle souleva toutes les colères du pays, et, après une discussion des plus vives à la Chambre des Députés, deux cent treize voix seulement contre

deux cent cinq approuvèrent la politique du cabinet. C'était une majorité très-faible; toutefois il s'en contenta.

En revanche, le gouvernement anglais fut satisfait et parut disposé à un rapprochement. L'extrême modération que nous avons mise dans l'arrangement de la question marocaine ne pouvait d'ailleurs que faciliter ce résultat.

Nous avons dit que les conditions imposées à l'empereur Abder-Rhaman étaient l'expulsion d'Abd-el-Kader du territoire marocain, une délimitation des frontières, et la punition des chefs qui, dans le principe, avaient attaqué nos troupes. Ces conditions devaient être reproduites dans le traité; mais après le combat, et surtout après la victoire, on pouvait y joindre des stipulations aggravantes, particulièrement au point de vue des frais de la guerre. Le ministère, qui voulait en finir, n'envoya cependant pas des instructions en ce sens aux plénipotentiaires français. Ces plénipotentiaires étaient M. de Nyon, consul général, et M. le duc de Glucksberg, l'aîné des fils du duc Decazes, diplomate habile avant l'âge, et qui, demeuré seul à Madrid après le départ de M. de Salvandy, avait en cette circonstance trouvé l'occasion de donner la mesure de sa véritable valeur. M. Guizot pensait (et en cela il n'avait pas tort) que si, d'un côté, la demande d'une indemnité pécuniaire pou-

vait devenir le plus grand obstacle à la réalisation du traité, de l'autre il n'était pas bien certain que cette indemnité fût payée, source naturelle de conflits nouveaux. Sa manière de voir à cet égard fut traduite par le *Journal des Débats* dans une phrase demeurée célèbre : « La France, disait la feuille ministérielle, la France est assez riche pour payer sa gloire. » Le traité fut signé le 10 septembre 1844 à la grande colère de l'opposition et aux applaudissements de l'Angleterre.

Le moment était bien choisi pour rendre à la reine Victoria la visite qu'elle était venue faire au château d'Eu; Louis-Philippe en profita. Son but était de consolider, de resserrer encore cette alliance anglaise à laquelle il avait fait tant de sacrifices, mais dans la pensée de tirer parti de ces rapports intimes pour atteindre un résultat auquel il tenait singulièrement, le mariage d'un de ses fils avec l'infante sœur de la reine d'Espagne, et l'union de la reine d'Espagne elle-même avec un prince de la maison de Bourbon. Il est certain que le roi, qui était débarqué à Portsmouth le 8 octobre et avait été reçu très-cordialement et très-magnifiquement à Windsor, pressentit dès lors la reine Victoria et son gouvernement sur cette grosse affaire des mariages espagnols qui, plus tard, devait amener la rupture de l'alliance anglaise en produisant les complications diploma-

tiques les plus graves. Les fêtes, les revues, les promenades dans le parc se succédèrent à Windsor comme à Eu. Au milieu de ces royales splendeurs, Louis-Philippe et son ministre, M. Guizot, ne perdirent point de vue le but sérieux, politique qu'ils poursuivaient. Tous deux revinrent satisfaits de l'accueil britannique. Ils avaient, il est vrai, beaucoup fait pour l'Angleterre, et les représentants de la nation allaient, dans la prochaine session des Chambres françaises, reprocher amèrement au pouvoir cette tendance à sacrifier notre dignité nationale aux convenances du peuple anglais. Quatre ans ne s'étaient pas écoulés que Louis-Philippe abordait en fugitif ces rivages qu'il avait parcourus en roi.

### III

Indépendamment des questions qui touchaient de près à la dignité nationale, telles que le traité avec le Maroc, l'affaire Pritchard, le droit de visite, et qui soulevèrent d'ardents débats dans la session de 1845, un point de politique intérieure attira vivement l'attention des Chambres; il s'agissait en effet d'un grand intérêt public, de l'enseignement.

Depuis plusieurs années déjà une sorta d'antagonisme s'était établi entre le clergé et l'univer-

sité sur cette question de l'éducation publique, et un certain nombre d'évêques avaient fait entendre des plaintes sur l'esprit peu orthodoxe qui semblait animer les professeurs dans les chaires supérieures tout aussi bien que dans les collèges de l'État, lorsque leur enseignement n'allait pas jusqu'à attaquer systématiquement les institutions catholiques. « Ou l'État force les pères de famille à lui confier leurs enfants, disaient les évêques, et alors il doit donner à ceux-ci les préceptes de la religion paternelle, ou bien la loi doit laisser à chacun la liberté de l'enseignement, afin que le catholique puisse suivre et adopter les principes de sa croyance. » La querelle s'envenimait de jour en jour, et la polémique ardente de la presse contribuait largement à ce résultat. M. Villemain présenta à la Chambre des Pairs, dans la session de 1844, un projet de loi sur les petits séminaires, projet suivant lequel ces établissements prenaient un caractère semi-religieux, semi-laïque, et devenaient écoles moitié publiques, moitié privées. Vivement combattu par M. Cousin, il n'en fut pas moins, malgré ses efforts, adopté au Luxembourg; mais cette concession ne suffit pas, et le parti catholique produisit bientôt de nouvelles exigences motivées jusqu'à un certain point, il faut bien le dire, par la véritable situation des choses. Inquiet et tourmenté plus que de raison, tiraillé de tous

côtés, faiblissant moralement en présence d'une lourde responsabilité, M. Villemain sentit son courage défaillir, sa santé s'altéra et il déposa le portefeuille de l'instruction publique que le roi remit aussitôt entre les mains de M. de Salvandy. Ce dernier, âme loyale, caractère franc et généreux, était précisément l'homme qui convenait pour servir en quelque sorte d'intermédiaire entre les évêques et l'université, de conciliateur dans ce grand et regrettable conflit. Le premier devoir de M. de Salvandy était de calmer les passions, de mettre fin à une polémique irritante, de préparer doucement les voies nouvelles dans lesquelles il voulait faire entrer l'enseignement public, d'étudier mûrement enfin une question d'une telle importance dans l'intérêt des jeunes générations et des familles inquiètes. Ce devoir, M. de Salvandy le remplit en toute conscience. Plus tard, vers la fin de 1845, il devait, comme nous le verrons, reconstituer le conseil royal de l'instruction publique sur les bases du décret organique de 1808. La présence des jésuites en France et l'influence que cherchait, disait-on, à prendre cet ordre célèbre, motiva également dans les Chambres de vifs et intéressants débats. Dans la séance du 2 mai 1845, M. Thiers vint demander que les lois portées jadis contre la corporation fameuse recussent leur application. « Si, en cherchant à

appliquer des lois incontestables, dit-il aux ministres, vous trouvez des difficultés, vous aurez dans les Chambres, je n'en doute pas, une adhésion forte et unanime. Nous ne sommes pas des ennemis perfides venant vous dire : Jetez-vous dans les difficultés, pour que nous ayons le plaisir de vous y voir. Non, qui que vous soyez sur ce banc, le jour où, pour faire triompher les lois du pays, vous rencontrerez des difficultés graves, nous vous apporterons les moyens de les vaincre... car, avant tout, nous voulons que les lois du pays s'exécutent, et que l'esprit sage et modéré de la révolution française triomphe de ses ennemis. »

« Je voudrais bien savoir, répondit M. de Carné, si Bossuet, si Fénelon, s'ils revenaient au monde, seraient avec vous dans votre force ou avec nous dans notre faiblesse. A l'époque où vivaient ces deux grands génies, il y avait une lutte entre les évêques et les magistrats. Bossuet le gallican et Fénelon l'ultramontain se réunissaient et disaient : Malheur au royaume si l'on entend jamais les libertés de l'église gallicane comme les entendent les magistrats et non comme les entendent les évêques ! » « Malheur à la France, s'écria M. Dupin, si l'on entend jamais ces libertés comme les entendent les jésuites ! Il y a ici une question politique, la question de l'existence légale et illégale des corporations dans l'État. Il y a des associations

de prêtres autorisées par la loi ; il y a des congrégations qui ne présentent aucun danger et qui ne sont pas un État dans l'État... La société de Jésus a un caractère essentiellement politique, et porte dans ses prétentions temporelles cet esprit dominateur et turbulent qui la fait redouter des souverains et des papes eux-mêmes. » Enfin M. Thiers présenta un ordre du jour qui fut voté à une très-forte majorité ; il était ainsi conçu : « La Chambre se reposant sur le gouvernement du soin de faire exécuter les lois de l'État, passe à l'ordre du jour. » Le résultat de ce vote fut l'envoi à Rome de M. Rossi, célèbre professeur de droit administratif attiré de Genève par M. Guizot et devenu membre du conseil royal de l'instruction publique. La mission confiée à cet homme éminent, destiné à jouer un lamentable rôle dans les révolutions futures de l'Italie, était alors de négocier avec le Saint-Siège la clôture des établissements de la société de Jésus en France, mesure que la fameuse compagnie sut éluder, du reste, comme cela lui est toujours arrivé.

Vers cette même époque un diplomate russe, M. de Boutenieff, était également envoyé à Rome pour arranger le différend qui s'était produit par suite des conflits survenus entre les membres élevés du clergé russe et des catholiques romains, conflits qui avaient provoqué une interruption de



relations de la Russie avec le Saint-Siège. L'empereur Nicolas lui-même prétextant la nécessité d'accompagner l'impératrice qui, pour rétablir sa santé ébranlée, allait passer son hiver à Palerme, eut avec le pape Grégoire XVI une entrevue féconde en résultats favorables pour ses sujets catholiques. Comme Louis-Philippe, l'empereur Nicolas avait, en 1844, accompli un voyage en Angleterre, incident dont l'Europe s'était naturellement préoccupée.

En Suède, un changement de règne s'était effectué cette même année : dans la nuit du 26 janvier, c'est-à-dire la veille du jour où le roi Charles XIV allait atteindre ses quatre-vingt-deux ans, un léger coup de sonnette retentit faiblement dans le silence du château de Stockholm ; c'était Charles-Jean qui, d'une main défaillante et dans un subit accès de malaise apoplectique, appelait ainsi un secours devenu malheureusement inutile. La santé du roi de Suède jusque-là si vigoureuse parut désormais sérieusement altérée. Une ordonnance en date du 1<sup>er</sup> février confia le gouvernement au prince royal, et la maladie du roi se prolongea durant six semaines, mais sans donner d'espoir que les jours de Charles XIV, devenu le Nestor des souverains de l'Europe, pussent être conservés à son pays adoptif. Le 8 mars 1844, l'auguste malade perdit complètement connaissance et succomba, après trois

heures d'agonie, entre les bras de son fils éploré. D'après les lois suédoises, les États du royaume doivent être immédiatement réunis à la mort du roi par le nouveau souverain. Le roi Oscar I<sup>er</sup> convoqua donc la diète pour le mois de juillet 1844. Le 28 septembre eut lieu la cérémonie de son couronnement.

L'intérêt de ces faits et des efforts de l'Allemagne pour constituer son homogénéité politique en cherchant, à l'aide du *Zollverein*, à se créer une unité commerciale, cet intérêt, disons-nous, devait être promptement détourné, du reste, par les scènes étranges et violentes dont la Gallicie devint tout à coup le théâtre, scènes qui amenèrent un résultat de la plus haute portée : la suppression de la république de Cracovie accompagnée de l'occupation militaire de son territoire. Racontons succinctement les phases diverses de cette insurrection gallicienne qui eut dans toute l'Europe un si triste retentissement, et signala, pour ainsi dire, les approches de la violente secousse de 1848.

Soumise à la domination autrichienne en 1795, par suite du troisième partage de la Pologne, réunie en 1809 au duché de Varsovie créé par Napoléon, Cracovie avait été déclarée ville *libre, indépendante et neutre*, dans l'acte du congrès de Vienne. Mais formant le plus petit de tous les États indépendants, et placée sous la protection collective

de l'Autriche, de la Russie, de la Prusse, Cracovie n'avait, par le fait, d'autre importance que de représenter en quelque sorte tout ce qui avait survécu de l'indépendance polonaise.

Le 17 février 1846, une insurrection sourdement fomentée par les sociétés secrètes d'Allemagne et depuis longtemps préparée, éclata dans deux petites villes du cercle de Tarnow. Une portion de la noblesse gallicienne partageait les idées et les désirs d'indépendance de la noblesse polonaise. Elle avait gagné à cette cause un certain nombre de paysans égarés eux-mêmes par les déclarations et les fallacieuses promesses des novateurs communistes qui commençaient à produire leurs déplorables doctrines. Des bandes de ces paysans, conduites par des gentilshommes galliciens, se présentèrent sur plusieurs points, et sommèrent les autorités de leur livrer les deniers publics, tout en embrassant le parti de la révolte. En un instant le pays entier fut en feu.

Un mouvement semblable éclatait en même temps dans la Posnanie prussienne, mais s'y voyait immédiatement et énergiquement réprimé.

A Cracovie, il n'en fut pas de même : le 22 février, un gouvernement provisoire s'y constitua; nous avons dit que les tendances de l'insurrection étaient socialistes ; une proclamation de l'archiduc, gouverneur général de la Gallicie, reprochait, en

effet, aux nobles d'avoir cherché à tromper le peuple, en lui faisant espérer le partage des biens et la transformation sociale la plus démocratique qu'il fût possible de rêver. Dans tous les cas, le passage suivant du manifeste publié par le nouveau gouvernement ne peut laisser aucun doute sur ses détestables tendances : « Tâchons, y disait-on, de conquérir une communauté où chacun jouira des biens de la terre d'après son mérite et sa capacité : qu'il n'y ait plus de privilèges ; que celui qui sera inférieur de naissance, d'esprit ou de corps, trouve sans humiliation l'assistance infaillible de toute la communauté, qui aura la propriété absolue du sol, aujourd'hui possédé tout entier par un petit nombre. Les corvées et autres droits pareils cessent, et tous ceux qui auront combattu pour la patrie recevront une indemnité en fonds de terre prise sur les biens nationaux. »

On retrouve dans ce manifeste les idées et les tendances du socialisme qui devait, en 1848, faire explosion sur tous les points de la vieille Europe ; ces dangereux préludes étonnèrent les cabinets sans les convaincre que d'aussi absurdes doctrines pussent jamais devenir la base d'un système sérieux de gouvernement. Comment croire, en effet, qu'au milieu du xix<sup>e</sup> siècle, il pût se rencontrer des esprits assez faux pour essayer de réaliser le rêve insensé du communisme, ou assez ignorants

pour chercher à raviver cette vieille utopie que nos pères ont connue et dédaignée, d'une république dans laquelle la propriété individuelle n'existerait pas ?

Le général autrichien Collin occupait Podgorze avec un détachement de troupes assez considérable. Sur la demande du sénat, il entra dans Cracovie, et malgré quelques coups de feu tirés par les fenêtres sur les soldats autrichiens, il occupa bientôt toute la ville.

Mais le comte Patelsky s'avancait à la tête de deux mille paysans armés de faux, et d'un autre côté, les nouvelles d'une insurrection formidable en Gallicie, prenaient une consistance de plus en plus alarmante. Les Autrichiens évacuèrent Cracovie et Podgorze pour se replier en toute hâte jusqu'à Wieliczka, emmenant dans leurs rangs les sénateurs qui, après s'être dissous, fuyaient une révolution dont les conséquences pouvaient être si fatales. Des notables de la ville se réunirent alors pour former un comité de sûreté et un gouvernement provisoire ; toutefois le départ des troupes autrichiennes avait animé la population à ce point qu'un mouvement insurrectionnel eut lieu. Un comité de salut public fut institué, et trois dictateurs se constituèrent en gouvernement provisoire pour toute la Pologne, tandis qu'un club national se formait sous la présidence de M. Dembowsky.

Cependant, voilà ce qui se passait en Gallicie : les autorités autrichiennes, revenues de leur première frayeur, avaient très-habilement manœuvré autour des paysans insurgés, et réveillé dans leur esprit la haine qui les animait autrefois contre les nobles, leurs seigneurs. Malheureusement ce sentiment de haine avait pris des proportions si imprévues, qu'il s'était transformé chez ces natures incultes et brutales en ardente et redoutable férocité. La Gallicie devint bientôt un théâtre de meurtre et de carnage ; les serfs se ruèrent avec fureur sur toutes les habitations des nobles, et ceux-ci furent impitoyablement massacrés, ainsi que leurs femmes et leurs enfants ; souvenir trop fidèle de ces terribles jacqueries du moyen âge, et qui devait plus tard trouver encore des imitateurs.

Ainsi, le soulèvement politique des nobles contre les ennemis naturels de l'indépendance polonaise, se vit presque immédiatement en présence d'une insurrection sociale dans laquelle elle fut absorbée. Restait cette dernière, dangereuse, profondément immorale, et que l'on accusait les autorités autrichiennes d'avoir suscitée pour venir plus facilement à bout de la première. Il était de leur devoir de la réprimer avec promptitude et vigueur ; elle le fut. La persuasion et la force employées à propos contiennent les masses égarées, et la Gallicie se pacifia peu à peu.

Une fois ce résultat acquis, il devenait impossible à l'insurrection de Cracovie de se maintenir plus longtemps en présence des troupes autrichiennes que le général Collin avait ramenées, et qui, dès le premier jour, avaient repris Podgorze.

Le général, après s'être emparé de tous les points qui commandaient Cracovie et y avoir placé des canons, menaça la ville d'un bombardement immédiat si elle n'adhérait aux propositions suivantes : Cracovie se rendait à discrétion ; des otages seraient remis au général, pour qu'il fût certain que personne ne tirerait sur ses troupes ; enfin, tous ceux qui auraient pris part à l'insurrection lui seraient livrés sur-le-champ.

Le dictateur Wisziewsky, nommé pour marcher à la tête d'une armée au secours des insurgés de Gallicie, et qui voyait s'évanouir son éphémère domination, déclara d'abord que Cracovie se défendrait contre l'agression autrichienne, et ordonna de construire des barricades. Toutefois, sur les représentations des notables de la ville, il dut renoncer à ce projet ; une députation se rendit auprès du général Collin, et lui exposa que Cracovie ne s'était point insurgée par le fait, mais que l'éloignement inopiné des Autrichiens l'avait placée dans la nécessité de pourvoir à sa propre sûreté, en constituant une sorte de gouvernement pro-

visoire; qu'elle ne pouvait en conséquence être logiquement punie d'un acte de sagesse provoqué uniquement par la retraite rapide du général Collin.

Ce dernier maintint purement et simplement les conditions qu'il avait posées; pendant ces négociations, un bataillon d'infanterie russe, appuyé par un détachement de Cosaques, pénétrait dans la ville. Les Autrichiens s'avancèrent de leur côté, et trois jours après, les troupes prussiennes se présentèrent à leur tour. Une proclamation des généraux Paniutine et Collin déclara Cracovie en état de siège. Ce fut aux Prussiens que les insurgés se rendirent à discrétion, en acceptant les conditions qui leur seraient imposées par les trois puissances protectrices. On les dirigea sur les forteresses prussiennes de Kosel, Neisse et Pletz; leurs armes furent remises aux commissaires désignés par les puissances.

Cette occupation de Cracovie, bien qu'elle parût d'abord ne devoir être que passagère, émut à un haut degré les cabinets de Paris et de Londres, résultat assez naturel, puisque la France et l'Angleterre étaient signataires des traités de Vienne.

« J'ai une trop haute opinion des sentiments de justice et d'équité qui doivent animer les trois puissances, disait lord Palmerston, pour douter de leur



intention d'agir vis-à-vis de Cracovie, dans un autre esprit que celui du traité de Vienne. Ces gouvernements seront assez intelligents pour bien voir que le traité de Vienne doit être considéré intégralement, et que l'on ne saurait permettre à un gouvernement de faire un choix des articles qu'il voudrait exécuter et de ceux qu'il voudrait violer. J'ajoute que s'il est des puissances signataires du traité de Vienne qui aient intérêt à ce que ce traité ne soit pas violé, ce sont les puissances d'Allemagne, et il ne saurait, j'en suis certain, avoir échappé à la perspicacité de ces gouvernements que, si le traité de Vienne n'est pas bon sur la Vistule, il doit être également mauvais sur le Rhin et sur le Pô. »

M. Guizot disait de son côté, dans une protestation envoyée à Vienne, dès qu'on put craindre que l'incorporation de la république de Cracovie à l'empire d'Autriche ne fût un fait arrêté dans l'esprit et la volonté des puissances : « Rien ne compromet davantage le pouvoir que de se déclarer hors d'état d'accomplir même lentement et avec le temps ses propres promesses et les espérances qu'il a lui-même données. La destruction du petit État de Cracovie peut enlever à l'esprit de conspiration et d'insurrection polonaise quelques moyens d'action, mais elle peut aussi entretenir et même irriter les sentiments qui font naître et renaître si

obstinément ces déplorables entreprises, et en même temps elle fait perdre aux influences qui pourraient les prévenir une grande partie de leur autorité. Elle affaiblit partout en Europe, dans cette question douloureuse, les principes d'ordre et de conservation au profit des passions aveugles et des desseins violents. » Des conférences sur cette grave question s'ouvrirent à Vienne dans le courant d'avril 1846 : M. de Canitz, représentant de la Prusse, insista d'abord, contrairement à l'avis du général Berg et du comte de Fiquelmont, sur la nécessité, si l'on voulait se créer des embarras nouveaux, de maintenir la situation comme État indépendant et neutre, sous le protectorat des trois puissances, de la ville et du territoire de Cracovie. Dans cette hypothèse, les milices nationales n'auraient pas été réorganisées; la ville de Cracovie eût été alternativement occupée par les troupes des puissances protectrices, et on aurait fortifié son château royal.

Mais, dans une seconde conférence tenue le 8 avril, le général Berg déclara que, suivant les instructions qu'il venait de recevoir de Saint-Pétersbourg, il se voyait forcé d'insister pour l'incorporation de la ville et du territoire de Cracovie à la Gallicie, moyennant une indemnité à régler ultérieurement au profit de la Prusse et de la Russie en territoires galliciens, ouverture favora

blement accueillie par M. de Fiquelmont, mais repoussée par M. de Canitz<sup>1</sup>.

La conférence fut donc rompue ; mais elle devait être reprise quelques mois plus tard. Les intérêts que l'on voulait régler étaient trop importants aux yeux des trois puissances pour ne pas donner lieu à un accord mutuel qui n'eût peut-être pas existé dans une question d'un ordre différent. Les stipulations des traités de Vienne avaient assuré la possession des provinces polonaises aux puissances qui s'étaient partagé la Pologne, et toute insurrection se produisant dans ces provinces appelait nécessairement, à leur point de vue, une répression armée. La représentation nationale et les institutions accordées à la Pologne par l'acte du congrès de Vienne devaient, aux termes de cet acte même, « être réglées d'après le mode d'existence politique que chacun des gouvernements jugerait utile et convenable de leur accorder. » L'Autriche et la Prusse se fondaient sur ce texte pour imposer à la Gallicie et à la Posnanie les formes administratives le plus à leur convenance personnelle ; la Russie s'en était servie pour expliquer la suppression de la constitution polonaise de 1815.

1. La Russie devait recevoir, à titre d'indemnité, les territoires situés sur la frontière occidentale de la Gallicie, entre les villes autrichiennes de Brody et de Rava-Rupra, et les villes russes de Wladimir et de Tomassen.

Une dépêche de M. de Metternich adressée au gouvernement français, à la date du 6 novembre 1846, était accompagnée d'un mémoire qui se terminait ainsi : « Les conditions de l'existence de Cracovie une fois viciées dans leur essence, ces institutions anéanties, son obligation de neutralité violée, son administration désorganisée, il n'est pas dans l'ordre des choses possibles de rétablir ce qui avait cessé d'exister. Cette existence reposait sur un principe de neutralité pacifique, et Cracovie n'a voulu que la guerre. Cette guerre, Cracovie l'a faite pendant quinze ans de machinations, tantôt sourdes, tantôt ouvertes, et l'a soutenue jusqu'au moment où la prise d'armes devait devenir générale.

« Par une conséquence forcée et naturelle de cette situation, la ville et son territoire feront retour à celle des puissances à laquelle ils avaient appartenu autrefois. Cette réunion est motivée par une conviction des trois cours qui porte à leurs yeux le caractère d'une nécessité absolue, et dont elles n'hésitent pas à consigner la déclaration. »

L'ordonnance d'annexion fut publiée à Vienne le 11 novembre 1846, et ainsi disparut le dernier vestige de l'indépendance polonaise. L'existence de la république de Cracovie était basée sur la neutralité politique. Une démocratie insensée sut compromettre d'abord et détruire complètement

ensuite cette existence que dans son imprévoyante légèreté elle n'avait même pas su défendre.

Cependant un fait d'une haute importance historique par l'influence si directe qu'il devait avoir sur les destinées de l'Europe et les conséquences si graves qui en découlèrent, venait d'attirer vers Rome les regards et l'attention des cabinets étrangers : le pape Grégoire XVI était mort subitement, le 1<sup>er</sup> juin 1846, à l'âge de quatre-vingt-un ans, et, quoique personne ne pût à cette époque prévoir les événements divers et terribles qu'allait entraîner l'avènement de son successeur, c'est-à-dire l'inauguration d'une politique nouvelle, il était facile, toutefois, de juger qu'une modification quelconque dans le système gouvernemental de la cour de Rome, devrait nécessairement produire quelques difficultés plus ou moins sérieuses dans l'ensemble des affaires de la Péninsule.

La lutte existait toujours, on l'a vu, guerre souterraine ou guerre ouverte, et il ne fallait qu'un cri parti du Vatican pour mettre debout toute l'Italie libérale; l'expulsion des étrangers, cette pensée intime, incessante, pouvait tout d'un coup faire explosion, grâce à un incident politique, à un hasard. « L'affranchissement de l'Italie, écrivait M. d'Azeglio, l'un des défenseurs les plus distingués et les plus ardents de la liberté sage, possible, constitutionnelle de l'Italie, dépend d'acci-

dents extérieurs que l'esprit ne peut prévoir, mais que notre cœur pressent. Portons nos regards sur l'état même de la chrétienté, et nous demeurerons convaincus que Dieu a fixé l'heure à laquelle doivent crouler les grandes iniquités. » Cet accident, ce hasard, ce fut l'avènement de Pie IX au trône pontifical. Du reste, le mouvement libéral dont l'élection de Pie IX fut le signal et la cause première avait été puissamment préparé par les publications et les efforts de quelques hommes intelligents et courageux qui, comme tant d'autres, n'ont eu que le tort de ne pas prévoir que leurs idées politiques seraient promptement dépassées; que leurs sages conceptions constitutionnelles ne tarderaient pas à paraître insuffisantes. Dès 1843, un ecclésiastique, l'abbé Gioberti, publiait un livre dans lequel il posait hardiment, nettement, le principe de l'unité fédérative de l'Italie. Le livre du *Primato* exposait des théories parfaitement applicables, et, se séparant des fausses doctrines philosophiques ou libérales qui attaquaient tout à la fois la religion et la papauté, offrait les seuls moyens pratiques qui pussent amener au but d'indépendance et de nationalité que l'auteur proposait hardiment et sans ambiguïté de langage. Dans cette œuvre remarquable, deux principes marchaient côte à côte : la religion et la nationalité; et il y avait là non-seulement une grande habileté,

mais encore une profonde connaissance du véritable esprit des populations italiennes. L'apparition du livre de M. le comte Balbo, intitulé *Speranze d'Italia*, suivit de près la publication du *Primato*. M. Massimo d'Azeglio et le marquis Caponi joignirent bientôt leurs efforts à la puissante initiative de leurs illustres devanciers, et bientôt la pléiade des défenseurs de l'indépendance italienne s'enrichit des noms scientifiques et littéraires, les plus distingués de la Péninsule, tels que ceux de MM. Marco Minghetti de Bologne, Salvagnoli, Galeotti et Peruzzi de Florence, Centofanti et Montanelli de Pise. Le travail lent mais continu de tant d'esprits distingués et éminents devait à la longue produire un effet à peu près certain, et, durant deux années, leurs efforts pour réveiller en Italie l'esprit de nationalité et obtenir des réformes progressives dans le sens constitutionnel furent aussi courageux qu'incessants. Ne perdons pas de vue que le progrès réclamé avec tant d'instances par ces esprits d'élite était un progrès constitutionnel. Nous verrons plus tard comment l'invasion d'un autre principe a compromis pour longtemps les destinées et la prospérité de l'Italie.

Ce n'était pas, du reste, que ces défenseurs intelligents de la nationalité italienne fussent convaincus que leur problème d'indépendance pût recevoir une solution prochaine, que leurs théories

obtinssent une application prompte et facile. Ils marchaient courageusement en avant, combattant au nom d'une idée sans s'inquiéter si la victoire se ferait attendre. Leur influence s'accrut peu à peu. En s'appuyant sur la haine du joug autrichien, elle exerçait en Piémont une action très-prépondérante. En Toscane, et surtout dans la Romagne, elle grandissait au nom de l'indépendance. M. d'Azeglio parcourut les légations s'arrêtant dans chaque localité un peu importante pour faire une sorte d'enquête et dresser la statistique des griefs que ces contrées, si longtemps soumises au régime des commissions militaires, pouvaient avoir contre le gouvernement pontifical. Le résultat de ces investigations fut une brochure qui eut un immense retentissement en Italie, et dans laquelle, après avoir parlé des événements de Rimini, il attaquait vivement, trop vivement peut-être, le gouvernement de Grégoire XVI. Cette publication devait attirer à M. d'Azeglio des persécutions politiques; il fut en effet poursuivi et forcé de se dérober momentanément aux recherches de la police dirigées contre lui. Le marquis Caponi avait de son côté soutenu le combat engagé par son ami politique, M. d'Azeglio, et il s'exprimait avec une grande âpreté de langage dans un travail sur la situation de la Romagne. « Le gouvernement du pape, disait-il, tel qu'il est constitué aujourd'hui, ne peut plus sub-



sister, parce qu'il est forcé par sa nature de redouter toute réforme, d'empêcher toute amélioration. De jour en jour plus étranger aux besoins des populations, écrasé sous le poids de ses propres fautes, affaibli par l'ignorance toujours croissante de ses fonctionnaires, sans argent et sans crédit, il ne pourra bientôt plus soudoyer ses propres partisans, payer les Suisses et faire face au déficit qui s'augmente d'année en année. Il ne peut trouver aucun remède, parce que, dans un corps déjà pourri, les remèdes se changent en venin. »

Il y avait du vrai dans ces paroles empreintes d'un cachet trop marqué d'hostilité politique, et la propagande libérale entreprise par le parti constitutionnel qui, de jour en jour, grandissait dans l'opinion, ne pouvait que gagner à être dirigée par des hommes qui, haut placés dans la société politique qu'ils prétendaient réformer, faisaient également tomber de haut l'expression du blâme qu'ils formulaient avec tant de vigueur.

Telle était la situation des choses au moment de la mort de Grégoire XVI. Malgré les prétentions du cardinal Lambruschini, esprit remarquable mais immobile qui, depuis quinze années, dirigeait la politique du gouvernement pontifical, les gens bien informés n'ignoraient pas que le cardinal Mastai Ferretti pourrait avoir de grandes chances, et l'on savait aussi que le cardinal Mastai Ferretti

avait en politique les idées d'un libéralisme éclairé, mais relativement assez avancé. Jusqu'où iraient cette tendance et les instincts progressifs du successeur désigné du vieux et vénérable pontife qui, pendant tout son règne, s'était montré le fidèle et strict observateur des anciennes traditions gouvernementales du Saint-Siège? c'est ce que l'avenir seul devait faire connaître, et cet avenir ne tarda pas à se révéler.

Les obsèques du souverain pontife durèrent neuf jours, suivant l'usage, et le 11 juin fut célébrée la messe du saint Esprit, à l'issue de laquelle les cardinaux qui venaient de prêter serment d'observer toutes les règles du conclave se rendirent processionnellement au palais pontifical où l'élection devait avoir lieu. Le sacré collège se composait de cinq cardinaux évêques, trente-trois cardinaux prêtres et sept cardinaux diacres. A onze heures du soir, le conclave était fermé pour ne plus se rouvrir qu'après l'élection, et, du reste, la décision du sacré collège ne se fit pas longtemps attendre : dans la matinée du 16 son choix était déjà arrêté. Cette promptitude si flatteuse pour celui qui en devenait l'objet était en même temps si inusitée, que rien ne se trouvait encore disposé pour une pareille éventualité; on dut retarder jusqu'au lendemain matin la proclamation du résultat, qu'une foule immense attendait avec l'impatience

la plus vive. Le nom du cardinal Mastai Ferretti fut accueilli avec un vif enthousiasme, parce qu'il était véritablement populaire. Quatre jours après, le 21 juin, le pape Pie IX était couronné en grande pompe dans la basilique de Saint-Pierre.

Pie IX était né à Sinigaglia, dans la marche d'Ancône, le 12 mai 1792, de la famille des comtes de Mastai Ferretti. Élevé au collège de Volterra, en Toscane, il avait reçu l'éducation la plus soignée. L'empereur Napoléon régnait alors, et la carrière des armes paraissait devoir devenir celle du jeune Mastai; il entra en effet au service, mais atteint d'une maladie grave à l'âge de vingt-deux ans environ, il implora le secours de la vierge et fit vœu, en cas de guérison, d'embrasser l'état ecclésiastique. Bientôt, en 1817, on lui donna la direction de l'hospice Tata Giovanni, maison d'asile fondée, il y avait cinquante ans, par un ouvrier pieux, pour élever de pauvres orphelins en bas âge, et il se consacra tout entier à cette sainte œuvre de charité. Témoin des vertus déployées par le jeune prêtre qui portait en lui de si hautes espérances, l'archevêque Mazi, nommé par Pie VII vicaire apostolique au Chili, voulut se l'attacher en qualité d'auditeur théologien. Des différends qui survinrent entre le vicaire apostolique et le gouvernement du Chili contraignirent bientôt l'archevêque à revenir à Rome avec Jean-Marie Mastai, dont la

conduite, dans cette mission difficile et dangereuse, fut récompensée par Léon XII, alors souverain pontife : l'auditeur théologien fut nommé prélat et ensuite président du grand hospice de Saint-Michel à Rome. Plus tard, en 1827, le Pape Léon XII appela le jeune prélat à l'archevêché de Spolette ; et enfin, le 17 décembre 1832, Grégoire XVI lui donna l'évêché d'Imola, tout en lui conservant le titre et les avantages de la dignité archiépiscopale. Tels étaient les antécédents de l'homme providentiellement destiné à jouer un si grand rôle dans l'histoire contemporaine, de ce pape qui, comme on le disait alors, avait fait son apprentissage auprès des ouvriers, des pauvres et des orphelins.

Un personnage qui devait aussi jouer un rôle très-important au milieu des phases révolutionnaires nouvelles que l'Italie avait à traverser, et dont la mort tragique a fait le martyr des libertés sages et possibles, M. Rossi, avait beaucoup contribué à l'élection du pape réformateur. Ses visites aux cardinaux, faites au moment même de la fermeture du conclave, avaient pu exercer une grande influence sur la décision du sacré collège, et la prépondérance de ses opinions faire pencher la balance du côté du cardinal Mastai Ferretti ; envoyé à Rome en 1845 par le gouvernement français, M. Rossi avait rempli avec une haute distinction la mission dont il avait été chargé. Nous avons dit

dans ~~quelles~~ circonstances le cabinet français avait accrédité M. Rossi auprès de Grégoire XVI, et comment il était chargé de combattre l'ascendant toujours croissant de la célèbre compagnie de Jésus, à laquelle un vote des Chambres françaises venait d'interdire une fois de plus le territoire de la France. Reçu d'abord avec une sorte de défiance, l'habile plénipotentiaire, qu'on avait été sur le point de ne pas reconnaître, finit par triompher de tous les obstacles et par acquérir un ascendant dont l'étendue et la portée ne furent bien connues que par le résultat de l'élection de Pie IX.

M. Rossi devait naturellement exercer une grande influence sur l'esprit de ses compatriotes, car, avant tout, il était passionné pour la gloire et la liberté de son pays. Ancien exilé politique, il disait dès 1829, en parlant de l'Italie : « A partir des admirables odes de Pétrarque jusqu'aux poésies de nos contemporains, toujours on trouve des traces de l'indignation nationale contre la domination étrangère ; toujours on entend des plaintes sur le déclin de l'ancienne gloire italienne ; toujours on déplore le démembrement de cette grande famille ; toujours on lui adresse des reproches sur ses discordes et ses divisions ; toujours on rappelle les Italiens à l'union et à la fraternité. Il y a longtemps que l'esprit national résiste, et non sans succès, à la domination étrangère. Les Allemands et

les Espagnols sont les peuples qui ont exercé sur l'Italie l'empire le plus paisible et le plus long. Eh bien ! tous ces dominateurs n'ont pu faire adopter à la langue italienne cinquante mots de leurs langues. Les Italiens étaient restés ce qu'ils étaient ; ils avaient conservé leurs mœurs, leur langage, leurs préjugés, leurs usages, tout ce qui constitue la nationalité. »

On conçoit qu'un homme imbu de telles idées devait être pour la liberté de l'Italie un défenseur chaleureux, un champion intelligent ! Aussi, au moment de l'intronisation du pape Pie IX, et lorsque le souverain pontife, assis sur son fauteuil au bout d'une des galeries du Quirinal, recevait les hommages des membres du corps diplomatique qui lui apportaient leurs félicitations, il ne se contenta pas, quand vint le tour de M. Rossi, d'adresser la parole à l'ambassadeur de France, il lui tendit la main.

Il y avait dans ce geste réciproquement affectueux et familier un double engagement, une double promesse, et cette noble promesse de concours et de fidélité, M. Rossi l'a remplie jusqu'au sacrifice de sa vie.

## IV

Nous avons dit que M. de Salvandy succédant à M. Villemain comme ministre de l'instruction publique, et lui succédant dans les circonstances difficiles provoquées par la querelle entre les évêques et l'université, avait, par une ordonnance en date du 7 décembre 1845, rétabli le conseil royal sur les bases posées dans le décret de 1808. Dès l'ouverture de la session de 1846, cet acte ministériel fut l'objet de discussions très-vives. Au Luxembourg, M. Cousin l'attaqua avec vigueur; mais le ministre se défendit bien, et MM. de Montalembert et Beugnot lui prêtèrent un ardent concours. A la Chambre des députés, M. Thiers vint, dans la séance du 21 février, demander, de concert avec M. Odilon Barrot, que le projet de loi relatif à l'instruction secondaire fût immédiatement remis à l'ordre du jour, afin de rassurer l'opinion; disait-il, sur les tendances ministérielles en fixant régulièrement les droits et les devoirs de tous. M. Guizot joignit son éloquente voix à celle de son collègue pour réclamer de la Chambre un ajournement nouveau; il l'obtint.

D'autres questions eurent encore le privilège de passionner les Chambres durant cette session de

1846. Ce fut d'abord la proposition de M. de Rémusat relative à l'incompatibilité des fonctions publiques salariées avec le mandat législatif. Dans cette discussion qui, du reste, n'aboutit qu'au rejet de la proposition par deux cent trente-deux voix contre cent quatre-vingt-quatre, M. Thiers prononça un discours d'opposition plein de verve et d'éclat auquel M. Duchâtel répondit avec un bon sens pratique, avec une spirituelle vivacité d'arguments qui donnèrent de l'intérêt à ce tournoi parlementaire. Plus tard, M. de La Rochejaquelein à la Chambre des Députés, M. de Montalembert au Luxembourg interpellèrent le cabinet sur l'insurrection gallicienne et l'occupation de Cracovie; M. Guizot leur répondit : « Nous devons être et nous sommes toujours prêts à discuter nos propres affaires, nos propres actes dans nos rapports avec les gouvernements étrangers; mais les affaires intérieures, les actes intérieurs de ces gouvernements eux-mêmes, il ne nous appartient pas de les débattre. Je ne le saurais pas, je ne le pourrais pas, je ne le dois pas. Je demande seulement qu'on ne tire de mon silence, à cet égard, aucune conclusion, aucune induction. » La discussion des fonds secrets et des projets de loi d'un intérêt secondaire occupèrent la fin de cette session, et la dissolution de la Chambre fut pronon-



cée, les élections générales devant avoir lieu le 1<sup>er</sup> août 1846.

Ce fut entre la clôture des Chambres et l'époque de leur convocation, à la suite des élections générales, qu'eut lieu l'attentat de Lecomte contre la personne du roi, le plus sérieux danger que Louis-Philippe eût couru depuis l'affreuse tentative de Fieschi. Lecomte, ancien garde général dans les forêts de la couronne, révoqué de ses fonctions dix-huit mois auparavant mais, jouissant d'une pension de retraite, était en effet un des plus habiles tireurs qui eussent jamais fait parler de leur adresse. Il vint à Fontainebleau dans la matinée du 16 avril. La forêt lui était parfaitement connue; il l'avait souvent parcourue ainsi que les alentours du château. Sachant que le roi devait, vers la fin de la journée, faire une promenade en char-à-bancs avec la reine et plusieurs des princes et princesses, il résolut d'attendre son retour, posté derrière un mur au lieu dit le parquet d'Avon, et là, monté sur des fagots, appuyant un fusil à deux coups sur la crête de ce mur, il fit feu sur la voiture royale sans que, par un véritable miracle, le roi, auprès duquel était assis M. de Montalivet, intendant de la liste civile, fût atteint par les balles de ce tireur si renommé pour son adresse. Ce n'était point ainsi que Louis-Philippe devait disparaître

de la scène politique, et la destinée lui avait réservé une plus triste fin.

Au bruit de la double détonation, les cavaliers de l'escorte entourèrent rapidement l'enclos d'où Lecomte avait fait feu. Un piqueur gravit le mur et s'empara de l'assassin qui, après quelques instants de lutte, se contenta d'exprimer froidement le regret qu'il éprouvait de sa maladresse. On pensa d'abord que ce nouvel attentat était un crime isolé, uniquement provoqué par le mécontentement d'un homme auquel ses fonctions avaient été enlevées, et l'opposition raila le *Journal des Débats* alors qu'il disait : « Nous entendons répéter autour de nous que le crime est isolé, qu'il est étranger à la politique..... Contre les rois il n'y a pas de crime privé..... Le crime lui-même peut n'être que le fait de l'homme. Les inspirations viennent du dehors. » Plus tard on a su, en effet, que le crime de Lecomte avait été conseillé, dirigé de loin par des réfugiés politiques, et que les ramifications de ce complot étaient nombreuses. Les agents secrets employés par le gouvernement français obtinrent la certitude que tous les papiers et documents relatifs à cette affaire, si peu compliquée en apparence, grâce aux réticences de Lecomte, étaient cachés à Brême dans la maison d'un professeur, sous le parquet d'un appartement habité par lui. Nous avons lieu de croire qu'on s'en em-

para. Quant à Lecomte, il mourut sans avoir voulu rompre le silence qui couvrait les promoteurs véritables de l'acte commis par lui avec le plus redoutable sang-froid. Ce fut un des dangers les plus grands auxquels Louis-Philippe ait été personnellement exposé durant les dix-huit années de son règne.

Pendant ce temps, M. le comte de Chambord épousait la princesse Marie-Thérèse-Béatrice, sœur du duc régnant de Modène, le seul des souverains petits ou grands de l'Europe qui eût refusé de reconnaître la royauté de 1830, et, de son côté, le prince Louis-Napoléon s'évadait du fort de Ham où il languissait renfermé depuis six ans.

Les détails de cette évasion sont curieux, comme tout ce qui se rattache du reste à la personnalité de celui qui devait être un jour Napoléon III : pendant les dernières années de cette longue et dure captivité supportée avec une noble résignation, rendue moins amère par l'étude et l'espérance, le prince avait pu recevoir la visite de quelques amis étrangers ou de quelques hommes touchés de sa mauvaise fortune et voisins du fort de Ham, tels que MM. Beaumont (de la Somme), Fouquier d'Hérouel et plusieurs autres. Des journalistes de Paris et de la province, entre autres MM. Louis Blanc, Joly, Degeorges, Peauger, avaient été le visiter ou étaient entrés en relations épistolaires

avec lui ainsi que de célèbres écrivains tels que Chateaubriand, Béranger, George Sand, auxquels il s'était plu à communiquer les fruits de sa pensée. Le *Progrès du Pas-de-Calais* avait ouvert ses colonnes à plusieurs articles du prince, notamment à ses études sur l'extinction du paupérisme; enfin M. Odilon Barrot visitant un jour le château de Ham, et ayant demandé l'autorisation de monter à la tour du connétable qui dominait la portion des remparts où le prince faisait sa promenade, aperçut Louis-Napoléon et échangea un salut avec lui; origine première des rapports qui, plus tard, devaient s'établir d'abord entre le prisonnier et le député influent, ensuite entre le chef de l'État et l'homme qui a été son ministre.

Ainsi, dans son isolement, dans son malheur, le prince n'était point entièrement privé de relations avec le monde de la politique et des lettres, consolation puissante pour un esprit de cette nature qui déjà trouvait une certaine satisfaction secrète à respirer l'air de la France, quoique du fond d'une prison, avec on ne sait quel pressentiment que ce séjour au milieu des populations françaises, au centre du pays natal, ne serait point perdu pour son avenir. Cinq années s'écoulèrent ainsi, mais la sixième devait apporter au prince une nouvelle et bien dure épreuve. Son père, l'ancien roi de Hollande, menacé d'une fin prochaine par l'âge et la

maladie, demandait instamment à le voir pour la dernière fois. Louis-Napoléon écrivit au ministre de l'intérieur, M. Duchâtel, en lui déclarant que si le gouvernement français consentait à ce qu'il fît le voyage de Florence pour y remplir les pieux devoirs d'un fils auprès de son père mourant, il promettait sur l'honneur de revenir se mettre à sa disposition dès que le désir lui en serait exprimé. Les ministres réunis délibérèrent sur cette question délicate et se déclarèrent incompetents. Il fallut donc que le captif de Ham écrivît directement au roi, et sa lettre, en date du 14 janvier 1846, était ainsi conçue : « Sire, ce n'est pas sans une vive émotion que je viens m'adresser à Votre Majesté pour lui demander la permission de quitter la France pour un temps très-court. Depuis cinq ans, le bonheur de respirer l'air de ma patrie a compensé pour moi les tourments de la captivité ; mais l'âge et les infirmités de mon père réclament impérieusement mes soins. Il a fait appel au concours de personnes bien connues par leur attachement à Votre Majesté, et il est de mon devoir de joindre mes efforts aux siens. Le conseil des ministres n'a pas pensé que la question fût de sa compétence. Je m'adresse donc à vous, plein de confiance dans l'humanité de vos sentiments, et je soumets ma requête à votre haute appréciation. Votre Majesté, j'en suis convaincu, comprendra .

une démarche qui, d'avance, engage ma gratitude et, touchée de l'isolement d'un proscrit qui a su gagner sur le trône l'estime de toute l'Europe, elle exaucera les vœux de mon père et les miens. »

M. Odilon Barrot appuya chaleureusement cette requête; mais Louis-Philippe ayant exigé du prince une demande en grâce accompagnée de garanties formelles qu'il ne troublerait plus l'ordre de choses politique établi en France, Louis-Napoléon trouva que cette exigence était humiliante pour lui, et refusa de s'y soumettre. « Mon père me pardonnera, s'écria-t-il; il comprendra les motifs qui m'empêchent d'aller lui fermer les yeux. »

Dès lors et du moment où il fallait renoncer à l'idée de voir le gouvernement ouvrir de ses propres mains les portes de la forteresse, une évasion était le seul moyen à employer pour recouvrer la liberté. Cette idée d'abord repoussée, ensuite caressée et mûrie, devint bientôt la pensée favorite du prince. La fortune qui commençait à lui sourire et désormais ne devait plus lui marchander ses faveurs, vint le servir alors d'une façon inespérée.

L'ordre était arrivé d'exécuter des réparations immédiates à l'escalier et à certaines parties de la forteresse de Ham, et des ouvriers assez nombreux avaient été mis à cette besogne sous la direction d'un officier du génie. Le prince saisissant aussitôt toutes les conséquences possibles de cette circon-

stance, résolut de sortir de sa prison sous un costume d'ouvrier. Les hommes qu'on employait étaient fort surveillés à leur arrivée et à leur sortie. Charles Thélin, le valet de chambre de confiance du captif, l'avait bien remarqué ; mais il s'était également assuré que l'on examinait avec beaucoup moins d'attention ceux qui se dirigeaient vers l'extérieur pour aller chercher ou pour reporter des objets nécessaires à leurs travaux. Il savait enfin, qu'à une certaine heure de la matinée, l'un des deux gardiens sortait quelques instants du fort pour aller prendre les journaux ou les correspondances. Ce fut sur ces données que le prince calcula son plan d'évasion avec le docteur Conneau et Charles Thélin qui, tous deux, devaient y jouer un rôle important. M. de Montholon partageait aussi à Ham la captivité de Louis-Napoléon ; mais on ne jugea pas à propos de le mettre dans la confidence.

Le 23 mai, des Anglais, que le prince avait connus durant son séjour à Londres, vinrent le visiter. Louis-Napoléon leur demanda s'ils voudraient consentir à lui prêter leurs passe-ports, afin que Charles Thélin, qui devait faire un petit voyage pour son service, pût avoir des chevaux de poste. Ils prêtèrent leurs passe-ports. Deux jours après, le 25, à sept heures du matin, les ouvriers étant entrés dans la forteresse pour reprendre



leurs travaux, Thélin les appela, leur offrit des verres de vin qu'il avait fait disposer sur la table du vestibule, et, après les avoir ainsi réunis, courut à l'appartement du prince pour le prévenir que le moment était venu. Louis-Napoléon qui, de bonne heure, avait procédé au déguisement sous lequel il était devenu méconnaissable, acheva de se munir des accessoires préparés longtemps à l'avance, plaça une planche sur ses épaules, une pipe dans sa bouche, et se mit en devoir de descendre l'escalier en évitant de passer du côté où les ouvriers faisaient en ce moment honneur aux bouteilles offertes par Charles Thélin. Ce dernier se hâtait aussi de gagner la cour en costume de voyage, car il avait demandé la veille l'autorisation de se rendre à Saint-Quentin, comme cela était arrivé plusieurs fois déjà, ce qui lui avait permis de retenir la veille un cabriolet dans le village de Ham. En passant auprès des gardiens qui lui souhaitèrent un bon voyage, il leur adressa la parole pour détourner autant que possible leur attention et les empêcher de regarder du côté par lequel venait le prince. Celui-ci, descendu de l'escalier, débouchait en ce moment dans la cour, tenant gravement sa planche sur l'épaule de façon à masquer sa figure, et devenu, avons-nous dit, grâce à son déguisement, complètement méconnaissable.

Louis-Napoléon, qui avait coupé ses moustaches



et portait une perruque noire à cheveux longs, était en effet revêtu d'une blouse usée et d'un pantalon bleu du drap le plus grossier. Son visage et ses mains étaient couverts de peinture. Un tablier sali, une casquette et des sabots complétaient le costume du fugitif dont le calme et la présence d'esprit ne se démentirent pas dans cette épreuve difficile. Il traversa les cours, passa imperturbablement devant la loge du concierge qui, craignant d'être atteint par la planche, détourna rapidement la tête, laissa tomber sa pipe à quelques pas de la dernière sentinelle qui le suivait des yeux et se baissa pour la ramasser, mouvement qui, grâce à la planche, dissimula encore plus ses traits, franchit enfin les deux ponts-levis et gagna la route de Saint-Quentin, où le fidèle Thélín ne tarda pas à lui amener le cabriolet qu'il avait retenu la veille.

Traversant rapidement Saint-Quentin, ils se dirigèrent alors sur Valenciennes, dans l'espoir de prendre à quatre heures le convoi du chemin de fer de Paris à Bruxelles. Cette dernière partie du plan si ingénieusement conçu, réussit comme les autres. De Bruxelles, le prince gagna Ostende et de là l'Angleterre.

A peine arrivé à Londres, le neveu de l'empereur écrivit à l'ambassadeur français, M. de Saint-Aulaire, une lettre conçue en ces termes : « Monsieur le comte, je viens déclarer avec franchise à l'homme

qui a été l'ami de ma mère, qu'en m'échappant de ma prison je n'ai eu nullement le projet de recommencer contre le gouvernement français des tentatives qui m'ont été si désastreuses. Mon seul but a été d'aller voir mon vieux père. Avant de prendre cette détermination, j'ai épuisé tous les moyens de sollicitation pour obtenir la permission d'aller à Florence, et j'ai offert toutes les garanties compatibles avec mon honneur; mais mes démarches ayant été repoussées, j'ai fait ce que firent sous le règne de Henri IV, dans des circonstances semblables, les ducs de Guise et de Nemours. Je vous prie, monsieur, d'informer le gouvernement français de mes intentions pacifiques, et j'espère que cette déclaration toute spontanée pourra servir à abrégier la captivité de mes amis qui sont encore en prison. »

On crut dans le premier moment, tant les circonstances de cette évasion avaient paru singulières, que le gouvernement s'était prêté à la fuite du prince. Il n'en fut rien, et Louis-Philippe se montra aussi surpris que mécontent lorsque cette nouvelle lui parvint. Afin de laisser le temps au fugitif de prendre le chemin de fer et de franchir la frontière belge, le fidèle docteur Conneau avait déclaré que le prisonnier était souffrant et fait allumer un grand feu dans la pièce qui précédait sa chambre à coucher. Plusieurs fois le comman-

dant de la forteresse se présenta dans le cours de cette journée pour demander des nouvelles du captif, et le docteur répondit en lui montrant de loin les oreillers habilement disposés dans le lit du prince, que ce dernier se livrait à un sommeil réparateur. Ce ne fut qu'à sept heures du soir que le commandant découvrit avec stupeur que son prisonnier s'était enfui. Le docteur Conneau arrêté sur-le-champ fut conduit à Péronne entre deux gendarmes et les mains enchaînées comme un malfaiteur. Le tribunal de cette ville le condamna à un nouvel emprisonnement de trois mois. Quant à Louis-Napoléon, il ne put obtenir du représentant de la Toscane, à Londres, les passe-ports nécessaires pour se rendre à Florence auprès de son père mourant, et le roi de Hollande n'eut pas la consolation de presser une dernière fois la main de son fils.

Les élections générales vinrent faire oublier en France ce curieux incident. Toutes les passions descendirent dans l'arène d'où allait sortir la dernière Chambre de la monarchie de Juillet. Vainement une coalition se forma-t-elle entre la gauche dynastique, les légitimistes et l'extrême gauche, alliance offensive et défensive contre les candidats ministériels, le gouvernement obtint une majorité considérable, plus considérable qu'il ne l'avait cru, majorité absolument hostile aux réformes

politiques qui étaient devenues le drapeau obligé de tout député opposant. Et cependant c'est en présence d'une Chambre ainsi composée que, grâce à la soudaine défaillance du pouvoir, un jour est venu où la réforme l'a emporté, sauf à se transformer le lendemain en république.

La Chambre des Députés fut réunie le 19 août, afin d'obéir aux prescriptions de la loi constitutionnelle; mais ce ne fut que pour quelques jours. Une majorité considérable porta M. Sauzet au fauteuil de la présidence, tandis que son concurrent, M. Odilon Barrot, n'obtenait que peu de voix. Le ministère put constater son triomphe et passer ses troupes en revue. Tel fut le seul intérêt de cette courte session.

Un autre intérêt plus puissant allait absorber du reste toute l'attention, tous les calculs de M. Guizot, sûr désormais de trouver dans le parlement un point d'appui inébranlable. Ce puissant intérêt, cette importante question, c'étaient les mariages espagnols. Nous avons dit que, depuis quelques années, le mariage de la reine Isabelle et celui de l'infante sa sœur étaient l'une des principales préoccupations de Louis-Philippe, et que, pendant son séjour à Windsor, il avait abordé avec la reine d'Angleterre ce sujet intéressant et brûlant tout à la fois. Assurément la pensée du roi était une grande et noble pensée. Unir par un double lien

la descendance de Louis XIV; empêcher un prince étranger d'empiéter sur les droits de la maison de Bourbon; faire que, malgré l'abolition de la loi salique en Espagne, un autre qu'un descendant de Philippe V ne vînt pas occuper le trône espagnol avec la fille de Ferdinand VII, c'était renouer la chaîne des temps, maintenir les grandes traditions de la politique française, réaliser tout à la fois une noble idée et un habile calcul.

Il y avait bien longtemps, du reste, que le roi caressait cette pensée d'alliance. Six ans auparavant, sous la régence de la reine Marie-Christine, la question avait été confidentiellement abordée par les deux souverains, et la reine s'était montrée disposée à entrer dans les vues de Louis-Philippe plus même, peut-être, qu'il n'aurait osé l'espérer et qu'il ne le désirait par le fait. Ainsi Marie-Christine proposait l'union du duc d'Aumale avec la reine Isabelle et celle du duc de Montpensier avec l'infante. Le roi des Français n'était pas aussi exigeant, seulement il tenait essentiellement à ce que le mari de la jeune reine d'Espagne fût choisi parmi les deux fils de don François de Paule, les deux princes de Naples et le prince de Lucques qui, avec les enfants de don Carlos (mais ceux-ci restaient naturellement en dehors des calculs du roi), formaient la descendance masculine de Philippe V.

Louis-Philippe aurait désiré que les cours de Londres, de Vienne et de Berlin prissent un engagement en ce sens, relativement au mariage de la reine Isabelle, et M. Pageot fut chargé de suivre cette négociation spéciale, mais elle n'aboutit pas parce qu'on ne voulut s'engager en aucune façon. A Eu, comme nous l'avons dit, le roi aborda légèrement ce sujet avec la reine Victoria, et M. Guizot dut aussi le traiter sommairement dans ses conversations sérieuses avec lord Aberdeen. Ce dernier insista même alors sur le droit qu'avait l'Espagne de choisir le mari de la reine dans toutes les cours de l'Europe, sans exclusion aucune, excepté pourtant en ce qui touchait la France; car, disait-il, l'Angleterre ne pourrait jamais permettre qu'un prince français vînt s'asseoir sur le trône de Ferdinand VII, laissant entendre d'ailleurs que les prédilections de la Grande-Bretagne se porteraient plutôt sur un des membres de la famille de Saxe-Cobourg. Enfin, lors de son voyage à Windsor, Louis-Philippe, indiquant plus nettement la ligne qu'il entendait suivre dans cette question des mariages espagnols, ne s'en tint pas seulement à l'exposé de vagues prétentions en faveur des princes de la maison de Bourbon, mais expliqua catégoriquement son désir de voir se réaliser l'union projetée par lui et la reine Christine entre le duc de Montpensier et l'infante Luisa Fernanda. Il fit remar-

quer que son refus de la main de la jeune reine pour l'un de ses fils était une concession à laquelle le gouvernement anglais devait avoir égard, et qu'après cette concession considérable il était bien naturel qu'il insistât pour que le mari de la reine fût un descendant de Philippe V. Lord Aberdeen demanda si le roi entendait que les mariages seraient simultanés, ou bien si le duc de Montpensier n'épouserait l'infante que lorsque la reine serait déjà mariée. Louis-Philippe répondit que ce serait seulement lorsque le mariage de la reine serait accompli que son fils épouserait l'infante. « Il conviendrait, dit lord Aberdeen, que ce dernier mariage n'eût lieu que lorsqu'un enfant serait provenu de celui de la reine Isabelle. » Le roi admit ou parut admettre cette prétention, et alors le ministre anglais abandonna de son côté la candidature d'un prince de Saxe-Cobourg. Telle était la situation à la suite du voyage de Louis-Philippe en Angleterre.

Cependant les candidatures des deux princes de Naples durent être abandonnées par la reine Christine. L'un, le comte d'Aquila, était sur le point de contracter alliance avec la princesse dona Januaria du Brésil; l'autre, le comte de Trapani, était devenu impopulaire en Espagne parce qu'il avait été élevé dans un couvent de jésuites à Rome. Profitant de ces circonstances et aussi du vif mécontent-



tement exprimé par la cour des Tuileries à propos d'un article du journal le *Heraldo* patronné par le duc de Rianzarès, mari de la reine Christine, article dans lequel on prétendait que l'impopulaire comte de Trapani était en quelque sorte imposé par Louis-Philippe à la nation espagnole, M. Bulwer, le ministre anglais, mit en avant le nom du prince de Saxe-Cobourg. Bientôt, grâce à ses intrigues, Marie-Christine écrivit même officiellement au duc régnant, chef de la famille de Cobourg, pour lui exprimer le désir de voir son neveu devenir l'époux de la reine Isabelle.

M. Bresson avait été envoyé comme ambassadeur à Madrid; instruit de cette démarche de la reine, il la fit immédiatement connaître à Paris, et lord Aberdeen, pressé par M. Guizot de s'expliquer sur la conduite de son agent, M. Bulwer, répondit que le gouvernement anglais ne donnerait aucun encouragement à Marie-Christine relativement au mariage de la reine Isabelle avec le prince allemand. Sur les représentations réitérées du cabinet français, M. Bulwer fut même réprimandé par son gouvernement, et il allait envoyer sa démission lorsque les torys furent renversés.

Dans la nouvelle combinaison ministérielle, lord Palmerston succédait à lord Aberdeen comme ministre des affaires étrangères, et ce changement ne pouvait point être à l'avantage de la politique



française. A peine entré au pouvoir, lord Palmerston envoya à M. Bulwer des instructions complètement dans le sens des premiers actes de cet agent; et contrairement à l'usage plein de courtoisie de son prédécesseur, il ne communiqua que lorsqu'elle était déjà partie, au chargé d'affaires de France, une dépêche renfermant cette phrase : « Les candidats à la main de la reine d'Espagne sont réduits à trois, savoir : le prince Léopold de Saxe-Cobourg; don François d'Assise, duc de Cadix, et don Enrique, duc de Séville. » Ainsi lord Palmerston, reprenant l'idée de M. Bulwer, plaçait en première ligne le prince étranger à la maison de Bourbon, et rompait ouvertement les engagements pris entre les gouvernements anglais et français.

M. de Jarnac, effrayé de ce brusque revirement, le fit aussitôt connaître à M. Guizot, et M. Guizot s'empessa de communiquer au roi la dépêche de lord Palmerston. « Ma première impression, en recevant ceci, disait-il dans sa lettre d'envoi, est que nous devons nous attacher plus que jamais à notre idée actuelle : Cadix et Montpensier. » M. Bresson, dépassant en cela les instructions qu'il avait reçues, était en effet parvenu à obtenir de la reine Christine, grâce à une habileté peu commune, la simultanée des deux mariages; mais le roi répondit à M. Guizot, en date du 25 juillet :

« Mon cher ministre, la lecture des pièces que j'ai reçues de vous ce matin à neuf heures et demie et que je vous renvoie immédiatement, me laisse sous l'empire des plus pénibles impressions, non pas que je m'attendisse à mieux de lord Palmerston, mais parce que j'espérais qu'il ne se serait pas mis si promptement à découvert. Mon impression actuelle est qu'il faut lui rendre coup pour coup et le prendre tout de suite corps à corps..... Tout ceci doit nous presser encore plus de faire parvenir à la reine Christine le désaveu de la simultanéité. Plus nous avons de mauvaise foi à craindre, plus il importe que les cartes que nous avons en main soient nettes, qu'on ne puisse pas nous accuser d'avoir deux langages et d'être exposés au parti qu'on pourrait en tirer contre nous. »

« Je suis tout à fait d'avis, répliquait M. Guizot, que le roi ne doit pas s'engager à la simultanéité des deux mariages, et que tout en manifestant l'intention de faire celui de monseigneur le duc de Montpensier, c'est seulement lorsque celui de la reine sera conclu qu'on doit traiter définitivement de l'autre ; mais je prie en même temps le roi de réfléchir combien la situation est en ce moment délicate, tendue, critique. Il va se faire évidemment un grand effort pour le Cobourg. Notre parade contre ce coup c'est *Cadix et Montpensier*. N'affai-

blissons pas trop cette parade au moment même où nous avons besoin de nous en servir. »

Les circonstances marchèrent pour ainsi dire plus vite que la volonté de Louis-Philippe. La reine Christine commençant à s'effrayer de l'attitude de plus en plus arrogante de M. Bulwer, se souvenant aussi de l'appui que les whigs et lord Palmerston en particulier avaient donné à Espartero, trouva, dans la simultanéité des deux mariages qui lui était proposée par M. Bresson, une manière très-naturelle de s'assurer immédiatement le concours de la France tout en réalisant l'union de son neveu, le duc de Cadix, avec la reine Isabelle. L'ajournement du second mariage fut donc repoussé par elle. Bien plus, elle fit de la simultanéité l'expresse condition du mariage de la reine avec un descendant de Philippe V. En conséquence, M. Bresson reçut l'autorisation de conclure en ce sens son habile négociation. Il sut cacher à M. Bulwer l'imminence de la solution qu'il désirait et recherchait. Dans la nuit du 26 au 28 août 1846, la reine Isabelle faisait officiellement connaître à ses ministres qu'elle prenait le duc de Cadix pour époux, et que l'infante sa sœur s'unissait au duc de Montpensier.

Le succès de la politique de Louis-Philippe était donc complet; mais comment le gouvernement

anglais accèpterait-il ce dénoûment? M. Guizot écrivit, le 1<sup>er</sup> septembre, à lord Normanby, ambassadeur d'Angleterre, qu'il avait à lui communiquer une importante dépêche télégraphique. Lord Normanby s'empessa de se rendre à son appel, et M. Guizot lui fit connaître la décision de la reine Isabelle relativement à son mariage avec le duc de Cadix, ajoutant qu'il était probable que l'union du duc de Montpensier et de l'infante avait été décidée en même temps, bien que la dépêche n'entrât dans aucun détail. « Mais les deux mariages n'auront pas lieu simultanément, dit lord Normanby. » « Non, reprit M. Guizot avec un certain embarras, l'un précédera l'autre. » Phrase ambiguë dont le véritable sens contesté plus tard ne s'accordait pas dans la pensée du ministre français avec les exigences britanniques. Le mécontentement fut vif à Londres, et lord Palmerston répondit au chargé d'affaires d'Espagne qui lui annonçait le mariage de la reine : « Le gouvernement de S. M. britannique reçoit cette communication avec le plus grand déplaisir. » Les colères du cabinet anglais redoublèrent lorsqu'il apprit que le 10 octobre les deux mariages avaient été célébrés en même temps. M. Bulwer protesta dans les termes les plus hautains : « Je vois, disait-il, la main d'une princesse de quatorze ans donnée d'une manière opposée aux représentations d'une des

grandes puissances européennes dont l'amitié pour l'Espagne est bien connue dans l'histoire, amitié qui pouvait mériter d'être cultivée. Je vois ce mariage préparé secrètement, annoncé à l'improviste, conduit à sa fin avec une rapidité inconcevable ; il fait renaître des prétentions qui se combattent, réveille des traités qui dormaient, menace l'Espagne du renouvellement de la guerre civile ; il agite enfin et dissout les heureuses et pacifiques relations actuelles de l'Europe. » On évoquait ainsi toute une fantasmagorie politique aux yeux du gouvernement espagnol. M. Isturitz répondit avec beaucoup de dignité et de noblesse : « Le gouvernement britannique, qui se montre si jaloux de l'indépendance de l'Espagne, ne trouvera pas mauvais que l'Espagne agisse dans les limites tracées par les lois internationales, c'est-à-dire sans blesser les intérêts des autres gouvernements, comme c'est le cas dans cette question à propos de laquelle l'Angleterre ne saurait citer aucune violation de traités ; le gouvernement britannique ne trouvera pas mauvais, je le répète, que l'Espagne repousse énergiquement une protestation qui tend à restreindre son indépendance, et qu'à son tour elle proteste contre une pareille prétention... Permettez-moi de dire que le dépôt sacré de l'indépendance espagnole n'est confié à la vigilance d'aucune nation étrangère : ce dépôt est gardé par



vaute espagnole, qui s'est montrée inébran-  
e, même au moment des plus grandes cala-  
s.» Rien de plus net, de plus ferme que ce lan-  
e. Mais la passion politique ne raisonne pas.  
ngleterre n'était point insultée sans doute; seu-  
ent le cabinet Palmertson venait d'essuyer un  
ec, et, dans sa rancune profonde, il chercha  
s y réussir complètement toutefois, à amener  
grandes cours européennes contre la France.  
invoquait le traité d'Utrecht et les engagements  
e ce traité qui interdisaient aux deux branches  
es Bourbons de France et d'Espagne tout ce qui  
ourrait amener la réunion de ces deux couronnes  
ur la tête d'un même prince. Mais avec l'abolition  
de la loi salique en Espagne, cette stipulation du  
traité d'Utrecht ne trouvait pas d'application dans  
la circonstance donnée, et ce n'était pas la pre-  
mière fois que depuis 1713 un prince français héri-  
tier du trône en ligne directe épousait une infante  
fille du roi d'Espagne. Les colères de lord Palmers-  
ton n'aboutirent qu'à un refroidissement marqué  
dans les relations des deux gouvernements. Les  
journaux anglais, organes officiels du cabinet,  
attaquèrent M. Guizot et le roi lui-même avec un  
redoublement de violence. Les choses furent pous-  
sées à ce point que, lord Normanby devant donner  
une grande fête à Paris, et M. Guizot ayant été in-  
vité par suite de la mention de son nom sur une

liste antérieure, l'ambassadeur anglais ne craignit pas d'envoyer reprendre l'invitation à l'hôtel des Affaires-Étrangères.

En accomplissant le désir qu'il caressait depuis si longtemps, en faisant épouser au duc de Montpensier l'infante, sœur de la reine, Louis-Philippe avait certainement accompli une grande chose. Maintenant n'avait-il pas sacrifié à un intérêt qui d'ailleurs n'était pas uniquement un intérêt de famille, l'alliance anglaise à laquelle il s'était si entièrement dévoué jadis, à laquelle il avait fait bien d'autres sacrifices dans les premières années de son règne? cela est évident; mais c'est précisément parce que, dans le passé, l'alliance anglaise lui avait plus coûté qu'elle ne lui avait rapporté, que Louis-Philippe semble avoir adopté, à partir des mariages espagnols, une politique nouvelle dont nous allons plus tard retrouver les traces. Il est certain que l'attitude de l'Angleterre en 1840 l'avait complètement désillusionné, et que la ligue du gouvernement britannique avec les puissances absolutistes dans la question d'Orient était bien de nature à lui ouvrir les yeux sur les avantages matériels qu'il pouvait tirer le cas échéant, de l'entente cordiale maintenue avec tant de soins. On pourrait presque dire que les mariages espagnols furent dans l'esprit du roi la revanche de 1840; mais il ne faut pas oublier non plus, pour rester

dans la stricte vérité historique, que les calculs du père de famille contribuèrent non moins que les combinaisons politiques au mariage de M. le duc de Montpensier.

Ce fut le comte Appony représentant de l'Autriche à Paris qui, par son intervention bienveillante, régla le conflit particulier survenu entre M. Guizot et lord Normanby, conflit produit par les explications parlementaires du ministre français à propos de l'entretien dans lequel il avait appris à l'ambassadeur d'Angleterre la conclusion des mariages espagnols. Mais si la querelle intime des deux personnages fut de courte durée, grâce à cette intervention conciliante de l'ambassadeur d'Autriche, chacun comprenait aisément qu'il n'en serait pas de même du dissentiment survenu entre les deux gouvernements <sup>1</sup>.

## V

Ce fut sous ces auspices que s'ouvrit la session de 1847. En présence de la majorité imposante que leur avait donnée le pays légal, les ministres étaient parfaitement maîtres de la situation parlementaire. Quels que fussent les débats de tribune et les vi-

1. Voir les notes et documents historiques.



vacités de la lutte, le résultat final du scrutin leur était acquis. Une crise intérieure se produisait cependant et venait se joindre aux difficultés extérieures que nous avons mentionnées; mais dans tout autre pays que la France un gouvernement constitutionnel fonctionnant régulièrement, s'appuyant sur une forte majorité dans les deux chambres, c'est-à-dire ayant notoirement pour lui le corps électoral, représentant, toujours infidèle d'ailleurs, et quel qu'en soit le nombre, des intérêts politiques et matériels d'un peuple (car qui pourrait sérieusement soutenir que tout n'est pas plus ou moins fiction dans l'expression électorale des volontés d'une nation?) un gouvernement constitutionnel, disons-nous, se trouvant en de semblables conditions, devait partout ailleurs qu'en France être sûr du présent comme de l'avenir. En France au contraire, et grâce au tempérament tout particulier du peuple français, le danger commençait précisément pour le gouvernement constitutionnel au moment où celui-ci réunissait tant d'éléments de force légale qu'il ne pouvait plus être qu'illégalement attaqué par ses adversaires. La seule faute du dernier cabinet de Louis-Philippe est évidemment de n'avoir pas suffisamment compris cette situation, et de ne pas s'être préparé d'avance à toutes les éventualités qui pouvaient en résulter.

L'affaire de Cracovie, les mariages espagnols,

de nouvelles et incessantes demandes de réformes électorale ou parlementaire qui avaient le tort aux yeux des hommes que la passion politique n'emportait pas, de trop ressembler à une arme de guerre uniquement destinée à renverser le cabinet, telles furent les principales questions traitées avec vivacité pendant la session de 1847. Dans l'affaire de l'incorporation de Cracovie à l'Autriche, fait contre lequel le gouvernement français avait protesté, d'ailleurs, l'opposition se montra belliqueuse. Dans la discussion relative aux mariages espagnols, et grâce à un étincelant discours de M. Thiers, elle fut habile mais injuste pour le roi, dont elle amoindrit trop les intentions. Les questions de réformes diverses toujours combattues, toujours repoussées par la majorité, inspirèrent à M. Desmousseaux de Givré la célèbre exclamation « rien, rien, rien ! »

Nous avons dit qu'une crise intérieure coïncidait avec les difficultés extérieures produites par la rupture des rapports amicaux de l'Angleterre avec la France : une mauvaise récolte, le renchérissement des denrées de nécessité première qui en était la conséquence naturelle, le ralentissement du travail et enfin les diverses doctrines socialistes qui commençaient à se répandre dans les provinces où, malgré leur absurdité pratique, elles faisaient de nombreux et crédules adeptes, toutes ces causes se réunissaient pour créer une situation anormale et

pénible. La détresse des populations rurales augmentait de jour en jour, grâce à l'excessive et incessante cherté des grains. Bientôt les excitations des meneurs socialistes qui, particulièrement dans le Berry, avaient infatigablement travaillé les masses, produisirent une sourde agitation. Elle ne tarda pas à se traduire en actes déplorables, et ces actes inattendus jetèrent dans le pays une consternation profonde. Les troubles commencèrent dans le département d'Indre-et-Loire. On vit des bandes organisées répandant l'alarme sur leur passage, parcourir les campagnes pour interrompre la libre circulation des grains, pillant et dévastant les greniers, menaçant ou maltraitant les propriétaires et fermiers, semant partout les fausses nouvelles et la terreur. L'arrondissement de Tours fut le théâtre de ces tristes scènes, que l'autorité dut réprimer en envoyant de la cavalerie sur les lieux du désordre et en faisant opérer de nombreuses arrestations, notamment dans les cantons de Château-La-Vallière, de Neuillé et de Tours-Nord. A Laval, au Mans, la population surexcitée forçait les propriétaires à vendre à vil prix le blé qu'ils avaient apporté sur les marchés. En Bretagne, dans le Nivernais, des désordres très-graves durent être réprimés par la force armée, mais les scènes les plus affreuses se produisirent dans l'Indre. Là la violence des masses alla jusqu'à l'assassinat, et les doctrines socialistes

hautement avouées par les insurgés donnèrent un caractère politique à ces actes odieux. A Bélabre, à Buzançais, des propriétaires furent massacrés pour avoir défendu leurs demeures contre l'irruption populaire ou s'être refusés à signer l'engagement de céder leur blé à moitié prix. Châteauroux vit son marché envahi par des ouvriers armés. On s'imaginerait difficilement la stupeur que ces désordres étranges et soudains jetèrent dans les provinces. Le trouble qui se manifesta à cette époque dans l'esprit des populations effrayées, leur a fait croire que les scènes tumultueuses de 1847 avaient préparé la révolution de 1848. Il n'en est rien sans doute, mais on peut dire qu'elles indiquaient trop clairement à quel point les agitateurs avaient su profiter de la détresse populaire pour faire pénétrer au sein des masses leurs doctrines subversives, et quels progrès souterrains le socialisme avait su accomplir depuis quelques années. Les actes sanguinaires de Buzançais eurent un inévitable et tragique dénouement, et trois condamnations à mort furent exécutées contre les meurtriers sur la place publique de cette localité consternée.

A ces déplorables tentatives d'anarchie vinrent bientôt se joindre, dans des sphères sociales plus élevées, des procès et des scandales non moins regrettables. Ils assombrirent singulièrement la dernière année du règne de Louis-Philippe tout en

donnant des armes aux ennemis de la société et de la monarchie, qui ne manquèrent pas d'en exagérer la portée beaucoup trop grande déjà, sans doute, mais pas aussi grande assurément qu'on l'a faite. Vouloir de crimes ou de scandales isolés tirer cette conclusion que la société tout entière est coupable, c'est une exagération odieuse ou ridicule, arme déloyale dont un parti n'a pas craint pourtant de se servir et qu'il a trop habilement employée.

Avant de parler de ces divers et retentissants procès, mentionnons les modifications partielles que le cabinet dut subir successivement dans les premiers mois de l'année 1847 : le garde des sceaux, M. Martin du Nord, mourut le 11 mars et fut remplacé par M. Hébert. Plus tard MM. de Mackau ministre de la marine et Moline de Saint-Yon ministre de la guerre donnèrent leurs démissions. M. Lacave Laplagne, qui s'était trouvé à plusieurs reprises en dissentiment avec ses collègues, fut remplacé aux finances par le ministre des travaux publics, M. Dumon, dont le portefeuille échut au préfet du Rhône, M. Jayr. M. de Montebello, ambassadeur de France à Naples, fut appelé au département de la marine, et le général Trezel à celui de la guerre. C'est ainsi reconstitué que le dernier ministère de Louis-Philippe devait aborder le 24 février 1848.

Il faut dire, pour être juste envers le gouverne-



ment accusé tous les jours de corruption systématique par la presse opposante, que plusieurs des scandales, dont nous parlions tout à l'heure, furent provoqués précisément par sa sollicitude et son ardente recherche des malversations ou des fraudes dans les sphères officielles. De graves dilapidations furent découvertes dans l'administration de la marine, et les coupables, traduits devant la cour d'assises de Poitiers, ne surent se défendre qu'en inculpant d'autres fonctionnaires du même ordre. Tous furent condamnés. Le directeur de la manutention générale des vivres du département de la guerre était mort, laissant dans les magasins de l'État, à Paris, un déficit en quintaux métriques de blé qui pouvait être évalué à 400,000 francs. On découvrit que, contrairement à toutes les prescriptions, il n'avait point fourni de cautionnement par suite d'une tolérance coupable. A Rochefort, des malversations dans l'administration des vivres de la marine furent poursuivies et condamnées; enfin le directeur des mines de Gouhenans, situées dans le département de la Haute-Saône, M. Parmentier, ayant attaqué, devant le tribunal civil de la Seine, plusieurs actionnaires, entre autres un ancien ministre, le général Despans-Cubières, et exigeant le paiement d'une somme qui dépassait un million, il fut débouté de sa demande, mais profita de la circon-

stance pour donner à l'audience communication de lettres très-compromettantes de l'ancien ministre; l'une d'entre elles renfermait le passage suivant : « Mon cher monsieur Parmentier, tout doit faire croire à la stabilité de la politique actuelle et au maintien de ceux qui la dirigent. Notre affaire dépendra donc des personnes qui se trouvent maintenant au pouvoir... Il n'y a pas un moment à perdre ; il n'y a pas à hésiter sur les moyens de nous créer un appui intéressé dans le sein même du conseil. J'ai les moyens d'arriver jusqu'à cet appui, c'est à vous d'aviser aux moyens de l'intéresser... N'oubliez pas que le gouvernement est dans des mains avides et corrompues... » Cette lettre était datée du 14 janvier 1842.

Elle avait, comme toutes les autres non moins compromettantes qu'elle, été lue à l'audience. Les journaux s'en emparèrent ; elle fut reproduite et ardemment commentée. Quel était donc cet appui dans le sein même du conseil que l'on pouvait se créer moyennant certains sacrifices pécuniaires ? quel était le ministre capable de vendre ainsi sa conscience et son concours ? M. Guizot fut d'avis qu'il fallait immédiatement aller au fond des choses et punir les coupables partout où on les rencontrerait. Louis-Philippe redoutait le scandale et le bruit, et, par le même motif, une partie du cabinet

n'approuvait pas l'enquête judiciaire. Toutefois il fallut céder à la pression de l'opinion publique ; plusieurs conservateurs avaient annoncé qu'ils feraient des interpellations au gouvernement. Le 3 mai l'affaire fut portée à la tribune, et M. Dumon, ministre des travaux publics, déclara qu'elle allait recevoir une solution judiciaire. Trois jours après le garde des sceaux venait apprendre à la Chambre des Pairs qu'une ordonnance royale la convoquait en cour de justice, et que le général Despans-Cubières allait comparaitre devant elle. L'instruction de ce procès célèbre fut aussi longue que difficile ; ce ne fut que dans les derniers jours du mois de juin qu'elle put être terminée, et alors, au lieu d'un accusé, il s'en trouva quatre ; au général Cubières il fallut adjoindre MM. Parmentier, Pellapra et Teste. Ce dernier était précisément l'ancien ministre des travaux publics que le général avait désigné dans ses lettres. Tous les quatre furent cités devant la Cour des Pairs.

La veille du jour où il comparut pour la première fois devant ce tribunal exceptionnel, M. Teste écrivit au roi une lettre qui se terminait ainsi : « J'aborde demain une épreuve solennelle avec la ferme confiance d'en sortir sans avoir rien perdu de mes droits à l'estime publique et à celle de Votre Majesté ; mais un pair de France, un magistrat qui a eu le malheur de traverser une accusa-



tion de corruption, se doit à lui-même de se retremper dans la confiance du souverain qui lui a conféré ce double caractère ; je dépose entre les mains de Votre Majesté ma démission de la dignité de pair de France et celle des fonctions de président à la Cour de cassation, pour n'être défendu, dans les débats qui vont s'ouvrir, que par mon innocence. » Lettre habile qui produisit d'abord sur l'opinion l'impression la plus favorable.

Le procès commença. Tous les accusés étaient présents, excepté M. Pellapra. Parmentier n'attaqua pas M. Teste, mais prétendit que les sacrifices d'argent faits par la compagnie pour obtenir la concession n'avaient profité qu'au général Cubières qui avait feint de remettre au ministre les sommes qu'il recevait lui-même. Pendant la première séance on crut donc à l'innocence du ministre et à la culpabilité du général ; mais, dès le lendemain, la cour reçut communication de plusieurs lettres qui changèrent complètement la face des choses. Ces lettres indiquaient très-nettement que M. Pellapra avait été le principal négociateur des offres faites par la compagnie à M. Teste ; que le général Cubières, engagé par lui et Parmentier dans cette tentative de corruption, s'était trouvé lui-même victime de leur astuce et menacé par eux, avait dû subir des exigences contre lesquelles il s'était révolté. « Je ne veux

plus être la victime et la dupe de M..., disait le général dans une de ces lettres ; mon parti est pris de me laisser actionner pour me soustraire, s'il est possible, à sa rapacité, afin de ne point payer ce que je n'ai jamais dû, et, par conséquent, afin de récupérer ce que je n'étais pas tenu de payer... Avant d'en venir à cette extrémité, je vous demande au nom de l'amitié de faire une tentative auprès de M... pour le ramener à des sentiments d'équité... Il est, dit-on, devenu très-riche, et il ne doit pas être insensible au maintien de sa réputation que sa position élevée dans la magistrature lui fait, plus qu'à tout autre, un devoir de conserver intacte. » Le chancelier Pasquier, président de la cour, demandant alors quel était ce magistrat haut placé désigné par l'initiale M... et dont les exigences étaient si grandes, si coupables, le général Cubières déclara que c'était bien M. Teste.

Ce dernier, interrogé à son tour, se défendit habilement ; il rejetait toute la culpabilité sur M. Pellapra, qui aurait trompé à la fois MM. Cubières et Parmentier, et il expliquait de la sorte la fuite de M. Pellapra en Belgique ; mais celui-ci avait laissé derrière lui, en mains sûres, un dossier où toute l'affaire était retracée dans le plus grand détail. Se voyant attaqué de la sorte, il donna ordre de communiquer à la cour ce dossier rempli de lettres et de notes où chaque opération se trouvait men-

tionnée et expliquée. Par suite des éclaircissements que la cour obtint ainsi, et après avoir entendu la déposition du notaire de M. Pellapra, témoin honorable, désintéressé, l'opinion des pairs fut complètement fixée. La vérité apparaissait tout entière, en effet; le général Cubières avait été persécuté par M. Pellapra, parce que M. Pellapra avait été contraint lui-même de faire une avance de fonds considérable, à titre de rémunération, au personnage officiel duquel la concession dépendait, et ce personnage c'était le ministre des travaux publics, c'était M. Teste; il avait reçu de la sorte une somme de 100,000 francs; on en retrouva la trace sur le registre du trésor public. A partir de ce moment, M. Teste renonça à toute défense. Après cette audience fatale et revenu dans la prison, il attendit le départ de son fils et de ses défenseurs, puis, s'armant d'un pistolet, il le déchargea sur lui-même sans en être gravement atteint; alors il écrivit au président une lettre commençant ainsi : « Monsieur le chancelier, les incidents de l'audience d'hier ne laissent plus de place à la contradiction en ce qui me concerne, et je considère à mon égard le débat comme consommé et clos définitivement. J'accepte d'avance tout ce qui sera fait par la cour en mon absence; elle ne voudra sans doute pas, pour obtenir une présence désormais inutile à l'action de la justice et à la manifestation

de la vérité, prescrire contre moi des voies de contrainte personnelle ni triompher par la force d'une résistance désespérée, » M. Teste ne reparut donc pas à l'audience.

Deux avocats, que la politique devait prendre par la main et conduire en suivant des routes diverses au faite des grandeurs officielles, MM. Baroche et Benoît Champy, plaidèrent dans ce célèbre procès : le premier, pour le général Cubières ; le second, pour Parmentier. La tentative de corruption était flagrante et elle n'avait que trop bien réussi. M. Teste fut condamné à trois années d'emprisonnement, à la dégradation civique et à 100,000 francs d'amende ; le général Cubières et Parmentier à 10,000 francs d'amende et à la dégradation. Quant à M. Pellapra, il se présenta quelques jours plus tard pour purger sa contumace et fut condamné par la cour à la même peine que ces deux derniers coaccusés.

Ce procès scandaleux avait été terminé le 23 juillet, et le 21 août, c'est-à-dire à un mois de distance, la Cour des Pairs était convoquée pour procéder encore une fois au jugement d'un pair de France accusé d'un crime odieux. Il serait vraiment difficile de trouver dans la vie d'un grand peuple une série de faits plus déplorable que celle dont nous avons cru devoir faire mention avec quelques détails, précisément parce que l'impression

qu'elle produisit sur l'esprit public appartient entièrement à l'histoire et mérite d'être signalée.

La fille du maréchal Sébastiani avait épousé le duc de Praslin : cette union, heureuse dans le principe, avait, par suite de luttes intestines que provoquaient tout autant les exigences de la femme que le caractère difficile du mari, pris tout à coup un autre aspect. La duchesse, si l'on en juge par la correspondance qu'elle a laissée, aimait passionnément M. de Praslin, le fatiguait même de cette passion et de la jalousie qui en était la conséquence. Le duc d'abord soumis, en apparence du moins, aux caprices de sa femme, et s'étudiant avec soin dans le principe à ménager toutes les susceptibilités de ce caractère exalté, s'était peu à peu écarté de la voie dans laquelle il était largement entré, et sous l'impression de scènes pénibles, avait repris toute son indépendance, source naturelle de chagrins amers pour M<sup>me</sup> de Praslin, qui savait si difficilement comprimer ses sentiments intimes.

L'éducation des nombreux enfants de la duchesse et l'arrivée dans la maison d'une gouvernante nommée M<sup>lle</sup> Deluzy-Desportes devinrent le texte de nouvelles récriminations, la source de nouveaux chagrins. La duchesse voulait présider seule aux soins de cette éducation et la diriger entièrement. M. de Praslin, à tort ou à raison, ne

la jugeait pas au contraire capable d'aborder cette tâche difficile, et confia à la nouvelle gouvernante une autorité presque sans contrôle et sans bornes. Bientôt M<sup>lle</sup> Deluzy se fit aimer des enfants et sut leur inspirer une affection toute maternelle. Bientôt, également, le duc de Praslin cédant à l'empire que cette jeune femme adroite et intelligente avait pris tout d'abord sur lui, ne vit plus que par ses yeux, n'agit plus que par ses conseils.

Une telle aggravation de sa position déjà si malheureuse, et que son exaltation naturelle rendait plus intolérable encore, exaspéra complètement la duchesse : elle confia ses chagrins au général Sébastiani. La situation d'un père est, en pareil cas, aussi difficile que pénible. Le maréchal eut un sérieux entretien avec son gendre ; mais, ne sachant pas complètement maîtriser son émotion, il se laissa emporter à des reproches dont la violence irrita le duc de Praslin au point d'amener une rupture entre eux. Le mot de séparation fut prononcé. Le maréchal la conseillait à sa fille comme le seul remède aux chagrins qu'elle supportait ; mais, alors, le duc faisant le sacrifice de ses idées et de ses sympathies, déclara qu'il préférerait au scandale d'une séparation conjugale l'éloignement de la gouvernante dont la présence avait aggravé la mésintelligence qui régnait déjà entre la duchesse et lui. M<sup>lle</sup> Deluzy se retira dans un pen-

pensionnat de la rue de Harlay, tandis que M. et M<sup>me</sup> de Praslin partaient pour habiter leur résidence d'été dans le département de Seine-et-Marne. Le duc échangea quelques lettres avec l'ancienne gouvernante de ses enfants, et lorsque toute la famille revint à Paris, le 17 août, pour se rendre ensuite aux bains de mer, il conduisit ses trois filles chez M<sup>me</sup> Deluzy avant de les amener à l'hôtel Praslin. Là, dans le pensionnat de la rue de Harlay, il apprit qu'un emploi supérieur était promis à la gouvernante par la maîtresse de l'établissement, sous la seule condition de présenter une lettre de recommandation signée de la duchesse de Praslin. Engagement fut pris par le duc d'obtenir cette attestation obligatoire. Il rentra ensuite vers dix heures du soir à l'hôtel, où tout demeura silencieux jusqu'aux premières lueurs du jour ; mais, alors, un grand bruit se fit entendre. Des cris étouffés, la chute de divers meubles, le tintement des sonnettes agitées réveillèrent en sursaut les domestiques de l'hôtel. Épouvantés de cette rumeur sinistre, ils se précipitent vers les portes de la chambre à coucher de la duchesse, mais les portes verrouillées en dedans résistent à tous les efforts ; ils s'élancent alors dans le jardin où rien n'indique une agression extérieure, et pénètrent enfin dans le vestibule qui sépare les deux appartements des maîtres de la maison, fort surpris de pouvoir s'introduire dans

la chambre de la duchesse précisément par la porte qui conduit à celle de M. de Praslin. Là un affreux spectacle les attend. Le jour qui pénètre à peine à travers les persiennes éclaire imparfaitement une scène de deuil et d'épouvante. La duchesse étendue sur le plancher, la tête soutenue par un meuble, ne donne plus aucun signe de vie. Son vêtement de nuit est couvert de sang; des blessures, au nombre de trente, sillonnent son corps et saignent avec abondance. On comprend, en regardant le lit, les rideaux maculés, le marbre de la cheminée, les tentures souillés de sang et les empreintes de mains ensanglantées sur les portes, qu'une lutte horrible s'est prolongée entre la victime et l'assassin. Aux cris poussés par les domestiques, le duc accourt. « Vit-elle encore? » s'écrie-t-il en apercevant le corps de M<sup>me</sup> de Praslin. « Pauvre femme! Quel est le misérable qui l'a assassinée? » Cependant le commissaire de police arrive suivi de trois médecins qui déclarent tous les soins inutiles. Le procureur général, le procureur du roi, le juge d'instruction se présentent bientôt ainsi que le préfet de police. Une enquête commence. Les magistrats remarquent qu'une trace sanglante existe entre l'appartement de M<sup>me</sup> de Praslin et la chambre à coucher de son mari, à travers le vestibule et un couloir. On interroge le duc sur ce fait; il répond avec embarras



que s'étant précipité sur le corps sanglant de la victime il a pu, en se retirant dans son appartement, laisser ainsi des traces de son passage. On visite sa chambre à coucher et on y découvre non-seulement des linges imbibés de sang, mais encore des armes toutes sanglantes. On regarde ses mains et on y remarque des excoriations inexplicables. Le juge d'instruction fait observer au duc que ces circonstances et l'absence de netteté dans ses réponses le compromettent singulièrement. Alors, sous un prétexte d'indisposition, il s'éloigne quelques instants, entre dans un cabinet qui lui servait de pharmacie et où étaient rangés des fioles et bocaux renfermant des potions ou des poudres de tout genre. Il s'empare d'un de ces vases contenant de l'arsenic (ainsi que l'autopsie du corps l'a démontré) et en absorbe une quantité capable de tuer deux hommes plus robustes que lui. Il reparait ensuite, et comme sa qualité de pair de France excluait la possibilité de l'arrêter sur-le-champ, il demeure gardé à vue dans l'hôtel de Praslin.

Conduit le lendemain au Luxembourg, en exécution de l'ordonnance royale qui convoquait la Cour des Pairs, et interrogé sur sa culpabilité par le chancelier Pasquier, il répondit : « Votre question est bien précise, M. le chancelier, mais je n'ai pas la force de répondre ; cette question demanderait de bien longues explications. — Il suffit d'un

oui ou d'un non, reprit le chancelier. — Mais, ajouta le duc, il faut une grande force d'esprit pour répondre un oui ou un non, une force immense que je n'ai pas. » Et il demeura silencieux. Le lendemain, M. de Praslin succombait dans des souffrances habilement comprimées d'abord, mais dont l'issue était certaine.

Le parti républicain avait jugé la circonstance favorable pour provoquer dans le peuple quelques démonstrations antisociales. Des rassemblements nombreux, animés, stationnaient autour du Luxembourg jusqu'à une heure assez avancée de la nuit. De temps à autre des cris, des vociférations se faisaient entendre. Le 26 août à minuit et demi, lorsque ces groupes se furent dissipés, un fourgon de poste, de l'entreprise des pompes funèbres, fut introduit dans le jardin du Luxembourg et vint stationner devant la porte de la prison attenante au palais. A une heure du matin le colonel Pozac, commandant militaire du Luxembourg, M. Elouin, chef de la police municipale, le commissaire de police du quartier et le directeur de la prison constatèrent l'identité du cadavre du duc de Praslin. Le corps fut immédiatement enseveli et mis dans un cercueil de chêne <sup>1</sup>. Quatre hommes, employés des pompes funèbres, le trans-

1. Ce cercueil portait sur une étiquette de plomb le n° 1034.

portèrent jusqu'au fourgon qui se dirigea vers le cimetière du Mont-Parnasse où une fosse avait été creusée la veille dans une des parties les plus reculées et après la fermeture des portes. Un témoin oculaire a consigné les détails suivants : « Dans ce long trajet, par une nuit claire et silencieuse, à peine deux ou trois voitures de maraîchers furent-elles rencontrées ; pas un piéton ne croisa la marche de cet étrange convoi, et lorsqu'on arriva aux portes du cimetière, on ne trouva sur le seuil que son conservateur, M. L'Hôpital, vieux militaire de l'Empire, et les deux fossoyeurs qui avaient creusé la fosse pendant la nuit. A deux heures et demie, l'inhumation était terminée. Le commissaire de police en dressait en deux lignes le procès-verbal, auquel signaient le colonel Pozac, le chef de la police municipale, le directeur de la prison, et après eux, M. L'Hôpital, conservateur du cimetière. A l'ouverture des portes, quelques curieux, en s'enfonçant dans la partie ombragée de platanes et de tilleuls, remarquèrent avec surprise, dans une des lignes voisines d'un poteau indicatif de la quatrième division, une fosse toute fraîche et sur laquelle ne se trouvait pas même la simple croix de bois noir de la dernière demeure du pauvre, du plus obscur des décédés. C'était la fosse d'un duc et pair. »

Si nous avons insisté sur ces détails, c'est qu'une

version très-répandue dans le peuple à cette époque voulait que le duc de Praslin eût été enlevé de la prison du Luxembourg pour être soustrait au supplice et transporté en Angleterre. On comprend tout le parti que les révolutionnaires pouvaient tirer de cette invention : l'égalité devant le crime n'entraînait donc pas toujours l'égalité devant le châtiment. Cet affreux incident et le triste procès Teste-Cubières eurent, nous le répétons, une singulière et très-réelle influence sur l'esprit des masses, surtout à Paris. Il est vrai que le parti républicain s'en servit avec une grande habileté. *Le National* se distingua particulièrement dans cette attaque contre les classes élevées de la société ; bien plus, il organisa une démonstration qui, toute puérile qu'elle fût en réalité, aurait dû cependant éveiller l'attention du gouvernement sur les sourdes menées des partis. Vers ce même temps, M. le duc de Montpensier, qui habitait Vincennes, donnait une fête d'été dans le bois qui entoure cette résidence, et les invités, pour la plupart en uniforme, étaient obligés de traverser la ligne des boulevards pour gagner la barrière du Trône. Des groupes de soi-disant ouvriers avaient été disposés à la hauteur des portes Saint-Denis et Saint-Martin avec la consigne de lancer des insultes et des menaces aux personnages qui se rendaient à l'invitation du prince. Cette consigne ne fut que trop

bien exécutée; le corps diplomatique ne fut pas même épargné, et la police n'intervint pas.

## VI

Deux faits importants signalent la fin de l'année 1847 : les affaires du *Sunderbund* en Suisse et l'agitation factice en faveur de la réforme, organisée en France par les députés mécontents.

La question suisse était d'une importance majeure et remontait assez haut dans le passé. A la suite de l'ébranlement causé dans toute l'Europe par la révolution de juillet 1830, deux partis s'étaient formés en Suisse et représentaient le mouvement et la résistance, la destruction et la conservation de la constitution helvétique de 1815 telle que les actes du congrès de Vienne l'avaient réglée, en un mot la bourgeoisie conservatrice et les radicaux.

On sait que, d'après cette constitution de 1815, les vingt-deux cantons dont se composait la Suisse étaient parfaitement indépendants et omnipotents pour tout ce qui concernait leur gouvernement intérieur; c'étaient vingt-deux États dans un même État, et on n'ignore pas également que chacun de ces principaux cantons forme successivement ce que l'on nomme le *Vorort*, c'est-à-dire

le canton directeur dont le gouvernement individuel devient ainsi pour un temps le conseil exécutif du pays entier. La prétention des radicaux était de réviser le pacte fédéral de 1815, dans le but de donner une unité démocratique à l'État. La volonté des conservateurs était de maintenir les choses dans la situation créée par les traités.

Mais ce n'était pas seulement au point de vue politique que les cantons étaient divisés. La différence de religion ajoutait encore aux graves difficultés qui faisaient prévoir, dans un temps plus ou moins rapproché, une rupture ouverte entre les diverses parties de la confédération. Plusieurs de ces cantons étaient exclusivement catholiques; d'autres exclusivement protestants; d'autres enfin, composés des deux éléments religieux, et les dissidences, les haines mutuelles qui en résultaient semblaient s'aggraver de jour en jour. Tandis que les catholiques instituaient des couvents sur leur territoire, les protestants radicaux formaient des associations anticatholiques et anticonstitutionnelles sous la dénomination de corps francs. Les choses demeurèrent dans cet état, pendant les dix premières années qui suivirent la révolution de juillet. Tôt ou tard une explosion devait avoir lieu; chacun le comprenait et s'y préparait.

Ce fut en 1841 qu'elle se produisit. Le canton d'Argovie était composé en nombre à peu près

égal de catholiques et de protestants, de radicaux et de conservateurs. A la suite des élections générales, les radicaux ayant obtenu un avantage décisif, entrèrent au pouvoir, et, pour premier acte de leur autorité gouvernementale, supprimèrent les couvents établis sur le territoire argovien. Les cantons catholiques protestèrent avec la plus grande énergie contre cet acte tyrannique. La querelle s'envenima rapidement; le canton de Lucerne appela chez lui les jésuites, et la guerre civile, ce fruit odieux et inévitable des républiques, éclata avec une violence très-digne de l'attention des grands États.

Les corps francs réunissant, sous le commandement de M. Ochsenbein, un corps d'armée de huit mille hommes avec douze pièces de canon, envahirent le canton de Lucerne qui, soutenu par les États confédérés partageant sa croyance religieuse, rassembla des forces nombreuses, attendit de pied ferme les corps francs et les mit dans la déroute la plus complète.

On comprend toute la fureur dont les radicaux protestants furent animés en apprenant cette défaite de leurs amis. Cette colère s'accrut encore par suite de la mesure que prirent les sept cantons catholiques de Lucerne, Uri, Unterwalden, Schwitz, Zug, Fribourg et le Valais, de former une alliance militaire offensive et défensive destinée à

soutenir tout à la fois les libertés religieuses et la constitution de 1815 sous le nom « d'alliance des cantons fidèles au pacte. » Cette confédération des sept États catholiques fut nommée par les radicaux le *Sunderbund*, et le traité particulier qui l'avait créé, signé à Lucerne le 11 décembre 1845, était rédigé en ces termes :

« 1° Les cantons de Lucerne, Uri, Unterwalden haut et bas, Zug, Fribourg et Valais prennent pour le cas où l'un ou plusieurs d'entre eux seraient attaqués et en vue de défendre leurs droits de souveraineté et territoriaux, l'engagement de repousser l'attaque en commun et par tous les moyens à leur disposition, en conformité du pacte du 7 août 1815 et des anciennes alliances. 2° Les cantons s'entendront sur la manière la plus convenable de se tenir mutuellement au courant de tous les événements. Au moment où un canton obtient l'avis certain qu'une attaque doit avoir lieu ou qu'elle a déjà eu lieu, il doit être envisagé comme requis en conformité du pacte et obligé de mettre sur pied le nombre de troupes nécessaire, selon les circonstances, sans attendre la réquisition officielle du canton respectif. 3° Un conseil de guerre, composé d'un délégué de chacun des États pré-nommés, avec des pouvoirs généraux et autant que possible étendus de la part du gouvernement, est chargé de la direction supérieure de la guerre.



En cas de menaces ou d'existence d'une attaque, il se réunit. 4° Le conseil de guerre avec les pouvoirs qui lui sont conférés doit, en cas de besoin, prendre toutes les mesures nécessaires pour la défense des cantons respectifs. Si le danger n'est pas pressant, il en conférera avec les gouvernements de ces cantons. 5° Pour ce qui est du paiement des frais occasionnés par de semblables levées de troupes, il est admis comme règle que le canton requérant doit acquitter les frais de la levée des troupes qu'il a demandées. Sont toutefois réservés les cas où il y a des raisons particulières d'admettre une répartition spéciale. Les autres frais qui, dans l'intérêt commun, sont résultés pour l'un ou pour l'autre des cantons, sont supportés par tous les cantons prénommés d'après l'échelle d'argent fédérale. »

Tel était ce pacte d'alliance ; il souleva les colères des cantons radicaux, qui protestèrent énergiquement et firent aux populations un appel révolutionnaire ; mais une circonstance particulière pouvait contrarier leurs desseins : onze cantons seulement sur vingt-deux avaient pris parti contre le Sunderbund ; les autres lui étaient favorables ou demeuraient douteux. La majorité dans la diète fédérale n'était donc pas notoirement acquise aux radicaux. Ils résolurent d'amener de gré ou de force un de ces cantons incertains à

voter dans un sens favorable à leurs prétentions, et ils jetèrent leurs vues sur celui de Genève.

Le canton de Genève était alors gouverné par la bourgeoisie, et cette bourgeoisie conservatrice, par habitude comme par instinct, ne semblait pas défavorable au *Sunderbund*. Les sociétés secrètes et les corps francs, à la tête desquels était M. James Fazy, journaliste radical, entreprirent aussitôt d'agiter les masses et de provoquer un conflit. Le vote émis par le grand conseil le 3 octobre 1846, vote favorable au *Sunderbund*, leur en fournit l'occasion. Les corps francs descendirent armés dans les rues paisibles de Genève. Soutenus par le peuple soulevé, ils attaquèrent le gouvernement, et, après une émeute sanglante, forcèrent le conseil exécutif à se disperser. James Fazy, s'emparant immédiatement de la dictature, fit déclarer, par un arrêté du gouvernement provisoire, que le canton de Genève adhéraît à la proposition du haut État de Zurich tendante à citer devant la diète fédérale les sept autres cantons signataires du pacte catholique. La révolution de Genève donnait donc la majorité au parti radical. Les républiques ont leurs coups d'État tout aussi bien que les monarchies.

La situation s'empirait évidemment pour le *Sunderbund*. Il arriva, et c'était encore une aggravation, que Berne, le canton le plus radical de

toute la confédération suisse, devint canton directeur le 1<sup>er</sup> janvier 1847, ce qui lui donnait le droit de présidence à la diète fédérale pendant l'espace de deux ans. M. Ochsenbein, l'ancien chef des corps francs dans l'expédition contre Lucerne, avait été nommé chef du conseil d'État bernois et allait, à ce titre, présider la diète, puisque le canton de Berne était devenu *Vorort*. Les travaux de la diète commencèrent le 5 juillet. M. Guizot, prévoyant toutes les conséquences que la majorité acquise au parti radical pouvait entraîner relativement au *Sunderbund*, avait adressé à M. de Flahaut, ambassadeur de France à Vienne, une dépêche en date du 25 juin 1847, et dans laquelle il lui disait, en parlant des radicaux : « Ce parti, désormais en majorité dans la diète, y dictera la dissolution de la ligue catholique et l'expulsion des jésuites. L'exécution à main armée ne se fera pas attendre. Lors même que la diète ne donnerait pas l'ordre formel d'y procéder, les corps francs s'en chargeraient. La guerre civile est donc imminente en Suisse, et les puissances n'ont pas un moment à perdre pour se demander si elles peuvent la prévenir ou en détourner les funestes conséquences. Suivant M. le prince de Metternich, il existe un moyen d'atteindre ce résultat : c'est que les puissances déclarent à la Suisse en temps utile, c'est-à-dire avant qu'un arrêt diétal ait lié la cause de la

confédération à celle du radicalisme, qu'elles ne souffriront pas que la souveraineté cantonale soit violentée, et que l'état de paix matérielle dont la Suisse jouit encore en ce moment soit troublé par une prise d'armes, de quelque côté qu'elle ait lieu. Une déclaration aussi positive, faite à l'unanimité, pourrait seule avoir une efficacité réelle.» Une note dans ce sens fut remise au chef du Vorort par M. de Boislecomte, notre ambassadeur près de la confédération suisse. M. de Boislecomte, précédemment ministre de France à La Haye et récemment nommé à Berne, apportait dans cette question du *Sunderbund*, avec le caractère le plus consciencieux et l'érudition la plus complète, une certaine ardeur loyale pour le règlement prompt et sincère des questions où la religion avait sa part tout aussi bien que la politique; c'était un catholique plein de foi, mais un catholique éclairé et conciliant. M. Ochsenbein, faisant allusion à cette note <sup>1</sup> dans le discours d'ouverture de la diète, déclara que dans le cas où les grandes puissances voudraient s'arroger le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures de la confédération, elles trouveraient une nation prête à faire les derniers sacrifices à son indépendance et à son honneur. Quelques jours plus tard, après des débats d'une

1. Voir les notes et documents historiques.

rare vivacité, la diète prononçait la dissolution du Sunderbund.

Une guerre civile était inévitable; elle éclata. Les sept cantons ligués, refusant d'accepter l'arrêt qui avait frappé le Sunderbund, se disposèrent à combattre. On tenta inutilement d'empêcher cette déplorable effusion de sang; tandis que les cantons catholiques faisaient un appel à leurs populations belliqueuses, la diète réunissait cinquante mille hommes et en donnait le commandement au général Dufour qui, jadis, avait combattu dans les rangs de l'armée française. L'armée fédérale marcha le 10 novembre 1847 contre celle du Sunderbund. Deux rencontres eurent lieu à Fribourg et à Lucerne; toutes deux, acharnées et sanglantes, furent défavorables aux cantons coalisés. On vit, en cette occasion, se renouveler les scènes les plus affreuses des guerres de religion, et le fanatisme inspira des deux côtés les actes les plus odieux. Le 29 novembre les troupes du Sunderbund étaient complètement dispersées.

La France intervint de nouveau par l'organe de son ambassadeur, et fit tous ses efforts pour adoucir aux cantons catholiques les conséquences de leur défaite. Un projet de note identique à adresser par les cinq grandes puissances à la Suisse fut envoyé par M. Guizot. Il renfermait ce passage : « Les puissances ont le droit évident d'examiner

si la confédération, dont elles ont entendu favoriser la formation et la durée par tant et de telles concessions, existe encore, et si les conditions auxquelles elles ont attaché ces concessions sont toujours remplies. Or, il est malheureusement impossible de se dissimuler que la guerre déplorable qui éclate aujourd'hui a porté une atteinte grave à toutes les conditions d'existence de la Suisse, et si les puissances ne considéraient que la rigueur du droit, elles pourraient dès à présent regarder la confédération comme dissoute et se déclarer elles-mêmes déliées des engagements qu'elles ont contractés envers elle. Néanmoins, comme les principes et les intérêts qui ont présidé en 1815 à la constitution de la Suisse sont encore dans toute leur force, le gouvernement du roi, de concert avec les cabinets d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, a résolu de tenter un dernier effort pour arrêter l'effusion du sang et empêcher la dissolution violente de la confédération. Deux questions principales divisent aujourd'hui la Suisse : l'une est religieuse, l'autre politique. La question religieuse est toute catholique ; le gouvernement du roi, se ralliant à une ouverture faite, dans ces derniers temps, en Suisse même, invite les parties belligérantes à la déférer d'un commun accord à l'arbitrage du pape. Quant à la question politique, c'est-à-dire à tout ce qui

touche aux rapports des vingt-deux cantons souverains avec la confédération, les cinq grandes puissances offrent leur médiation; si cette proposition est acceptée, les hostilités seraient immédiatement suspendues; on établirait, sur un point voisin du théâtre des événements, un centre de réunion et de délibération en commun sur les affaires de la Suisse où les cinq grandes puissances seraient représentées. Les vingt-deux cantons seraient invités à envoyer des délégués à cette conférence, dans laquelle on examinerait de concert : 1° les moyens de conciliation dans la crise actuelle ; 2° les modifications à apporter dans l'organisation de la confédération pour que cette crise ne puisse pas recommencer. » Mais, du reste, il faut bien le dire, la Grande-Bretagne, dont le projet de note collective faisait mention, était très-loin d'avoir sur la question suisse les mêmes idées que le gouvernement français; on en jugera par ces fragments d'une dépêche adressée par lord Palmerston au marquis de Normanby. « Le gouvernement de Sa Majesté fait observer que, tout en déplorant vivement que la formation du Sunderbund ait soulevé entre la majorité et la minorité des cantons des questions qui ont donné lieu à la lutte actuelle, il ne peut aller jusqu'à penser que la formation du Sunderbund, l'appel qu'ont fait aux puissances étrangères les sept cantons qui

le composent, et la guerre civile qui a éclaté, puissent autoriser les puissances européennes à considérer la confédération suisse comme dissoute et à se déclarer déliées de leurs engagements envers cette confédération..... Quant aux engagements pris envers la Suisse par les huit puissances signataires du traité de Vienne, le plus important de ces engagements est celui qui est spécifié dans la déclaration du 20 mars 1815, à savoir : que les huit puissances garantissent à la Suisse, dans ses nouvelles limites, une neutralité perpétuelle..... Mais il n'est pas nécessaire de considérer la confédération comme dissoute, et la neutralité comme ayant cessé d'exister pour que les cinq puissances se croient autorisées à faire une offre de médiation..... Le but qu'on se propose étant d'arranger un différend, la première chose à faire paraît être de préciser autant que possible les points en litige. Or, il paraît au gouvernement de Sa Majesté que les points sur lesquels la diète et le Sunderbund sont en ce moment divisés de fait et qui paraissent être les causes immédiates de la guerre civile sont, d'une part, l'établissement des jésuites en Suisse et l'union séparée des sept cantons qui ont formé le Sunderbund; de l'autre, des mesures de la diète à l'égard des sept cantons, mesures annoncées ou déjà en voie d'exécution. Le gouvernement de Sa



Majesté pense que l'objection faite par la diète à la continuation de la présence des jésuites en Suisse peut être justifiée par d'assez bonnes raisons. La société des jésuites doit être envisagée sous un point de vue religieux et sous un point de vue politique. Au point de vue religieux, c'est une société instituée dans le but avoué de faire la guerre au protestantisme... Au point de vue politique, la société des jésuites a toujours été connue comme favorable au pouvoir arbitraire et hostile aux droits du peuple. » Lord Palmerston pensait donc que la base de l'arrangement à proposer par les cinq puissances aux parties contendantes en Suisse devait être le retrait des jésuites avec ou sans l'assentiment du pape, et que, ce point une fois réglé, la diète ne pourrait pas avoir d'objection raisonnable à déclarer qu'elle renonçait à toute agression contre les sept cantons, ceux-ci perdant de la sorte tout prétexte de prolonger eux-mêmes l'union dite *Sunderbund*. Le ministre anglais s'empressait d'ajouter d'ailleurs que si l'offre de médiation était malheureusement repoussée, ce refus ne devait pas donner lieu à une intervention armée de la part des puissances ou de l'une d'entre elles ; dans le cas contraire, il proposait d'établir à Londres et non pas à Bade, comme le gouvernement français en avait eu l'idée, une

conférence où les cinq puissances, la diète suisse et le Sunderbund se trouveraient également représentés.

Si, comme on peut le remarquer, la politique de l'Angleterre dans cette question différerait essentiellement de la politique française, il est utile de dire aussi que la tendance très-indiquée du roi Louis-Philippe, dans ces derniers temps de son règne, était de s'éloigner de l'Angleterre pour se rapprocher des puissances allemandes et de la Russie. Depuis les mariages espagnols, l'entente cordiale avait disparu, en effet, pour faire place à une hostilité sourde, à une malveillance contenue de la part du gouvernement britannique. Soit désillusion, soit calcul, le roi Louis-Philippe était, à la fin de 1847, complètement revenu de son primitif engouement pour l'alliance anglaise ; bien plus (et les affaires du Sunderbund activèrent ce résultat), il était sur le point de conclure un traité particulier avec l'Autriche et la Russie à l'exclusion de l'Angleterre, lorsque éclata la révolution de février. Cette catastrophe modifia complètement aussi, on le comprend, et dans un sens purement radical, la question suisse tout entière. Nous verrons plus tard quel en fut le dénouement.

En France, l'agitation réformiste avait fait de grands progrès. Conseillée, patronnée par d'importantes individualités parlementaires qui ne

laissaient plus le soin de la diriger aux enfants perdus du radicalisme, elle prenait des proportions trop sérieuses pour que le gouvernement ne commençât pas à s'en préoccuper. M. Odilon Barrot devint en quelque sorte le généralissime de toutes les forces dont l'opposition pouvait disposer pour entrer en campagne. On dressa un plan d'attaque dans une réunion convoquée chez M. Barrot lui-même. Le pays légal, consulté au moment des élections, avait répondu à cet appel du gouvernement en envoyant à la Chambre une majorité plus ministérielle qu'aucune de celles qui l'avaient précédée. Il fallait en appeler de ce jugement au pays placé en dehors de la loi; il fallait, au nom de la sécurité de la constitution, faire un acte anticonstitutionnel et provoquer à tout prix des pétitions en faveur de la réforme électorale et de la réforme parlementaire. M. Pagnerre fut chargé de rédiger une pétition à la Chambre des Députés, et le choix de ce rédacteur prouvait seul à quel point toutes les nuances de l'opposition, même les plus tranchées, se confondaient dans l'intérêt de cette croisade contre le pouvoir.

Mais, émettre des vœux, signer des pétitions, ce n'était pas assez, il fallait agir. Quelle forme donnerait-on à cette agitation? Comment pourrait-on renouveler les clubs d'une autre époque sans provoquer les sévérités de la loi? On imagina de

se réunir dans des banquets qui serviraient ainsi de prétexte et fourniraient une occasion de porter des toasts politiques que l'on développerait en forme de discours, nouvelle tribune accessible à tous et dont le retentissement serait grand dans le pays. Le premier de ces banquets eut lieu au Château-Rouge, à Paris ; présidé par M. de Lasteyrie, père, il réunissait plus de douze cents électeurs et députés. Toutes les oppositions s'y trouvaient représentées, excepté la nuance légitimiste, depuis la fraction dynastique jusqu'aux républicains et aux socialistes. MM. Pagnerre, Duvergier de Hauranne, Recurt, Odilon Barrot, Sénard, Marié, y parlèrent tour à tour, étrange coalition, confusion tout aussi immorale que la corruption systématique (expression souvent employée à cette époque) que l'on voulait voir et que l'on dénonçait dans tous les actes du gouvernement. C'est au banquet du Château-Rouge que M. Odilon Barrot fit entendre ces paroles bien imprudentes, sinon bien coupables, qui furent comme le tocsin de la révolution de Février. « On est arrivé au spectacle honteux qui afflige nos yeux, non pas en gouvernant selon notre révolution de Juillet, mais en gouvernant contre elle, en mentant à tous ses principes, en déviant de toutes les conditions qu'elle avait imposées... Y a-t-il aujourd'hui des incrédules ? y a-t-il quelqu'un de bonne foi, à quelque opinion

qu'il appartienne, qui n'ouvre enfin les yeux sur les conséquences de ce système que nous combattons depuis dix-sept années? Les scandales sont-ils assez grands? Soyons francs; le gouvernement n'est pas seul coupable. Ne sommes-nous pas nos maîtres?... Électeurs, c'est à vous que je m'adresse. Faisons un retour sur nous-mêmes. N'allons pas nous en prendre stupidement à des causes qui ne sont pas les vraies. Le mal est en nous; le mal est dans l'indifférence politique; le mal est dans nos mœurs publiques, dans cet éloignement que nous avons instinctivement, et par nos vieilles habitudes de monarchie, à satisfaire aux vraies conditions de la liberté! La France est encore maîtresse de sa destinée, et tout découragement comme toute colère insensée lui serait une injure.» Ainsi quelques mois après que le pays avait été consulté dans les formes prescrites par la constitution, quelques mois après l'appel électoral qui avait donné au ministère une majorité trop forte pour ne pas devenir tôt ou tard embarrassante, on venait se plaindre de l'indifférence politique; on s'écriait : « Ne sommes-nous pas nos maîtres? » On regrettait que, grâce à de vieilles habitudes de monarchie, on ne sût pas encore satisfaire aux véritables conditions de la liberté. Il était impossible de prêcher plus ouvertement la rébellion aux lois politiques existantes et la destruction de la

constitution de 1830. Les républicains comprirent sur-le-champ tout le parti qu'ils pouvaient tirer de la situation que la bourgeoisie réformiste semblait leur préparer comme à plaisir. On se plaignait des vieilles habitudes monarchiques ; ils se préparèrent à renverser le trône que ceux mêmes par lesquels il avait été élevé semblaient les appeler à détruire. Étrange et stupide aberration de cette opposition dynastique qui voulait le maintien de la royauté de 1830 en dehors des seules conditions de milieu politique qui pussent la soutenir : le pays légal et le suffrage électoral restreint.

Le banquet du Château-Rouge devint le signal d'un grand nombre de démonstrations du même genre dans les départements. A Meaux, à Orléans, à Amiens, à Chartres, à Soissons, à Saint-Quentin (pour ne citer que les principaux), le même langage se fit entendre, les mêmes attaques se produisirent, et les orateurs les plus vifs, après M. Odilon Barrot et dans la même nuance que lui, tels que MM. Abbatucci, Lherbette, Larabit, Drouyn de L'Huys, Crémieux, Jules de Lasteyrie, s'exprimèrent en termes non moins catégoriques sur la nécessité absolue des réformes électorale et parlementaire, véritable panacée politique qui, à les entendre, devait inévitablement rendre la France plus forte, plus glorieuse, plus prospère ; mais, à côté des agitateurs de cette espèce, il y en avait

d'autres dont la croyance politique plus nette, plus franche, était bien différente. Ainsi MM. Ledru-Rollin, Flocon, Marie, Pagnerre, pouvaient accepter ces banquets collectifs comme une démonstration antigouvernementale : mais ils y apportaient des arrière-pensées dont les voiles transparents furent bientôt rejetés par eux et jugés inutiles. Dans les premières réunions provoquées par l'opposition dynastique, les républicains se maintinrent dans un demi-jour qui masquait assez bien leur drapeau ; mais à Lille, à Dijon, à Autun, ils commencèrent à indiquer très-nettement le but auquel ils tendaient. Ce fut à propos du banquet de Lille que la scission se produisit entre M. Odilon Barrot et M. Ledru-Rollin, personnification des deux nuances. M. Barrot déclara qu'il n'assisterait pas à ce banquet si l'on ne portait tout d'abord un toast au roi, témoignage indispensable d'adhésion à la monarchie constitutionnelle qui avait à ses yeux le mérite de préciser nettement le caractère politique de la réunion projetée. M. Ledru-Rollin refusa, et à Lille, comme à Châlons et à Dijon, le banquet fut purement républicain.

Trois hommes appartenant à l'opposition se tinrent complètement en dehors de ces démonstrations anarchiques qui leur semblaient dangereuses pour la tranquillité du pays ou inutiles au triomphe de leurs idées. C'étaient MM. Thiers, de Lamartine

et Dufaure. M. Thiers avait trop le tempérament d'un homme d'État pour aimer ces sortes de démonstrations; M. Dufaure affectionnait à un trop haut degré les formes constitutionnelles pour se prêter à ce rôle d'agitation en plein vent. Quant à M. de Lamartine, il a dit lui-même pourquoi il ne s'était pas associé aux exhibitions politiques de cette nature : « Il avait refusé d'assister aux banquets réformistes selon lui mal définis et trop peu précis dans leur objet. Adversaire de la coalition parlementaire de 1838 à 1840, il ne pouvait, sans se démentir lui-même, s'associer à la coalition parlementaire et agitatrice de 1847. Il marchait seul à un but déterminé dans son esprit; il n'était pas dans sa nature de se jeter dans une mêlée d'opposition sans programme commun pour marcher avec ses adversaires vers l'inconnu. Il avait exprimé franchement cette réserve dans des articles du *Bien public* de Mâcon, petit journal à grands échos répercuté alors par toute la presse de Paris et des départements. » M. de Lamartine accepta cependant un banquet qui eut alors un très-grand retentissement, mais dont l'objet n'était pas politique. Ce banquet de Mâcon avait pour but de le féliciter sur le bruyant succès de son *Histoire des Girondins*, une de ces œuvres littéraires au coloris puissant, aux formes séduisantes, moins sérieuses en réalité qu'en apparence, et qui ne manquent



jamais, par une singulière coïncidence, d'apparaître, étoiles brillantes mais éphémères, au moment où quelque grave incident historique est sur le point de se faire jour dans le sens politique qu'elles préconisent, de telle sorte qu'on ne sait véritablement si ce sont les circonstances qui font naître le livre ou le livre qui produit les circonstances.

Toutefois M. de Lamartine jugeait en ces termes le gouvernement de 1830 dans la harangue qu'il prononça à ce banquet de Mâcon, et ses paroles furent redites par tous les organes de la presse opposante. « Si la royauté trompe les espérances que la prudence du pays a placées en 1830 moins dans sa nature que dans son nom; si elle s'isole dans son élévation constitutionnelle; si elle ne s'incorpore pas entièrement dans l'esprit et dans l'intérêt légitime des masses; si elle s'entoure d'une aristocratie électorale au lieu de se faire peuple tout entier...; si elle fait rougir la France de ses vices officiels, et si elle nous laisse descendre, comme nous le voyons en ce moment même dans un procès déplorable, si elle nous laisse descendre jusqu'aux tragédies de la corruption; si elle laisse affliger, humilier la nation et la postérité par l'improbité des pouvoirs publics, elle tomberait, cette royauté, soyez-en sûrs! elle tomberait non dans son sang, comme celle de 89, mais dans son piège!

et après avoir eu les révolutions de la liberté et les contre-révolutions de la gloire, vous auriez le soulèvement de la conscience publique et la révolution du mépris ! »

Telle était la phraséologie obligée de l'opposition d'alors ; c'est ainsi qu'on faussait la vérité, qu'on trompait l'opinion ; et M. de Lamartine refusant d'assister aux banquets réformistes, mais faisant entendre ces paroles d'une éloquence redoutable, ne prouvait qu'une chose, c'est que déjà pour lui la réforme ne paraissait plus un but assez élevé.

Quelle était cependant, au point de vue moral comme au point de vue matériel, la situation réelle du pays en décembre 1847 ? La corruption du pouvoir était-elle si forte, la souffrance du peuple si grande, l'abaissement de la France si complet ?

Grâce à deux mauvaises récoltes consécutives, la situation matérielle du pays n'offrait pas ces conditions de prospérité qui rassurent les populations comme les gouvernements. Le pain était cher, et toutes les denrées de première nécessité avaient subi cette déplorable élévation de prix. Le ministre de l'intérieur, renseigné trop tard sur le véritable état des choses, n'avait pas pu prendre assez vite les mesures qu'il provoquait impérieusement. Les blés étrangers affluaient dans nos ports, mais la proportion de ces arrivages ne pou-

vait encore modifier d'une façon bien sensible les cours de nos céréales. Depuis cette époque des crises de ce genre et bien plus redoutables se sont produites sans entraîner de conséquences révolutionnaires; mais alors on se trouvait en présence d'une difficulté peu connue, peu étudiée. Cependant l'ouvrage ne manquait ni dans les campagnes ni dans les villes, et, sans les prédications socialistes qui se multipliaient singulièrement, les masses populaires n'auraient point, calmes dans leur souffrance, été préparées aux émotions soudaines que leur réservait la catastrophe du 24 février 1848.

La situation morale? mais en vérité il fallait, pour la croire ou la dire compromise, manquer de patriotisme ou de sincérité. Quelques scandales dans les hautes sphères de la société et du pouvoir, scandales déplorablement groupés par le hasard, constituaient-ils donc un état permanent et en quelque sorte normal? Cette corruption électorale dont on faisait si grand bruit, dont on parlait avec tant d'indignation, qu'était-ce après tout, et en admettant (ce qui n'existait pas) qu'elle fût plus répandue, plus acclimatée que dans les dix premières années du règne de Louis-Philippe, qu'était-ce, disons-nous, qu'une imitation anglaise, qu'une conséquence déplorable mais fatale de ce système constitutionnel emprunté à la Grande-Bretagne?

On demandait la réforme ; quelques milliers d'électeurs de plus eussent-ils donc apporté de grandes modifications à cet état de choses si exagéré par les rhéteurs de banquets ? Non ; et on le savait bien. Ce qu'on voulait réformer, c'était un ministère dont le seul tort était d'avoir vécu trop longtemps au gré des ambitieux en quête de portefeuilles. Cabinet trop fort par le talent des hommes et l'homogénéité de leur action pour pouvoir être constitutionnellement renversé, mais dont Louis-Philippe, avec son coup d'œil d'autrefois, eût dû se séparer plus tôt ; car il faut souvent, dans les gouvernements parlementaires, savoir renvoyer les plus honnêtes, les plus éloquents, les plus habiles, pour faire place aux remuants, aux intrigants, aux médiocres. Dans une France constitutionnelle plus qu'en aucun autre pays du monde, on devait se lasser aisément d'un ministère aussi compact et aussi fort que le dernier ministère de la royauté de 1830.

En résumé : agitation factice dans le pays où l'immense majorité du peuple ne demandait que du repos, du travail et la vie à bon marché ; sur le trône, un roi dont l'habileté avait vieilli, se croyant certain de garder sa couronne parce que sa politique avait l'adhésion constitutionnelle des deux Chambres, illusion à laquelle, connaissant si bien les Français, il est étrange que Louis-Philippe se

soit laissé entraîner. Autour du trône, indépendamment des quatre jeunes princes, fils du roi dont l'action sur l'armée aurait pu de loin ou de près avoir une certaine importance<sup>1</sup>, des généraux braves, habiles, dévoués, que le maréchal duc d'Isly dominait de toute la tête ; mais, en regard, l'action ténébreuse du socialisme, les efforts secrets des associations républicaines, une garde nationale très-divisée d'opinion que le roi avait trop perdue de vue ; enfin cette opposition soi-disant dynastique qui, dans ses ambitieuses fureurs, confondant volontiers Louis-Philippe avec M. Guizot, entrevoyait déjà vaguement une régence. Tel était l'ensemble de la situation à la fin de décembre 1847.

1. Le duc d'Aumale et le prince de Joinville étaient en ce moment à Alger.

**NOTES**

**ET**

**DOCUMENTS HISTORIQUES**



# NOTES

ET

## DOCUMENTS HISTORIQUES

---

### I

Au point où en est aujourd'hui la domination française en Afrique, il est curieux de voir sur quelles bases et en quels termes un général français croyait pouvoir négocier il y a vingt ans avec Abd-el-Kader.

#### TRAITÉ DE LA TAFNA

ENTRE LE LIEUTENANT GÉNÉRAL BUGEAUD, COMMANDANT LES TROUPES FRANÇAISES DANS LA PROVINCE D'ORAN, ET L'ÉMIR ABD-EL-KADER, A ÉTÉ CONVENU LE TRAITÉ SUIVANT :

« Art. 1<sup>er</sup>. L'émir Abd-el-Kader reconnaît la souveraineté de la France en Afrique.

« Art. 2. La France se réserve,

« Dans la province d'Oran : Mostaganem, Mazagran et leurs



territoires; Oran, Arzew, plus un territoire ainsi limité : à l'est par la rivière de la Macta et le marais d'où elle sort; au sud, par une ligne partant du marais ci-dessus mentionné; passant par le bord sud du lac Selca, et se prolongeant jusqu'à l'Oued-Malah (Rio-Salado) dans la direction de Sidi-Said, et de cette rivière jusqu'à la mer, de manière à ce que tout le terrain compris dans ce périmètre soit territoire français.

« Dans la province d'Alger :

« Alger, le Sahel, la plaine de Mitidja, bornée à l'est jusqu'à l'Oued-Kaddara, et au delà; au sud, par la première crête de la première chaîne du petit Atlas jusqu'à Chiffa, en y comprenant Blidah et son territoire; à l'ouest, par la Chiffa jusqu'au coude du Mazafran, et de là par une ligne droite jusqu'à la mer, renfermant Coléah et son territoire; de manière à ce que tout le terrain compris dans ce périmètre soit territoire français.

« Art. 3. L'émir administrera la province d'Oran, celle de Tittery et la partie de celle d'Alger qui n'est pas comprise à l'ouest dans la limite indiquée par l'art. 2. Il ne pourra pénétrer dans aucune partie de la régence.

« Art. 4. L'émir n'aura aucune autorité sur les Musulmans qui voudront habiter sur le territoire réservé à la France; mais ceux-ci resteront libres d'aller vivre sur le territoire dont l'émir a l'administration, comme les habitants du territoire de l'émir pourront s'établir sur le territoire français.

« Art. 5. Les Arabes vivant sur le territoire français exerceront librement leur religion. Ils pourront y bâtir des mosquées, et suivre en tout point leur discipline religieuse, sous l'autorité de leurs chefs spirituels.

« Art. 6. L'émir donnera à l'armée française

« 30,000 fanègues d'Oran de froment;

« 30,000 fanègues d'Oran d'orge;

« 5,000 bœufs.

« La livraison de ces denrées se fera à Oran par tiers. La première aura lieu du 1<sup>er</sup> au 15 septembre 1837, et les deux autres, de deux mois en deux mois.

« Art. 7. L'émir achètera en France la poudre, le soufre et les armes dont il aura besoin.

Art. 8. Les Koulouglis qui voudront rester à Tlemcen ou ailleurs, y posséderont librement leurs propriétés et y seront traités comme les Hadars.

« Ceux qui voudront se retirer sur le territoire français pourront vendre ou affermer librement leurs propriétés.

« Art. 9. La France cède à l'émir : Rachgoun, Tlemcen, le Méchouar et les canons qui étaient anciennement dans cette citadelle.

« L'émir s'oblige à faire transporter à Oran tous les effets, ainsi que les munitions de guerre et de bouche de la garnison de Tlemcen.

« Art. 10. Le commerce sera libre entre les Arabes et les Français, qui pourront s'établir réciproquement sur l'un ou l'autre territoire.

« Art. 11. Les Français seront respectés chez les Arabes, comme les Arabes chez les Français. Les fermes et les propriétés que les Français auront acquises ou acquerront sur le territoire arabe leur seront garanties. Ils en jouiront librement, et l'émir s'oblige à rembourser les dommages que les Arabes leur feraient éprouver.

« Art. 12. Les criminels des deux territoires seront réciproquement rendus.

« Art. 13. L'émir s'engage à ne concéder aucun point du littoral à une puissance quelconque sans l'autorisation de la France.

« Art. 14. Le commerce de la Régence ne pourra se faire que dans les ports occupés par la France.

« Art. 15. La France pourra entretenir des agents auprès de l'émir et dans les villes soumises à son administration pour servir d'intermédiaires près de lui aux sujets français pour les

contestations commerciales ou autres qu'ils pourraient avoir avec les Arabes.

« L'émir jouira de la même faculté dans les villes et ports français. »

## II

### CONVENTION

CONCLUE ENTRE LES ROIS DE LA GRANDE-BRETAGNE, D'AUTRICHE, DE PRUSSE ET DE RUSSIE D'UNE PART, ET LA SUBLIME PORTE OTTOMANE DE L'AUTRE, POUR LA PACIFICATION DU LEVANT.

Signée à Londres, le 15 juillet 1840.

Au nom de Dieu très-miséricordieux,

« S. H. le sultan ayant eu recours à LL. MM. la reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, le roi de Prusse et l'empereur de toutes les Russies, pour réclamer leur appui et leur assistance au milieu des difficultés dans lesquelles il se trouve placé par la suite de la conduite hostile de Méhémet-Ali, pacha d'Égypte, difficultés qui menacent de porter atteinte à l'intégrité de l'empire ottoman et à l'indépendance du trône du sultan; leurs dites Majestés, réunies par le sentiment d'amitié qui subsiste entre elles et le sultan, animées du désir de veiller au maintien de l'intégrité et de l'indépendance de l'empire ottoman, dans l'intérêt de l'affermissement de la paix de l'Europe, fidèles à l'engagement qu'elles ont contracté par la note remise à la Porte par leurs représentants à Constantinople, le 27 juillet 1839, et désirant

de plus prévenir l'effusion du sang qu'occasionnerait la continuation des hostilités qui ont récemment éclaté en Syrie entre les autorités du pacha et les sujets de Sa Hautesse,

« Leurs dites Majestés et S. H. le sultan ont résolu, dans le but susdit, de conclure entre elles une convention, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

« S. M. la reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-haut Henri-Jean, vicomte Palmierston, baron Temple, etc.;

« S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, le sieur Philippe, baron de Nieumann, etc.;

« S. M. le roi de Prusse, le sieur Henri-Guillaume, baron de Bulow, etc.;

« S. M. l'empereur de toutes les Russies, le sieur Philippe, baron de Brunow, etc.;

« Et S. H. le très-majestueux, très-puissant et très-magnifique sultan Abdul-Medjid, empereur des Ottomans, Chekib-Effendi, etc.;

« Lesquels, s'étant réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants :

« Art. 1<sup>er</sup>. S. H. le sultan s'étant entendu avec LL. MM. la reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, le roi de Prusse et l'empereur de toutes les Russies, sur les conditions de l'arrangement qu'il est de l'intention de Sa Hautesse d'accorder à Méhémet-Ali, lesquelles conditions se trouvent spécifiées dans l'acte séparé ci-annexé; leurs Majestés prennent l'engagement d'agir dans un parfait accord, et d'unir leurs efforts pour déterminer Méhémet-Ali à se conformer à cet arrangement, chacune des hautes parties contractantes se réservant de coopérer à ce but selon les moyens d'action dont chacune d'elles peut disposer.

« Art. 2. Si le pacha d'Égypte refusait d'adhérer au susdit arrangement qui lui sera communiqué par le sultan avec le con-

cours de Leurs dites Majestés, celles-ci s'engagent à prendre, à la réquisition du sultan, des mesures concertées et arrêtées entre elles, afin de mettre cet arrangement en exécution ; dans l'intervalle, le sultan ayant invité ses alliés à se joindre à lui pour l'aider à interrompre la communication par mer entre l'Égypte et la Syrie, et empêcher l'expédition de troupes, chevaux, armes, munitions et approvisionnements de guerre de tout genre d'une de ces provinces à l'autre, LL. MM. la reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, s'engagent à donner immédiatement à cet effet les ordres nécessaires aux commandants de leurs forces navales dans la Méditerranée. Leurs dites Majestés promettent en outre que les commandants de leurs escadres, selon les moyens dont ils disposent, donneront, au nom de l'alliance, tout l'appui et toute l'assistance en leur pouvoir à ceux des sujets du sultan qui manifesteront leur fidélité et obéissance à leur souverain.

« Art. 3. Si Méhémet-Ali, après avoir refusé de se soumettre aux conditions de l'arrangement mentionné ci-dessus, dirigeait ses forces de terre ou de mer vers Constantinople, les hautes parties contractantes, sur la réquisition qui en serait faite par le sultan à leurs représentants à Constantinople, sont convenues, le cas échéant, de se rendre à l'invitation de ce souverain, et de pourvoir à la défense de son trône au moyen d'une coopération concertée en commun, dans le but de mettre les deux détroits du Bosphore et des Dardanelles ainsi que la capitale de l'empire ottoman à l'abri de toute agression. Il est en outre convenu que les forces qui, en vertu d'une pareille atteinte, recevront la destination indiquée ci-dessus, y resteront employées aussi longtemps que leur présence aura cessé d'être nécessaire, lesdites forces se retireront simultanément et rentreront respectivement dans la mer Noire et la Méditerranée.

« Art. 4. Il est toutefois expressément entendu que la coopération mentionnée dans l'article précédent, et destinée à

placer temporairement les détroits des Dardanelles et du Bosphore et la capitale ottomane sous la sauvegarde des hautes parties contractantes contre toute agression de Méhémet-Ali, ne sera considérée que comme une mesure exceptionnelle adoptée à la demande expresse du sultan, et uniquement pour sa défense dans le cas seul indiqué ci-dessus. Mais il est convenu que cette mesure ne dérogera en rien à l'ancienne règle de l'empire ottoman, en vertu de laquelle a été de tout temps défendue aux bâtiments de guerre des puissances étrangères l'entrée dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore; et le Sultan, d'une part, déclare, par le présent acte, qu'à l'exception de l'éventualité ci-dessus mentionnée, il a la ferme résolution de maintenir à l'avenir ce principe invariablement établi, comme ancienne règle de son empire, et tant que la Porte se trouve en paix, de n'admettre aucun bâtiment de guerre étranger dans les détroits du Bosphore et des Dardanelles; d'autre part, LL. MM. la reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, le roi de Prusse et l'empereur de toutes les Russies, s'engagent à respecter cette détermination du sultan et à se conformer au principe ci-dessus énoncé.

Art. 5. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Londres dans l'espace de deux mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé les sceaux de leurs armes.

Fait à Londres, le 15 juillet, l'an de grâce 1840.

PALMERSTON, NIEUMANN, BULOW,  
BRUNOW, CHEKIB.

## III

## AFFAIRE DE BOULOGNE

## DÉCRET DU PRINCE NAPOLEON-LOUIS

Le prince Napoléon, au nom du peuple français, décrète ce qui suit :

« La dynastie des Bourbons d'Orléans a cessé de régner.

« Le peuple français est rentré dans ses droits. Les troupes sont déliées du serment de fidélité. La chambre des pairs et la chambre des députés sont dissoutes.

« Un congrès national sera convoqué dès l'arrivée du prince Napoléon à Paris. M. Thiers, président du conseil, est nommé à Paris président du gouvernement provisoire.

« Le maréchal Clausel est nommé commandant en chef des troupes rassemblées à Paris. Le général Pajol conserve le commandement de la première division militaire. Tous les chefs de corps qui ne se conformeront pas sur-le-champ à ces ordres seront remplacés.

« Tous les officiers, sous-officiers et soldats qui montreront énergiquement leur sympathie pour la cause nationale, seront récompensés d'une manière éclatante au nom de la patrie.

« Dieu protège la France !

- « Signé : NAPOLEON. »

## AUTRE DÉCRET

« Le prince Napoléon - Louis, au nom du peuple français, décrète ce qui suit :

« M..... (le nom en blanc), est nommé sous-préfet de la ville de Boulogne. Il présidera le conseil municipal, et sera

investi, jusqu'à nouvel ordre, de toute l'autorité civile et militaire.

« Les affaires commerciales ne seront pas interrompues.

« Les étrangers jouiront de la plus grande protection.

« La propriété sera respectée ; l'ordre et la discipline seront rigoureusement maintenus. Tout ce qui sera requis pour le service de l'armée sera payé comptant par le payeur général.

« Ceux qui essayeront d'exciter des divisions dans la ville, l'armée ou les troupes, seront jugés suivant les lois militaires.

« Les gardes nationaux et les autres citoyens qui, animés de l'amour de leur pays, désirent se joindre à l'expédition comme volontaires, se rendront immédiatement à l'esplanade pour être armés et organisés.

« Chaque compagnie de volontaires nommera ses sous-officiers et officiers jusqu'au rang de capitaine inclusivement. La paye aura lieu dans les proportions suivantes : indemnité une fois payée, 50 fr. ; paie journalière, 1 fr. et une ration de pain. Il y aura augmentation suivant les différents grades.

« Les anciens canonniers de l'armée, soit de terre, soit de mer, se réuniront à l'hôtel de ville pour être organisés sous l'inspection du colonel d'artillerie V...

« Tous les chevaux de selle seront mis en réquisition, leurs propriétaires devront les amener avec les selles et brides complètes sur la place des Tintelleries à ... heures précises, pour être estimés et payés comptant par le lieutenant B... Les cavaliers volontaires se réuniront sur la même place sous les ordres du colonel Parquin.

« Cinquante chariots seront requis pour le transport des troupes. Ils seront attelés chacun de quatre chevaux, et pourvus de foin, de paille et d'avoine pour deux jours ; ces chariots seront livrés à raison de 10 fr. par cheval, chaque jour, et on les conduira immédiatement à la place des Tintelleries.



« Tous les douaniers s'assembleront à l'instant à l'hôtel de ville.

« La gendarmerie s'assemblera aussi à l'hôtel de ville.

« Les gendarmes amèneront leurs chevaux qui leur seront payés.

« Boulogne, le ... 1840.

« Signé : NAPOLEON.

« Par ordre du prince :

« Le général MONTHOLON, le colonel VOIRON,  
le comte MÉSONAN. »

#### PROCLAMATION AU PEUPLE FRANÇAIS

« Français !

« Les cendres de l'Empereur ne reviendront que dans une France régénérée ! Les mânes du grand homme ne doivent pas être souillés par d'impurs et hypocrites hommages. Il faut que la gloire et la liberté soient debout à côté du cercueil de Napoléon ; il faut que les traitres à la patrie aient disparu !

« Qu'ont-ils fait, ceux qui vous gouvernent, pour avoir des droits à votre amour ? Ils vous ont promis la paix, et ils ont amené la guerre civile et la guerre désastreuse d'Afrique ; ils vous ont promis la diminution de l'impôt, et tout l'or que vous possédez n'assouvirait pas leur avidité ; ils vous ont promis une administration intègre, et ils ne règnent que par la corruption ; ils vous ont promis la liberté, et ne protègent que privilège et abus ; ils s'opposent à toute réforme ; ils n'enfantent qu'arbitraire et anarchie ; ils ont promis la stabilité, et depuis dix ans ils n'ont rien établi ; enfin, ils ont promis qu'ils défendraient avec conscience notre honneur, nos droits, nos intérêts, et ils ont partout vendu notre hon-

neur et abandonné nos droits. Il est temps que tant d'iniquités aient leur terme ; il est temps d'aller leur demander ce qu'ils ont fait de cette France si grande, si généreuse, si unanime en 1830.

« Agriculteurs, ils vous ont laissé pendant la paix de plus forts impôts que ceux que Napoléon prélevait pendant la guerre.

« Industriels et commerçants, vos intérêts sont sacrifiés aux exigences étrangères ; on emploie à corrompre l'argent dont l'Empereur se servait pour encourager vos efforts et vous enrichir.

« Enfin, vous tous, classes laborieuses et pauvres, qui êtes en France le refuge de tous les sentiments nobles, souvenez-vous que c'est parmi vous que Napoléon choisissait ses lieutenants, ses maréchaux, ses ministres, ses princes, ses amis ; appuyez-moi de votre concours, et montrons au monde que ni vous ni moi n'avons dégénéré.

« J'espérais comme vous que, sans révolution, nous pourrions corriger les mauvaises influences du pouvoir ; mais aujourd'hui tout espoir s'est évanoui. Depuis dix ans, on a changé dix fois de ministère ; on en changerait dix fois encore, que les maux et les misères de la patrie seraient toujours les mêmes.

« Lorsqu'on a l'honneur d'être à la tête d'un peuple comme le peuple français, il y a un moyen infaillible de faire de grandes choses : c'est de le vouloir.

« Il n'y a en France, aujourd'hui, que violence d'un côté, que licence de l'autre. Je veux rétablir l'ordre et la liberté ; je veux, en m'entourant de toutes les sommités du pays, sans exception, *en m'appuyant sur la volonté et les intérêts des masses*, fonder un édifice inébranlable.

« Je veux donner à la France des alliances véritables, une paix solide, et non la jeter dans les hasards d'une guerre générale.

« Français ! je vois devant moi l'avenir brillant de la patrie.

« Je sens derrière moi l'ombre de l'Empereur, qui me pousse en avant; je ne m'arrêterai que lorsque j'aurai repris l'épée d'Austerlitz, remis les aigles sur mes drapeaux, et le peuple dans ses droits. »

#### PROCLAMATION A L'ARMÉE

##### Soldats!

« La France est faite pour commander, et elle obéit. Vous êtes l'élite du peuple, et l'on vous traite comme un vil troupeau. Vous êtes faits pour protéger l'honneur national, et c'est contre vos frères qu'on tourne vos armes! Ils voudraient, ceux qui vous gouvernent, avilir le noble métier de soldats! Vous vous êtes indignés, et vous avez cherché ce qu'étaient devenues les aigles d'Arcole, d'Austerlitz, d'Iéna : ces aigles, les voilà! je vous les rapporte; reprenez-les; avec elles vous aurez gloire, honneur, fortune, et, ce qui est plus que tout cela, la reconnaissance et l'estime de vos concitoyens.

« Soldats! vos acclamations lorsque je me présentai à vous à Strasbourg, ne sont pas sorties de ma mémoire. Je n'ai pas oublié les regrets que vous manifestiez sur ma défaite.

« Entre vous et moi il y a des liens indissolubles; nous avons les mêmes haines et les mêmes amours, les mêmes intérêts et les mêmes ennemis.

« Soldats! la grande ombre de l'empereur Napoléon vous parle par ma voix; hâtez-vous, pendant qu'elle traverse l'Océan, de renvoyer les traîtres et les oppresseurs; montrez-lui à son arrivée que vous êtes les dignes fils de la Grande Armée, et que vous avez repris ces emblèmes sacrés qui pendant quarante ans ont fait trembler les ennemis de la France, parmi lesquels étaient ceux qui vous gouvernent aujourd'hui.

« LOUIS-NAPOLÉON. »

---

## IV

## MARIAGES ESPAGNOLS

---

M. GUIZOT A M. LE COMTE DE SAINT-AULAIRE

Le 13 mars 1843.

« .... Sir Robert Peel, exprimant « l'opinion bien arrêtée du gouvernement anglais » a dit à la chambre des communes, le 5 de ce mois, que « l'Espagne étant investie de tous les droits et privilèges qui appartiennent à un État indépendant.... la nation espagnole, parlant par ses organes dûment constitués a le droit exclusif et le pouvoir de contracter les alliances matrimoniales qu'elle jugera convenables. »

« Quelle est la portée de cette déclaration ? Dit-elle réellement tout ce qu'elle paraît dire ? signifie-t-elle que quelle que soit l'alliance matrimoniale que croiraient devoir contracter la reine et la législature d'Espagne, fût-ce même un prince français, le gouvernement anglais n'y interviendra pas et ne se jugera point en droit de s'y opposer ?

« Si c'est là, en effet, l'intention de sir Robert Peel, nous n'avons rien à dire, et ses paroles, prises dans ce sens et avec cette valeur, simplifieraient peut-être beaucoup la situation de l'Espagne et la nôtre.

« Mais si Robert Peel, en proclamant la complète indépendance de l'Espagne dans le choix du mari de la reine, persiste cependant au fond à en exclure les princes français et à soutenir que l'Angleterre aurait droit de s'opposer et s'opposerait, en effet, à un pareil choix, plus j'ai de respect pour sir Robert Peel, pour son caractère et ses paroles, plus je me crois en droit de m'étonner.

« Du premier moment où j'ai touché à cette question du

mariage de la reine d'Espagne, je me suis imposé la loi d'apporter dans tout ce que je ferais, dans tout ce que je dirais à cet égard la plus entière franchise. Je connaissais les préventions, les méfiances que je rencontrerais sur mon chemin. J'ai voulu leur enlever sur-le-champ tout prétexte. On nous a déclaré, dis-je, que l'Angleterre, dans les chances de mariage de la reine Isabelle, donnait l'exclusion à nos princes. Nous avons répondu en excluant à notre tour les princes étrangers à la maison de Bourbon. Je ne discute en ce moment ni l'une ni l'autre déclaration. La nôtre a été faite du même droit que celle de l'Angleterre, et est fondée sur des motifs de même nature.

« En la portant à la connaissance des grandes puissances européennes, en l'indiquant à notre tribune, j'ai fait acte de loyauté envers l'Espagne, envers l'Angleterre, envers l'Europe. J'ai voulu que partout on sût d'avance, et bien nettement, quelle serait, dans cette grande question, la politique de la France.

« Au fond, et tout homme sensé n'a qu'à y réfléchir un moment pour en demeurer convaincu, nous n'avons porté par là nulle atteinte à l'indépendance de l'Espagne. La nation espagnole, sa reine, son gouvernement, ses cortès, sont parfaitement libres de faire dans cette question du mariage tout ce qui leur conviendra ; mais les États, comme les individus, ne sont libres qu'à leurs risques et périls, et leur volonté ne saurait enchaîner celle de leurs voisins, qui à leur tour sont libres aussi d'agir selon leurs propres intérêts. Dire d'avance et tout haut quelle attitude on prendra, quelle conduite on tiendra si tel événement s'accomplit dans un État voisin, c'est de l'imprudence, si l'on n'est pas bien résolu à tenir en effet cette attitude et cette conduite, mais si l'on est bien résolu, c'est de la loyauté. »

MÉ MORANDUM ADRESSÉ PAR M. GUIZOT A M. LE COMTE  
DE SAINTE-AULAIRE

Le 27 février 1846.

« § 1<sup>er</sup>. Le principe que nous avons soutenu et que le cabinet anglais a accepté comme base de notre politique, quant au mariage de la reine d'Espagne, devient d'une application fort difficile et fort incertaine. Voici maintenant quelle est la situation des princes descendants de Philippe V et prétendant ou pouvant prétendre à la main de la reine d'Espagne :

« Le prince de Lucques est marié.

« Le comte de Trapani est fort compromis : 1<sup>o</sup> par l'explosion qui a eu lieu contre lui; 2<sup>o</sup> par la chute du général Narvaez.

« Les fils de don François de Paule sont fort compromis : 1<sup>o</sup> par leurs fausses démarches; 2<sup>o</sup> par leur intimité avec le parti radical et l'antipathie du parti modéré; 3<sup>o</sup> par le mauvais vouloir de la reine-mère et de la jeune reine elle-même.

« Les fils de don Carlos sont, quant à présent du moins, impossibles : 1<sup>o</sup> par l'opposition hautement proclamée de tous les partis; 2<sup>o</sup> par leur exclusion formellement prononcée dans la constitution; 3<sup>o</sup> par leurs propres dispositions toujours fort éloignées de la conduite qui pourrait seule leur rendre quelques chances.

« La situation actuelle des descendants de Philippe V dans la question du mariage de la reine d'Espagne est donc devenue mauvaise.

« § 2. J'aurais beaucoup à dire sur les causes de ce fait; je ne relèverai que deux points :

« 1<sup>o</sup> Nous avons constamment témoigné pour tous les descendants de Philippe V sans exception, des dispositions favorables. Nous avons dit et répété à la reine Christine elle-même que les infants fils de don François de Paule nous con-

venaient très-bien. Nous avons fait ce qui était en notre pouvoir pour rendre possibles les infants fils de don Carlos. Si nous avons spécialement secondé le comte de Trapani, c'est que son succès nous a paru plus probable que celui de tout autre, à cause du bon vouloir de la reine Christine et de la jeune reine.

« 2° Le cabinet anglais ne nous a prêté pour la combinaison Trapani aucun concours actif et efficace. Il a gardé une neutralité froide, et son inertie a laissé un libre cours à toutes les hostilités, à toutes les menées soit des Espagnols, soit même des agents anglais inférieurs que son concours net et actif aurait contenus.

« § 3. Quelles qu'en soient les causes, le fait que les difficultés du mariage de l'un des descendants de Philippe V avec la reine Isabelle se sont aggravées est incontestable.

« Et en même temps un travail très-actif se poursuit et redouble en ce moment pour marier le prince Léopold de Cobourg soit à la reine Isabelle, soit à l'infante dona Fernanda.

« La cour de Lisbonne est le foyer de ce travail. Les correspondances, les journaux portugais et espagnols le révèlent évidemment.

« On affirme que le prince Léopold de Cobourg, qui devait être parti le 24 février de Lisbonne pour Cadix, Gibraltar, Alger, Malte et l'Italie, fera secrètement ou publiquement un voyage à Madrid. Beaucoup de circonstances rendent cette affirmation vraisemblable.

« § 4. Nous avons été et nous voulons être très-fidèles à la politique que nous avons adoptée et aux engagements que nous avons pris quant au mariage, soit de la reine Isabelle, soit de l'infante Fernanda.

« Mais si l'état actuel des choses se prolonge et se développe, nous pouvons arriver brusquement à une situation où nous serons :

« 1° Placés sous l'empire d'une nécessité absolue d'agir

pour empêcher que par le mariage, soit de la reine, soit de l'infante, notre politique ne reçoive en Espagne un échec que nous n'accepterions pas.

« 2<sup>e</sup> Libres, pour l'un comme pour l'autre mariage, de tout engagement.

« C'est ce qui arriverait si le mariage, soit de la reine, soit de l'infante, avec le prince Léopold de Cobourg ou avec tout autre prince étranger aux descendants de Philippe V devenait probable ou imminent.

« Dans ce cas, nous serions affranchis de tout engagement et libres d'agir immédiatement pour parer le coup, en demandant la main, soit de la reine, soit de l'infante, pour M. le duc de Montpensier.

« § 5. Nous désirons sincèrement et vivement que les choses n'en viennent point à cette extrémité.

« Nous ne voyons qu'un moyen de la prévenir, c'est que le cabinet anglais s'unisse activement à nous :

« 1<sup>o</sup> Pour remettre à flot l'un des descendants de Philippe V, n'importe lequel, le duc de Séville ou le duc de Cadix aussi bien que le comte de Trapani, et préparer son mariage avec la reine Isabelle ;

« 2<sup>o</sup> Pour empêcher, en attendant, le mariage de l'infante, soit avec le prince Léopold de Cobourg, soit avec tout autre prince étranger aux descendants de Philippe V.

« Nous croyons que, par l'action commune et bien décidée des deux cabinets, ce double but peut être atteint. Et nous nous faisons un devoir de loyauté de prévenir le cabinet anglais que sans cela, nous pourrions nous trouver obligés et libres d'agir comme je viens de l'indiquer. »



## LORD PALMERSTON AU MARQUIS DE NORMANBY

Foreign-Office, 22 septembre 1846.

« Milord,

« J'ai eu plusieurs communications avec le comte de Jarnac et une assez longue conversation avec M. Dumon, au sujet des projets de mariage annoncés pour la reine d'Espagne et pour l'infante sa sœur. Dans ces communications et conversations, j'ai expliqué d'une manière complète et sans déguisement la pensée du gouvernement anglais touchant le mariage de la reine, ainsi que les fortes objections qui se présentent à lui quant au mariage projeté de l'infante, et j'invite maintenant votre Excellence à soumettre d'une manière plus formelle cette pensée et ces objections à la considération du gouvernement français.

« Et d'abord en ce qui concerne le mariage de la reine Isabelle, le gouvernement de Sa Majesté a tout lieu de croire, et le fait résulte même de l'aveu du gouvernement français, que ce mariage a été conclu par l'influence française à Madrid. Le gouvernement de Sa Majesté se félicite de penser que le gouvernement britannique a été étranger à cet arrangement.

« Le gouvernement de Sa Majesté pourrait faire observer que les démarches ainsi faites à Madrid par la France isolément, dans le but de conclure ce mariage, se concilient assez mal avec la proposition que le gouvernement français déclare lui-même avoir faite au gouvernement de Sa Majesté, à cet effet que les deux gouvernements agissent de concert relativement aux conseils à donner à la cour de Madrid, au sujet du mariage de la reine Isabelle : car il paraît qu'au moment même où le chargé d'affaires de France à Londres

demandait que le gouvernement anglais lui fit connaître son opinion sur ce point, afin, disait-il, que, si les deux gouvernements pouvaient se mettre d'accord, ils donnassent chacun de leur côté le même conseil, l'ambassadeur de France à Madrid avait déjà reçu de son propre gouvernement des instructions qui l'autorisaient à tâcher de faire conclure le mariage avec un candidat spécialement désigné; d'où il suit que la question sur laquelle le chargé d'affaires de la France offrait de délibérer à Londres avait déjà été décidée par les instructions adressées à l'ambassadeur de France à Madrid.

« Il est vrai de dire qu'aucune proposition formelle ou distincte ne fut faite à ce sujet par le gouvernement français au gouvernement de Sa Majesté; mais voici à peu près comment les choses se sont passées.

Le lendemain du jour où j'eus expédié à M. Bulwer ma dépêche n° 6, du 19 juillet, je montrai une copie de cette dépêche au comte de Jarnac, pour expliquer la manière dont le gouvernement de Sa Majesté, depuis le peu de temps qu'il était en fonctions, avait envisagé la question du mariage de la reine Isabelle et l'état de choses existant en Espagne; et je lui remis cette même dépêche pour qu'il l'emportât et qu'il pût en envoyer confidentiellement copie au gouvernement.

« Le comte de Jarnac fit plusieurs observations sur cette dépêche, et éleva certaines objections, tant sur ce qui était relatif au mariage de la reine d'Espagne, que sur ce qui avait trait à la situation politique de l'Espagne.

« Sur ce dernier point, il exprima des craintes que les observations, sur le système de gouvernement qui a prévalu depuis plusieurs années en Espagne, ne produisissent un fâcheux effet si elles venaient à être connues dans ce pays; mais il faut croire que le gouvernement français ne partageait pas ces craintes; car une copie de cette dépêche, quoique communiquée confidentiellement au gouvernement fran-

çais, fut envoyée par lui à M. Bresson, qui en donna connaissance à plusieurs personnes à Madrid.

« Quant à la première partie de ma dépêche, le comte de Jarnac fit observer qu'elle lui semblait mettre en avant le prince Léopold de Saxe-Cobourg comme candidat à la main de la reine Isabelle, tandis qu'elle excluait de la liste le comte de Trapani; que cela ne s'accordait pas avec ce qui avait lieu entre le gouvernement français et le précédent ministère de Sa Majesté, entre lesquels il avait été convenu que, d'une part, le gouvernement français retirerait de la liste des candidats le duc de Montpensier ou tout autre fils du roi des Français; que de l'autre, le gouvernement britannique retirerait le prince de Cobourg, et que l'on recommanderait pour époux de la reine d'Espagne quelque descendant de Philippe V.

« Je répondis que je ne trouvais au Foreign-Office aucune trace d'une convention semblable;

« Que le principe adopté par le précédent gouvernement de Sa Majesté me paraissait être celui-ci : qu'à moins que la reine d'Espagne ne parût devoir épouser un prince français, auquel cas le gouvernement britannique aurait le droit incontestable d'élever des objections fondées sur des raisons politiques, le mariage de la reine d'Espagne était une question espagnole, dans laquelle aucun gouvernement étranger n'était autorisé à s'immiscer de manière à contrôler le choix de la reine Isabelle, que ce choix tombât sur un Bourbon ou sur tout autre prince; qu'en conséquence, le gouvernement britannique ne s'opposerait pas à ce qu'elle fît choix d'un descendant de Philippe V, sans toutefois chercher, avec le gouvernement français, à lui imposer une telle restriction; que le prince Léopold de Saxe-Cobourg n'était pas un candidat mis en avant et soutenu par le gouvernement britannique; que, au contraire, ce gouvernement avait de fortes raisons pour penser qu'un prince espagnol serait un époux plus convenable pour la reine, et que, parmi les princes

espagnols, don Henri était celui qui paraissait devoir être préféré.

« Mais le mariage de la reine d'Espagne est une affaire qui regarde principalement l'Espagne, et à laquelle les autres États n'ont qu'un intérêt indirect ; et, quoique le gouvernement de Sa Majesté puisse avoir son opinion particulière sur la manière dont ce mariage a été arrangé, il n'aurait probablement pas cru devoir faire de communication officielle à ce sujet au gouvernement français, si ce mariage eût été un acte isolé, et n'eût pas été associé au projet de mariage de l'infante avec le duc de Montpensier ; sous ce rapport, il fait partie d'une combinaison politique qui soulève de graves objections.

« C'est le mariage projeté du duc de Montpensier avec l'infante qui rend la présente communication nécessaire, et c'est contre ce mariage que le gouvernement britannique doit faire des représentations et une protestation formelles.

« Un pareil mariage donnerait aux autres puissances un juste sujet de jalousie politique ; et, s'il n'était accompagné, en France et en Espagne, d'actes publics dont il n'a pas encore été question jusqu'à présent, il pourrait soulever des questions de nature à troubler la paix de l'Europe.

« Le gouvernement britannique espère que la reine d'Espagne vivra bien des années, et que son règne sera long et heureux ; il souhaite que son prochain mariage assure à la couronne d'Espagne de nombreux héritiers. Cependant l'incertitude des choses humaines nous oblige à examiner le cas possible où cette même couronne viendrait à passer sur la tête de l'infante.

« Si une telle éventualité se réalisait, l'infante étant mariée au duc de Montpensier, ce prince se trouverait, comme époux de la reine d'Espagne, placé dans cette même position que le roi des Français lui-même, ainsi que je l'ai dit plus haut, reconnaissait de fait, il y a trois ou quatre ans, ne devait être occupée par aucun de ses fils. Ainsi, par suite d'un semblable mariage, l'état de choses auquel le roi des

Français ne voulait pas arriver d'une manière directe, pourrait être amené par des moyens indirects : et le gouvernement de Sa Majesté pense que la bonne foi exige qu'après avoir renoncé d'une manière à une chose, on ne cherche point à y revenir par une autre voie.

« Mais, si la postérité de la reine Isabelle venait à manquer, et qu'en même temps il existât des enfants issus du mariage de l'infante avec le duc de Montpensier, une question grave pourrait s'élever relativement à la succession à la couronne d'Espagne. Car il est parfaitement clair qu'en vertu de la renonciation faite à la paix d'Utrecht, par le duc d'Orléans d'alors, tous ses « descendants dans la ligne masculine et dans la ligne féminine, dès ce moment et pour toujours, sont tenus pour exclus, inhábiles et incapables de succéder au trône d'Espagne, de quelque manière que la succession puisse arriver à leur ligne; » d'où il suit que les enfants et descendants du duc de Montpensier se trouveraient exclus de la succession à la couronne d'Espagne. Mais quelque clairs que soient les termes et quelque positif que soit l'effet de cette renonciation, les enfants ou descendants de ce mariage pourraient vouloir élever des prétentions basées sur les droits qu'ils allégueraient avoir reçus de l'infante en héritage ; et ainsi, à moins que tout prétexte de doute sur ce point ne fût immédiatement écarté par quelque acte valide de renonciation de la part de l'infante, pour elle et ses descendants, les stipulations du traité d'Utrecht pourraient être éludées, et la paix de l'Europe troublée par une nouvelle guerre pour la succession au trône d'Espagne.

« Mais ces considérations pourraient encore soulever une question d'une application pratique plus immédiate. En effet, l'assertion faite en Espagne, que, par suite de l'exclusion de la branche d'Orléans, en vertu des conventions d'Utrecht, le mariage de l'infante avec le duc de Montpensier serait contraire à la loi et à la constitution d'Espagne, cette assertion, dis-je, paraît fondée.

« Le gouvernement de Sa Majesté a peine à croire qu'un gouvernement aussi désireux que celui de France s'est déclaré l'être, de respecter la tranquillité des États voisins et de maintenir la paix de l'Europe, puisse persister à vouloir accomplir un mariage qui menace la tranquillité de ces États d'un danger immédiat, et peut compromettre gravement la paix européenne.

.....

« La manière dont ce mariage projeté a été arrangé, les vues politiques qu'il révèle relativement à l'avenir, les conséquences qu'il pourrait avoir, non-seulement pour les relations amicales entre la Grande-Bretagne et la France, mais aussi, dans beaucoup de cas qu'il est permis de supposer, pour la paix de l'Europe, toutes ces considérations engagent le gouvernement britannique à faire des représentations sérieuses contre ce projet, et à exprimer l'espoir fervent qu'il ne sera pas mis à exécution.

.....

« Le gouvernement de Sa Majesté, désirant donner à cette communication la forme la plus amicale qui soit compatible avec une expression complète et authentique de ses sentiments, ne vous charge point d'incorporer dans une note la substance de la présente dépêche; mais je vous invite à vouloir bien en donner lecture à M. Guizot et à lui en envoyer officiellement copie.

## V

NOTE ADRESSÉE PAR L'AMBASSADEUR DE FRANCE A LA DIÈTE  
ET AU SUNDERBUND

A SON EXC. M. LE PRÉSIDENT DE LA DIÈTE EN SUISSE

« Le soussigné, ambassadeur de S. M. le roi des Français près la confédération suisse, a reçu l'ordre de son gouvernement de faire à S. Ex. M. le président de la diète suisse et à M. le président du conseil de guerre du *Sunderbund* la communication suivante : Le gouvernement du roi, animé du plus vif désir de voir toutes les parties de l'Europe continuer à jouir des bienfaits de la paix, inspiré par les sentiments les plus sincères d'amitié pour la nation suisse, et fidèle aux engagements que la France, comme l'une des puissances signataires du traité de Vienne de 1815, a contractés envers la confédération suisse, a vu avec le plus profond regret le commencement de la guerre civile entre les cantons qui composent cette confédération.

« Désirant faire ses efforts et employer ses bons offices dans le but d'aplanir les différends qui ont été la source de toutes ces hostilités, le gouvernement du roi s'est mis en communication à ce sujet avec les gouvernements d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie; et trouvant ces gouvernements animés des mêmes motifs, il a résolu, de concert avec ses alliés, de faire une offre collective de la médiation des cinq puissances, dans le but de rétablir la paix et la concorde entre les cantons dont se compose la confédération suisse. Le soussigné est, en conséquence, chargé d'offrir la médiation de la France pour cet objet, et conjointement avec celle des quatre autres puissances.

« Si, comme l'espère le gouvernement du roi, cette offre

est acceptée, une suspension immédiate des hostilités aura lieu entre les parties belligérantes, et continuera jusqu'à la conclusion définitive des négociations qui s'ensuivront.

« Dans ce cas, il sera en outre nécessaire d'établir immédiatement une conférence composée d'un représentant de chacune des cinq puissances, d'un représentant de la diète, et d'un représentant du *Sunderbund*.

« La base sur laquelle on propose d'opérer une réconciliation entre la diète et le *Sunderbund* consiste à faire disparaître les griefs que met en avant chacune des parties. Ces griefs paraissent être, d'une part, l'établissement des jésuites en Suisse et la formation de la ligue séparée du *Sunderbund*; de l'autre, la crainte des agressions des corps francs, et le dessein attribué à la diète de détruire ou de violer la souveraineté séparée des différents cantons.

« Voici donc les conditions que le gouvernement du roi proposerait pour le rétablissement de la paix en Suisse :

« D'abord les sept cantons du *Sunderbund* s'adresseraient au Saint-Siège pour lui demander s'il ne convient pas, dans l'intérêt de la paix et de la religion, d'interdire à l'ordre des jésuites tout établissement sur le territoire de la confédération helvétique, sauf une juste et suffisante indemnité pour toutes les propriétés en terres et maisons qu'ils auraient à abandonner.

« En second lieu, la diète, confirmant ses déclarations précédentes, prendrait l'engagement de ne porter aucune atteinte à l'indépendance et à la souveraineté des cantons, telle qu'elle est garantie par le pacte fédéral : d'accorder à l'avenir une protection efficace aux cantons qui seraient menacés par une invasion des corps francs, et de n'admettre, s'il y a lieu, dans le pacte fédéral aucun article nouveau sans l'assentiment de tous les membres de la confédération.

« Troisièmement, les sept cantons du *Sunderbund* dissoudraient alors formellement et réellement leur ligue séparée.

« Quatrièmement, et enfin, dès que la question des jésuites



serait complètement résolue, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 1<sup>er</sup>, les deux parties licencièrent leurs forces respectives et reprendraient leur attitude ordinaire et pacifique.

« Le soussigné est chargé d'exprimer le vif espoir du gouvernement du roi que cette équitable proposition sera accueillie avec empressement par les deux parties belligérantes; il est chargé en outre de solliciter une prompte réponse de la diète.

« Le soussigné prie S. Ex. M. le président de la diète d'agréer l'assurance de sa haute considération.

Comte DE BOISLECOMTE, ambassadeur  
de France.

Bâle, le 30 novembre 1847.

## TABLE DES MATIÈRES

---

**LIVRE DOUZIÈME.** — I. Jugement et acquittement des conspirateurs de Strasbourg. Inquiétudes du roi. Affaires d'Afrique. Le général Desmichels et Abd-el-Kader. Prise de Mascara. Combat de la Sickah. Première expédition de Constantine. ~~Désastres~~ de la retraite. M. Dupin et le maréchal Clausel. — II. Attentat Meunier. Mort du roi Charles X. Session de 1837. Dislocation ministérielle. Cabinet du 15 août. Mariage de M. le duc d'Orléans. Cérémonies et fêtes. Amnistie. Inauguration des galeries historiques de Versailles. — III. Elections. Traité de la Tafna. Seconde expédition de Constantine. Débuts impuissants de la coalition. Travaux de la session de 1838. Incident à la Chambre des Pairs et discours de M. le duc d'Orléans. Apogée de la carrière politique du comte Molé. Le roi Louis-Philippe à Champlatreux. — IV. Avènement de la reine Victoria. Déclarations politiques et religieuses de la reine. Affaires du Canada. Insurrection. Papineau et Mackensie. — V. Naissance du comte de Paris. Procès Hubert. Affaire Laity. Louis-Napoléon quitte la Suisse. Évacuation d'Ancône. Sacre de la reine d'Angleterre. Prise de Saint-Jean-d'Ulloa. Ouverture de la session. Réveil de la coalition. Son plan de campagne. Dernière lutte du ministère. Dissolution de la Chambre. Elections. Le cabinet Molé se retire..... 1

**LIVRE TREIZIÈME.** — I. Solution définitive du différend hollando-belge. Crise ministérielle. Difficultés nombreuses. Cabinet provisoire.

**Émeute du 12 mai. Lettre de Louis-Napoléon. Nouvelle combinaison ministérielle. Jugement des insurgés du 12 mai. — II. Phase nouvelle de la question d'Orient. Intérêts divers des puissances européennes. Mahmoud et Méhémet-Ali. Bataille de Nezib. Mort de Mahmoud. Faiblesse du gouvernement ottoman. Intervention des puissances. La France sourdement écartée de leur action collective. Affaires législatives en France. Mariage de M. le duc de Nemours. Rejet de la dotation. Démission des ministres. — III. Formation du cabinet du 1<sup>er</sup> mars. Ses débuts politiques. Session de 1840. Projet de loi relatif à la translation des restes mortels de Napoléon I<sup>er</sup>. Situation de l'Europe au moment du traité du 15 juillet. Signature de ce traité. Lord Palmerston et M. Guizot. Colère du roi Louis-Philippe. Premières pensées de guerre. Attitude de M. Thiers. Préparatifs militaires. — IV. Débarquement de Louis-Napoléon à Boulogne. Incidents divers. La tentative échoue et le prince est arrêté. Louis-Napoléon devant la Cour des Pairs. Condamnation. — V. Conséquences du traité du 15 juillet. Le roi et M. Thiers. Déchéance de Méhémet-Ali. Mesures coercitives adoptées par les puissances. Le ministère du 1<sup>er</sup> mars se retire. — VI. Cabinet du 29 octobre. Affaires d'Espagne..... 105**

**LIVRE QUATORZIÈME. — I. Translation des restes de Napoléon I<sup>er</sup>, Cérémonie funèbre. Session de 1841. Inondations dans les départements. — II. Les Anglais en Chine. — III. Lettres attribuées à Louis-Philippe. Le recensement. Troubles sérieux à Toulouse. Envoi d'un commissaire extraordinaire. La municipalité est dissoute. Procès et acquittement. — IV. Baptême du comte de Paris. Élection de M. Ledru-Rollin dans la Sarthe. Attentat Quénisset. Convention des détroits. Le traité du droit de visite. Session de 1842. Mort de M. Humann. Le général Bugeaud gouverneur de l'Algérie. Affaires d'Afrique. Espartero régent. Influence anglaise en Espagne. Conjuración à Madrid. — V. L'amiral du Petit-Thouars aux îles Marquises. Élections générales en France. Mort de M. le duc d'Orléans. Réunion des Chambres. La loi de régence. Débat parlementaire. La loi est votée. — VI. Complications en Espagne. Chute d'Espartero. Majorité de la reine Isabelle. Les Anglais dans l'Inde. O'Connell et les républicains. Prise de la Smala d'Abd-el-Kader. Le duc de Nemours au Mans. Voyage en France de la reine d'Angleterre..... 228**

|   |     |
|---|-----|
| <b>LIVRE QUINZIÈME. — I. Voyage de M. le comte de Chambord à Londres.</b>   |     |
| Manifestation légitimiste. Le duc de Fitz James. M. de Chateaubriand. M. de La Rochejaquelein. Affaires de Tahiti. Prise de possession des îles de la Société. Ouverture de la session. Les députés légitimistes devant la Chambre. Ils donnent leur démission et sont réélus. — II. Désaveu de l'amiral Du Petit-Thouars. Guerre avec le Maroc. Mogador. Tanger. Bataille de l'Isly. Affaire Pritchard. Louis-Philippe à Windsor. — III. Question de l'enseignement. L'université et le clergé. M. Villemain et M. de Salvandy. Les jésuites. Questions extérieures. Affaires de Cracovie. Incorporation à l'Autriche. L'Italie et Pie IX. — IV. Session de 1846. La Chambre est dissoute. Attentat de Lecomte. Le prince Louis-Bonaparte s'évade du fort de Ham. Elections. Les mariages espagnols. — V. Session de 1847. Le socialisme en province. Crise alimentaire. Désordres en Touraine et dans le Berry. Mort de M. Martin du Nord et modifications ministérielles. Procès et scandales. — VI. Question suisse. Le Sunderbund. Guerre civile. Attitude du gouvernement français. Agitation réformiste en France. Banquets. Situation morale et matérielle du pays à la fin de décembre 1847..... | 356 |





























